Maurice Bardèche

SOUVENIRS



Éditions du Pilon

Le présent ouvrage, publié en 1993 chez Buchet-Chastel, clôture l'œuvre de Maurice Bardèche ; estampillé par nos habituels et tout-puissants inquisiteurs contemporains : “grand intellectuel fasciste”, avec la réprobation et le froncement de sourcil anathématique qui conviennent dans une époque implacablement soumise au canon de l'orthodoxie Impériale et Républicaine. Il est également de bon ton de réduire le personnage à sa parenté avec Robert Brasillach, symbole malencontreux de la Collaboration, qui lui valut à la “Libération” une brève arrestation et une radiation définitive de l'Éducation nationale pour cause, sans doute, de déviationnisme par alliance. Quand on ne va pas jusqu'à achever la “bête”, en rappelant sa condamnation à un an de prison ferme pour apologie de crimes de guerre en 1948, suite à la parution de son prophétique “Nuremberg ou la Terre promise” qui avait l'impardonnable effronterie de dénoncer et de démonter la mise en place du prodigieux carcan idéologique qui allait domestiquer les consciences occidentales et bientôt presque planétaires avec une efficacité moins que jamais démentie à ce jour. Et n'évoquons même pas le second volet de cette provocation à l'autodafé démocratique : “Nuremberg II ou les Faux-Monnayeurs”(1952), qui ajoutait le blasphème irrémissible de l'exploitation des thèses révisionnistes de Paul Rassinier, en plein épanouissement triomphal de l'Internationale des Pleure-misère.

Il est donc entendu que le cas du lascar est définitivement irrécupérable et que l'addition, comme pièce à conviction, de la revue qu'il fonda en 1952 : “Défense de l'Occident”, qui eût jusqu'au mauvais goût d'offrir à ses lecteurs les plumes de Marcel Aymé, Roger Nimier, Antoine Blondin, Jacques Laurent ou Michel Déon, s'apparenterait à un acharnement procuroral qui n'a pas lieu d'être dans un procès en sorcellerie digne de sa signification moderne. Tout au plus se doit-on, quand on cite le nom d'un pareil récidiviste, d'informer le lecteur imprudent des risques encourus par ses muqueuses nasales à l'approche d'une prose aussi nauséabonde... Puisque c'est aujourd'hui l'adjectif en usage pour qualifier les déjections scripturales des Ennemis avérés de la Liberté d'oppression et du Fourrage de crâne. Même si la fragilité olfactive de l'époque semble pour le moins contradictoire avec la matière dont elle est constituée...!

Mais ce sont là des mystères qui nous dépassent... et notre rôle à nous se limite après tout à offrir aux générations nouvelles et souvent mal informées (soixante ans d'essorage cérébral entre "Treblinka la petite biche aux abois" et "Lara Croft versus Hezbollah", laissent des traces...) quelque échantillon suffisamment exemplaire de cette perversion intellectuelle repoussante et quasi pathologique qui faillit les confisquer pour des millénaires aux radieuses béatitudes du suffrage universel et des fraises Tagada. Une attitude "citoyenne", donc... si nous en croyons le manuel du parfait petit gardien de la révolution électorale... C'est à dire probablement la même qui encombrait en son temps les services postaux de la Kommandantur ou du N.K.V.D.

Ledit présent ouvrage, s'intitulant sobrement "Souvenirs", nous présumons inutile de transformer cette introduction en préface : exercice qui consiste habituellement à expliquer au lecteur ce qu'il est censé comprendre de sa lecture... En somme : un boulot intermédiaire entre celui de directeur de conscience et de démonstrateur en épluche-patates. Et notre boulot au "Pilon" consiste plutôt à déniaiser notre clientèle sans artifices préliminaires. Sous réserve peut-être d'un télescopage fortuit avec quelque eunuque du sérail universitaire, naturellement affligé d'un ramollissement bulbaire chronique, hélas, presque invincible.

Il parait qu'à l'impossible, nul n'est tenu... Alors à l'improbable, pensez donc !...

Éditions du Pilon.
avril 2007

lepilon@gawab.com

-----BEGIN PGP PUBLIC KEY BLOCK-----
Version: GnuPG v1.4.6 (MingW32)

mQGiBEWz4ckRBACp2djvCjRTlp9zSuHCoEFNCEJPOGbtIx0Z+Cb6gmu1lna9GmZ1
2rwcMp71si06D6YwTR1rxUHYFu/wYv2DItHAco2u2rcKeTXmCCzVDdjio+AvrwXx
ZLqIc1MmUl0rRW2kUhm8DmvAwUuMEOpuQrKZwnR4+8fX/QcUGJaKt7ATFwCgx4Lv
VHsVnZEpEQ07mtLlbFhvJ1sD/Ai5F/kpGiOfp/SvrWryDO6SOoAypUjxu+eM1/8f
o6tDgDlByTmwTqUDqIlnjLrsc7VKWF7HnxSnUlcGEypScZPgzeCC07m5gsXNKqiB
abPVs0yR9CYc0Fk9YtSWkj7M8t4wgxsjfrSqCK4CI0hm3GzKplnt+JZFxBzHIfCZ
rcmHBACUX5TFyv1iGa2dN7ePWRWuL3+ztyMPhAFEkJN13ai9YM/UeU/dQK9shiix
018ceAhUA2DFtAt9XhnfgYVvJm7swOUzzcZCWA9gZVqG8dRnq0euUERjQ7RHSOEj
yE47qatShkALetNUL0AwCsxNViQraxLSLrti2vDNVEjTIfhdZrQlRWRpdGlvbnMg
ZHUgcGlsb24gPGxlcGlsb25AZ2F3YWIuY29tPohgBBMRAgAgBQJFs+HJAhsDBgsJ
CAcDAgQVAggDBBYCAwECHgECF4AACgkQETGAlfdiL3EHPwCfa/bGco59iqcTlqOA
JVWhri60GKwAn3oyMIXZ8+m1Y3C/TiFAbAIB6vu5uQMNBEWz4eAQDADLQX+RszbM
mnEM0O9z5PJL9k4Wf8uqlwVdLT74F3pf4E8AGfTLvaioJQOJXe+bjGpeQK1OMHAX
99r2iT7VWbg1+Sz7vYgCwOWoGG/tnLeuGQd2yfzmnq9ZpYg99jlYkqNNC1J5ZYVz
61KP9NUfobjjOjpNplRyRtYB5eBDejmFRQOm+hnFlA11ZYDN59tZf8xGBd7VRvne
PLuCjiaJ1wQSQ3wwFRYe3qkIp4QuA9oZr2sS9EXFV5jEDLqoeXdvaykr67ttdsRw
5nH15WpPnrydPrMtLuzByGp1bmhaxfRuJfDlpoZZAkckKpLHUdRyANttYGxMXzA9
PSITqMUllh7cyBwkLggNxNv7roiVj2yZQotqwyU20W8zWslEQYepewzU7bH4WbfN
fXB05fHU//aA0EU0wZD7IRiDzqmyTdUCIDOzycpOkHyv2DgoGiP3F8fkfAuCcqbN
sSdqpWhSFbpvhVm/orC1vhSyYxJWl45jbjBsn70qJNjmWn2aHIC7mjsAAwUMAILS
3/UYhFwlNFj1fu88CWfU/gCbnVlquAajh2FdwYznWm+Rd8mTjuoLYVIm3aozqXJB
X8RSFgY1uEzg1bJh476X9/zZSvS1FS/6+ciQxtqOduow+P0KSJOH8zYu/fyhUSel
iIcHifsOli30s5vHSWjNHPn/ldxFVq/+9lLFCOfAVeCDlri6CJFF6Q/uW7wze1ar
FArD0Ucmv8NAz71SyI72BsQUUZbpVOmxNvh0pqB3bL+fOI2Y4Bs8q6rOFPirtHdl
H1g+669mbTDCxD1ZzlxkZJjsql13Pfy4SRKhRohmWh3rBh3ajwqFMwOBgVZi81Po
/2WBZvOp45WAEpYQi780JJXjyCA0iRBgKG/Iwj1xP5s0nQymCLGqiLqQpFnzDPvp
1bTwF8iR9Ijf4aRG/7efAUhn+w7AYkUzxahpqabq1B/2DwmB53gDe7II/Me/xUi5
UYgNdlhYuzkUMHpegciGLa5eB/Ve0CV+Lg6maHyCsFpwjIdNN+lQkF0s6ns88YhJ
BBgRAgAJBQJFs+HgAhsMAAoJEBExgJX3Yi9xPb8An0Q43rqlZpeCWprjuhizI7aj
88CRAJ93qzzx4+ZtPv9VMEnODhSz2Gcq1g==
=Jgg3
-----END PGP PUBLIC KEY BLOCK-----

Maurice Bardèche

SOUVENIRS

Éditions du Pilon

Avril 2007

Édition originelle : Buchet/Chastel

ISBN : 2-7020-1580-8
1993, Éditions Buchet/Chastel, Paris
N° d'éd. 1347. N° d'impr. 32852.
D.L. : février 1993

SOUVENIRS D'ENFANCE
ET DE JEUNESSE

Longtemps, j'ai eu honte d'annoncer, quand je devais, comme les autres élèves, dire le nom de mon village, que j'étais né à Dun-sur-Auron. Je trouvais ce nom à la fois ridicule et banal. Je compris beaucoup plus tard qu'on m'avait trompé, que le nom qu'on m'avait appris n'était pas le vrai nom de mon village, qu'il cachait au contraire sous cette dénomination administrative, l'antiquité et la noblesse du petit bourg qu'on avait appelé pendant des siècles Dun-le-Roi. Ce nom de Dun, qu'on retrouve dans Lugdunum qui est le nom ancien de la ville de Lyon, désignait autrefois une butte fortifiée : c'est un des noms les plus anciens de notre langue parce que c'est un nom gaulois antérieur à la conquête romaine. À Dun-le-Roi, l'éperon qui domine l'Auron fut fortifié au temps où le roi de France était devenu le roi de Bourges. On appelait alors cette butte le Châtelet. L'entrée en était défendue par un beffroi qui existe encore. Entre le beffroi et les fortifications du Châtelet s'étendait une rue autrefois bordée de maisons anciennes dont il ne restait plus, au temps de mon enfance, qu'un petit manoir du XVe siècle dans lequel on affirmait que le roi avait résidé : il était devenu la maison du médecin et j'y ai souvent joué avec une jolie fillette de mon âge jusqu'aux environs de ma huitième année. Dans la campagne, sur les bords de l'Auron, on montrait encore, dans mon enfance, les ruines du château de Bois-Sire-Amé que Charles VII avait fait construire pour Agnès Sorel. Bien qu'il y eût pour ce nom de Dunois bien d'autres explications, il me plairait de croire que c'est en raison des attachements qui s'étaient créés ainsi que le chef de la résistance française, le fameux bâtard d'Orléans, contemporain de Charles VII et compagnon de Jeanne d'Arc, prit le nom de comte de Dunois. Je pense toujours avec tristesse à ce que dut être autrefois le gros bourg paysan de Dun-le-Roi. Il était déjà assez important pour qu'on y eût fait construire, deux cents ans plus tôt, une belle église romane à l'entrée de la Grande-Rue. Cette Grande-Rue aboutissait au beffroi qui semblait alors une sorte d'alcazar installé pour protéger la villégiature du roi. Dans mon imagination, la transformation de Dun-le-Roi en Dun-sur-Auron, c'est comme si on avait fait porter une blouse d'épicier à un noble mendiant tiré d'une gravure de Callot.

J'ai connu encore, sur le flanc de la butte, du côté de la rivière, un vieux quartier grossièrement pavé qu'on appelait le quartier des Minimes. Dans ses ruelles, il n'existait plus que des masures délabrées habitées que par des vieillards et de pauvres gens. On me défendait d'y aller à cause des petits garçons pouilleux qui jouaient sur le seuil en pierre des maisons. Des petites filles y montraient effrontément leur derrière sans culotte. C'est tout en bas de cet endroit peu honorable, dans la rue des Ponts, au bord de la rivière, l'Aurore, que j'ai passé les premières années de ma vie. Une solide porte de fer séparait notre logis de l'appontement le long duquel on pouvait amarrer une barque dont mon père ne se

servit jamais. C'est seulement en 1910, que la naissance d'un de mes frères nous obligea à déménager pour aller habiter dans une maison qu'on venait d'achever, tout près du groupe scolaire, au 21 boulevard du Nord, où s'est passée mon enfance républicaine.

Il me plaît de placer, en tête de mon histoire, cette image de mon bourg natal qui fut un bourg fidèle, fidèle au roi dans le malheur.

Mais ce n'est pas dans ce bourg de mon rêve que se passa mon enfance, mais à Dun-sur-Auron qui n'était plus un bourg du roi, mais désormais appelé l'ensemble communal en langage administratif une municipalité. C'était même une municipalité modèle, laïque, républicaine, un des plus solides bastions du parti radical et radical-socialiste. Et je tiens à commencer par ces mots les souvenirs de ma vie : je n'ai pas toujours été un fils ingrat de la République, j'ai été, au contraire, un bon petit soldat de la République, un bon petit élève de la République.

Quand je pense à mon enfance, je vois une allée de platanes, elle menait à ce qu'on appelait fièrement le groupe scolaire. Je portais mon sac sur le dos, attaché sur les épaules. Il contenait des choses précieuses, un plumier, un porte-plume, un « crayon d'ardoise » dans son « porte-crayon d'ardoise », le « livre de lecture », mes trésors — et l'ardoise en personne, unie sur une face, quadrillée de rouge sur l'autre, qui montrait au bout de quinze jours son humble rembourrage de carton. Je m'appliquais. Les doigts du « maître », de gros doigts, sentaient le tabac quand il se penchait pour me montrer à faire les lettres difficiles, les f qui ont deux grandes boucles de chaque côté des lignes du « cahier d'écriture ». Le matin, quand on arrivait dans le froid, le tableau noir, tout propre, portait une devise morale prescrivant qu'il fallait se laver les mains ou rappelant quelque autre obligation civique. Le poêle chauffait doucement la salle de classe, que son tuyau traversait de part en part. Je croisais les bras avec zèle, bonne terre absorbant avec joie la rosée de l'instruction primaire laïque et obligatoire. Qu'elle était belle, en ce temps-là, « l'école sans Dieu » de Jules Ferry sur laquelle j'ai lu tant d'anathèmes ! Il y avait au mur une carte de France divisée en départements sur laquelle l'Alsace-Lorraine était en violet. La seconde année, à la rentrée, le maître dont les doigts sentaient le tabac ne revint pas. À sa place, on eut Mlle Phelouzat. Et ensuite d'autres femmes qui faisaient la classe. À la fin, un instituteur en blouse grise qui avait une jambe en bois.

Ce n'était pas quelque disposition heureuse qui faisait de moi un écolier si appliqué. J'étais vraiment un produit de la victoire républicaine qui avait ouvert les allées caillouteuses de la vie bourgeoise à tous les catéchumènes du certificat d'études. Je n'ai jamais su quelle série d'avatars avait amené un Jean-Baptiste Bardèche du canton de La Plau-de-Sarzac, au fond de la Corrèze, à l'heureuse petite ville de Saint-Amand-Montrond qui se prélasse sur les bords du Cher. Ce Jean-Baptiste, échoué sur ce rivage hospitalier, réussit à y créer un commerce, et, entre tous les commerces possibles, il choisit fâcheusement le plus aléatoire, celui de la vente des parapluies. Une série de saisons pluvieuses lui permit d'avoir cinq enfants. Il réussit à les loger dans une arrière-boutique exiguë dont les fenêtres s'ouvraient sur un puits nauséabond auquel on donnait abusivement le nom de cour. Le hasard vint au secours de cette famille auvergnate en exil. L'imprimerie

Bussières s'établit dans la rue Nationale juste en face de la boutique de parapluies. Ce secours du ciel fut mis à profit. Dès que les enfants surent lire, on les enfourna dans les ateliers d'en face, bien plus salubres que l'environnement fétide du paradis des parapluies. Mon père fut le seul à échapper à cette destinée industrielle. Il travailla, apprit le dessin, apprit le calcul, passa des examens et posa un pied audacieux sur la passerelle de la vie administrative en obtenant, à trente-deux ans, le poste d'agent-voyer de Saulzais-le-Potier, aux environs de Saint-Amand. Cette promotion eut lieu en 1905. C'est à peu près le début de mon histoire.

Marcel Proust a inventé l'allégorie ingénieuse du côté de chez Swann et du côté de Guermantes pour expliquer qu'il passait ses soirées chez de grands bourgeois juifs dont la fréquentation le contristait tandis qu'il n'arrivait pas à se faire admettre dans la familiarité des familles ducales du boulevard Saint-Germain. Beaucoup de familles ont, comme Marcel Proust, un « côté de chez Swann » et un « côté de Guermantes » que les hasards de la vie sociale ont créés. Ce fut un hasard dramatique qui fut pour moi la source de cette antithèse.

Les parents de ma mère portaient le nom de Guillemet, diminutif du prénom Guillaume. Les Guillemet étaient « dans la limonade ». C'est beaucoup plus comestible que les parapluies. Comme chacun le sait, « être dans la limonade » est une définition professionnelle désignant tous les métiers qui consistent à offrir sur un plateau une denrée consommable qui est payée comptant : cela va du bistrot au Ritz. C'est une profession qui s'accorde mal à l'esprit républicain. Les Guillemet n'affectaient pas une dignité ombrageuse. Ceux que j'ai connus avaient commencé petitement, il leur avait fallu beaucoup de patience et apparemment d'avarice pour acquérir le fonds de l'Hôtel de la Poste, à Saint-Amand-Montrond, sous-préfecture du Cher, à peu près au moment où Jean-Baptiste Bardèche avait décidé de protéger ses contemporains contre les averses. Ils ne furent pas moins prolifiques, ayant eu, eux aussi, cinq enfants. L'un d'eux, qui fut mon grand-père maternel, était ambitieux. Il « monta à Paris », toujours dans « la limonade ». Il était joli garçon, il y réussit. Au moment où cette histoire commence, il était gérant d'un des plus beaux cafés du boulevard Saint-Michel, *La Source*. C'était le temps de Moréas et de P.-J. Toulet. Cette prospérité ne lui réussit pas. Sa femme se fatigua d'être trompée et le quitta. Lui-même fit je ne sais quelles folies, se ruina peut-être. Tout ce que je sais, c'est qu'il mourut brusquement, dans des conditions dramatiques, laissant quatre orphelins, deux jeunes filles d'une vingtaine d'années et deux garçons plus jeunes. C'est ici qu'on retrouve la République dans un rôle de protection des orphelins qu'on ne lui reconnaît pas toujours.

Car il fallait marier les deux jeunes personnes. Elles étaient jolies, modestes, mais le « sans dot » d'Harpagon refroidissait les soupirants. Elles avaient été recueillies l'une et l'autre par une de leurs tantes, qu'on appela toujours « tante Louise », qui trottinait le long d'une bonne petite aisance bourgeoise dans la plus belle rue de ce Saint-Amand-Montrond dont je viens de parler. Les deux orphelines plurent à tante Louise, qui les montra avec succès. Mais ce succès n'était pas monnayable, et tante Louise s'inquiétait d'apercevoir à l'horizon des bonnets de Sainte-Catherine. Elle avait brûlé pieusement des cierges quand il lui vint la pensée plus audacieuse de confier son embarras à un ennemi de la religion,

le sénateur Christophe Pajot. Ce mécréant, indigne de son prénom, régnait sur les anticléricaux du département et en particulier sur le canton de Saulzais-le-Potier, voisin de sa résidence de Vaux. Il avait jeté un regard bienveillant sur le jeune agent-voyer qui entretenait ses chemins vicinaux et visitait les maires des paroisses rurales qui sont aussi des électeurs sénatoriaux. Il le proposa, le présenta. Le jeune agent-voyer parut convenable : il n'avait pas l'accent berrichon et portait des lorgnons rassurants. Il plut à la cadette des filles par un certain air de gentillesse.

La difficulté était cette rue Nationale, un faubourg, les parapluies, l'imprimerie Bussières, du très petit peuple. Tante Louise fut parfaite. Elle prit son ombrelle et alla embrasser la grand-mère Bardèche, petite vieille malicieuse qui portait la coiffe berrichonne dans son antre à parapluies. Comme c'était un jour ouvrable, elle ne vit pas les sœurs du prétendu qui travaillaient de l'autre côté de la rue. Le mariage eut lieu un jour d'été de l'année 1905. Sur la photographie de groupe qu'on prit ce jour-là, mon père a l'air gêné par le soleil et porte à la main un chapeau claque qui ne servit jamais qu'en cette occasion et que je retrouvai quinze ans plus tard sur le plus haut rayon d'une armoire. Le bienveillant Christophe Pajot avait mis dans la corbeille la plus belle cure du département, le poste d'agent-voyer dans le gros bourg de Dun-sur-Auron, point stratégique important sur la carte des élections sénatoriales. C'est là que je naquis, un peu plus d'un an après, le 1er octobre 1907.

En dépit des apparences, cette union des contraires ne laissa aucune trace dans ma sensibilité. Mon père était un disciple fidèle du sénateur Pajot, un militant consciencieux du parti radical et radical-socialiste. Il lisait *L'Émancipateur,* hebdomadaire progressiste des vrais républicains, il parcourait à bicyclette de nombreuses routes départementales et nouait des relations utiles avec les élus locaux toujours préoccupés de quelque requête vicinale qui mijotait dans les bureaux. L'esprit réactionnaire était représenté d'une autre manière. Ma mère voulut un piano dont elle ne se servit pas plus que mon père de son chapeau claque, une salle à manger en faux acajou alors que nous prenions nos repas dans une vaste et claire cuisine pavée de dalles blanches, un paravent peuplé de guerriers chinois. Mon père tenait à ce qu'elle fût aussi comblée qu'au temps où elle était fêtée par la « société » Saint-Amandoise : je me souviens encore d'un adorable corsage de velours rehaussé de beaux galons sur lequel je promenais avec délices mes petites pattes de deux ans.

Ce décor réactionnaire ne gênait en rien les convictions républicaines de mon père. J'allais à l'école communale. J'y étais très heureux. Il ne fut jamais question de m'envoyer au catéchisme. Je regardais passer quelquefois les rangs des petits garçons qu'on appelait les « couâls » imitation du cri des corbeaux, parce qu'ils étaient les élèves de l'école libre. Je les regardais avec nostalgie parce qu'il y avait parmi eux un garçon aux joues rouges qui s'appelait Deminitroux que j'avais envie d'avoir pour camarade et qui devint plus tard un héros légendaire du maquis local. Cela m'empêchait d'imiter le cri des corbeaux sur le passage de la troupe comme faisaient mes camarades. Dans ce temps-là, cela n'avait pas d'importance de ne pas hurler avec les loups.

L'harmonie entre l'esprit réactionnaire et les convictions républicaines s'exprimait encore par bien d'autres détails. Les républicains désignaient leur chef-lieu de canton sous le nom de Dun-sur-Auron. Je n'aimais pas ce nom que je trouvais agricole, mais je répugnais à me servir du beau nom de Dun-le-Roi qui évoquait le temps détestable du servage. J'allais pourtant jouer avec la fille du médecin dans la maison qui avait appartenu à Charles VII au temps où il était le roi de Bourges et cette maison ancienne me plaisait. La « charrette anglaise » où nous étions assis dos à dos, mon frère et moi, les beaux corsages de velours de ma mère, le chantier de bateaux sur le canal du Berry qui sentait le goudron, le piano inutile, faisaient partie de mon attirail réactionnaire. Je me plaisais aussi à constater que nous avions une « bonne » ornée d'un tablier blanc, comme dans la maison prestigieuse de tante Louise. Cette bonne, à vrai dire, n'était qu'une « dame de la Colonie », terme qui désignait les pensionnaires de la *Colonie familiale* qu'un savant psychiatre avait installée à Dun : il expérimentait un régime de semi-liberté des malades mentaux légers. On les autorisait à travailler en ville. D'autres végétaient comme des touristes désœuvrés sur les bancs des promenades, signalés, toutefois, par un costume réglementaire. Ces retraités d'un genre particulier donnaient à Dun-sur-Auron un air niçois que les autres chefs-lieux de canton lui enviaient. Ces éléments modestes d'un décor sudiste étaient confirmés par l'audience hebdomadaire des chefs cantonniers qui venaient *ad limina* dans le bureau de mon père. Ils avaient de longues moustaches de Gaulois et je jouais avec leur chaîne de montre en métal fileté pendant qu'ils me faisaient sauter sur leurs genoux.

Ces minces vestiges de splendeur féodale flattaient en moi des penchants dangereux. Ils ne nuisaient pas, cependant, à ma ferveur républicaine entretenue par mon tablier noir d'écolier, mon sac arrimé sur mes épaules, mon plumier, mes cahiers annotés à l'encre rouge par monsieur l'instituteur. J'aspirais à être un jour un petit Viala, un petit Bara, jeunes tambours de seize ans dont le livre d'histoire d'Ernest Lavisse exaltait l'héroïsme qui ne me paraissait pas moins sublime que la bravoure du chevalier Bayard ou du connétable du Guesclin.

Malgré ces références exaltantes, l'idéal laïc et radical-socialiste incarné pour moi par le groupe scolaire de Dun-sur-Auron n'était pas de nature à faire battre un cœur de six ans. Heureusement, je trouvais ailleurs une image plus énergique de la vigueur républicaine. La sœur de ma mère s'était mariée, à peu près en même temps qu'elle, avec un autre protégé du sénateur Pajot, nommé Henri Fougeat, fonctionnaire de l'administration des Ponts et Chaussées. Ils habitaient Bourges, chef-lieu du département, où se trouvaient les bureaux de ce service. Cet Henri Fougeat avait un passé. Il n'avait pas toujours été un fonctionnaire sédentaire. Il avait servi, pendant plusieurs années, dans un glorieux escadron de chasseurs à cheval. On a oublié, depuis la Première Guerre mondiale, cette élégante cavalerie légère qui avait succédé aux lanciers de Napoléon. Un grand portrait, suspendu au-dessus du lit conjugal, rappelait ce passé. Henri Fougeat y était photographié dans le dolman bleu ciel des chasseurs barré de torsades blanches, de larges galons de maréchal des logis brillaient sur sa manche et il portait sur la poitrine une croix de la Légion d'honneur et une médaille militaire qui me posèrent beaucoup plus tard une énigme que je n'ai jamais résolue. C'était un petit homme

courtaud et rouge qui me faisait grande impression parce qu'il conduisait les jours d'été un joli « tonneau » attelé d'une jument.

Nous étions, à la veille de la guerre, une famille de quatre garçons dont l'aîné avait sept ans et le dernier quelques mois. À l'époque des vacances, il fallait disperser cette bruyante escouade. Mon jeune frère Henri, joli petit garçon âgé de six ans, doux comme une fille et jouant à la poupée, était dirigé sur l'échelon de Saint-Amand. Tante Louise l'aimait pour sa sagesse et ses beaux yeux plaisaient à « ces dames ». On le menait de temps en temps chez les petites tantes parapluies : il s'asseyait sur une chaise et jouait avec les bagues et les pinces qui servaient aux réparations.

Des expériences malheureuses avaient prouvé que je troublais ces vies tranquilles. Les Fougeat, n'ayant pas d'enfant, acceptèrent la tâche ingrate de me recevoir. Henri Fougeat l'accepta même avec plaisir, s'étant mis en tête de m'initier aux exercices préparatoires d'un peloton de reconnaissance. Cet apprentissage fut limité pendant longtemps aux soins à donner à la litière du cheval et à l'arrachage des mauvaises herbes dans le jardin. Des circonstances particulières me firent du bien. Il fallait aller chercher le fourrage au grenier : c'est la place naturelle du fourrage. Mais on ne débarquait au grenier que par une trappe à laquelle on accédait par une échelle. On peut faire beaucoup de choses avec une échelle : s'y suspendre par les mains et monter sans s'aider des pieds, passer à travers les barreaux et faire autant de tours qu'un chat ou un écureuil, soulever la trappe avec la tête, toutes singeries que j'accomplissais malgré les cris d'épouvante de ma tante qui assistait à ces exercices. Je redoutais ces tortures, mais en même temps j'en étais fier parce qu'elles me permettaient de traiter mon frère de « poule mouillée ».

Les épreuves les plus effrayantes étaient celles qui avaient lieu pendant les ténèbres de la nuit. La maison de mon oncle Henri était presque en dehors de Bourges, sur la route d'Issoudun, c'était déjà la campagne. Il y avait derrière la maison un grand jardin potager et à la suite un terrain planté en vigne et entouré de grillage pour le défendre contre les maraudeurs. Tout au fond, dans la partie la plus sinistre de ce désert, était un tas de fumier autour duquel on faisait pousser des citrouilles. Dans les nuits d'été, quand on n'entendait plus que l'aboiement assourdi des chiens dans le lointain, le petit Bara-petit Viala était invité à aller cueillir une des larges feuilles de citrouille qui poussaient sur le fumier au bout du monde. Je me demande aujourd'hui comment j'ai pu avoir l'impression de faire alors quelque chose de difficile. Mais les hommes, comme les petits garçons de cinq ans, ne mettent-ils pas un point d'honneur à aller chercher des feuilles de citrouille dans tous les jardins hantés par des loups plus ou moins imaginaires ?

Ces épreuves ne me déplaisaient pas. Mais, en d'autres occasions, je mettais aussi une sorte de coquetterie à montrer un caractère rebelle. Mon oncle Henri me ramenait énergiquement dans le devoir en m'enfermant au cabinet noir ou en me mettant la tête sous un robinet d'eau glacée, douche fort propre à calmer les fureurs enfantines. J'étais fier de subir ces épreuves avec un entêtement d'ilote indocile. Je crois bien que ces particularités furent le principal de mon éducation : j'apprenais la rigueur de Sparte. C'était une autre manière d'être républicain.

Les bourgs tranquilles des années 1910 n'avaient pas changé depuis Balzac, mais ils étaient si calmes, si dormants que Balzac ne les a pas décrits. Sur les 2 000 habitants de Dun-sur-Aron, personne ne possédait une automobile. Le passage d'une voiture était un événement. Sur le boulevard du Nord, Peupeute, le crétin, attendait avec un seau et une pelle. Il suivait les chevaux, espérant qu'une aubaine lui permettrait de recueillir quelques boules fumantes qu'ils laissaient tomber derrière eux. Sur la place du Beffroi, une fois à midi et une autre fois à six heures du soir, le tambour de ville criait les nouvelles et annonçait les objets perdus. Le canal du Berry passait au bas de la côte qui contournait la vieille muraille du Châtelet. J'ai déjà dit que Dun est un nom gaulois qui désigne un lieu élevé au-dessus de la plaine. Le Châtelet avait abrité une garnison au temps de Charles VII. Par les ruelles grossièrement pavées du vieux quartier des Minimes, on montait à la demi-lune où le capitaine des gens d'armes plaçait autrefois ses bombardes. À la sortie du bourg, on voyait encore des pans de mur, seuls vestiges du château auquel Agnès Sorel avait donné le nom gracieux de Bois-Sire-Amé. La gare du petit train départemental, qui passait deux fois par jour, était située à quelques jets de pierre de ce château que le roi de Bourges avait fait construire, à ce qu'on disait, au milieu d'un parc ou de grands jardins qui avaient disparu.

L'arrivée du petit train départemental était l'événement de chaque jour. L'hôtel Margot, un immeuble en pierre de taille, honorablement placé au haut de la côte, au centre du bourg, envoyait une voiture à chaque arrivée, une sorte de tapissière carrée dont les deux banquettes installées en vis-à-vis pouvaient recevoir six voyageurs. Cette voiture transportait les bagages et conduisait aussi « à domicile ». Une autre distraction était l'éclusage des chalands sur le canal du Berry. Ils étaient traînés par deux petits ânes attelés au même joug et nous regardions, avec admiration, mon frère et moi, la fillette de notre âge qui les conduisait. Les après-midi d'été, nous allions goûter au-dessus de l'écluse, au bord du chantier de plein air où l'on construisait des barges avec de grandes planches qui sentaient le pin et le goudron. Ces timides bourgeons de la civilisation industrielle ne suffisaient pas à troubler la somnolence d'un bourg déserté de ses pages, qui semblait s'être endormi avec ses marmitons après le passage des routiers de Jeanne d'Arc.

Le seul jour qui mettait un peu d'animation était le samedi, jour du *marché*. Ce jour-là, les femmes des maraîchers se levaient à l'aube pour apporter, dans de grands paniers, quelques douzaines d'œufs, des poulets, des mottes de beurre sur lesquelles était l'image d'une vache imprimée par un moule. On les rencontrait sur la route de Saint-Amand, pareilles à d'autres femmes, vendéennes ou auvergnates, passagères le même jour des vieux chemins ombragés, portant la coiffe et chaussées de sabots. Elles s'asseyaient à terre autour de la place du Marché installant devant elles leur étalage alimentaire, attentives aux cours qui changeaient d'heure en heure.

J'aimais ces journées douces, ces journées immobiles. Je ne pouvais pas savoir que c'était déjà un tableau d'histoire : les dernières images du XIXe siècle, une passerelle qui me permettait d'être le contemporain de Balzac et de Flaubert. Il y avait même, dans cette province, quelque chose que ni Balzac ni Flaubert n'avaient dit : la qualité du silence. La nuit était une vraie nuit, les bruits n'étaient que des

bruits de la campagne, réguliers comme des heures. À trois heures du matin, un coq chantait très loin, on ne savait pas où. À cinq heures, on entendait dans une prairie les clairons du 95e d'infanterie qui sonnaient, non pas la diane, mais de mystérieux rassemblements. À six heures, au bas du village, résonnaient les coups de marteau du forgeron et on percevait, dans la buée du sommeil, le bruit des roues ferrées des tombereaux. Les matins d'été, quand on s'éveillait, on voyait sur le plafond de la chambre les ombres agrandies des passants qui allaient à leur travail, que les rayons du soleil, passant à travers les persiennes, projetaient comme sur la chambre noire d'un appareil photographique : ils faisaient un demi-cercle d'un mur à l'autre et disparaissaient, annonciation rapide et discrète de la tasse de café au lait ou de soupe qui allait commencer la journée. Les soirs d'été, après le dîner, mes parents s'asseyaient sur des chaises devant la maison : et je jouais avec le sable fin et doré que les eaux, en s'écoulant, avaient laissé dans le caniveau. C'étaient, en somme, de beaux soirs de paix.

Cette première éducation se termina un jour d'été. Mon oncle Henri m'apparut, ce jour-là, occupé à une besogne singulière. Il avait sorti une longue épée qu'il fourbissait avec soin en l'appuyant sur une caisse de bidons d'essence, car il avait remplacé la jument par une voiturette automobile. Le lendemain, il se montra avec un pantalon rouge qui portait une bande bleue et il endossa une vareuse ornée de ses décorations avec deux galons dorés sur la manche. Ce jour-là, on me renvoya à Dun-sur-Auron.

Je trouvai à mon retour un spectacle insolite. Ma mère, éplorée dans son beau corsage de velours, sanglotait sur l'épaule de mon père qui lui tapotait le dos. Je sus plus tard que mon père, « versé » depuis peu de temps dans l'infanterie territoriale, était affecté à la garde des ouvrages d'art (ce sont les ponts et les tunnels) ainsi que des voies ferrées. Ma mère s'exagérait manifestement les dangers qu'il affronterait dans ces postes périlleux. Elle voyait les Prussiens l'égorgeant par des nuits sans lune. En fait, il n'alla pas plus loin que le camp d'Avord, à trente kilomètres de Dun, où des aviateurs s'initiaient à la manille coinchée. Je ne sais plus ce que devint mon oncle Henri : mais trois mois plus tard, sa fonction consistait à compter, dans une caserne de Bourges, les Kabyles et les Sénégalais qui participaient ensuite en Champagne à la défense de la civilisation et de la démocratie.

J'ai lu, quand j'étais jeune, un livre de Jean-Pierre Maxence intitulé *La Guerre à sept ans.* Le héros de ce livre était animé des sentiments les plus élevés, s'habillait en zouave et lisait Barrès avec émotion. Bien que mes parents se soient abonnés au *Pays de France,* hebdomadaire illustré publié par *Le Matin,* j'étais loin d'avoir des élans aussi nobles. Ma seule activité intellectuelle pendant quatre ans consista à surveiller sur la carte de chaque semaine les déplacements minimes du ruban noir qui partageait la France de Dixmude à Belfort. J'étais bien loin d'imaginer ce que représentait chacun de ces imperceptibles changements. J'avais des sentiments convenables : je détestais les « Boches », j'admirais les dreadnougts de « nos amis les Anglais », je ne doutais pas de la victoire et je regardais au cinéma, installé dans un café de la place des Ormes le président Poincaré coiffé d'une casquette de chauffeur devant lequel des chasseurs alpins défilaient avec une merveilleuse vélocité.

Je ne comprenais rien et ce qui est merveilleux, c'est que je n'étais pas le seul à ne rien comprendre et à ne rien sentir. C'est une grande leçon de politique que l'insensibilité, la torpeur, l'engourdissement, de ces steppes provinciales muettes qu'on vidait de leur sang et qui semblaient inconscientes. On peut tout faire d'un pays pourvu que les apparences de la loi soient respectées. On s'habitue à tout, on finit par trouver tout *normal,* n'importe quoi. Une partie du « groupe scolaire » avait été transformée en hôpital. Je n'étais pas spécialement insensible, anormalement insensible, et mes petits camarades non plus. Mais nous jouions tranquillement aux barres à côté des blessés qui balançaient ce qui leur restait de jambes entre deux béquilles ou qui n'avaient plus qu'un moignon près de l'épaule. C'était un hôpital où il n'y avait jamais de morts : on s'était débarrassé des morts avant. Ce n'était même pas triste. Les blessés jouaient au ballon avec nous et organisaient des concerts. Les filles ne s'ennuyaient pas. Dun-sur-Auron était devenu une petite ville gaie. Bourges grouillait des « turcos » de mon oncle Henri, les femmes travaillaient à « la Pyrotechnie » où l'on fabriquait des obus, d'autres conduisaient les tramways, un cousin des Fougeat qu'on appelait l'oncle Anselme s'ébahissait de l'argent qu'il gagnait dans un atelier de chaudronnerie qui fournissait l'armée, on disait que les Lherbaudière, des ingénieurs propriétaires d'une fonderie, étaient devenus millionnaires, ils étaient si riches qu'ils prenaient une particule qu'ils avaient, disaient-ils, abandonnée.

Je ne vis le malheur qu'une fois, et comme par hasard. On nous avait retiré les « dames de la colonie », elles ne sortaient plus, à cause des militaires, nous avions donc une femme de ménage. Cette femme de ménage était jeune, elle avait un petit garçon. Un matin, elle se jeta en pleurant dans les bras de ma mère. On lui avait appris quelques heures plus tôt la mort de son mari. Ma mère pleura beaucoup avec elle. Elle était sincèrement bouleversée, mais je n'ai jamais su si c'était par compassion et amitié pour la femme de ménage ou parce que quelqu'un qu'elle connaissait était mort à la guerre, comme on est bouleversé quand la foudre tombe sur la maison du voisin. Bien qu'il y ait beaucoup de noms sur le monument aux morts de Dun-sur-Auron, c'est le seul de ces morts que nous ayons connu. Encore une autre surdité : on ne sait pas ce qui arrive en dehors du quartier qu'on habite, trois rues plus loin commence l'Espagne, on en verra d'autres exemples.

En revanche, on a des « semblables » qui ne sont pas les « semblables » de tout le monde. Les morts de la guerre étaient anonymes, ce n'était pas des gens qu'on connaissait, c'était les éléments d'une statistique. Le grand événement de la guerre, ce ne fut pas la bataille de la Marne, ni la bataille de Verdun, ni l'offensive Hindenburg en 1918, cela c'était des événements historiques, des événements dont on parlait, mais que Dun-sur-Auron ne percevait pas : des titres dans les journaux. Le grand événement, qui resta dans toutes les mémoires, ce fut la grippe espagnole. Car la grippe espagnole s'abattit sans discernement *sur des gens qu'on connaissait*. De gentilles « petites jeunes femmes », des commerçants « chez qui on allait », Mme Créancy, dans la Grande-Rue, deux bébés ravissants, en quelques heures... Ce fléau de Sodome sur « nos semblables » ! On se précipita dans les églises, on but des remèdes, on se cacha à la campagne. La victoire de la civilisation fut assombrie par cette atrocité du destin. On comprit qu'il y avait dans les guerres des victimes civiles, des victimes *innocentes* qui n'étaient pas moins

intéressantes que ces militaires dont on parlait tant, qui étaient même beaucoup plus intéressantes puisque chaque groupe social, égoïste, s'intéresse avant tout aux siens.

Je suis honteux de n'avoir rien de plus émouvant à raconter sur cette Première Guerre que j'ai connue. Ce qui me surprend le plus, c'est d'être obligé de convenir aujourd'hui que ces quatre années de guerre à Dun-sur-Auron ne furent pas des années de guerre. Je n'en ai gardé qu'un souvenir livresque. Je suivais sur les cartes publiées par *le Pays de France* le tracé de la ligne de front dans les marais de Pripet, je savais où était Pzemyls, citadelle polonaise et aussi Lvow qu'on appelait alors Lamberg. Je pensais avec émotion aux petits garçons de douze ans qui arrêtaient des patrouilles de uhlans dans *les Petits livres roses de la guerre* publiés par les éditions Larousse sous la direction d'un inspecteur primaire. Au café de la place des Ormes où l'on pouvait voir des projections de cinématographe, j'essayais de comprendre les *serials* dramatiques qui furent les premiers succès du cinéma américain, *Judex* et *la Main qui étreint,* je vois encore le regard épouvanté de Pearl White. Mais, de toute la guerre, je n'ai gardé qu'un nom qui représente pour moi un choc : celui des Éparges à cause du mari de la femme de ménage. L'armistice même ne fut pour moi qu'une dépêche affichée au bureau de poste.

Par quel circuit de l'imagination, par quelle reconstitution, mes yeux se remplissent-ils de larmes au nom de Douaumont ? Aujourd'hui encore, et depuis bien longtemps ? Depuis quand, je ne sais pas. À quel moment, par quels moyens, l'émotion de l'héroïsme naît-elle en nous ? Il n'y eut pas de fabrication, il n'y en eut pas, en tout cas, à cette date. Jamais, pendant ces années, ni plus tard, je n'ai vu une classe d'écoliers debout tout entière, en silence, à l'appel de ce nom symbolique. Plus tard, je vis passer, avec indifférence, de tristes patrouilles d'éclopés qui allaient célébrer autour d'un drapeau fatigué quelque piteuse messe civique. Comment ai-je su ? Je ne me souviens d'aucune révélation, d'aucun déclic. Il y a des voies mystérieuses de l'émotion. Pourquoi tant de cérémonies, d'exhortations, de films, pourquoi la mobilisation de toutes les trompettes de la propagande n'ont jamais pu me faire croire à l'héroïsme de la Résistance qui eut pourtant quelques véritables héros qui auraient pu m'émouvoir ? Les mythes sont la nourriture de l'imagination : et cette nourriture, nous savons tous qu'on nous la vend en sachets. Pourtant, pourquoi des mythes industriels, présentés sous un conditionnement étudié, bien visibles sur les rayons, n'émeuvent-ils pas toujours les consommateurs qui les achètent et les utilisent comme des paquets de lessive, tandis que des mythes qui poussent tout seuls comme de mauvaises herbes, et n'ont pour leur « promotion » que le porte-à-porte des survivants, de simples pêcheurs du lac de Génésareth, remplissent-ils, finalement, tout le dôme de l'histoire ? La vérité, la vraie souffrance, se répandent et fertilisent par des canaux invisibles, qui nous font ce que nous sommes et que nous ne connaissons pas.

Les guerres engendrent des étapes nouvelles par les changements qu'elles produisent et les vérités qu'elles démasquent. Les femmes s'aperçurent qu'elles pouvaient faire les métiers qui semblaient réservés aux hommes. Elles comprirent aussi que ces métiers, par les obligations qu'ils imposaient, leur conféraient une liberté qu'elles n'avaient jamais connue. Elles tournèrent des obus, soignèrent, commandèrent, dirigèrent même sous le nom de secrétaires, conduisirent des

autobus et des camions, pavèrent des rues. Elles furent les occupantes de ce pays sans hommes. Les plus timides n'échappaient pas à cette fatalité, un télégramme à dix heures du matin pouvait changer leur vie et leur statut social, elles devenaient en une heure des chefs de famille chargées d'orphelins. Cette libération des femmes, c'était beaucoup plus important que le retour de l'Alsace-Lorraine : c'était la dernière poutre du droit romain qui s'écroulait sur nos têtes. Adieu pouvoir, famille, patrie : tout avait déjà volé en éclats, sans récupération possible.

Les collectivités ne sont pas des êtres de chair, elles ne souffrent pas, mais elles se font d'elles-mêmes une image qui invente leur souffrance. Toutes les après-guerres sont mensonge. Partout, dans les villages, on inscrivit sur une stèle les noms des garçons qui étaient morts dans cette guerre. La France avait souffert, la France était en deuil. Voilà ce qu'il fallait savoir, ce qu'il fallait surtout faire savoir au monde entier. Un amateur de paraphrases appela la France « Le Christ des nations ». Ce mot allait loin : la France avait évangélisé les nations, avait souffert sous Guillaume II, avait été mise en croix. En réalité, on s'aperçut en 1919 qu'on avait découvert le fox-trot. La souffrance de toute la nation, découverte d'après-guerre, fit oublier que la guerre avait été la ruine pour les uns et un pactole pour les autres.

Ce pactole dans les derniers mois avait fertilisé tous les champs, même les plus reculés. L'arrivée des Américains fut le commencement de l'après-guerre. Mes petites tantes parapluies qu'on avait fini par persuader de vendre, elles aussi, des tours Eiffel et des mouchoirs représentant une Alsacienne dans les bras d'un Américain, avaient gagné, en six mois, plus d'argent qu'en dix ans de lutte contre les intempéries. Il est vrai que pendant le même temps, ma tante Louise avait dû hypothéquer, puis vendre tout ce qu'elle possédait, comme des milliers de petits rentiers ruinés par le bouillonnement économique qui avait enrichi les autres. Cette prospérité ne déplaisait pas aux femmes qui, soudainement riches, s'achetaient des bottines montantes qu'on laçait comme des bottes d'aviateur et faisaient la fortune des coiffeurs pour dames, profession nouvelle dont les boutiques pullulaient. Les Alsaciennes n'étaient pas seules à embrasser les Américains. Ils faisaient des ravages sur les troupeaux de jeunes campagnardes qui croyaient mener la grande vie en fumant leurs premières cigarettes. En somme, on ne s'ennuyait pas.

Je crois bien que Louis-Ferdinand Céline a été le seul à bien représenter ce friselis d'excitation qui, sous les dehors les plus convenables, parcourait les échines françaises. Les femmes étaient passées presque toutes d'une vie sans événements à une actualité riche en péripéties, toute guerre devenant facilement un mélodrame dont les coups de théâtre font trembler. Leurs vies privées elles-mêmes, habitées par la crainte, exposées au malheur, confrontées à des décisions graves qu'il fallait prendre rapidement faisaient d'elles autant d'*héroïnes,* non pas au sens militaire, mais plutôt selon le vocabulaire des *Deux orphelines* et du *Bossu.* C'était moins monotone que le *five o'clock tea* du jeudi. Le drame, la mort même sont pour certaines femmes, comme un alcool qui s'ajoute à la vie. Ces formes brutales du hasard agitent chez les plus jeunes cette vocation secrète d'esclave et de proie qui est au fond d'elles-mêmes et rappellent leur primordiale destination de subir. Même quand on ne la connaît qu'en imagination,

surtout quand on ne la connaît qu'en imagination, la guerre est une magie noire. Les entrailles palpitantes dans l'arène, l'horreur des catastrophes, les morts encore chauds, le sang, les supplices réveillent une bestialité en tous les êtres humains qui est troublée, appelée, c'est comme un courant qui traverse l'être, s'allume en nous. Le quotidien même, généralement plus prosaïque, n'était pas dénué d'effluves. Ces jeunes mâles à empaqueter, dorloter (pas les grands blessés défigurés, râlant, coma : pour les bonnes sœurs et femmes de choc, ceux-là), mais les intéressants convalescents ou récupérables qu'on envoyait à la réparation, tendresse, féminité, douceur, toutes les récompenses du dévouement féminin, quelle générosité on couvait en soi, quel cœur, quelles émotions jolies ! On sentait la vie. Les mères seules ne participaient pas. Elles perdaient tout et il n'y avait pas de compensation.

J'ai compris beaucoup plus tard combien le mensonge est nécessaire dans les guerres. Il fallait que tous ces dessous fussent dénaturés, enveloppés, travestis par la ferveur. « Je fais la guerre », disait un vieil homme. Ce travail de camouflage s'appelait *soutenir le moral de l'arrière*. Le vieil homme, qui s'appelait Clemenceau se fit un nom dans cet emploi. D'abord, il se fabriqua un *look* comme plus tard Coluche. J'aimais son petit chapeau défoncé, ses vieilles guêtres, sa grosse moustache qui en faisaient comme un vétéran de la guerre des tranchées.

Je suis un peu étonné de l'admiration du petit garçon de onze ans dont je raconte l'histoire. Le moi qui lui a succédé trouva bientôt un peu suspecte sa fermeté jacobine. Le brillant lieutenant Mornay, qui assista comme procureur aux procès de trahison de cette époque, appartenait à une famille de Bourges. Il ne se gênait pas pour dire, quelques années plus tard, qu'on avait agi avec une dureté singulière dans les procès de Mata Hari et de Bolo Pacha, dont les dossiers étaient minces. On fut expéditif avec eux : une danseuse, un noceur... Clemenceau fit mieux : il étala une vigueur romaine en faisant fusiller le fils d'un des hommes qui l'avaient servi. Quand on ne peut pas montrer de victoires, l'ostentation de l'énergie est un des moyens de la personne en place. Le tribun dit : « Je fais la guerre », le chœur répond : « La liberté ou la mort ». Les fossés de Vincennes, la guillotine, prouvent qu'on est le sauveur de la patrie. « Les crimes collectifs n'engagent personne », disait Napoléon.

J'ai bien peur que l'écolier au tablier noir n'ait été, dans ce temps-là, un bon petit patriote. Le petit livre d'histoire d'Ernest Lavisse m'apprenait à admirer Danton, la Convention, Kellermann, les soldats de l'An II. Faute de soldats de plomb, on m'offrait des planches d'images d'Épinal qui représentaient des régiments ; je les collais sur du carton et je composais sur la table de la cuisine des régiments qui défilaient devant moi ; il y avait un colonel, un porte-drapeau, des trompettes. Mon oncle Henri m'offrait pour Noël une panoplie de capitaine avec un képi, un sabre de carton et un étui à revolver. J'étais un bon petit Jacobin.

Je fus aussi un brillant sujet. Aux examens du certificat d'études, je fis honneur au « groupe scolaire » du Dun-sur-Auron. Mes parents hésitaient sur mon avenir. Ma tante Louise venait de mourir, les splendeurs de Saint-Amand-Montrond disparurent avec elle. J'y gagnai de faire ma première communion, cette sainte femme se désespérant d'avoir pour héritiers des enfants qui n'avaient reçu aucune éducation religieuse. On n'osait pas aspirer pour moi au lycée. La prospérité des

années de guerre n'avait pas seulement ruiné les bonnes gens qui vieillissaient paisiblement en comptant sur leurs rentes, elle avait diminué aussi la modeste aisance des petits fonctionnaires. Les quatre garçonnets de la maison étaient une charge. Est-ce qu'à douze ans, je ne devais pas, comme autrefois mon père, « rapporter » de quoi aider mes parents ? Il y avait chaque année à Bourges un concours qui désignait les élèves méritants auxquels le département donnait une bourse d'études. On me présenta à cet examen, à tout hasard, pour voir.

Je n'ai gardé aucun souvenir de ces heures décisives. Bourges avait beaucoup changé. Les réfugiés et les « Turcos » avaient importé leurs produits alimentaires. On mangeait des choses inconnues, des endives, des salsifis, des choux rouges, des bananes, on disait même que des audacieux se nourrissaient d'un brouet qu'on appelait du *couscous*. J'ai gardé le souvenir de ces nouveautés culinaires alors que je ne sais plus rien des journées émouvantes pendant lesquelles se décidait mon avenir. Je fus heureux à ce premier concours de mon existence. Au moment de fixer le montant des bourses, le Conseil général se souvint que mon père était un bon républicain et qu'il était honoré, en outre, de la confiance du sénateur Pajot. Quelques mois plus tard, je fus inscrit comme interne au lycée de Bourges.

On va passer assez vite sur ces années sans histoire. Il faut pourtant que je dise que ce furent là les années les plus importantes de ce que je ne réussis pas à appeler mon éducation : la suite de cette formation élémentaire que j'avais reçue pendant mes vacances chez mon oncle Henri. Posons d'abord, au commencement, une vérité première qui éclaire toutes les adolescences scolaires et pas seulement la mienne. Il y a dans tout lycée deux groupes d'adolescents dont l'expérience et la vie sont entièrement différentes, les pensionnaires et les externes. Il y a entre eux autant de Disc qu'entre les animaux sauvages et les animaux dits « de compagnie ». Un observateur attentif doit pouvoir décider chez un jeune homme de vingt ans s'il a été pensionnaire ou externe. Le pensionnaire a commencé à douze ans une existence d'homme : il a vécu dans une communauté ; dans cette communauté, il n'a été protégé par personne, il a connu de bonne heure la méchanceté et aussi la solidarité de ses semblables ; il a dû s'imposer, se battre, se protéger, détester ou aimer, il a dû surtout apprendre de bonne heure, reconnaître d'instinct les lois de toute vie en communauté, qui seront aussi celle du régiment, et plus tard, celle de toute lutte, lois qui sont au-dessus des lois de la cité, morale instinctive de l'honneur et de la loyauté, en somme, la « loi du milieu ».

Je ne parle ici que des écoles laïques. Dans les internats des écoles religieuses, la surveillance continuelle des sentiments et des désirs installe, au-dessus des lois communautaires, une loi morale à laquelle il est obligatoire de se conformer ou de feindre de se conformer — ce qui est, en somme, ce qu'on appelle l'éducation.

Dans les internats des lycées et des collèges de l'État, au contraire, l'éducation étant une discipline inconnue, l'apprentissage de la vie était un enseignement que les élèves se donnaient entre eux. Une jeune opinion publique, prompte et péremptoire, distribuait les blâmes. La considération ne dépendait pas des « bons points » que l'on gagnait en classe. Je compris que le tablier noir, les bras croisés et le zèle, c'était fini. On était seul, on vous regardait : et même, on vous regardait être. Très vite, on était pesé. Et l'œil précis et juste des « douze ans » décidait selon des intuitions sommaires, brutales, si l'on veut, immorales peut-être, mais elles

avaient un avantage, c'étaient des normes militaires. Les qualités qui donnaient un grade étaient le courage, l'énergie, l'endurance, la franchise. Les défauts qui déconsidéraient étaient la lâcheté, la mollesse, le « rapportage ». Les plaintes et les larmes étaient un objet de dégoût. La justice, l'impartialité, le calme étaient des qualités auxquelles on rendait hommage mais elles étaient marginales et pour ainsi dire étrangères. Il y avait des tares déshonorantes, le mercantilisme, l'égoïsme, la ruse. L'existence était régimentaire et spartiate. À six heures du matin, le grelottement de la sonnerie nous tirait brusquement du sommeil. L'eau était glacée dans les lavabos. C'était encore la nuit. Dans les cours de récréation, une lampe lugubre éclairait à peine les préaux qui conduisaient au réfectoire. Le dimanche, dans nos promenades sous la conduite d'un surveillant, l'uniforme de lycéen était obligatoire. Quand nous allions au terrain de sport, près du stade de Moulon, nous traversions la ville, rangés deux par deux, déambulant gauchement, petits hommes de douze ans dans leurs pantalons et leurs vareuses à boutons dorés, comme une colonie de pingouins.

Ceux qui déplorent aujourd'hui la disparition de l'éducation familiale se sont-ils avisés qu'une bonne partie des grands-pères d'aujourd'hui n'ont rien connu d'autre dans leur jeunesse qu'une éducation *sur le tas,* avec *les autres,* par *les autres* ; en somme, une éducation de classe d'âge, comme dans les sociétés tribales d'autrefois ? Le vocabulaire même nous avertit de cette séparation d'avec les générations précédentes. Le terme de classe, nous l'employons sans en savoir le sens. Pour les jésuites qui l'inventèrent, ce mot désigne *la flotte, l'escadre,* c'est le sens du mot latin *classis,* qui leur était confiée, pour faire, sous leur commandement, l'apprentissage de la haute mer de la vie. Le commandement a disparu, mais *l'escadrille* est restée : et chacun y tient sa place sous l'œil de ses camarades. Et *les autres* vous regardent et ils savent. Car on transmet le métier, l'instruction, pas la manière de se tenir. Alors l'éducation, la vraie, les êtres vraiment jeunes auront toujours à se la donner entre eux, comme la signature de leur temps.

Au lycée, je fus vite confronté aux épreuves. J'étais arrivé à Pâques aussitôt après l'attribution des bourses d'internat. Pour que je ne perde pas un an, on m'avait placé tout de suite en sixième, dans une classe de latinistes. Je devais « rattraper ». Tout seul. Ce fut à cette occasion que j'acquis un peu de confiance en moi, et même de fierté. Je n'avais pas d'autre instrument qu'un dictionnaire et une grammaire qui me semblait un grimoire. On ne m'avait rien appris, on ne s'occupait pas de moi, je n'avais personne à qui me confier. Je ne comprenais rien : je décryptais cette langue inconnue avec un acharnement d'insecte. Plus d'une fois, j'ai pleuré de rage à l'étude en constatant que l'énergie ne permet pas de vaincre. J'ai toujours gardé une reconnaissance secrète à un répétiteur appelé Longchamp, ancien instituteur, qui m'avait révélé, me voyant désespéré, la page de la grammaire où se trouvait l'énigmatique déclinaison des pronoms. Naturellement, je fus le dernier de la classe quand on donna les notes des compositions. Mais, au moment des vacances, je commençais à comprendre.

Ce n'était là qu'une préface. Le déchiffrement du latin est très utile, mais ne forme pas le caractère. Mon dressage commença en octobre suivant, quand j'entrai en cinquième. J'avais douze ans le jour de la rentrée : à la campagne, c'est l'âge où

l'on reçoit la toge virile, on est assez grand pour conduire les bêtes. Moi, je n'eus pas de troupeau à mener, mais on me confia mon frère qui entrait le même jour en sixième. J'aimais mon frère. Je ne puis écrire cette phrase sans émotion tant elle est pour moi pleine de tendresse et de regret. De tous les garçons que j'ai connus, un autre seulement m'inspira autant d'amour : pas tout à fait le même pourtant parce qu'on ne me l'avait pas remis comme un faible auquel je devais protection. Mon frère, au contraire, était ma propriété. Mon honneur était engagé à le défendre. Je me battis pour le protéger : c'est une bonne façon de débuter, banale. Je gagnai peu à peu les grades de la considération. Comme j'avais appris un peu de latin pendant les vacances, je passai aussi de la condition d'ilote débile au statut de bon élève. On accepta cette promotion parce que j'étais bon garçon, secourable aux démunis. Un petit rôle dans l'équipe de rugby, division cadets, compléta cette ascension. Ce dernier point était capital : les lycées français, si différents des écoles anglo-saxonnes, ont cette ressemblance avec elles : le sport est un élément de promotion. En peu de semaines, je fus acclimaté. Il me restait à conquérir le dernier échelon du *standing,* la situation d'*ennemi des lois*. Mon mauvais caractère m'aida à me rapprocher de cette perfection. J'étais naturellement indiscipliné, rébarbatif à toute contrainte, de plus insolent. C'étaient là des dons. J'étais toujours en infraction, et même je le faisais exprès, par bravade. J'étais pervers dans l'indiscipline, ingénieux dans la méchanceté, insupportable comme un taon sur les chevaux un jour d'été. Je cumulais toutes les contraventions de l'écolier qui sont, comme on le sait, le *zéro de conduite,* le rapport, la retenue, la consigne qui privait de sortie. Les quatre années que je passai comme pensionnaire au lycée de Bourges furent si riches en sanctions disciplinaires qu'elles furent pour moi comme quatre années d'emprisonnement. Tout cela était très bon pour ma popularité : j'étais un professionnel de la délinquance, un « cheval de retour » : à ce titre, respecté.

La formation du caractère qu'impose toute vie communautaire était donc aggravée pour moi par cette ostentation dont j'avais la sottise d'être fier. Je cultivais en moi ce caractère d'insoumis. Plusieurs fois, je fus sur le point d'être renvoyé du lycée. Les professeurs, régulièrement, me sauvaient. Ces sauvetages eurent pour résultat de faire naître en moi un orgueil de potache. Je me persuadais que j'avais le droit d'être au-dessus des lois parce que j'étais un petit génie. Cette déviation n'était compensée par rien. Il ne me venait pas à la pensée que les triomphes au lycée de Bourges étaient de très minces trophées et personne n'était là pour me le dire. Mon oncle Henri, dont la rudesse spartiate aurait pu corriger mon autosatisfaction, était mort en 1919 d'une congestion cérébrale provoquée par les colères et les fatigues d'une campagne électorale. Mon père, en bon républicain, mesurait l'éducation au baromètre des succès scolaires. Mes frères m'adoraient, personne n'était là pour me retenir sur la belle grande route de la prétention et de la sottise.

Je trouvai même, pendant ce temps d'épreuve, des complaisances imméritées qui ne vaudraient pas d'être rappelées si je ne me sentais une sorte de devoir de mentionner l'une d'entre elles. Bien entendu, les pensionnaires du lycée de Bourges n'intéressaient personne : c'étaient de petits paysans sales, mal élevés, jeunes chiots bâtards. La caste distinguée des externes nous regardait de haut.

J'avais pourtant, parmi eux, quelques bon camarades. Je ne résiste pas au plaisir de citer l'un d'eux, Paul Baudet, qui fut plus tard un grand avocat, et se fit connaître par son éloquence et son courage dans plusieurs procès difficiles. Mais Paul Baudet ne fut pour moi, en ce temps-là, qu'un passant. Celui qui me montra le plus d'attention et d'affection était un jeune Juif qui s'appelait André Gros. Son nom est connu de tous ceux qui sont familiers avec le milieu judiciaire : il fit une brillante carrière de professeur de droit, fut jurisconsulte du ministère des Affaires étrangères et représentant de la France au tribunal international de La Haye. C'était, à cette époque, un joli petit garçon blond, dont le père était procureur général auprès de la cour d'appel. Dans mon ignorance, ce titre m'était aussi inconnu que la qualité de juif, adjectif qu'on n'avait jamais prononcé devant moi. J'eus donc pendant quelques semaines le procureur général pour correspondant. Je ne m'en étonnais pas. Cela ne me surprend pas davantage aujourd'hui. Car j'ai eu ensuite plus d'une fois l'occasion de remarquer que les familles juives sont promptes à accueillir. Elles ont une convivialité plus spontanée que les familles installées depuis longtemps : comme s'il leur restait quelque chose de cette liberté des pionniers par laquelle commence toute race migrante.

L'année où j'étais en Seconde, en 1922, fut ma dernière année de pensionnaire. Mon père venait d'être nommé inspecteur du service vicinal, il devait résider à Bourges. Ce changement fut décisif : la dégradation du rebelle commença tout aussitôt. D'abord, je ne faisais plus partie de la communauté ecclésiale, n'étant plus pensionnaire. Ensuite, mon champ de tir m'avait été retiré : je veux dire les salles d'études, le dortoir, les horaires, le règlement, théâtre de mon indiscipline. J'appris qu'en toute collectivité les rites sont plus importants que l'esprit.

Une circonstance avait aggravé mon passage dans le corps des externes. Un jeune agrégé qui débutait dans l'enseignement était chargé de la classe de Première. Il s'appelait Pierre Gastinel, héritier d'une grande famille universitaire, qui débutait lui aussi. Il est impossible d'imaginer aujourd'hui la ferveur et la joie d'un nouvel agrégé rejoignant son premier poste. La fierté d'enseigner, la certitude d'être compris sont des sentiments qui ont disparu. L'espoir d'être aimé, c'était la petite plante en pot qu'un débutant de l'enseignement plaçait secrètement sur sa fenêtre. En lisant ces phrases, je sens que je décris là un passé aussi étrange que la place du Marché de Dun-sur-Auron où les paysannes étaient assises par terre derrière leurs mottes de beurre. Ce nouveau venu était donc jeune, séduisant, souriant à l'avenir, l'air heureux et bienveillant. Il portait une canne et de courtes guêtres grises qui recouvraient des chaussures. Cet attirail, en ce temps-là, n'étonnait personne. Dès les premiers jours, il fut convenu qu'il était sympathique.

Je partageai ce sentiment unanime. Ce fut le commencement de ce que notre langage politique appelle une déstabilisation. Non seulement j'avais cessé d'être à la tête de la « résistance », mais en montrant de pareils sentiments je collaborais avec l'occupant. Ce changement n'entraînait pas une déconsidération : mon passé de vieux grognard me protégeait : mais une onde tiède, d'origine bourgeoise et réactionnaire, détrempait la tête revêche du rebelle.

Montaigne a bien raison de dire qu'à quatorze ans on est déjà tout ce qu'on sera. C'est l'âge héroïque. Ensuite, on s'enrichit, mais on ne fait que déchoir. On déchoit parce qu'on s'enrichit. On se charge de culture, c'est-à-dire d'autre chose que soi,

on est enrichi d'amendements selon le langage très exact de l'agriculture. Le jeune sauvage qu'on porte en soi, si entier, si impitoyable, on l'émonde, on le lime. On lui enseigne de bonnes manières, on le taille en espalier. Je fus rétif aux bonnes manières, je ne fus qu'un maigre espalier. Mais j'étais devenu un externe : c'était l'essentiel.

Je fus donc externe pendant mon année de philosophie que je fis sous la direction de Gabriel Madinier qui fut plus tard professeur à l'université de Lyon. Cette initiation à la philosophie m'a laissé peu de souvenirs. Mais cette année fut importante pour moi parce qu'elle fut une année d'initiation littéraire. Gabriel Madinier s'aperçut très vite qu'il ne ferait pas de moi un jeune espoir de la philosophie, mais il me rendit un grand service en comprenant que cette année inutile pouvait être pour moi une année fructueuse par des lectures qui allaient au-delà du cadre traditionnel que Pierre Gastinel en bon héritier d'une dynastie universitaire avait transmis tel qu'on le lui avait confié. Il profita des loisirs dont je disposais pendant cette année de philosophie pour me faire faire des lectures étrangères au programme. C'est grâce à lui que je connus Barrès, dont je retins peu de choses, mais aussi des écrivains dont on ne m'avait jamais parlé, en particulier Paul Claudel et Marcel Proust. Les lectures qu'il me fit faire pendant mon année de philosophie furent déjà une sorte de « rhétorique supérieure » qui m'initiait à une littérature extra-universitaire, ouverture qui allait me rendre peu après de grands services lors de débuts difficiles.

Après quelques hésitations, mes parents, peu conscients de mon indigence intellectuelle, se laissèrent séduire par le jeune professeur qui m'avait pris en amitié, et, sur ses conseils, eurent l'audace de demander pour moi une bourse pour préparer à Paris le concours d'entrée à l'École normale supérieure. Il y avait alors à Paris deux lycées qui recevaient les candidats à ce concours. L'un d'entre eux était le lycée Louis-le-Grand, l'autre le lycée Henri-IV. Chacun de ces deux établissements possédait une classe d'initiation qu'on appelait dans le jargon scolaire une hypokhâgne et une classe préparatoire qu'on appelait une khâgne. Je fus accepté le 1er octobre 1925 comme pensionnaire dans la classe d'hypokhâgne du lycée Louis-le-Grand. J'avais dix-huit ans.

Le niais que j'étais alors fit une entrée modeste dans la poulinière où j'avais été admis. Dès les premiers jours, je sentis mon abjection ! J'avais pour condisciples des aigles de l'enseignement secondaire qui avaient presque tous moissonné largement dans le jardin glorieux du concours général. Le « bon élève » du lycée de Bourges était une recrue miteuse parmi ces brillants sujets. Je portais, comme au temps où j'étais pensionnaire, la « biaude » des paysans du Berry, une blouse bouffante qui accoutrait les marchands de bœufs dans les foires. Les autres avaient tous un beau sarrau de quincaillier qui attestait leur sérieux. J'avais l'air d'un rustre égaré parmi les commis de l'épicerie universitaire.

En les appelant au bord de ma mémoire, je ne vois, au lieu des têtes fraîches et jeunes de mon vieux lycée de Bourges qu'un parterre de tignasses destinées à se transformer, au cours du temps, en calvities d'inspecteurs généraux, de spécialistes éminents, de membres de l'Institut. Je ne sais pas pourquoi, parmi toutes ces figures anonymes, mon souvenir n'a retenu que les cheveux raides et roux du futur ambassadeur et ministre Lucien Paye, « monsieur Paye », comme

disaient les professeurs, élève très voisin de la perfection, maintes fois primé au concours général, toujours « premier » dans toutes les matières, déjà « grand commis », mesuré, sachant ce qu'il faut dire, irréprochable, à la fois bienveillant et indifférent. Était-ce une prémonition, une image destinée à installer en moi, une fois pour toutes, le modèle de ce que je ne pourrais jamais imiter ?

Le découragement des premiers jours m'apprit qu'il n'y a rien de plus triste, à la sortie de l'adolescence, que l'écroulement d'un imaginaire dans lequel on a trouvé des forces. La salle d'étude dans laquelle nous étions rassemblés après les cours ne ressemblait à rien de ce que j'avais vu. Un surveillant septuagénaire et apoplectique présidait en dormant profondément. Le silence absolu n'était troublé que par le bruit léger des dictionnaires qu'on feuilletait. C'était un silence de séminaristes : on s'étonnait de ne pas entendre le murmure des patenôtres.

Comme les « bleus » qui arrivent au régiment, je n'avais pour consolateur qu'un « pays », Jean Beaufret, de Guéret, que ma « biaude » ne scandalisait pas. Le futur commentateur d'Heidegger n'avait jamais entendu parler de Jouhandeau que j'ignorais autant que lui, mais il admirait notre professeur de philosophie, le vieux, doux et inintelligible Henri Bernès, dont je n'ai jamais pu distinguer l'apparentement idéologique : nous unissions nos efforts pour essayer de le comprendre.

Une particularité malheureuse aggravait mon isolement. J'avais fait mes études dans la section C, une section de mathématiciens, mon père ayant rêvé pour moi de l'École polytechnique. Le grec était obligatoire au concours d'entrée à Normale supérieure : je ne savais que le peu de rudiments dont m'avaient muni des cours de rattrapage. J'étais presque aussi découragé et malheureux qu'à mon entrée en sixième, quand je pleurais de rage parce que j'ignorais la déclinaison des pronoms. Ainsi, non seulement je ne trouvais personne qui brûlât, comme moi, de ma brave flamme révolutionnaire, très déplacée dans ce studieux séjour, mais je souffrais de mon ignorance et de mon abjection : je comparais avec inquiétude mes chances très minces de succès aux résultats brillants obtenus par mes condisciples. Je me sentais un cavalier de bien petite fortune. Je piochais obscurément dans un coin de l'étude peu visité par les fées.

On se promenait habituellement dans une grande cour carrée qui était située plus bas que le niveau de la rue. Cette cour semblable à une cuve faisait penser à un préau de prison. Nous y tournions en rond sur des pavés qui l'entouraient à la manière d'un chemin de ronde. Mais, pour aller à notre salle d'étude, nous devions passer par la galerie qui surplombait cette cour. C'est dans cette galerie, en me rendant à l'étude, que je vis, un matin de novembre, peu avant l'heure du réfectoire, un spectacle insolite. À l'entrée même de « l'étude », debout sur une table, deux énergumènes se faisant vis-à-vis récitaient alternativement, d'une voix satisfaite, des vers de Tristan Corbière et des strophes de Baudelaire. L'un de ces exhibitionnistes avait une étroite figure osseuse, qui faisait penser à une tête de mort soigneusement calamistrée. L'autre était brun, cheveux très noirs, figure ronde et gaie de coupe espagnole, ornée de lunettes, et portait une sorte de blouson de laine confectionné par des mains maternelles, d'autant plus ridicule qu'il était décoré d'une indiscrète chouette brodée en gros fil de soie bleu. L'un de ces individus était Roger Vailland, l'autre était Robert Brasillach, tous les deux

arrivés à Louis-le-Grand avec un mois de retard. Un escogriffe hilare s'intéressait au spectacle : c'était un autre retardataire, un passant me dit qu'il s'appelait Jacques Talagrand. Ce patronyme peu connu du public fut remplacé, quelques années plus tard, par le nom de Thierry Maulnier qu'il prit comme écrivain.

Le paysan du Danube dont je raconte les débuts fut d'abord très choqué de cette conduite inconvenante et peu disposé à se lier avec de tels originaux. Tout me déplaisait en eux. D'abord, cette entrée de clowns indiscrète et provocante, puis ce goût intempérant, pour ainsi dire maladif, de la poésie, jeu de troubadours, passe-temps de flûtistes. Enfin, comme en présence d'une odeur animale qui hérissait tous mes poils agricoles, j'étais rétractile, offusqué, devant l'exhibitionnisme de ces romanichels, si contraire à la goguenardise berrichonne qui se méfie de tout ce qui étonne et punit toute nouveauté par le gros rire des fabliaux. Enfin, j'étais choqué.

L'entrée en scène de ces trois personnages si différents de moi agit pourtant comme l'apparition d'une constellation nouvelle qui change la lumière et le climat. La brume épaisse qui pesait sur moi comme un couvercle, cette purée de pois fut traversée alors par un rayon de soleil que je ne reconnus pas tout de suite, celui de l'anticonformisme. Je ne le reconnus pas tout de suite parce que je fus trompé par les apparences. Roger Vailland me parut longtemps l'image même de l'externe snob et gobeur. La gaîté inventive de Brasillach était le contraire de ma grincheuse réserve berrichonne. Et je ne compris pas tout de suite que les sarcasmes irrévérencieux de Talagrand étaient une traduction intellectuelle de mes insolences et de mes ruades. Mais je sentis obscurément que quelque chose avait changé puisque de jeunes animaux impertinents gambadaient avec allégresse au milieu de la gent moutonnière qui broutait tristement son latin.

C'est celui des trois qui me paraissait le plus extravagant et le plus inoffensif qui lança le lasso dans lequel je fus pris. On m'a souvent reproché des mots que j'écrivis beaucoup plus tard dans une présentation des *Œuvres complètes* de Robert Brasillach. J'essayais de décrire « sa joie presque enfantine de donner et de faire partager ». Ces mots me suffisent pour faire revivre son regard. On sentait comme une irradiation qui émanait de lui, on sentait physiquement quand il parlait de ce qu'il aimait, une admiration, une intelligence qui débordaient et ne pouvaient se retenir. À chacun de ces émerveillements, il était comme un enfant qui a trouvé une belle bille d'agate, il faut qu'il le dise, qu'il la décrive et qu'on éprouve le même plaisir que lui. Il ne pouvait se contraindre : lisant un livre qu'il trouvait beau, il se levait soudain pour me dire « Écoute ». J'en étais parfois à cent lieues et je n'avais aucun désir d'écouter. En vain. C'était plus fort que lui. Il ne fallait pas priver Caliban de la belle bille d'agate... Il avait le don de faire miroiter, étinceler. La vie, les livres, les spectacles, les événements lui apparaissaient avec des couleurs plus vives qu'à nous, comme elles auraient pu apparaître à un peintre et il ne pouvait pas se retenir de les représenter. Le narrateur grognon dont je raconte l'histoire n'était pas Caliban, c'était plutôt Vendredi dans l'île de Robinson Crusoé. Robert instruisait donc Vendredi qui n'avait pas compris tout ce qui était beau dans la *Judith* de Giraudoux, qui n'avait pas retenu par cœur le dialogue du Spectre et d'Isabelle dans *Intermezzo,* qu'il fallait pourtant qu'il aime et retienne à son tour.

Mais comme il est difficile d'apprivoiser un jeune sauvage ! Parfois, les mauvais instincts de Vendredi étaient plus forts que le charme de son magnétiseur, Vendredi repartait vers la brousse, il préférait des faubourgs sordides à l'accent russe de Georges Pitoëff et à la douceur de Ludmilla, puis il revenait comme un chat de gouttière, griffé et hirsute, silencieux sur ces escapades qui étaient généralement attribuées à une incubation de populisme. D'autres fois, ce *native,* admis avec légèreté dans le clan des messieurs, avait l'insolence de ne pas participer aux réunions du club dans lequel il était admis. Indifférent à la farce des Poldèves inventée par Thierry Maulnier, à la parodie d'*Hamlet* jouée au dortoir, et, outrage encore plus indiscret, étranger à la rédaction de *Fulgur,* feuilleton collectif burlesque, pot-pourri de péripéties enfilées sans suite et sans ordre par des rapsodes qui ne s'occupaient pas de ce que chantait leur voisin.

Il y avait, entre Robert Brasillach et moi une profonde différence de sensibilités et des tempéraments. Le caractère de Robert Brasillach et le mien étaient non seulement différents, mais opposés. Il était bienveillant, expansif, amusant : j'étais sombre, brusque, renfermé, agressif. Il était sensible, curieux, fait pour le bonheur, aimant le bonheur, le soleil, l'été ; j'étais égoïste, inattentif, insensible, traversant la vie comme un sourd, escargot replié dans ma coquille. Il était brillant et intelligent et moi je ne me consolais pas de n'être qu'un piéton dans le cortège. Je n'avais pour toute qualité qu'une sorte d'énergie secrète et d'entêtement : tout cela, déclaré par un air hirsute et des manières désagréables, faisait assez bien l'image incongrue et, en somme, banale, du jeune sauvage qu'on retrouve dans les jeunesses de toutes les générations, toujours mécontentes, et, pour commencer, indomptées.

Robert Brasillach était ce que j'ai dit : mais il arrivait dans cette arène, nouvelle pour lui, avec un intense désir d'affection. Dans les livres qu'on a écrits sur lui, on dit qu'ayant été, dès son enfance, privé de son père tué en 1914, il recherchait instinctivement un aîné substitut de la figure de ce père qu'il n'avait pas connu. Je ne crois guère à cette explication freudienne. D'abord parce qu'il ne m'avait jamais regardé comme un *aîné* : j'ai assez dit que toutes les supériorités étaient de son côté. Ensuite, parce qu'il y a une explication, à mon avis, beaucoup plus simple. Robert adorait sa sœur, il formait avec elle un couple si uni, si confiant, si heureux qu'à Sens où ils avaient vécu, on les appelait « le jeune ménage ». Cette tendresse avait entretenu chez lui une production continuelle d'affection qui lui était devenue indispensable. Mais il y avait un *manque* dans cette expansion nourricière du bonheur : Robert n'avait jamais eu de frère, et il n'avait pas trouvé à Sens un ami qui pût remplacer pour lui ce frère qui lui manquait. Il était arrivé à Louis-le-Grand avec l'espoir qu'il le trouverait. Il crut l'avoir trouvé dans ce Vendredi qu'il rencontra comme Robinson en débarquant dans son île.

C'est, je crois, ce qui explique cette différence de température dans les débuts de notre amitié. Moi, j'avais eu trois frères : l'entraide, la protection, l'amitié fraternelle, avaient été mon pain de tous les jours. Je ne m'étonnais pas de les retrouver. Pour Robert, c'était une découverte, un émerveillement grâce auxquels tous mes défauts trouvèrent grâce à ces yeux. Il fallut, toutefois, un temps d'acclimatation.

L'amitié, pour Robert, se manifestait par des dons. Les dons intellectuels sont les plus difficiles à faire accepter. Robert commença par les friandises plus simples par lesquelles on s'attire la sympathie d'un jeune chien. Il avait une lampe à alcool : je n'avais jamais rien vu de pareil dans toute mon existence de pensionnaire. Il me préparait du thé, m'offrait des gâteaux, des pâtisseries catalanes. Le Berrichon, généralement nourri de rillettes, s'approchait, reniflait, s'habituait. Rien de moins intellectuel que notre amitié. Tout était instinctif. Au contraire, l'intellectuel était un terrain glissant. Dans l'horaire minuté d'une vie d'interne, c'était un échange d'impressions de lectures. J'apportais à la table de notre cantine des fruits exotiques qui flattaient mon amour-propre, Proust, Barrès, Claudel. Robert me gavait de ses chers poètes pour lesquels j'étais peu doué. J'avais un goût grossier pour le sonore ou le violon. Il me fit aimer Baudelaire qu'il lisait admirablement. C'était un grand succès. Mes progrès s'arrêtèrent là. Je ne parvins pas à me débarrasser d'une sorte d'allergie opiniâtre aux grâces ingénieuses de l'époque symboliste. J'étais apprivoisé, mais lourdaud.

Mais ce n'était pas là l'essentiel. Robert avait trop de tact pour me laisser voir qu'il avait remarqué la plaie purulente que ma désinvolture et mon insolence cachaient mal, mon amertume de végéter dans les derniers rangs auxquels me condamnait l'insuffisance de ma préparation. Il employa pour me guérir une médication ingénieuse. Sans louanges, sans adulation, il organisa autour de moi une publicité discrète dont je ne percevais les effets qu'indirectement. Il fut convenu que j'étais, sous un aspect bougon et au besoin rébarbatif, un esprit original que l'élève le plus intelligent et le mieux doué avait distingué. Mon classement désastreux était une erreur que l'avenir rendrait évidente. Cette campagne publicitaire était rehaussée par les attentions et la sympathie dont j'étais l'objet. Ces effluves de gentillesse édulcoraient mon caractère sauvage. Je devenais même amical, gentil et simple. Je me sentais heureux.

Le petit groupe que nous formions avec Jacques Talagrand et un autre de nos camarades nommé José Lupin était en relation avec d'élégants externes qui avaient remarqué l'intelligence de Robert et l'esprit sarcastique du futur Thierry Maulnier. Ces externes étaient bien plus avancés que nous en la connaissance de toute nouveauté parisienne. Ils avaient lu Barrès, ils connaissaient Proust. Leur bon goût et leur information faisaient loi. Robert avait fait connaître au club des externes l'estime qu'il avait pour moi. Je fis bonne impression en sachant parfaitement qui était qui dans les *Jeunes filles en fleurs*. Les satisfactions de la vanité étant un élément non négligeable de la confiance en soi, je cessai de regarder comme un sommet l'inatteignable perfection de « monsieur Paye ». À la fin de nos années de khâgne, j'était un gentil petit cheval, trottant l'amble et foulant sans déplaisir la sciure du manège dans laquelle je tournais.

C'était une performance de l'acclimatation. Je ne pouvais pas dire comme Montaigne : « parce que c'était moi, parce que c'était lui ». Au contraire, « j'étais moi et lui était lui ». Et on ne pouvait passer de l'un à l'autre que par l'affection. Ce n'était même pas un choix réciproque. Plus d'une fois, même à ce moment, je trouvais Robert aussi étrange, je veux dire aussi étranger à moi, que ce premier jour où je l'avais aperçu sur une table, déclamant avec Roger Vailland. La vérité, c'est que j'avais été choisi.

Le miracle le plus étonnant de notre amitié, en effet, c'est que Robert, ayant eu la possibilité de choisir parmi tous ceux, bien plus dignes que moi, qui l'admiraient et qui l'aimaient, ait élu instinctivement non pas le meilleur, mais celui qui, avec le moins de dispositions pour la fidélité, et fort peu pour le courage, serait l'image même de la fidélité et d'une certaine forme du courage. Le miracle, c'est cette prémonition, cette sûreté instinctive de coup d'œil qui lui avait fait choisir parmi tous les autres ce chat de gouttière que rien ne désignait, qui était même, au contraire, ingrat, inconstant, fugueur et qu'il ait vu juste malgré tant de raisons de se défier. Tout homme est un pêcheur, comme les compagnons de Jésus au lac de Génésareth : il lance sa ligne au hasard et ce qu'il retire de l'eau sera sa vie, unique trésor ou paquet de ronces, on ne sait pas.

Je fus surpris dans ces incertitudes, non par le mois des tempêtes, comme Chateaubriand, mais par mon second concours d'entrée à l'École normale. Je n'ai gardé des journées de ce concours qu'une seule image qui m'a poursuivi, je ne sais pourquoi, pendant bien longtemps. Dans la cour carrée du lycée Henri-IV, je crois, où nous avions le droit de nous promener pendant la rédaction des épreuves écrites, je remarquai une étrange jeune fille qui avait des cheveux noirs et plats, des lunettes, une démarche d'oiseau de mer cheminant sur la plage, et, malgré ses lunettes, un regard que je n'ai jamais pu oublier : il semblait saisir et pénétrer, transpercer, avec une intensité extraordinaire, sûr et profond comme un regard d'animal, mais étrange par quelque chose de non animal justement, comme s'il en émanait, physiquement, de la pensée. Malgré mon désir de la revoir, je n'ai croisé cette jeune fille qu'une seule fois, quelques mois plus tard, dans un couloir de l'École. On me dit qu'elle était externe et qu'elle s'appelait Simone Weil[1] .

À cause du souvenir que m'a laissé cette rencontre si brève et par admiration pour cette jeune fille qui a été un des plus beaux et des plus nobles caractères de notre triste époque, j'ai demandé plus tard à faire partie de l'association des amis de Simone Weil dans laquelle on a bien voulu m'accepter.

Notre arrivée à L'École normale supérieure eut lieu en novembre 1928. José Lupin et Roger Vailland avaient lâché le peloton. L'équipe était réduite à trois survivants. Robert Brasillach a raconté dans *Notre avant-guerre* comment ces années de l'École normale furent trois années de vacances. Ce fut aussi trois années de bonheur. Mais je n'écris pas pour les décrire : il l'a fait beaucoup mieux que moi.

L'idée que les historiens et les normaliens eux-mêmes se font d'une « promotion » de l'École est une idée conventionnelle. Avoir été admis la même année au même concours ne crée une sorte de fraternité que dans les écoles où il existe des classes, des cours obligatoires et des locaux où l'on se retrouve d'année en année pour des exercices communs à tous. Il n'existait rien de tel à l'École normale. Dès leur arrivée, les élèves étaient dispersés dans des studios particuliers qu'on appelle des « thurnes », qui recevaient de trois à cinq élèves réunis par le hasard ou l'affinité. De la « promotion » à laquelle on appartenait, on ne connaissait souvent que des noms et quelques figures qu'on retrouvait au réfectoire. La « promotion » est donc une notion administrative qui ne correspond

1 Cette Simone Weil est, bien entendu, la philosophe et non la politicienne.

à aucune unité réelle. On vivait par petits groupes plus ou moins stables. Et la même loi d'affinité qui les composa provoquait des liaisons avec des comparses qui appartenaient à des promotions précédentes ou à celles qui suivaient. Cette prolifération fantaisiste a pour effet d'abord qu'on ne peut définir aucune promotion par un caractère propre, et ensuite qu'on a pour camarades de promotion des « étrangers » qu'on n'a jamais rencontrés et qu'on n'a nullement « connus », qu'on cite, toutefois, plus tard en raison des succès de carrière qui ont appelé l'attention sur eux. Par exemple, je n'ai jamais « connu » Simone Weil ou Jacques Soustelle, qui, en outre, étaient externes, et, en cette qualité, météoriques. Je ne me souviens pas non plus d'avoir jamais échangé un mot avec Lucien Paye qui m'intéressait aussi peu qu'un élève chinois. C'est pourquoi aussi j'étonne des enquêteurs qui m'interrogent sur mes relations avec Georges Pompidou quand je leur avoue que je ne me souviens pas de lui, simplement parce qu'il appartenait à la promotion 1931. Trois ans de distance, dans un sens ou dans l'autre, font d'un condisciple un passager du pont des troisièmes classes. Il me semble que j'aurais pu avoir de la sympathie pour Nizan, mais quatre années nous séparaient et il quitta l'École peu après que j'y entrai.

Ce qui m'étonne, quand je pense à ces années, c'est la physionomie étrange, morose, méconnaissable, le masque décoloré qu'elles portent, qu'elles commencent à porter dans ce défilé de têtes qu'on appelle le souvenir. Je n'avais pas ressenti, en regardant la cour de Louis-le-Grand, l'émotion douce de la tristesse d'Olympio. Je suis aussi étranger au paysage qu'on me présente aujourd'hui en me priant d'y prendre place. Les visiteurs du musée Grévin étaient accueillis autrefois par un miroir déformant qui leur présentait une image oblongue ou démesurément élargie de leur effigie. C'est l'étonnement que j'éprouve aujourd'hui quand je lis les savants travaux des chercheurs du CNRS qui m'expliquent ce que nous avons été. Je croyais avoir vécu parmi des herbes folles : on me les dépeint comme des allées.

Les destins sont individuels. On est ce qu'on est, de toute éternité, par le sang et par les racines de l'âme. Je ne crois pas aux « maîtres » : ce sont les assiettes dans lesquelles on mange le menu qu'on a soi-même apporté. Je trouve assez aléatoire la distinction, si souvent faite, entre les normaliens qui sortaient de la classe de philosophie d'Alain Chartier, que ses élèves appellent Alain, qui enseignait au lycée Henri-IV, et ceux qui venaient du lycée Louis-le-Grand où ils avaient été les élèves d'un critique de droite, André Bellessort, qui fut plus tard académicien. Alain était professeur à Henri-IV depuis 1909 : il avait eu dans sa classe Marcel Déat, mais aussi Pierre Gaxotte, Carcopino, André François-Poncet ! À Louis-le-Grand, l'échantillonnage est aussi disparate : Merleau-Ponty et Paul Guth, Pompidou et Nizan, Quéffélec, mais aussi Georges Izard et Jean-Paul Sartre ! On se souvient des manies des maîtres et de leurs tics : mais la nourriture qu'on a reçue d'eux n'est pas un rata dont on nous a servi des portions, on choisit dans ce qu'ils nous offrent, on mange à la carte, comme au restaurant. Étions-nous une « génération pacifiste », comme le dit un savant livre ? Je ne crois pas qu'on puisse le conclure d'après une pétition contre la préparation militaire que tous les élèves signèrent : elle exprimait seulement leur mécontentement d'avoir à se lever, certains jours, à sept heures, pour se trouver en treillis à la caserne Lourcines

située à deux cents mètres. Nous ne portions pas en nous l'horreur d'une guerre que nous n'avions pas vécue, mais plutôt la fierté niaise d'une victoire dont nous n'imaginions pas qu'elle pût être révocable. On nous a parfois décrits comme une génération attirée par la réflexion politique : c'est une réverbération sur un passé innocent des choix qui nous furent imposés plus tard. De plus attentifs ont noté l'indifférence complète à la politique de Jean-Paul Sartre ou de Merleau-Ponty pendant leur passage à l'École normale. Il y avait assurément des préférences politiques qui faisaient partie des affinités. Mais elles ne suscitaient pas d'hostilité ni même de divisions véritables.

Cette indifférence politique me paraît un des traits les plus remarquables de notre génération de normaliens. Il est vrai, toutefois, que le quotidien de ces trois années, ou plutôt de ces deux années et demie commencées en novembre 1928 et terminées en juin 1931 fut pauvre en péripéties et en signes propres à exciter notre imagination. Séminaristes désormais sans clôture nous ne percevions toutefois que la surface des événements, nous laissions échapper ce qui était peu perceptible à nos regards. Le premier et le plus sonore des avertissements, le krach de 1929, n'était pour des clercs qu'un ébranlement lointain dont on parlait dans les journaux sans que nous en ressentions aucun effet sur notre vie. Nous étions aussi trop ignorants de l'étranger pour être bouleversés par les progrès du parti national-socialiste aux élections de 1931 ou par la proclamation d'une république en Espagne. Tout cela, des craquements, bien loin. La présence autour de nous du monde entier, qui nous est devenue habituelle depuis cinquante ans, nous était alors inconnue. Les tremblements de terre qui ébranlent le sol à l'autre bout des continents, nous les percevons aujourd'hui — depuis que la France est devenue une petite nation — comme des secousses sismiques dont l'onde pourrait nous atteindre. Il nous est devenu difficile d'imaginer ce que pouvait être l'indifférence impériale des jeunes héritiers pour lesquels l'au-delà des mers était territoires d'ailleurs, bordages des proconsulats où les légions veillaient.

En arrivant à ce tournant de mes années de jeunesse, je m'aperçois avec confusion que je n'ai plus aucune excuse pour continuer à parler de moi. Je ne sais pas si mes débuts difficiles de petit « boursier » valaient la peine d'être décrits aussi complaisamment que je l'ai fait : j'avais plaisir à m'en souvenir. Mais ensuite, la part que j'ai prise aux aventures collectives dans lesquelles j'ai été entraîné ne me paraît pas mériter une mention particulière. Je ne suis plus, à ce moment, qu'un des membres d'une équipe dont l'histoire a souvent été contée. Mon rôle dans cette équipe était modeste, je jouais les utilités. On m'acceptait comme un comparse. Il fallut souvent de l'ingéniosité pour me trouver un rôle. Je figurai dans diverses excursions littéraires auxquelles nous consacrions les loisirs que nous laissaient le régime libéral et l'indifférence de la direction de l'École normale.

J'avais si peu la vocation que je camouflais mon désœuvrement sous des déguisements que je retrouve avec étonnement dans les caveaux de ma mémoire. La plus pittoresque de ces pérégrinations est celle qui m'entraîna pendant trois ans vers l'Institut d'histoire de l'art, installé dans un immeuble rouge de style mauresque construit en bordure du Petit Luxembourg. Les cours qu'on y suivait n'avaient rien de commun avec les cours de la Sorbonne où des étudiants clairsemés allaient écouter sans joie des professeurs ennuyeux. L'auditoire était nombreux et un peu spécial. Il y avait là, en particulier, des rejetons d'antiquaires, d'artistes ou de modélistes, de riches marchands que leurs parents envoyaient là pour qu'ils reçoivent une formation, pour ainsi dire, professionnelle. J'étais le seul normalien égaré dans cette assistance élégante. Sous la direction de mon bon maître Henri Faucillon, j'appris à parler de « monumentalité », et, avec la complicité du professeur Schneider, son collègue à la Sorbonne, à disserter avec élégance sur Donatello et Ghiberti. Je montrai mes qualités d'imitateur en plusieurs exposés qu'on me confia. Beaucoup des auditeurs étaient juifs, particularité qui s'accordait avec la profession de leurs parents. Je constatai alors, pour la seconde fois, combien les Juifs sont prompts à s'intéresser à tout ce qui peut avoir dans l'avenir une valeur, même minime. J'étais sujet, en ce temps-là, à des atteintes bénignes d'antisémitisme, mais insinuantes, celles qu'on attrape par mimétisme, sans y attacher d'importance. Par politesse, je me gardais de le montrer. J'y étais d'autant plus attentif que les jeunes filles, nombreuses et assez avenantes, étaient aimables, les femmes, sensibles au clinquant, étant souvent attirées par tout homme ou mammifère semblable à l'homme qui se produit sur une estrade. Plusieurs de ces jeunes filles me proposèrent de me présenter à leurs parents : cela se faisait en ce temps-là. Je me souviens que l'une d'entre elles m'entraîna chez son père qui habitait un vaste appartement dans les salons duquel

étaient accrochés un nombre respectable de tableaux de Picasso. C'était un de ces quinquagénaires robustes et courtois qui jugent rapidement leurs contemporains. Il fut parfait. Mais j'ai l'impression qu'il déconseilla à sa fille de pousser plus loin ses relations avec moi. Je n'en fus pas affecté douloureusement, la fille ayant un gentil profil d'oiseau par lequel je ne me sentais pas irrésistiblement attiré. Il y eut, avec d'autres, des rencontres plus discrètes, avec frères et petits gâteaux. Quelques-unes, potelées et blondes, un peu alsaciennes, me touchaient. Je ne les ai jamais revues. Je me suis souvent demandé plus tard, avec tristesse, ce qu'elles étaient devenues.

Ce tourisme professionnel n'était pour moi qu'une distraction à laquelle j'attachais peu d'importance. Mais je me livrais en même temps à de succulents vagabondages qui étaient plus conformes à mes penchants de chat de gouttière. J'aimais les vieux quartiers et j'y passais des heures. Les vieilles rues qui s'étendaient alors dans le quartier du Marais, entre la rue de Sébastopol et la place des Vosges, m'attiraient particulièrement. Elles ont presque toutes disparu dans la rénovation du centre de Paris. C'était, dans le temps dont je parle, une sorte de ghetto où s'entassaient les émigrants qui arrivaient de Roumanie ou de Pologne. Des boutiques minuscules présentaient des étalages miteux de pâtisseries énigmatiques et poudreuses, de découpages bizarrement ornés et coloriés, d'objets hétéroclites dont il était impossible de savoir s'ils étaient les instruments d'un culte ou d'une cuisine également insolites. De vieilles femmes, comme dans les villages, étaient assises devant les portes, des petits garçons aux yeux immenses sortaient de cours invisibles, des matrones installées aux fenêtres surveillaient les mœurs de la rue. On rencontrait des vieillards vêtus de caftans sordides qui promenaient au grand air de longues barbes de patriarches surmontées de chapeaux qui semblaient sortir des tableaux de Rembrandt : saints hommes qui vivaient selon la loi, rabbins vénérés, usuriers ou vieilles fripouilles, il fallait être du pays pour s'y reconnaître.

Les plus beaux jours pour ces excursions étaient les jours de fêtes juives. Je ne savais rien du calendrier de ces fêtes. Je les reconnaissais à l'animation qu'on remarquait ces jours-là, quelquefois parce que des passants portaient des fruits étranges que je n'ai jamais pu identifier. Ces jours-là, j'allais à la synagogue. Il m'arrivait parfois d'y entendre des chants admirables que je ne pouvais écouter sans émotion. L'allégresse des chants nuptiaux me rappelait que j'étais chez le peuple qui avait inventé le Cantique des Cantiques. Je croyais percevoir la joie animale de la fête nuptiale, la joie d'obéir à la grande fête de la vie et de la reproduction, la joie et le remerciement des filles auxquelles l'opprobre que leur religion attachait à la virginité a été épargné.

Les jours de fête, les filles se groupaient dans le narthex qui précède le temple. Elles attendaient bien sagement comme autrefois les filles du village attendaient que les garçons du pays les invitent à la danse. Ce jour-là, on avait le droit de leur parler. Elles me demandaient si j'étais *foum,* ce qui veut dire pieux. Je mentais, je répondais que j'étais *foum*, c'était nécessaire pour continuer la conversation. Quelques-unes, soupçonneuses, remarquaient que je n'avais pas « le type ». Je m'attachais surtout à celles qui n'étaient pas jolies. Elles avaient dans le regard quelque chose de si doux et de si humble que j'étais ému par ce regard d'offrande. Quelques-unes avaient des taches de rousseur que je trouvais adorables. Elles me

proposaient, elles aussi, de me présenter à leur père. Je refusais pour éviter de faire naître un espoir dont la perte leur ferait de la peine.

Il me semble que ce que j'aimais dans les quartiers juifs, c'était de me trouver transporté à une autre époque. J'étais dans un temps qui ne connaissait ni nos lois, ni nos vêtements, ni nos ustensiles. Une communauté, un lieu protégé me semblaient avoir conservé intacts, sans qu'ils aient été souillés par les salissures et les déformations, les images, les coutumes, les gens, les objets même d'autrefois. Le temps perdu était aboli. Une pierre précieuse, un fragment presque vierge du passé, étaient parvenus jusqu'à nous. J'en ressentais une joie comme d'une métempsychose reconnue, physiquement ressentie. J'ai eu la même joie quand j'ai vu le Maroc pour la première fois, quelques années plus tard, à Fez ou à Marrakech, avant les ravages du tourisme et de la modernisation : je me croyais enlevé par un tapis magique et posé à terre dans le temps des récits bibliques, je m'attendais à voir Rébecca portant sa cruche sur son épaule. Est-ce que les religions ont le pouvoir d'arrêter les siècles et de maintenir vivante parmi nous l'époque où leur fondateur a modelé pour un peuple la forme de vie et l'âme qui sont nécessaires à sa vie ?

Tandis que je me délectais à ces explorations exotiques, ma vie prenait tout doucement et presque insensiblement un autre cours, qui m'entraînait à mon insu.

Peu de temps après notre installation à l'École normale dans les locaux de la rue d'Ulm, nous avions recueilli une passagère. Pendant que nous étions encore au lycée Louis-le-Grand, Robert m'avait annoncé un matin que sa sœur passerait quelques heures à Paris en partant pour l'Angleterre où elle était engagée comme « jeune fille française » au collège de Winchester. Elle avait alors dix-sept ans. Je vois encore — c'est un des rares souvenirs visuels que j'ai conservés avec une extrême précision — une jeune fille brune, svelte, élégante, coiffée d'un tout petit chapeau rond duquel sortaient sur chaque joue des boucles plates et laquées. Les talons de ses chaussures claquaient joyeusement sur l'asphalte du trottoir. Son teint était rose et frais, mais, je ne sais par quelle aberration, je lui vis un nez busqué et décidé qui est tout le contraire du nez qui l'a accompagnée dans l'existence. L'ensemble donnait l'impression d'une désinvolture et d'une assurance qui me déplaisaient. Je trouvais regrettable qu'une aussi jolie fille, la sœur de mon meilleur ami, fût si éloignée du modèle standard de la jeune Berrichonne timide et soumise, qui, dans mes rêves, couvait d'un regard admiratif le brillant normalien qu'elle avait eu la chance de rencontrer. Je rangeai cette jeune personne si sûre d'elle-même dans le tiroir aux déceptions. Puis je l'oubliai.

Elle avait reparu deux ans plus tard, revenant de sa pension anglaise, alors que nous étions dans notre deuxième année de l'École. Je fus étonné de trouver une jeune fille blonde au lieu de la brune que j'avais rencontrée, douce, timide comme une fiancée de Mehun-sur-Yèvre, dont la démarche, comment dire, « modeste », n'avait plus rien de commun avec la fermeté de l'amazone du boulevard Saint-Michel. Il paraît que ces métamorphoses — ou l'inverse — ne sont pas rares chez les jeunes filles. Elle prit d'abord une chambre non loin de la gare Saint-Lazare, dans une pension pour jeunes filles proche du conservatoire qu'un archiprêtre avait recommandée. Mais, comme elle préparait une licence d'anglais, elle trouva commode de venir travailler à l'École normale où nous l'installâmes près de nous en prenant soin de lui apporter chaque jour du réfectoire un repas

dérobé à la vigilance administrative. Son frère acheta pour qu'elle pût travailler tranquillement une cellule appelée « monothurne » voisine de notre studio commun où elle disposait d'une chaise et d'une table, ce qui est l'essentiel d'une vie monastique. Je pris l'habitude d'aller la rejoindre assez souvent dans cette cellule. Je lui trouvais beaucoup de douceur de caractère. Et bientôt j'eus pour elle une fraternelle affection.

L'un des premiers soins de Robert et de Suzanne, depuis que nous avions formé un trio inséparable, avait été de me faire connaître leur pays natal, le Roussillon de leurs vacances. Ils m'invitèrent donc pour quelques jours dans le village de Canet, près de Perpignan, où ils passaient habituellement leurs étés. J'allais y trouver, avec grand plaisir, un complément inattendu de mes expériences de dépaysement.

Il est difficile de faire comprendre aujourd'hui que Perpignan était, en ce temps-là, un nom aussi étrange que Ouagadougou, que personne n'était capable de situer sur la carte. J'étais plus heureux parce que, en ma qualité de joueur de rugby, je ne pouvais pas ignorer la ville dont le club venait de gagner le titre de champion de France de l'époque. Toutefois mes connaissances n'allaient pas au-delà.

Après une nuit de voyage, je débarquai un matin en face d'un soleil éblouissant qui illuminait une large avenue. Des arbres exotiques, un tramway cahotant, un parler guttural dont je ne comprenais pas un mot ajoutaient à cette magie coloniale. On arrivait à un beau mail de platanes centenaires, près d'une place d'où partait un autre tramway, qui desservait après un parcours d'une dizaine de kilomètres les deux bourgs de Canet-Village et Canet-Plage. Ce tramway, accouplé à une remorque ouverte à tous les vents à laquelle on donnait le nom indien de « Buffalo », cahotait sur la moitié gauche d'une petite route sinueuse et dépeuplée. À un tournant de cette route qui semblait suivre une sorte de corniche, apparaissait soudain, dans une large dépression, un paysage des *Mille et Une Nuits,* les vergers, les plaines de l'Euphrate, les jardins, les métairies heureuses qui évoquaient les kiosques où jadis des icoglans, contemporains de Saladin, avaient dégusté des sorbets. Plus loin, sur le bord de cette route, des touffes de grenadiers, pareils à des buissons, portaient encore leurs fruits éclatés, bourrés d'une mitraille rose. De l'autre côté du paysage, des vignes alignaient leurs sillons monotones.

On arrivait avec surprise, après ce périple andalou, devant un honnête café orné des affiches du Byrrh et du chocolat Poulain dont aucune musique arabe ne troublait la somnolence. Cette apparence était trompeuse. Ce café silencieux, colonisé par les mouches, était le forum de Canet, qu'on appelait Canet-Village pour le distinguer de Canet-Plage, distant d'une demi-lieue.

Canet-Village était, en ce temps-là, un peu plus qu'un village sans toutefois être un bourg : c'était une paroisse. Une centaine de maisons vétustes étaient groupées autour de l'église et des ruelles montaient jusqu'à un ancien donjon qui dominait la plaine. Ces maisons étaient très étranges pour un jeune daim qui était fort peu sorti de son habitacle berrichon. Le rez-de-chaussée était généralement occupé par une grange qui contenait tout ce qui est nécessaire à un vigneron, pour la fermentation du raisin, des comportes pour transporter la vendange, une carriole et un cheval pour le charroi de la récolte, enfin, des fagots de sarments. Dans un coin, on entassait la provision de pommes de terre pour l'hiver. La famille vivait au premier étage dans des pièces ombreuses soigneusement protégées de la lumière

et des mouches par d'étroites ouvertures grillagées et renforcées de moustiquaires. Pendant la plus grande partie du jour, ces ruelles, calcinées par le soleil, étaient désertes et comme figées dans une pâte de silence. Quand l'ombre gagnait du terrain, elles s'animaient peu à peu. Les maisons délabrées laissaient passer par d'innombrables fissures des vieillardes noires et ligamenteuses qui se blottissaient le long des murs comme des blattes, parfois assises sur des chaises. Vers six heures du soir, ces produits de la France profonde commençaient à bruire, puis s'enhardissaient, s'interpellant d'une porte à l'autre dans un patois criard et sonore. Des jeunes filles sortaient de ces masures et se groupaient en file sur des murettes, comme des hirondelles sur les fils télégraphiques. Elles jacassaient, agaçaient les garçons, puis l'heure de la soupe venait et tout retombait dans le silence.

Ces vieilles Maugrabines accroupies auprès de leurs futailles furent pour moi, dès le premier jour, une cause de perplexité. On m'avait recommandé une extrême politesse et une non moins grande prudence. C'est que chacun de ces objets obsolètes appartenait à la famille et se trouvait, à ce titre, soit en état de guerre à cause d'une commode, d'un fauteuil, d'un mot, soit en situation de cousinage, état précaire qui donnait droit à des saluts sonores et à des bottes de poireaux. J'étais là, sans le savoir, en présence d'une de ces imbrications territoriales que je devais rencontrer plus tard dans les romans de Balzac, bien qu'elles ne fussent pas composées de notaires, d'huissiers et de marchands de bois, mais de manouvriers, de retraités, de petits vignerons, de détaillants villageois. J'avais connu à Dun-sur-Auron, capitale cantonale, des sous-officiers de la République qui allaient du galon rouge de cantonnier au galon d'argent du petit fonctionnaire, terreau réparti en sillons réguliers. Mais à Canet, j'avais sous les yeux le spectacle biologique, fondamental, de l'humus accumulé par l'immobilité, le temps, l'éloignement : un magnifique morceau d'histoire, tombé dans un coin de la Septimanie, refroidi, figé, immobile depuis le traité des Pyrénées.

Ce bourgeonnement local avait produit avec le temps une économie familiale autarcique dont je n'avais connu jusqu'à présent aucun exemple. Mes parents, dans leur bourg berrichon, avaient bien deux carrés de jardin où l'on plantait des pommes de terre et des radis, un poulailler dans lequel des volatiles attendaient le dimanche fatal. Mais le beurre, les œufs, l'huile, les côtelettes, le jambon, la moutarde, le pain étaient fournis par les corps constitués du petit commerce, immuables depuis Étienne Marcel. Les épiceries étaient alors des boutiques exotiques où l'on plongeait une pelle de bois dans de grands sacs de lentilles, de pois cassés, de riz, de graines odorantes. Dans ces cavernes, des matières précieuses, du chocolat, du café, de la gomme arabique emplissaient les narines d'une senteur coloniale que je n'ai retrouvée ensuite que dans les *ultra marinas* d'Espagne et sur les quais d'Amsterdam : on y achetait un sou de bonheur que l'épicière puisait dans une cruche de verre ou un bout de zan qu'on découpait sur une filasse de matière brune. Des bandes de papier attrape-mouches descendaient du plafond.

Aucune de ces merveilles de la civilisation industrielle n'existait à Canet. Je m'en aperçus quand Robert et Suzanne me révélèrent les mœurs de la grand-mère Brasillach, petite vieille joyeuse et parcheminée. Elle possédait une vigne, bien entendu, dont le vin chaque année était malheureusement « un peu piqué », mais

surtout un jardin situé à une demi-lieue de son domicile. Elle élevait, à proximité de ses fourneaux, des lapins, des canards et des poulets. Comme tous les habitants de Canet, elle fondait sa prospérité sur une autarcie économique rigoureuse. Le principe de cette économie domestique était le même que celui de la souricière : l'argent entrait, mais il ne devait jamais ressortir. C'est ainsi qu'on avait vécu depuis le règne du bon roi Louis XIII qui avait ordonné une belle procession qu'on célébrait encore chaque année.

La nourriture de chaque famille était fournie par les volatiles et les lapins, les légumes étaient pris au jardin, et, bien entendu, les fruits. Le beurre était inconnu, l'huile de peu d'usage : on se servait pour la cuisine du saindoux qu'on prélevait sur le porc élevé en commun par plusieurs ménages et partagé entre ses actionnaires. Le lait était apporté par le noir et méthodique Marcelin, avare attentif que la grand-mère avait jadis aidé à s'établir en lui prêtant un bout d'étable où il avait placé deux vaches. On cuisinait au sarment de vigne dont on ramassait les fagots après les vendanges. On buvait le fameux vin « un peu piqué » conservé dans une antique « barrique ». On réservait, pour le précieux « trois-six » recueilli par distillation, de grandes bouteilles de verre blanc coulées en forme d'ours ou de bottine, produits aujourd'hui introuvables de la fantaisie artisanale qui a inspiré les chapiteaux des anciens cloîtres.

Le fil, les aiguilles, les dés pour les petites filles, le poivre ou la cannelle, le café étaient achetés au « Caïffa », visiteur ambulant des provinces du bout du monde : c'était la seule dépense permise, avec celle du pain de sucre qu'on débitait au marteau. Aussi le passage périodique du « Caïffa » était-il attendu comme un événement. Seules quelques mémoires inusables ont conservé le souvenir de ce « Planteur de Caïffa », organisation tentaculaire du financier Cahen d'Anvers, aussi connu dans les campagnes d'autrefois que le célèbre catalogue de la manufacture d'Armes et Cycles de Saint-Étienne. Ce passage était pour les indigènes de Canet l'équivalent de la foire de Beaucaire. Les fillettes s'achetaient des bas, des rubans, des peignes, les garçons des bretelles qu'ensuite ils arboraient. Puis, après cette débauche, chacun rentrait chez soi et mangeait de fortes ouillades et de bonnes soupes au thym, et, les jours de fête, d'énormes fritures d'escargots qu'ils appellent « cargolades » pour lesquelles on invitait les voisins.

Ces mœurs rurales annonçaient fort peu la civilisation qui fait aujourd'hui notre joie quotidienne. Elles paraissent maintenant folkloriques et je ne puis dire si, à cette époque, elles me plurent ou me consternèrent. Je vois bien aujourd'hui que j'étais alors en présence d'un morceau du règne de Louis XV et ce souvenir m'enchante encore aujourd'hui. Les histoires que j'entendais raconter sur la jeunesse de la grand-mère me découvraient tout ce que cette manière de vivre contenait de bonhomie, de gentillesse, et aussi d'énergie, de patience, de bonne humeur, qualités de race que je transportais ensuite sur le visage basané des sœurs tourières assises devant chaque seuil.

La grand-mère Brasillach appartenait à une famille pauvre. Elle était née au temps de la guerre de Crimée, en 1856. La paroisse de Canet, en ce temps-là, n'avait pas d'école pour les petites filles : il paraît qu'elle avait appris à lire toute seule. À treize ans, il lui fallut prendre un métier, elle choisit celui de couturière. Mais pour se mettre en état de « gagner » par ce moyen, elle dut aller apprendre à

Perpignan. Plusieurs fois par semaine, elle allait donc à pied à la ville avec d'autres filles de Canet, ce qui n'était guère qu'un trajet de trois lieues qui sont douze kilomètres dans notre manière de parler. Elle se souvenait sans amertume de cette épreuve d'énergie fort propre à préparer les jeunes filles aux travaux de la maternité. Elle fut demandée en mariage par un beau garçon du village voisin, Saint-Laurent-de-la-Salanque, qui avait fait son service militaire assez honorablement pour être accepté dans la gendarmerie. Les gendarmes portaient alors un bicorne et un baudrier de cuir blanc qui les rendaient respectables ; de plus, ils assuraient leur service à cheval, ce qui les rendait imposants. C'était un beau mariage dont la grand-mère remercia le ciel. L'un des premiers postes du jeune ménage fut à Bédarieux qui est un bourg du département de l'Hérault. Les gendarmes y vivaient en communauté. C'était alors l'usage, le gendarme devant des heures de service en casernement pour être à toute heure une réserve de la force publique. De cette obligation, la grand-mère avait gardé un souvenir poétique qui s'accorde mal avec l'idée que nous nous faisons de la maréchaussée. « Nous nous amusions bien à Bédarieux, disait-elle avec gourmandise, nous nous faisions à la ronde. » Je fus longtemps perplexe sur cette manière peu réglementaire de passer les soirées : jusqu'au jour où je compris que les gendarmes de Bédarieux apparemment dansaient la sardane dans la cour du quartier.

Il leur naquit un fils auquel ils imposèrent, je n'ai jamais su pourquoi, le prénom étrange d'Arthémile. Ce fut le père de Robert et de Suzanne. On lui donna une bourse d'internat au collège de Narbonne où il prépara le concours d'entrée à l'école militaire de Saint-Cyr[2]. Il fut reçu à ce concours. Ce succès, dans une famille pauvre, était une immense joie, mais aussi une catastrophe. La bourse d'études n'allait pas au-delà du concours. L'illustre École militaire offrait des godillots et des chemises, un ceinturon et des chaussettes : mais on ne recevait ces merveilles qu'à l'arrivée à l'École. La grand-mère pleura beaucoup : son fils était l'honneur de la famille, mais il ne serait jamais Saint-Cyrien parce que le voyage de Perpignan à Saint-Cyr-l'École, près de Versailles, était une dépense monstrueuse, inimaginable, en outre payable sur-le-champ au guichet de la gare, qu'aucun gendarme n'était en mesure d'assumer. Ces larmes et gémissements auxquels s'associa toute une partie du village de Canet touchèrent un notable qui fournit la somme nécessaire au paiement du billet.

Ces incidents imprévus étaient le revers de l'autarcie rurale. La grand-mère n'en trottina pas moins avec gaîté dans les diverses garnisons où le maintien de l'ordre public rendait sa présence nécessaire. Son mari avait quitté le bicorne du gendarme pour le képi plus modeste du douanier. Cette nouvelle affectation lui évita d'avoir à jouer un rôle dans les émeutes de 1907 pendant lesquelles les grands-pères des familles les plus conservatrices du Roussillon, fraternellement mêlés à toute la vigneronnerie locale, frappaient les trottoirs en cadence de leurs gros souliers ferrés en criant de toutes leurs forces : « À bas Clemenceau ! À bas Clemenceau ! » La grand-mère tirait des diverses péripéties de son existence

---

2 Ce petit garçon de parents pauvres eut une bourse de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur comme descendant d'un simple soldat décoré de la Légion d'honneur sur le champ de bataille pour une action exceptionnelle. Je n'ai rien pu savoir sur cet épisode qui avait eu lieu, m'a-t-on dit, pendant la conquête de l'Algérie.

paramilitaire une philosophie sereine et optimiste : « Vois, fils, me disait-elle, nous avons toujours été riches puisque nous avons toujours eu un toit, de quoi nous habiller, de quoi manger, de quoi inviter des amis. » Et, pour donner du poids à cette affirmation, elle me montrait en confidence une grosse boîte de Bouillon Kub qu'elle remplissait méthodiquement de pièces de dix francs en vue du mariage de sa petite-fille.

Les enfants participaient dans la mesure de leurs forces à cette existence ascétique. Après la mort de leur père, le lieutenant Brasillach, officier des troupes coloniales, tué en novembre 1914 dans un combat au Maroc contre les tribus rebelles, sa veuve s'était remariée et avait quitté Perpignan. En 1920, Robert et Suzanne avaient alors onze et dix ans. Depuis deux ans, ils habitaient à Sens dans la maison du second mari de leur mère, le docteur Maugis. Pour garder le contact avec leur famille catalane, on prit l'habitude de les envoyer en vacances chaque année chez leur grand-mère Brasillach. Ce n'était pas une petite affaire. Sens était situé sur la ligne du PLM qui allait à Marseille, mais les trains rapides ne s'y arrêtaient pas. Il fallait d'abord se rendre à la gare de Laroche-Migennes, gare de jonction connue en ce temps-là de tous les voyageurs, bourdonnante de sonneries et d'appels gutturaux désignant des quais d'embarquement. Mais les rapides de cette époque ignoraient Perpignan. On quittait le rapide à la gare de Tarascon, plate-forme triangulaire qui faisait communiquer le bassin du PLM avec le réseau de la Compagnie du Midi qui desservait cette partie du Languedoc. On y prenait donc un autre train qui s'élançait vers la gare de Narbonne, et de là, à celle de Perpignan. Robert et Suzanne âgés de huit et dix ans se tenant sagement par la main accomplissaient ensemble ce périple que le sérieux précoce de Robert et l'enseignement consciencieux de la géographie rendaient moins hasardeux qu'on ne l'imagine. Mais ce qu'aucun enseignement ne pouvait éviter, c'était l'insidieux saupoudrage de suie que les belles locomotives *Compound* de notre enfance répandaient sur les visages et les vêtements des migrants. Jacques Redo, grand-père maternel de Robert et Suzanne accueillait les deux enfants à la gare de Perpignan, les récurait à force de brocs d'eau et d'astiquages, puis les transbordait au tram de Canet. Ce n'était pas tout à fait la fin de l'aventure. La grand-mère Brasillach avait été prévenue par une lettre. Si cette lettre était arrivée, les lits des enfants étaient prêts et il y avait des napperons sur les tables de nuit : il n'y avait plus qu'à attendre le retour de la grand-mère qui, bien entendu, vaquait à son jardin. Si la lettre n'était pas parvenue ou n'avait pas été ouverte, on trouvait dans les édredons d'aimables portées de canetons qui passaient douillettement les premières semaines de leur vie. Après arrangements avec les canetons, on pouvait aller à la mer, voyage qui se faisait dans une carriole tirée par une ânesse, objet d'attentions infinies parce qu'elle était sujette aux rhumes.

Je n'ai jamais su exactement quelle était la vie de Robert et de Suzanne pendant leurs étés de Canet. J'ai su seulement, beaucoup plus tard, que, comme dans toute cité patriarcale, le protocole était rigoureux et les signes d'une grande importance. Ces signes apparaissaient dès la descente du train dont l'arrêt était situé en face du café dont il a été parlé plus haut. La tenancière de ce café était une parente. Quand son visage s'ornait d'un sourire à l'arrivée des enfants, si elle offrait un verre de grenadine, c'était le signe de l'état de paix. Si son regard était sévère, si le rideau de perles qui protégeait la salle de l'invasion des mouches n'était pas soulevé par

une main bienveillante, il était clair que le débarquement se heurtait à une population hostile. On savait, dès ce moment-là, qu'il serait inutile d'aller rendre visite aux Drapès qui « tenaient » la boucherie de la grand'place, à l'oncle Giral qui bougonnait dans une tanière sur le même site, à la cousine Véronique qui grignotait dans un autre coin un pieux et soupirant veuvage qui datait de la bataille de Charleroi. Ces coups de théâtre diplomatiques, dont je dus plus tard m'informer avec soin, avaient généralement pour origine le passage de la tante de Robert et de Suzanne qui habitait Dakar et qui venait tous les deux ans mettre un peu d'ordre dans les affaires familiales. Pendant longtemps, en tant qu'« étranger », je fus tenu à l'écart de la vie secrète et des intrigues des vieilles maugrabines qui ouvraient leurs corolles flétries sur le seuil de leurs demeures quand venait la fraîcheur du soir. Je me bornais à un sourire hébété et quelconque dans lequel on reconnaissait l'insignifiance d'un touriste.

Ce village nègre m'intéressait, toutefois, beaucoup plus que la plage avec laquelle mes débuts furent malheureux. J'étais peu préparé à la vie balnéaire : je ne savais pas nager, je ne savais pas danser. Dans mon langage berrichon, je parlais encore de « caleçon de bain », mot qui désignait pour moi une sorte de sous-vêtement peu honorable. Je n'aimais pas l'eau froide, j'étais déçu de cette plage sans marée dans laquelle on ne pouvait pas pêcher les crevettes avec une épuisette. On peut penser si, avec ces mérites, je faisais un joyeux compagnon. Robert et Suzanne furent parfaits pour moi. Ils m'évitèrent les longues stations sur le sable chaud qui firent plus tard mes délices, ils ne me parlèrent qu'avec discrétion des baraques en bois établies sur la plage dans lesquelles on pouvait danser, ils feignirent une grande indifférence pour la natation. J'étais trop jeune pour sentir ce qu'il y avait de gentillesse et d'affection dans ces manières parfaites. Je ne m'habituais pas non plus à une grande bâtisse cubique que la tante de Dakar venait de faire construire à la sortie du village, dont les vastes proportions avaient permis de m'inviter : je trouvais qu'elle sentait l'encaustique. Je restai peu de temps. Quand je repartis, je me promis de faire à l'avenir aussi peu de séjours que possible sur cette plage si peu océane où, finalement, je devais passer avec joie de nombreux étés de ma vie.

Ces années qui se terminèrent alors, elles ont été décrites dans un conte de fées de Robert Brasillach qui porte pour titre *Notre avant-guerre*. Ce titre prête à confusion. Beaucoup de lecteurs ont cru et croient encore que ce sont des souvenirs. Je n'en suis pas sûr : ce sont plutôt les *Mille et Une Nuits* de notre jeunesse. La baguette féerique d'un conteur oriental transforme les objets, les personnages, les rues, les nuits. Tous les soirs sont doux et heureux. Une musique de rêve enchaîne les épisodes. Le calife se promène et son regard transforme les êtres et les lieux. La cour d'entrée de l'École normale et le bassin des poissons rouges qu'on appelle des « Ernest » en souvenir d'Ernest Lavisse, deviennent des carrefours illustres, les autobus sont des tapis volants, les théâtres sont des lieux de pèlerinage à l'entrée desquels le visiteur se prosterne et vénère les dieux imprévus d'un Olympe dont les habitants ont l'accent russe. Dans aucune des œuvres de Robert Brasillach, on ne sent aussi bien peut-être ce don qu'il avait de fabriquer du bonheur et de le répandre sur ceux qui l'approchaient, de les ondoyer, de les parfumer de ce bonheur qui, en même temps, était un filtre. Les

autres découvraient avec lui, grâce à lui, que leur jeunesse avait été merveilleuse, qu'elle avait été la jeunesse même, telle que chacun peut l'inventer pour lui-même.

L'année du service militaire servit de transition. Là encore, notre situation de privilégiés nous dérivait vers des eaux abritées où nous n'avions à redouter ni les bourrasques ni même les plus humbles grains. En général, les étudiants après la fin de leur sursis, subissaient six mois de préparation à la vie militaire dans un « peloton » d'élèves officiers de réserve qui les faisait vigoureusement passer de l'état d'*aspirant* à la dignité de sous-lieutenant. Cette situation subalterne avait été jugée vexatoire pour les élèves de l'École normale supérieure. On avait imaginé de leur conférer dès le premier jour le galon doré des sous-lieutenants qui les classait d'emblée dans le corps des officiers. Toutefois, cette bleusaille intempestive était embarrassante. Comment mettre en circulation ces pièces fausses sans qu'on les reconnût du premier coup ? Ces doctes débutants dans le métier des armes ne savaient ni marcher ni s'habiller, exhibaient des pantalons flasques et décourageants, baissaient vers les pavés une tête pensive de bossus inoffensifs. On avait dû parquer ces abusifs porteurs d'uniforme dans une des dépendances de l'École de perfectionnement des sous-officiers installée à Saint-Maixent. J'y passai six mois moroses qui ne me guérirent pas de mes préventions peu républicaines contre cette année de service national, inutile, inopportune et illusoire qui n'avait pour justification que de singer en temps de paix la « levée en masse » de la nation pour des Jemmapes et des Fleurus imaginaires. J'y montrai peu de zèle et je fus si mal noté que je fus affecté pour mes six mois de garnison à un régiment que personne n'avait voulu choisir.

Le 106e régiment d'infanterie, stationné au camp de Mourmelon à vingt kilomètres de Reims, était pourtant tout le contraire d'une unité minable. C'était même d'une certaine manière un régiment d'élite, dont la relégation géographique était le principal malheur. Une autre disgrâce était le rôle tactique qui lui était réservé : le camp de Mourmelon était un camp d'exercices où s'entraînaient d'autres unités, notre régiment servait de « plastron », il représentait « l'ennemi », tristement terré dans une boue crayeuse, que les « invités », bien entendu, délogeaient, non sans qu'il fît toutefois une retraite glorieuse. Le colonel-comte Filhol de Camas qui commandait le régiment avait habilement utilisé ces circonstances pour remettre en honneur des traditions trop souvent négligées. Après dix heures de marche et de reptation dans la boue, le jeune officier, ayant changé sa tenue de bourlingueur contre une élégante tenue de repos, bonnet de police, pantalon impeccable et bottes de soirée, se présentait au mess dressé sous une tente, où étaient réunis tous ses camarades sous la présidence du colonel. Le plus jeune des Eliacins régimentaires, au garde-à-vous, chantait alors gracieusement les quatre notes du refrain du 106e : « Toujours debout. » Le colonel s'asseyait ensuite avec un signe de tête bienveillant et le repas commençait. On pouvait se croire à l'état-major du kronprinz de Prusse sur les collines qui dominaient Verdun en février 1916.

Les soirées de Mourmelon étaient peu joyeuses. J'étais tellement furieux de cet exil que je montrais sans discrétion ma mauvaise humeur. Je demande pardon aux jeunes officiers d'active qui furent alors mes camarades de l'attitude désagréable et même hargneuse que j'eus parfois à leur égard : certains portaient des noms aristocratiques, ce qui leur permettait de négliger les mauvaises manières d'un

malotru sans éducation, qu'on avait placé parmi eux et de les supporter avec une parfaite indifférence. J'allais si loin dans mon exhibition d'antimilitarisme que le colonel-comte dut m'infliger quinze jours d'arrêts de rigueur, que je mis à profit pour faire couper mes cheveux à la tondeuse. Dans un autre temps, ces gentillesses m'auraient valu des représailles qui auraient utilement contribué à mon éducation. Mais on avait manifestement recommandé le calme et la patience aux chefs de corps qui avaient la malchance d'héberger des normaliens.

Laissé à moi-même, je fus au régiment comme ailleurs une sale petite bête, méchante et griffue, résurrection intempestive du rebelle que j'avais été à quinze ans. Je ne dis tout cela que pour rappeler cette vérité bien connue que la timidité, la mauvaise grâce et les prétentions peuvent donner à un jeune homme maladroit un caractère assez différent de celui qu'il a réellement — et qu'il faut se garder de juger sur des apparences ceux qui sont atteints, plus ou moins longtemps, de cette acné juvénile.

Robert Brasillach, pendant le même temps avait été envoyé à Lyon où le commandant de la région militaire, le général Négrier, ne savait pas trop quoi faire de lui. Comme il était classé dans le service auxiliaire, on ne pouvait l'affecter à un régiment. On essaya de lui apprendre le codage et le décodage des documents chiffrés : il y montra peu de dispositions. Découragé, le général le prit à son service. Il fut chargé de l'accompagner pendant ses tournées d'inspection. Je ne sais pas ce qu'il apprit dans cette fréquentation des grands.

Les autres membres de la quadrette furent dispersés en des lieux divers, José Lupin à Versailles, Thierry Maulnier dans une garnison de l'Est où il fit l'effet d'un « bel officier ». Quant à Suzanne, elle avait trouvé un refuge décent auprès de sa mère et de son beau-père qui habitaient Sens : elle y cousait des robes en prévision de son retour dans le monde.

L'année 1954 fut celle de notre installation dans la vie. Depuis le retour de Suzanne après son année de Winchester, nous avions décidé, sans que ce fût enregistré ailleurs que dans notre inconscient, de ne rien changer à une vie commune qui nous rendait heureux tous les trois. Nous avions loué un appartement de trois pièces dans le quartier de Vaugirard. C'est à l'église Saint-Lambert de Vaugirard que fut célébré notre mariage qui eut lieu dans l'intimité le 12 juillet 1934. Aussitôt après, nous partîmes avec Robert en Espagne où nous devions revoir les tranchées de Madrid que nous avions connues auprès de nos amis franquistes pendant le siège de la capitale. C'est au retour de ce voyage que nous attendait l'épisode qui devait mettre fin d'une manière inattendue à mes *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*.

Après notre pèlerinage en Espagne, nous étions revenus au début de septembre à notre relais catalan de Canet-Village où nous retrouvions pour quelques jours le ménage Zinnsz, c'est-à-dire Marcelle Zinnsz, la sœur du lieutenant Brasillach et son mari, Pierre Zinnsz, secrétaire général de la Chambre de Commerce de Dakar, en congé colonial. Pierre Zinnsz avait une auto et nous proposait des promenades. Le matin du 9 septembre 1934, jour de la fête de la Sainte Vierge, nous étions partis avec lui pour visiter la cité de Carcassonne. Le temps était pluvieux, la route glissante, la voiture se jeta sur un arbre. Un car de médecins en excursion surgit à ce moment-là pour nous ramasser. Le conducteur et Suzanne assise auprès de lui étaient seulement choqués, mais les passagers, Robert et moi, étendus sur l'herbe,

paraissaient en triste état. Suzanne appelait la Sainte Vierge à son secours, n'imaginant pas qu'elle pût nous abandonner en un jour de fête mariale. Robert avait une blessure du cuir chevelu qui semblait grave et qui ne l'était pas. Mais moi j'avais l'os frontal défoncé en son milieu et j'étais *sonné* comme un boxeur après le coup de gong. On me transporta à l'hôpital de Perpignan où je fus remis à un chirurgien qui décida aussitôt de me faire une trépanation. Une infirmière m'appuya doucement sur le nez un petit capuchon odoriférant et je me réveillai quelques heures plus tard en entendant une voix qui disait avec satisfaction : « Eh bien, voilà une fonction dont je suis bien content ». Cette trépanation me valut d'être rayé des cadres de l'armée et de me retrouver en congé définitif du service militaire. Elle fut l'occasion d'un lapsus mémorable de la poste qui, après ma trépanation, fit parvenir à Suzanne un télégramme ainsi conçu : « Maurice trépassé, tout va bien. » Telle fut la fin de mon voyage de noces qui me valut une convalescence agréable.

À partir de cette date, je suis installé sur un beau rail universitaire confortable et bien profilé. Je crois même que j'avais une bourse de doctorat pour continuer mes recherches. Un jeune érudit, travailleur et consciencieux, n'a pas d'histoire. Les détails que je pourrais donner sur la préhistoire des études balzaciennes n'intéressent qu'un petit nombre de spécialistes. Je n'ajouterais pas grand-chose à ce qu'ils savent tous en leur décrivant par quels ingénieux subterfuges je réussis à me procurer la photographie des documents dont nous obtenons aujourd'hui si facilement la reprographie, ce qui me permit de faire avancer la thèse que je préparais sur *la formation de l'art du roman chez Balzac* et que je pus soutenir au début du mois de juin 1939.

La tâche que j'avais entreprise, plus absorbante que je n'avais pensé, m'éloigna personnellement de la politique. En 1934, on ne parlait pas encore d'« études balzaciennes » parce qu'il n'était pas possible qu'il y en eût. Tous les papiers personnels de Balzac, presque tous ses manuscrits avaient été recueillis par un collectionneur belge passionné, le vicomte de Lovenjoul. Son admirable collection venait d'être léguée depuis peu de temps à l'Institut de France qui l'avait fait installer dans une des dépendances du château de Chantilly. Le bibliothécaire de l'Institut, Marcel Bouteron, avait été nommé conservateur du fonds Lovenjoul. Je ne savais rien de tout cela qui était pour mon travail une circonstance très favorable, mais qui, en même temps, m'imposait des conditions de travail imprévues. Marcel Bouteron était un quinquagénaire aimable et dévoué qui avait à donner la becquée à une demi-douzaine de canetons de l'érudition. Comme l'Institut n'était pas assez riche pour entretenir un « préposé » dans les locaux de Chantilly, Marcel Bouteron était obligé de calmer la faim de ses clients en transportant, chaque quinzaine, de Chantilly à Paris les précieux volumes reliés dont chacun était un trésor. Je ne suis pas absolument sûr que ces transports aient été tout à fait conformes à la volonté du donateur. Mais dans un temps où la photocopie n'existait pas, où la photographie de documents était une opération administrative compliquée, où l'accès même à la Fondation de Chantilly ne pouvait se faire, comme la confirmation, qu'en présence de l'évêque du lieu, c'est-à-dire du bibliothécaire de l'Institut, il fallait ou renoncer à utiliser le legs du généreux vicomte ou se résoudre à ces transbordements officieux : encore restait-il à copier à la main sur les longues tables de la bibliothèque de l'Institut les

documents qu'on nous communiquait. Ces après-midi studieux du quai de Conti alternés avec des journées passées à la Bibliothèque nationale ne me laissaient pas le temps de faire de la figuration intelligente dans le mélodrame qui s'annonçait.

J'arrive ici à la fin de mes *Souvenirs d'enfance et de jeunesse.* Je laisse de côté la pénéplaine sans événements qu'est une existence consacrée à un travail d'érudition. Il y a donc dans mes souvenirs quatre années dont je n'ai rien à dire, celles qui s'écoulèrent entre le mois de septembre 1934 et le mois de septembre 1938 qui est la date où commencent mes souvenirs de guerre par un événement précis que je mentionnerai à sa date. Mais ces années sans événements n'en contiennent pas moins la source de mes malheurs futurs, car elles furent aussi les années d'insouciance et de légèreté qui sont à l'origine de nos catastrophes.

Pendant ces quatre années que je laisse de côté, qui vont de septembre 1934 à septembre 1938, eurent lieu toutefois des événements qui ne font pas partie de ma propre vie mais que je dois mentionner en raison de leurs conséquences. Car c'est pendant ces années que Robert par insouciance, camaraderie, indifférence, se laissa *ferrer,* comme disent les pêcheurs et peu à peu attirer dans un lacis de responsabilités nominales comme dans une épuisette invisible. Il est vrai que tout cela paraissait sans importance.

Lorsque l'éditeur Arthème Fayard, propriétaire de *Je suis partout* accepta de céder ce titre à la société présentée par les rédacteurs du journal, il fallut improviser une structure. La société des rédacteurs choisit comme rédacteur en chef le plus connu d'entre eux qui était Robert Brasillach. Cette fonction ne comportait pas d'émoluments.

On ne peut pas dire que cette promotion ait été annoncée au son des buccins et des cymbales. L'intronisation fut si discrète que la manchette du journal ne mentionna même pas le nom du nouveau dignitaire. Il ne fut connu des lecteurs que par une phrase de Lucien Rebatet qui, à la fin d'un de ses articles, annonça que Brasillach était chargé désormais du journal « comme chef de notre soviet amical ». Le destin, décidément, est une divinité qui marche sur des pantoufles. La date même de cette promotion ne nous est connue que par une décision du conseil d'administration de la Société éditrice découverte au greffe du tribunal de commerce de la Seine par Pierre-Marie Dioudonnat, dans l'excellente monographie qu'il a consacrée à l'histoire de *Je suis partout.*

Ces circonstances singulières laissent peu d'incertitude sur l'étendue des pouvoirs du rédacteur en chef de *Je suis partout.* Non seulement le destin entrait dans nos vies par effraction en marchant à pas feutrés, mais encore il payait en fausse monnaie. Rien ne fut changé ni au contenu du journal ni aux fonctions rédactionnelles. Pierre Gaxotte continua pendant deux ans à signer le *leader,* et Robert Brasillach pendant longtemps encore ne publia dans *Je suis partout* que les *Lettres à une provinciale,* honnête polémique littéraire qui ne renverse que des dieux d'argile. Robert n'eut pas à montrer dans cette circonstance la fermeté et la décision de son caractère : il n'avait aucun pouvoir, son titre ne lui conférait aucune autorité sur les autres, chacun écrivait ce qu'il voulait dans cette auberge espagnole où l'on dînait par petites tables et où il n'était rien d'autre que ce metteur en page qu'on appelle dans les journaux le secrétaire de rédaction. Mais, ce qui est grave et ce qui est révélateur, c'est que cette situation équivoque dura pendant toute la durée de la publication de *Je suis partout. À* cause de cette fausse

délégation de pouvoir, Robert fut, pour tout le monde, excepté pour ses camarades, le responsable d'un des journaux les plus violents des années de l'Occupation. Lorsqu'il voulut réagir en septembre 1943, il ne put échapper à ce malentendu qu'en quittant le journal. Le destin n'était pas seulement sournois et tricheur, il lui attachait sans que personne s'en aperçût, une pierre au cou d'autant plus dangereuse qu'elle était invisible : comme une pierre magique, elle n'était mortelle qu'au moment du danger.

Je mêle ici, j'en suis conscient, les souvenirs du mémorialiste et les vérifications du témoin. Mais comment faire autrement ? Le cas de Pierre Gaxotte est révélateur. Pour le ramasseur de souvenirs, Pierre Gaxotte est non seulement l'aîné, il a douze ans de plus que nous et, quand on a vingt ans, cette différence est importante, mais il est le guide de notre génération, celui dont on admire le talent. Il ne suffit pas de lire ses livres, on assiste à toutes ses conférences, on l'écoute autant qu'on le lit, et avec tant d'assiduité que nous appelions ses conférences de l'Institut d'Action Française « la messe de Gaxotte ». Voilà la ferveur dont le récitant a gardé le souvenir. Mais, en recueillant ces souvenirs, le mémorialiste a dû les vérifier. Or, au cours de cette vérification, le témoin, devenu malgré lui membre du jury comme dans les comices agricoles, découvre un autre Gaxotte, celui qui dirige et même rédige un journal de combat, dans une période qui devient de plus en plus mouvementée, et qui le fait signer par un autre. Pourquoi ? Pour des raisons de convenances personnelles. On n'aura pas d'autre explication. Et on n'en demande pas d'autre. Mais ces transferts de responsabilité n'en sont pas moins étranges, même quand on les corrige en disant qu'il n'y a pas de machiavélisme, à cette date, dans de telles substitutions. Mais ces mémoires que j'écris ne sont-ils pas en réalité le catalogue de nos ignorances et de nos erreurs ? J'arrête mes *Souvenirs d'enfance et de jeunesse* à cette charnière que fut dans toutes nos vies l'année 1937. La France de cette année-là est encore la France du Front populaire, Léon Blum est président du conseil. Mais l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, puis la guerre civile espagnole entraînent une division de l'opinion entre partisans des États autoritaires et partisans des États démocratiques qui deviendra en peu de temps une guerre de religion entre le camp qu'on appelle fasciste du nom du régime instauré en Italie par Mussolini et leurs adversaires qui prennent le nom d'antifascistes. Ce clivage fait basculer dans le passé toutes les figures du ballet politique antérieures à 1937. On entre, à partir de cette date, dans le prologue de la Seconde Guerre mondiale.

SOUVENIRS ET DÉCOUVERTES
SUR LA SECONDE GUERRE MONDIALE

CHAPITRE PREMIER

La bataille pour la guerre
La campagne de France
L'exode

J'ai souvent entendu dire, j'ai moi-même longtemps pensé, que tous les malheurs de notre génération avaient commencé en 1936. C'est tout à fait vrai. Mais il faut ajouter aussi que ce qui se passa en 1936 eut pour origine et pour cause ce qui s'était passé en 1918, au dénouement d'une guerre qui avait rallié autour de la France, à ce que nous pensions, du moins, les représentants du monde entier. Ce *rayonnement* de la France avait meublé ma mémoire de petit garçon de noms étranges pour un descendant de Vercingétorix. On m'avait fait saluer des « entrées en guerre » énigmatiques : le Portugal avait déclaré la guerre à l'Allemagne, la Roumanie s'était « rangée » aux côtés des Alliés, la Turquie balançait, le Japon se décidait, enfin l'Amérique nous tombait sur les épaules comme un grand singe très lourd qui emportait la décision. Ces étrangers s'étaient installés dans mon souvenir grâce aux couvertures en couleurs du *Pays de France,* hebdomadaire appartenant à M. Bunau-Varilla. J'avais « pris connaissance », comme disent les navigateurs, de la petite moustache de Lloyd George, des lorgnons du président Wilson, de la barbe rassurante du grand-duc Nicolas et même des visages de moindres seigneurs comme M. Sonino ou M. Salandra, j'avais admiré le roi des Belges, Albert Ier qu'on appelait le « roi chevalier ». J'étais devenu précocement très fort en géographie. Mais tout ce planisphère s'était brusquement replié comme un parapluie. On avait signé la paix à Versailles : *la France avait gagné la guerre.* Cette phrase transformait « la guerre mondiale » en un triomphe national auquel d'autres avaient concouru. La France était devenue le centre du monde. Et même, ce concours des peuples l'avait hissée sur un bouclier comme le roi des Francs. Elle était la reine des nations. Des écrivains patriotes avaient ressorti à cette occasion de nobles oripeaux oratoires. On avait rappelé que la France était la « fille aînée de l'Église ». On avait ressorti la devise latine *gesta Dei per Francos* que la Première Guerre mondiale était censée illustrer. Grâce à quoi les événements s'étaient docilement mis à leur place dans l'ingénieux kaléidoscope que nous appelions l'histoire universelle, qui nous permettait de confortables fixations.

Cette optique résolument municipale nous avait déjà permis autrefois de prendre pour le plus dramatique événement de l'histoire la capitulation de l'armée française dans la cuvette de Sedan en 1870, alors que le destin du monde basculait, en réalité, dans la plaine de Gettysburg et que la prise d'Atlanta et la défaite du général Lee étaient infiniment plus graves pour notre avenir que la perte de deux de nos provinces. C'est un nombrilisme pire encore qui avait concentré toute

l'attention des Français sur l'affaire Dreyfus, cultivé un militarisme puéril, nourri un esprit de revanche illustré de coiffes alsaciennes et de protestations cartographiques, alors qu'un bourgeonnement de toute la planète, une vigoureuse adolescence du siècle annonçaient la naissance de jeunes géants joufflus et vigoureux, bien décidés à ignorer nos maximes médiévales et à nous faire constater une nouvelle répartition de la puissance.

L'égocentrisme des Français avait cultivé, après 1918, une vision étriquée du monde qui rapportait tout à leurs souffrances et à leur victoire. La carte du monde sur laquelle nous considérions avec une satisfaction béate les larges taches roses de notre empire colonial favorisait cette illusion. Ce fut, comme pour tous mes contemporains, la fierté de mon enfance. Ces grands jardins que nous partagions avec les Anglais, ces vastes propriétés comme de riches bourgeois qui ont acheté des terres tout autour de leur ville, renforçaient notre prépotence de vainqueurs. Les hommes d'État qui représentaient la France eurent pour ambition après 1918 de cristalliser un *statu quo* qui leur était si favorable. Indifférents aux changements progressifs de la répartition de la puissance, ils concevaient le monde d'après 1918 comme un monde aussi stable, aussi rigide que celui qui existait avant 1914. C'était seulement la carte de l'Europe qui avait été un peu manipulée, un détail.

Cette vigilance de propriétaire pointilleux était le dur soubassement bétonné sur lequel se déroulait le ballet de la politique étrangère. Cette phrase trop générale est inexacte. Il y eut des francs-tireurs. Mais je parle ici des gens que j'ai connus, au milieu desquels j'ai vécu. Je ne prétends pas qu'ils aient eu raison : je les décris. C'est une phrase que j'écrirai plus d'une fois dans ce livre. Mais enfin, c'est ce que nous pensions, c'est ce que nous étions, c'est ce que j'ai été. Je n'y peux rien.

Je dois dire ici que je ne suis pas très fier d'avoir admiré de bonne foi des hommes d'État éminents sur lesquels j'ai eu à faire plus tard beaucoup de réserves. Ai-je admiré Poincaré ? Je ne crois pas, ce vilain petit pète-sec n'attirait guère la sympathie. On m'avait beaucoup recommandé Delcassé : ce n'était qu'une référence scolaire que je répudiai assez vite. Mais je me console mal de mon admiration pour Clemenceau. La brutalité aveugle des *jusqu'au-boutistes* est le plus souvent à l'origine de cataractes de souffrances que le nom prestigieux de victoire ne couvre que pendant peu de temps de son manteau. Nous aurions mieux fait de comprendre que la victoire des Alliés en 1918 a eu pour cause la balistique des forces en présence et qu'elle aurait été le dénouement de cette guerre, même si un Ribot ou un Albert Lebrun avait été le président du Conseil des ministres au lieu de Clemenceau. Je me persuade facilement, en revanche, que, si le pape Benoît XV ou l'empereur Charles IV d'Autriche avaient réussi à faire accepter leur projet de paix blanche en 1917, nous aurions épargné quelques centaines de milliers de morts de la Première Guerre mondiale et peut-être quelques millions d'autres pendant la Seconde. Clemenceau, Churchill, Hitler, adorés ou maudits, ont été pour leurs pays la même catastrophe. Ils n'ont rien changé aux événements qui sont le résultat de supériorités militaires ou économiques, le poids des bataillons, des tanks, du pétrole, de l'acier. Mais ils ont été, par leur acharnement, des cavaliers de la mort, des broyeurs d'hommes.

L'hypnotisme continua après la guerre comme si la guerre n'avait été qu'un palier dans l'ascension des nations victorieuses vers la toute-puissance. Les

hommes d'État se réunirent, protestèrent, se plaignirent, organisèrent des conférences sans que personne ne songeât à pendre au mur la carte du monde. On ne voulait connaître que la carte de l'Europe, dont Paris semblait la capitale, autant que Londres le tolérait. Les événements nous infligeaient pourtant de flagrants démentis. C'est la France, disions-nous, qui avait gagné la guerre, mais quand on avait besoin d'argent pour réparer les dégâts, on s'adressait aux États-Unis. Le mur de servitudes financières dans lequel on avait prétendu enfermer l'Allemagne s'écroulait en quelques années : bientôt, les servitudes politiques et militaires qui étaient la garantie de *notre* victoire avaient été répudiées elles aussi.

Je compris, devant notre consternante inertie le jour de la réoccupation de la Rhénanie, qu'il était inutile que je me mêle de politique. J'étais, je ne pouvais être que le marmiton inutile d'un château hanté dont les concierges faisaient des moulinets avec des sabres de bois. Cette vérité inscrite dans un des tiroirs de ma cervelle, je la conservai pieusement pendant dix ans.

Le 18 juin 1936, à six heures du soir *(el 18 a las 18)* le soulèvement de l'armée espagnole contre le régime républicain ouvrait toutes grandes les portes de la guerre. Tout d'un coup, les peuples européens, tous ensemble, furent opérés de la cataracte. Ils cessèrent d'avoir les yeux fixés sur leur porte-monnaie et de consulter avec colère le dossier de leurs titres de propriété. Un vocabulaire nouveau, pareil à un vent d'orage qui se lève, avait éparpillé leurs paperasses. En quelques jours, les mots nouveaux de fascisme et d'antifascisme avaient allumé un incendie. On sortait du dialogue stérile entre les vainqueurs et les vaincus. C'était un partenaire inconnu, qui entrait dans le cirque, un fauve qui sortait d'on ne sait quel toril et dont le rugissement couvrait toutes les voix qu'on avait entendues autrefois.

On comprit alors que le fauve qui venait d'entrer dans l'arène était un animal inconnu. Son cri de guerre n'était pas celui de telle ou telle nation. C'était le vagissement redoutable d'un monstre qui venait de naître et qui troublait notre sommeil de rentiers de la victoire. La Russie soviétique n'était plus ce gros mal blanc qui purulait à l'écart de tous, dans une chair inerte de l'Europe, elle devenait un poids, une menace, un espoir, un acteur nouveau qui entrait en scène lourdement. Les convives qu'on avait placés en bout de table, l'Allemagne, l'Italie, s'installaient au premier rang et leur voix couvrait celle des maîtres de maison assis inconfortablement sur le bord de leurs chaises. Du jour au lendemain, l'Europe avait cessé d'être ce champ bien cultivé où les vainqueurs moissonnaient. Des légions naissaient de toutes parts, coquelicots incongrus. On ne saluait plus les propriétaires, c'était le chaos.

Le lien entre le traité de Versailles et le soulèvement espagnol n'était pas évident. Il était pourtant clairement inscrit dans les faits. Les vainqueurs de 1918 avaient brandi à travers l'Europe une épée de justice qui avait saccagé les fragiles vergers nationaux que le temps avait édifiés. La vengeance et l'idéologie avaient inspiré les mutilations. Les victimes avaient d'abord courbé la tête, assommées sous le poids de la défaite. Puis le temps avait réparé les forces. Les plaintes avaient alors été si vives, les revendications si pressantes qu'il avait fallu consentir à des rectifications. Mais ces rectifications avaient été lentes, elles avaient été parcimonieuses et la colère des peuples injustement punis avait amené au pouvoir

des hommes énergiques qui avaient décidé de s'adjuger eux-mêmes illégalement les réparations que la loi internationale leur refusait. Il y avait donc eu, à partir de ce moment-là, des régimes contestataires, et ce qui était pire encore une mentalité contestataire, qui rejetait la loi internationale inscrite dans les traités. Et bientôt cette mentalité contestataire ne désigna plus seulement comme adversaire la loi internationale qui imposait le maintien d'un *statu quo* injuste, mais encore dans chaque pays la loi constitutionnelle qui paralysait les efforts de libération. Il y eut donc, à partir de ce moment-là, un parti de l'illégalité qui rejetait les lois formelles servant à l'asservissement des peuples. Ce parti prétendait incarner la volonté *réelle* de la nation représentée comme un *faisceau* de forces unies, et c'est pour cela qu'on l'appela le *fascisme,* du nom qui avait été celui de sa première victoire. Il s'arrogeait le droit de faire triompher cette *volonté du peuple* par des méthodes qui ne tenaient pas compte du système d'entraves juridiques qui assurait la pérennité des pouvoirs en place.

Le soulèvement national en Espagne prenait place tout naturellement dans cette contestation systématique du droit. Mais bien d'autres manifestations de la politique du « salut public » pouvaient être rangées sous la même rubrique : l'action des ligues patriotiques, bien entendu, mais tout aussi bien les essais des doctrinaires qui accusaient les mécanismes démocratiques de favoriser un immobilisme grâce auquel se perpétuaient des « rentes de situation ». Même les initiatives prises à cette date par le nouveau gouvernement allemand avaient eu pour objet soit de restaurer son droit d'exercer sur son territoire des prérogatives naturelles qui n'avaient été limitées que par des décisions provisoires, soit de rétablir la souveraineté nationale sur des parties du territoire allemand dont la nation allemande, en vertu des traités, était encore le légitime propriétaire. Il s'agissait donc, jusqu'à cette date, d'actions de récupération qui se réclamaient d'un *révisionnisme* historique que les vainqueurs eux-mêmes avaient rendu, par leurs excès, inévitable.

Je pensais tout cela. Je ne dis pas que j'avais raison de le penser. Je dis seulement que je le pensais, et, qu'en pensant ainsi, j'étais fidèle non pas à l'Action française qui soutenait comme moi le soulèvement espagnol, mais au jeune républicain que j'étais à quinze ans, à l'admirateur de la Convention et du Comité de Salut public. Car, en leur temps, ils avaient agi au nom d'un droit de salut public du nouvel État qui était devenu leur « patrie » contre le maintien des rentes de situation de la noblesse qui n'avaient pas plus de légitimité, en ce temps-là, que les rentes de situation des prébendiers de la République en notre temps.

Ce sont les phénomènes de bipolarisation provoqués par la guerre d'Espagne qui brisèrent les limites naturelles que le révisionnisme fixait aux revendications allemandes. À partir de cette date, dans le sillage de l'opposition fascisme-antifascisme, apparut un nouveau vocabulaire qui devait être, malheureusement, celui de cette première après-guerre. L'illégalité de salut public se dota d'autres attributs qui n'étaient plus ceux de la rectification et de la réparation, mais ceux de la puissance. Car, en cas de défi général, d'investissement, d'état de siège, apparaît la nécessité de la défense des glacis, et même la nécessité d'établir des glacis là où il n'en existait pas, et en plus des glacis, la nécessité de se donner de l'air, de se donner des espaces de déploiement et de manœuvre qui conférait au terme de *patrie* une extension géographique

inquiétante. Alors apparurent les mots qui firent fortune après la guerre, mais qui étaient déjà contenus dans la stratégie qui précéda la guerre, ceux de *lebensraum,* de *containment,* de *glaciation,* vocabulaire géologique qui s'opposait à une réalité beaucoup plus impulsive que l'honnête géographie qui avait suffi à nos préoccupations.

En outre, ce vocabulaire géologique mettait en lumière, en promotion, des produits politiques nouveaux lancés à grand bruit sur le marché. Derrière l'inquiétant *lebensraum,* apparaissait une nouvelle marchandise, la race allemande, appareil indéfiniment gonflable qui s'étendait, selon les besoins, de la Volga au Tyrol et qui se doublait des souvenirs historiques peu rassurants du Saint-Empire romain germanique. Derrière ces notions élastiques qu'on nous priait d'insérer dans notre univers intellectuel, des penseurs audacieux installaient dans le lointain la statue du grand Aryen blond, dieu tutélaire qui avait répandu ses bienfaits sur les hommes tout au long de notre histoire et qui offrait ses services pour nous assurer un avenir glorieux. C'étaient beaucoup de nouveautés.

À partir de cette nouvelle *donne* politique étalée sur la table en 1937, les initiatives de la politique allemande ont toutes un caractère agressif qui les rend tout à fait différentes des revendications précédentes. Chacune d'entre elles est ressentie comme un défi lancé aux autres nations. Et chacune provoquera une crise grave.

La première de ces entreprises ne fut, en réalité, ni une répudiation du traité de Versailles ni une initiative nationale-socialiste, mais la réalisation d'un vieux rêve pangermaniste qui hantait depuis longtemps un certain nombre de cervelles allemandes. Une préface dramatique avait eu lieu en 1933 et 1934. Elle s'était terminée par l'assassinat du chancelier Dollfus qui avait été le dernier défenseur de l'indépendance autrichienne, avec l'appui de Mussolini. Kurt von Schuschnigg avait succédé à Dollfus en 1934 et Hitler avait dû attendre quatre ans, sous des vents peu favorables, avant de pouvoir réaliser son rêve de jeune Autrichien. L'attaque eut lieu très brusquement en 1938. À la suite des alliances nouvelles provoquées par la guerre d'Espagne, le veto de Mussolini avait été levé. Schuschnigg convoqué à Berchtesgaden fut sommé de laisser se développer sans obstacle le mouvement populaire qui « exigeait » le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Sous la menace d'une invasion militaire immédiate, il dut nommer au ministère de l'Intérieur un notable pangermaniste Arthur Seyss-Inquart. Schuschnigg pour sauver son pays tenta d'organiser un référendum. Le 9 mars Hitler exigea le report du référendum et la démission du chancelier. Trois jours plus tard, Seyss-Inquart nommé chancelier demanda l'aide militaire de l'Allemagne pour rétablir le calme. Hitler fit son entrée à Vienne le 12 mars sous les acclamations et le lendemain fut proclamée la réunion de l'Autriche au Reich qui fut approuvée par plus de 99 % des suffrages.

Cette opération politique consterna. Mais le travail avait été si bien fait, les ressorts trompeurs de la démocratie avaient si parfaitement fonctionné qu'il fut impossible d'exprimer autre chose qu'une impuissante compassion.

Cette nouvelle conception de la légitimité fut accueillie avec grande indignation par les politiciens qui prétendaient immobiliser la politique mondiale dans le corset juridique de la Société des Nations. Cette rébellion des nationalismes était

assimilée à un brigandage. Sur la grande route de l'histoire, on retrouvait les bandits et les princes qui avaient été jadis les lourds fondeurs du bronze européen.

En revanche, les adversaires de l'Allemagne qui avaient protesté avec violence contre les atteintes portées aux clauses les moins défendables du traité de Versailles ne regardèrent pas l'Anschluss comme une usurpation scandaleuse, mais simplement comme une manœuvre politique que le gouvernement français n'avait pas su prévoir et empêcher. Leur réaction ne fut pas de colère, ils se bornèrent, par un réflexe assez inattendu, à s'en remettre à la vertu de la bonne vieille « entente cordiale » pour éviter le retour de pareils incidents. Arthur Neville Chamberlain, Premier ministre de Sa Majesté le roi George VI, devint le Goliath entre les mains duquel ils remirent l'avenir de l'Europe. Constatant l'échec de la Société des Nations, ils n'inventaient rien d'autre que d'en revenir aux alliances de 1914.

J'écris ces lignes après avoir relu les journaux d'extrême droite de l'année 1938. Les hésitations, qu'on découvre alors, telles qu'elles furent dans la presse de cette période, contredisent l'image que mon souvenir avait installée en moi. La guerre d'Espagne, en dépit des apparences, n'avait pas laissé après elle, un camp fasciste et un camp antifasciste dont les réactions étaient unitaires. Cette division était dans les cœurs, c'était une guerre de religion : mais elle ne s'inscrivait pas dans les faits. C'est notre imagination qui, comme toujours, colore nos souvenirs. Les « fascistes » qui avaient soutenu le combat de l'Espagne franquiste ne se réjouissaient pas d'un agrandissement territorial du camp fasciste. L'Anschluss ne fut pas regardé comme une victoire fasciste. Il était simplement un incident grave dans la vie internationale.

Le réflexe fut unanime. Les ligues et les mouvements qu'on qualifiait quotidiennement de fascistes, et même le Parti populaire français de Jacques Doriot blâmèrent tous la brutalité de l'intervention allemande, exprimèrent leur méfiance, demandèrent le réarmement de la France, le resserrement de l'entente cordiale, mais conclurent avec Jacques Doriot que la guerre n'était pas possible parce que la France devait « avoir la politique de son armée ».

Ces mouvements divagants paraissent très étrangers à la sensibilité unitaire que la guerre d'Espagne avait suscitée. En réalité, avec des longueurs d'onde différentes qui tenaient à l'âge et au passé de chacun, les deux masses du fascisme et de l'antifascisme qui semblaient se dissoudre, se recomposaient autour d'un autre objectif. Les médications étaient différentes, les sauveteurs étaient imprévus, mais les molécules politiques s'aggloméraient autour de deux pôles de sens contraire : les uns voulaient la guerre, les autres voulaient la paix.

C'est cette émergence d'un parti de la guerre qu'on voit très bien se profiler dans les mois qui séparent la crise de l'Anschluss de la crise de Munich. La cristallisation se précipite alors qu'on approche de la crise de Munich. Elle est évidente lorsqu'on voit paraître les accusations, puis par suite habituelle, les dénonciations. « La guerre est l'industrie nationale de la Prusse, écrit Gaxotte. Il y a à Berlin un parti de la guerre. Il y en a un autre à Paris. Deux ou trois ministres sont soupçonnés d'en faire partie. Avec eux, les communistes, les émigrés et la petite bande de journalistes qui ont mené la danse des sanctions et qui ne cessent d'empoisonner l'atmosphère... Il y a un espoir, c'est l'Angleterre... » Et la litanie se précisait à mesure que les nouvelles d'Europe centrale devenaient plus mauvaises.

On désignait les participants de la « monstrueuse coalition » lesquels étaient, bien entendu, « les Juifs qui veulent se venger, les marxistes qui espèrent la révolution, l'Amérique qui veut gagner de l'argent dans les fournitures ».

Je ne me charge pas de dire si cette liste est exacte. Je ne suis pas un procureur. Je me souviens des noms qu'on lançait. Ils bourdonnent encore à mes oreilles comme des mouches. C'étaient ceux des journalistes et des hommes politiques qu'on devait retrouver six mois plus tard appelant à Notre-Dame l'intervention miraculeuse du Saint-Esprit pour arrêter les divisions blindées du général Guderian. Bien entendu, les journaux de gauche regardaient comme des traîtres les mauvais Français qui ne voulaient pas se battre et les journaux de droite désignaient comme des provocateurs ceux qui voulaient en découdre. Les uns et les autres se vouaient au poteau, ce qui était, malheureusement, la seule prédiction exacte dans tout ce fatras.

Les deux partis s'étaient observés longtemps en silence, en allumant de temps en temps des feux de camp qui signalaient leur position. Mais l'un et l'autre se réveillaient chaque fois qu'Hitler secouait cette poêle à marrons que les désastreux signataires du traité de Versailles avaient mise à portée de sa main. Et cette poêle était si large et les trous en étaient si énormes qu'il était très difficile de réagir. Comment crier au viol des peuples quand Vienne en délire accueillait son nouvel empereur ? On se tira de cette difficulté en jetant les masques.

C'est un amateur qui s'en chargea. Cinq mois avant l'entrée en scène des Allemands des Sudètes, en mars 1938, Louis-Ferdinand Céline publiait son violent pamphlet antisémite *Bagatelles pour un massacre*. Sous les cris de cet aboyeur, le rideau des mythes s'effondra, plus vite et plus facilement que la muraille de Jéricho. Les quatre cent mille lecteurs de *Bagatelles* montrèrent le roi nu. Ce langage incongru fit passer au second plan le « franc-maçon Benès », le « misérable Paul Reynaud », et quelques autres figurants. Des vieillards énergiques parlèrent des « hitlériens ». Les tambours résonnèrent dans les deux camps. « Ils veulent “ leur ” guerre », affirmaient les uns. On répondait en désignant des « traîtres », qui ne voulaient pas se battre.

Les Allemands des Sudètes firent leur apparition dans ces circonstances. C'étaient des convives embarrassants. Ils rappelaient un peu trop à tout le monde ceux qui, en 1914, avaient réussi à « faire cuire leur œuf » en mettant le feu à la maison. Ils le rappelèrent, en particulier, aux Anglais qui avancèrent sur l'échiquier un personnage inattendu, le long, sérieux et flegmatique lord Chamberlain. L'intervention de cet homme de loi méticuleux brouilla un peu les cartes du jeu métaphysique. Il découvrait qu'il y avait trois millions d'Allemands dans un État *fédéral* énergiquement gouverné par les Tchèques. Hitler exprima à Chamberlain sa volonté bien arrêtée de ne pas supporter les persécutions du président Benès sur ces trois millions d'Allemands qui l'appelaient à leur secours. La suite de ces menaces étant très claire, Chamberlain demanda au président du Conseil français, Édouard Daladier, de venir à Londres. Ils examinèrent ensemble s'ils étaient décidés à accepter une Seconde Guerre mondiale pour maintenir les Allemands des Sudètes dans l'Etat fédéral tchécoslovaque. Quelques jours plus tard, le 22 septembre, à Bad Godesberg, Hitler fit connaître à Chamberlain sa décision d'envoyer les troupes allemandes dans le territoire des Sudètes si la Tchécoslovaquie se refusait à accorder l'autonomie à cette région. Benès rejeta

cette solution et décréta la mobilisation générale, le 23 septembre. Deux jours plus tard, le 26 septembre l'Angleterre et la France décidaient la mobilisation des classes de réserve. On revit les affiches blanches, la réquisition des chevaux, les adieux à la gare de l'Est, les trains de mobilisés. Le 27, le gouvernement allemand adressait un ultimatum à la Tchécoslovaquie. On était en juillet 1914. Tout semblait perdu. Une initiative de Mussolini sauva la paix. Sur sa proposition, une réunion des quatre chefs du gouvernement d'Allemagne, d'Angleterre, de France et d'Italie eut lieu à Munich le 28 septembre. Les quatre participants se mirent d'accord pour reconnaître l'indépendance du territoire des Sudètes que les troupes tchécoslovaques devaient évacuer immédiatement. Jusqu'au dernier moment, la bataille avait été indécise. Daladier hésitait, Alexis Léger, secrétaire général du Quai d'Orsay, souhaitait l'échec, bien qu'il fût muni d'instructions contraires de son ministre Georges Bonnet. Chamberlain représenta à Daladier qu'il ne pouvait prendre seul la responsabilité d'une guerre européenne. Daladier se résolut à placer sa signature à la suite des autres paraphes. Puis, il repartit, morigéné par Alexis Léger qui lui faisait craindre une pénible réception à Paris. Au Bourget, Daladier, très rouge, se cala courageusement au fond de sa voiture découverte attendant les huées. La sortie de l'aérodrome, la traversée de la banlieue rouge furent paisibles. À l'entrée de Paris, Daladier, un peu étonné, vit des gens dans la rue qui risquaient des applaudissements sans être contrariés. À mesure que le cortège avançait, les spectateurs devenaient nombreux, se rangeaient au bord des trottoirs. Daladier à ce moment, entendit les premiers vivats. La radio venait d'annoncer la signature de l'accord. La suite du trajet jusqu'à la rue Saint-Dominique fut presque triomphale. Et le lendemain, Daladier, ayant décidé de déposer une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu, fut longuement acclamé.

Les mécontentements qui s'exprimèrent délimitèrent les camps. On dessina des cartes du front sur lesquelles des noms de politiciens, de journalistes, de commentateurs de la radio, d'écrivains apparaissaient comme autant de places fortes. Mais déjà, ce n'étaient plus les escadrons des idéalistes qui s'indignaient de voir les réalistes s'enterrer dans leurs fortifications. Les noms qu'on citait étaient connus depuis longtemps : on retrouvait face à face ceux qui s'étaient déjà affrontés sur la guerre d'Espagne. Quelques francs tireurs pacifistes brouillaient le jeu. Mais ces volontaires inattendus ne changeaient rien à l'essentiel. Les généraux qui caracolaient devant les troupes ne permettaient pas d'en douter. Il ne s'agissait plus de choix politique, c'étaient déjà les premières escarmouches d'une guerre de religion.

Les dix-huit mois qui nous séparaient de la déclaration de la guerre n'étaient pas un prélude, ils furent le théâtre du premier acte de la guerre : une première guerre, en somme, dans laquelle, par des poussées, des influences, des manœuvres, l'un des deux camps allait déclencher le couperet qui déciderait des qualifications définitives. Selon l'issue de l'événement, les uns quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent auraient nécessairement raison et seraient les juges des autres qui, quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, auraient indubitablement tort et deviendraient, non seulement des opposants, mais, par suite de la guerre, des traîtres présumés. Car la guerre a ce pouvoir étrange : lorsqu'elle est *déclarée,* elle contraint les consciences. Tous ceux qui répugnent à marcher au pas dans les rangs ne sont pas seulement des traînards, ils sont du même coup ou peuvent devenir des traîtres,

puisqu'ils ralentissent et gênent la marche unitaire de ceux qui ayant obtenu la guerre, ont obtenu en même temps, un pouvoir absolu sur les consciences.

Très vite après cette déconvenue, les bellicistes reprirent des forces pour une nouvelle offensive. Aux Communes, on vit se former une opposition contre Chamberlain accusé de mollesse. On lui reprochait d'avoir sacrifié au réalisme le noble idéal de la défense de la personne humaine. Ces reproches furent d'autant plus vifs qu'un autre principe démocratique, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, apparut très vite comme un redoutable aspirateur politique. Le caractère *fédéral* de la Tchécoslovaquie ayant été officiellement reconnu par les grandes puissances, les Slovaques, les Hongrois, les Polonais et même les Ukrainiens que le traité de Versailles avait placés sous la dépendance des Tchèques réclamèrent à leur tour le droit de sécession qui avait été reconnu aux Allemands des Sudètes. En quelques mois, l'État *fédéral* tchécoslovaque se décomposa. Courageusement le Premier ministre Emil Hacha essaya de résister à ce démembrement spontané. Les gouvernements autonomes dont il réclamait la soumission en appelèrent à la protection de l'Allemagne. Le 15 mars 1939, Emil Hacha, se rendit à Berlin pour obtenir des assurances sur l'avenir de son pays. La discussion avec Hitler et Goering fut dramatique. Emil Hacha, exténué et désespéré, eut une attaque cardiaque pendant les entretiens. On le soigna, on lui rendit des forces : assez de forces pour qu'il pût signer un document par lequel il acceptait que la Bohème et la Moravie, le cœur de la Tchécoslovaquie, fussent placés sous protectorat allemand au motif que ces territoires étaient « d'origine allemande ». Le surlendemain, 17 mars, les troupes allemandes entraient à Prague et occupaient tout le territoire tchécoslovaque.

Quelques jours plus tard, le 22 mars, les habitants de la ville allemande de Memel en Lituanie acclamaient Hitler qui était venu les saluer à bord du cuirassé *Deutschland* qu'ils accueillirent dans leur port par des ovations. Le gouvernement de Lituanie, pour ne pas s'exposer à une confrontation inégale préféra accepter la décision des habitants d'être rattachés au Reich allemand. Les gouvernements européens ne purent que s'incliner devant cet accord amiable.

Ces événements portèrent un coup très dur au parti de la paix. Les bellicistes se constituèrent en défenseurs du *statu quo*. Cette position défensive était avantageuse. Le *statu quo* rend le garde-champêtre indispensable. La politique du garde-champêtre suppose des arrêtés municipaux. On les placarde sur les murs. Dès le 31 mars 1939, Chamberlain déclara solennellement que le gouvernement de Sa Majesté britannique soutiendrait la Pologne « par tous les moyens » si celle-ci était l'objet d'une agression. Cette déclaration fut aussitôt suivie d'un accord diplomatique. Et, trois semaines plus tard, le gouvernement anglais remplaçait l'armée de métier de l'Angleterre par le service militaire obligatoire. En même temps, et sous le même prétexte, on appelait des renforts : des conversations furent entreprises avec le gouvernement communiste de l'URSS pour l'embrigader dans la ligue des défenseurs de l'ordre et du droit. Cette initiative provoqua dans le parti de la guerre une explosion de joie. Enfin, la politique avait un sens ! Enfin, on reconstituait le front antifasciste qui allait prendre sa revanche de la victoire du « franquisme » en Espagne. Ces retrouvailles joyeuses firent oublier à tout le monde qu'on se trouvait désormais dans la même figure de ballet qui avait provoqué la Première Guerre mondiale. Cette considération rétrospective était de

peu de poids devant l'union enfin réalisée de tous les peuples pour « écraser » le fascisme.

Ce grand dessein devint problématique quand le relèvement de l'Allemagne et son retour comme grande puissance dans la politique européenne firent apparaître en pleine lumière des règlements de compte auxquels on n'avait jamais pensé. Les revendications brutales de la politique hitlérienne avaient toutes comme référence une mise en accusation du traité de Versailles qui avait mis fin vingt ans plus tôt, c'était hier, à la Première Guerre mondiale. Cette référence commune à toutes les revendications du gouvernement hitlérien dénonçait l'abus de position dominante qui avait permis aux vainqueurs de 1918 de fabriquer une Europe factice. Dans cette Europe, on ne s'était pas borné à tenir pour négligeables des intérêts et des zones d'influence, on avait fait cadeau, en outre, à certains protégés des vainqueurs de populations de souche allemande et de culture allemande qui se trouvaient ainsi enclavées dans quelques-uns des États nouveaux créés par le traité de Versailles. C'est cette contradiction flagrante entre la réalité et ce que les chancelleries appelaient le droit international qui créait une possibilité et même une probabilité de conflit dramatique entre deux conceptions de droit également plaidables, mais également intransigeantes.

Il fut vite assez clair, dès le début de la confrontation, que les plus lucides et les plus décidés dans les deux camps, avaient accepté et même souhaité, une décision par les armes. Dès le premier jour, dans les deux camps, on était entré dans ce que notre jargon politique moderne a très bien nommé, en d'autres circonstances, « une logique de guerre ». Dès lors, il ne restait plus qu'à compter les coups et à choisir le moment et le lieu du déclenchement.

On dut laisser passer quelques occasions qui n'étaient pas stratégiquement satisfaisantes. Le choix se porta sur la Pologne qui présentait l'avantage de contraindre les Allemands à se battre sur deux fronts. Les Polonais sont des excités, aussi courageux que dénués de jugement : c'est toute leur histoire. En 1939, le colonel Beck qui présidait aux destinées de la Pologne croyait la cavalerie polonaise invincible. L'état-major français prit au sérieux cette conviction. Il ne restait plus qu'à attendre l'incident qui mettrait le feu à la poudrière.

Ma situation légale de grand blessé qui avait mis fin à mes obligations militaires me mettait hors d'état d'être autre chose qu'un spectateur. Je suivais néanmoins avec angoisse les différents actes d'un drame sur lequel je conservais des illusions. Les deux années 1938 et 1939 furent en France les deux années d'une guerre pour la paix contre la sournoise volonté des défenseurs de l'ordre antifasciste. Cette guerre pour la paix dépassa en violence les batailles célèbres de l'affaire Dreyfus. Le principal combattant de cette bataille pour la paix fut Louis-Ferdinand Céline qui utilisa dans la polémique la vigueur et le coloris brutal de la langue populaire qui avaient si bien inspiré jadis en plusieurs circonstances le peuple parisien. Ces violences inédites ne seraient qu'un épisode de l'histoire du pamphlet si le résultat de ces féroces empoignades n'avait pas été la conviction bien établie dans les cervelles des Français nationalistes que la France avait été entraînée malgré elle dans la guerre par un parti belliciste qui, malheureusement, comptait beaucoup trop de supporters juifs du coq gaulois. J'ai vu grandir cette conviction. Ce n'était nullement ce que nous nommerions aujourd'hui un sentiment *raciste*. Au moment le plus violent de cette bataille pour la paix, pendant que Lucien Rebatet

composait un fameux numéro spécial *de Je Suis Partout* auquel Robert Brasillach accepta de donner son aval, nous recevions à notre table, à toute heure, de petites Juives trotte-menu et familières qui picoraient gentiment. C'est même à ce moment, si je ne me trompe, que Robert nous amena deux jeunes gens qu'il avait rencontrés par hasard au théâtre, Jacques Lassaigne jeune et pimpant neveu d'archevêque qui lui présenta une jeune Assia, douce juive blonde de je ne sais quelle mouvance, qui, trois mois après son mariage, remplissait la maison familiale encore bourdonnante de vêpres d'un jacassant ghetto de jeunes compagnes d'Esther. Nous aimions beaucoup ces gentils petits Lassaigne sans deviner que Jacques Lassaigne deviendrait un jour speaker de Radio Alger et que la douce et tendre Assia irait mourir de quelque phtisie dans la banlieue de Jérusalem. Je pense que, même si nous avions pu le deviner, nous les aurions aimés quand même. Nos agapes judéo-chrétiennes durèrent jusqu'au jour où la mobilisation dispersa nos convives.

Je ne rappelle ces détails que pour que le lecteur comprenne que les termes de *raciste* et de *racisme,* au sens où nous les employons aujourd'hui, nous étaient tout à fait étrangers. Mais ce qui était parfaitement clair, et j'en avais la preuve tous les jours, c'était la conviction, dans le milieu nationaliste dans lequel je vivais, que la guerre était voulue et programmée par un clan, bien résolu à nous imposer ses décisions malgré nos sursauts, nos colères et nos cris. Dans ce clan figuraient beaucoup de Français d'acquisition récente, qu'on appelait poliment des « habitants ». C'était le terme utilisé par nos légistes dans les lois qui les protégeaient. C'était déjà un problème d'immigration. La prépondérance de ces Français d'adoption récente dans la direction politique de notre pays devint un sujet de rancœur et de colère quand la guerre fut déclarée. Elle se transforma, quand la guerre fut perdue en un acte d'accusation.

On ne peut juger les événements qui suivirent et, en particulier, les dispositions d'une partie importante de l'opinion pendant les années qui suivirent l'armistice sans se souvenir de ce compte ouvert entre les bellicistes et les Français qui refusaient de se laisser entraîner dans la guerre. Les dispositions d'une partie importante des Français après la signature de l'armistice ont pour explication leur rancœur et leur colère contre ceux qu'ils regardaient comme les responsables de leur catastrophe.

J'ai vu auprès de moi naître cette colère. J'ai compris, beaucoup plus tard, qu'elle n'était qu'un cas particulier du conflit qui, dans un État démocratique, oppose et opposera toujours une majorité légale née du résultat électoral et un refus des frustrés de la démocratie. Le parti qui s'est rendu maître du pays par un résultat électoral se croit maître de tout, fait ce qu'il veut. Il a toujours pour lui ce qu'un président de la République appela un jour « la force injuste de la loi ». Ces situations contre nature se paient toujours très cher quand la fortune des armes renverse un pouvoir confisqué. Mais les détenteurs du pouvoir ne s'embarrassèrent pas de ces scrupules philosophiques. Ils avaient entre les mains les commandes d'une machinerie de guerre. Ils n'avaient qu'à déclencher sur leur tableau de bord les automatismes qui conduisent à la guerre.

Le prétexte, toutefois, était tout ce qu'on pouvait imaginer de plus mince. La ville allemande de Dantzig avait été enlevée à l'Allemagne par le traité de Versailles pour que la Pologne puisse disposer d'un port. Mais ce traité ne faisait

pas de Dantzig une partie du territoire polonais. Dantzig était une ville libre placée sous tutelle polonaise, mais ayant son propre sénat et son autonomie administrative. La population allemande qui demandait le rattachement de Dantzig à l'Allemagne était très largement majoritaire au sénat. Cette confiscation de Dantzig séparait l'Allemagne de toute une partie de son territoire, de morceau d'Allemagne que les Allemands appelaient « notre île Prussia ». Il était clair que cette mutilation ne pouvait être qu'une servitude précaire, mais cette situation paradoxale était une sorte d'abcès qu'on cultivait en raison des complications intéressantes qu'il pouvait provoquer.

Les négociations furent apparemment longues, patientes, et on ne comprend pas qu'elles aient eu une issue dramatique si l'on n'admet pas que cette issue était voulue par certains. Les palabres durèrent deux mois, ce qui était pour Hitler une grande preuve de patience. Au cours de ces pourparlers, Hitler fit des propositions. En échange de la cession de Dantzig, qui réunissait les deux parties de la Poméranie allemande, il offrait un couloir polonais à travers le territoire allemand avec un autostrade jouissant de l'extraterritorialité, l'usage du port de Dantzig étant garanti aux Polonais. Ces propositions furent repoussées. Le colonel Beck, chef du gouvernement polonais, assuré de l'engagement officiel de l'Angleterre, se trouvait maître de la paix ou de la guerre. Ce pouvoir exorbitant lui donnait de la morgue. Il était d'autant plus absolu qu'il avait auprès de lui un illusionniste, le maréchal Ritz-Smigly, qui lui assurait que la cavalerie polonaise écraserait sans difficulté les divisions blindées allemandes. Cette situation était sans issue. Hitler crut pouvoir gagner la partie par un coup d'audace : au moment le plus dramatique des négociations, le 23 août 1939, alors que le parti de la guerre, en Angleterre et en France, croyait avoir encerclé l'Allemagne, un coup de théâtre se produisit : l'URSS et l'Allemagne annonçaient la signature d'un pacte de non-agression par lequel chacun des deux signataires s'engageait à « ne pas participer à un groupement dirigé contre l'autre partie ». Les pourparlers que menaient de leur cité l'URSS et les puissances occidentales avaient échoué, en effet, sur le refus des Polonais de laisser les troupes russes entrer sur leur territoire pour assurer leur protection.

Ce coup de théâtre renouvelait une erreur, malheureusement fréquente chez les Allemands et dont la conduite de la guerre devait donner d'autres exemples. Au lieu de provoquer le désarroi et la panique des alliés de la Pologne, ceux-ci furent au contraire, affermis dans leur résolution. Ils croyaient aux assurances du colonel Beck, et, de plus, ils tenaient en piètre estime l'armée soviétique. D'autres considérations emportèrent l'adhésion du cabinet anglais. La presse allemande présentait ce traité comme le prélude d'une réorganisation complète de l'Europe orientale et du bassin danubien sous la double hégémonie de l'URSS et de l'Allemagne. C'était des perspectives qui dépassaient infiniment le sort de Dantzig. Dès lors, l'échec de l'intimidation rendait la guerre inévitable.

Dès le 24 août, on ne se faisait plus d'illusions. Les derniers jours, on vit venir la guerre sans pouvoir réagir : liés, paralysés, ficelés sur la planche. Il n'y avait même plus de « décideurs », simplement des mouvements musculaires qui se répondaient d'un bout de l'Europe à l'autre : rappels des réservistes, évacuation des enfants, camouflage des lumières. Les pourparlers, les déclarations n'ont plus de sens, la guerre est déjà là. Hitler téléphone à Mussolini, Henderson vient à

Berlin, Hitler offre au gouvernement anglais une garantie de paix pendant vingt-cinq ans sur toutes les frontières de l'Europe. Tout cela ne signifie plus rien. Solidement arqués sur l'entêtement granitique du colonel Beck, les bellicistes sont sûrs de leur guerre. Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, elle est là.

Assommés, les Français enregistrent l'une après l'autre les catastrophes que la radio annonce. Évacuation des zones frontières, unités navales sur pied de guerre, ultimatum allemand demandant à la Pologne l'envoi de plénipotentiaires, silence de la Pologne équivalant à un refus, enfin entrée des troupes allemandes en Pologne le 2 septembre à six heures du matin, provoquant la mobilisation générale en France et en Angleterre, suivie d'une suprême démarche anglo-française à Berlin pour demander à Hitler de retirer ses troupes. C'est fini. Le marteau-pilon tombe sur la paix de tout son poids et l'écrase. Le 3 septembre, la Grande-Bretagne et la France se déclarent en état de guerre contre l'Allemagne. Cette déclaration gouvernementale n'a été soumise ni à la Chambre ni au Sénat. Elle est seulement l'application automatique d'un traité de garantie.

En effet, nous nous trouvions *automatiquement* en état de guerre sans que la nation ait pris ou approuvé cette décision, sans que le pays ait voulu cette guerre. Mais cette particularité n'empêchait pas que cet état de guerre existât, qu'il portât ses fruits : et ces fruits, nous le savions, nous ne pouvions pas l'ignorer, c'était les quatre millions de morts de la Première Guerre mondiale, et probablement davantage en raison de l'efficacité des armes de destruction modernes. C'est cela que nous acceptions, et qui fut accepté, en effet, sans révolte, sans mutinerie, sans même aucune opposition manifeste. Tous les Français et non seulement les bellicistes, étaient donc entraînés dans cette guerre par leur silence et leur acceptation. Par légèreté, par veulerie. Pour une ville qui n'était même pas une ville polonaise, mais seulement une ville allemande confiée par mandat au gouvernement polonais et qui avait le désir le plus clair, le plus manifeste, de redevenir une ville allemande. Nous avions consenti à tout, à la réunion de l'Autriche et de l'Allemagne, à la récupération du territoire sudète, au démembrement, puis à l'annexion de la Tchécoslovaquie, nous avions consenti à tout pour la paix, pour la précieuse paix, calmante et réparatrice. Et, à cause de cette ville allemande, à cause de ce manchon de territoire, à cause de ce caillou sur la route, nous avions fait une embardée qui nous jetait sur la guerre, qui nous fracassait tous, Français, Anglais et Allemands, contre le mur de la guerre, nous acceptions l'inconnu terrible de la guerre, des millions de morts, des souffrances certaines, des ruines...

J'écris ces lignes cinquante ans plus tard. Et je ne puis m'empêcher d'avoir devant les yeux, grossissant de minute en minute à mesure que je m'indigne, ces mots accusateurs : *sans vote*. Le destin non seulement d'une nation, mais de toute l'Europe, pire, du monde entier peut-être, joué comme aux dés, *sans vote* sous le rideau commode de l'automatisme des alliances. Quelle dérision du pouvoir démocratique ! Quel mensonge sur les mots ! Le *peuple souverain* dépossédé de son droit le plus élémentaire, du droit de décider s'il consent à son suicide ! Ce piège qui se referme sur toute une génération, manœuvré par quelques-uns ! Dans l'intérêt de quelques-uns. Non seulement piège, mais traquenard, filet invisible jeté par un braconnier, sur nous tous, sur notre avenir, sur nos vies ! Piège qui non seulement rend dérisoire, sans contenu, le mot de démocratie, mais qui renverse

par tricherie le droit tout entier en soumettant la loi fondamentale du salut public à un *contrat* que son nom même définit comme un engagement de circonstance, par définition précaire et révocable.

Car c'était là le plus grave, le cœur même de la tromperie. Un traité, fût-il solennel, fût-il réaffirmé, n'est jamais qu'un acte privé introduit dans le droit international, inopposable par conséquent à la loi suprême du droit international, le droit des peuples à leur indépendance, c'est-à-dire à leur liberté de choix dans les circonstances capitales pour leur survie. Un contrat, en droit privé, est réputé nul s'il est contraire à la loi. Pourquoi ce principe, accepté sans discussion dans la logique du droit privé est-il *renversé* en droit international ? Un contrat, même si on l'appelle un traité, n'est pas autre chose qu'un engagement pris, dans certaines circonstances, au nom de personnes morales, en vue de définir ou de stabiliser des rapports que deux parties acceptent en raison de ces circonstances : tant que durent les obligations énumérées à un moment défini, en vue d'un objectif précis. Ces conditions de la signature amènent à se demander quelle est la valeur du traité quand les conditions ont changé. Nécessaire, salutaire, inéluctable à un moment donné, il n'est plus, quelques années plus tard, qu'une convention diplomatique. En outre, les promoteurs et les signataires de ce traité ne sont que les délégués de la volonté du peuple au nom duquel ils contractent. Quand cette volonté change, quand elle est représentée par des délégués tout différents, que vaut ce traité qui n'est plus que le vestige d'une politique dépassée ?

Ces objections révèlent la précarité du juridisme par rapport à la réalité. Elles résument l'histoire et le destin du traité de Versailles, la revendication allemande n'étant pas autre chose que la protestation de l'Allemagne au nom d'une réalité politique qui avait changé contre le carcan juridique par lequel on prétendait l'enchaîner. La Seconde Guerre mondiale est un exemple des drames qui peuvent naître de cette contradiction entre le juridisme et la réalité.

Je ruminais cette colère philosophique en voyant se refermer sur nous tous le piège dans lequel nous avait fait tomber la légèreté et l'impatience d'Hitler, mais aussi notre veulerie et notre forfanterie. Étais-je le seul à ressentir cette colère ? Certainement pas. Mais je trouve peu de documents dans la presse de ce temps qui portent témoignage de cette colère. Les jeunes hommes de cette époque, ceux qui étaient nés en 1910, n'avaient plus qu'une notion livresque de ce qu'avait été la guerre de 1914. Ils avaient perdu toute imagination réaliste de ce qu'était toute guerre, de ce que serait celle que nous venions de *déclarer*. Il y avait eu une mobilisation morne mais indolore. Peut-être parce qu'elle s'était égrenée, en petits paquets, sur huit jours. Peut-être parce que les wagons de troisième classe dans lesquels on transportait les *hommes* vers les villages de Lorraine étaient moins traumatisants que les wagons de 1914 avec leurs portes coulissantes et leurs inscriptions brutales « hommes 40, chevaux en long 8 ». On n'écrivait pas « à Berlin » sur les portières. On allait s'enterrer, sans fureur guerrière, dans les casemates de la ligne Maginot. Je crois que cette imprenable ligne fortifiée a eu plus d'importance dans la démobilisation des énergies que les chansons de Maurice Chevalier ou l'influence délétère, mais peu répandue, d'André Gide. En dépit des jupes courtes, la France ne traversait pas une grave crise morale. L'atonie générale venait surtout, je crois, de la disparition de la colère nationale : on *se terrait,* c'était rassurant, c'était une manière de ne pas se battre.

Toutefois, mon indignation était plus personnelle que je ne croyais. Je fis très vite deux découvertes qui allaient désormais m'accompagner pendant toute la guerre, et même au-delà.

La première était un axiome imprévu que j'enregistrai dans ma naïveté, avec un certain étonnement, à savoir : « que le mensonge crée la conviction ». Cet adage fut illustré par une déclaration de Daladier, le lendemain du jour où la France et l'Angleterre venaient de déclarer la guerre à l'Allemagne en vertu du caractère obligatoire des traités et bien qu'elles ne pussent apporter aucun secours au peuple polonais. Voici cette déclaration solennelle : « Français et Françaises, nous faisons cette guerre parce qu'on nous l'a imposée », audacieux mensonge qui fut accepté sans protestation et qui fait partie encore aujourd'hui des patenôtres que nous récitons sans nous interroger sur leur sens.

La seconde découverte n'était pas moins intéressante. Elle concerne le pouvoir paralysant des mots. On pourrait la formuler par des termes empruntés au vocabulaire de l'histoire naturelle : « En politique, la situation crée l'organe ». Cet adage a été confirmé comme le précédent par cinquante ans d'expérience politique qui nous ont amplement prouvé la plasticité de tous les peuples : ils sont capables d'accepter et d'ovationner n'importe quel régime à partir du moment où ils ont pris l'habitude des acclamations ou même tout simplement de la représentation visuelle d'acclamations sur un petit écran. Cet adage est à la base de toutes les manipulations de la politique. Il constate que tout pouvoir a la possibilité, au bout d'un certain temps, de désigner un ennemi collectif qui est reconnu comme tel par l'ensemble du peuple. Il est particulièrement efficace en cas de guerre, puisque l'ennemi est désigné par l'acte officiel de la déclaration de guerre. À partir de ce moment, le jet de la haine est dirigé avec autant de sûreté que celui d'un canon à eau. En outre, en temps de guerre, le pouvoir a la possibilité supplémentaire de déclarer « traîtres » tous ceux qui ne pavoisent pas avec les autres.

Charles Maurras lui-même, après s'être battu avec un courage et une lucidité admirables au premier rang des défenseurs de la paix, reconnut comme tout le monde la puissance de ce grand vent de la guerre qui courbe tous les épis dans le même sens. « Le jour où *l'ordre de marche* aura été donné aux armées, écrivait-il le 1er septembre après un an de bataille contre la guerre, toute considération de ce genre (c'est-à-dire toute hésitation à s'aligner sur le parti de la guerre) sera naturellement abolie. »

Admirable soumission ! Méditez-la, arrière-petits-neveux de M. de Charette, encadrez-la ! Allez tous vous faire tuer pour la République en chantant la strophe entraînante que nous reprenions en 1915 à la fin de la soirée donnée par les estropiés de l'hôpital :

La Victoire en chantant
Nous ouvre la carrière
La liberté gui-ide nos pas...
Mort aux ennemis de la France
Ty-yrans, descendez au cercueil !

Belle strophe, quand on a compris que toute guerre se traduit d'abord par le pouvoir absolu de ceux qui sont au pouvoir.

Je n'ai gardé des mois de la guerre immobile qu'une pensée dont je m'excuse, une pensée assurément coupable que je ne réussis pas à condamner. Je pensais que les Allemands ne voulaient pas la guerre et que leur gouvernement tenait à nous le faire savoir. Mussés dans leurs casemates comme des rats, nos régiments avaient laissé couper en morceaux tous ceux que nous prétendions défendre, la Pologne dépecée, la Finlande vaincue, les pays de la Baltique faisant bien sagement courbettes. Ah ! *mourir pour Dantzig,* comme c'était loin et comme c'était vain ! Qu'est-ce que nous attendions pour réparer par une paix de compromis quelques-uns des dégâts qu'avaient causés notre précipitation et notre sottise. Sans s'être battue, l'Allemagne était déjà victorieuse. Les démocraties n'avaient montré que leur jactance et leur impuissance.

Je pensais tout cela avec tristesse et honte. Je ne sais pas si ma colère était partagée par beaucoup. Déjà, à ce moment-là les gens étaient *attentistes*. Presque tous comprenaient que l'essentiel était de se trouver en *état de guerre* et que cet état de guerre était un pari sur le futur. Les Allemands étaient dans la nasse : les partisans de la paix aussi. Et il importait que ni les uns ni les autres ne pussent sortir de ce filet. Il faut dire aussi que presque tous, y compris les pacifistes, ne doutaient pas de la victoire. Elle ne serait pas remportée en chantant, mais personne ne doutait de l'issue : « Ty-yrans descendez au cercueil ! » On n'imaginait même pas comment nous pourrions être « vincibles ». On se demandait seulement si l'on serait capable de faire, cette fois-ci, une « bonne paix » avec un vrai démembrement de l'Allemagne, unanimité bien touchante.

Les événements avaient dispersé notre trio. Robert était dans une des cavernes de la ligne Maginot depuis les derniers jours du mois d'août. Suzanne était restée à Sens auprès de ses parents chez lesquels la guerre l'avait trouvée en vacances. Et j'avais dû, au mois d'octobre, réintégrer mon lycée d'Amiens où j'étais toujours professeur. Je passais le plus clair de mon temps dans les trains. C'est dans les trains que j'appris, l'un après l'autre, les coups de boutoir que l'état-major allemand infligeait à notre souveraine indifférence. L'armée polonaise avait été anéantie en quelques jours, les Finlandais durent s'incliner à leur tour après une courageuse campagne, la Norvège et le Danemark durent accepter l'intervention des troupes allemandes sur leur territoire. Les Allemands empochaient tranquillement les premiers bénéfices de la déclaration de guerre sans que nous puissions faire quoi que ce soit pour gêner leurs initiatives.

L'approche du printemps troubla cette torpeur. Les premiers jours en furent marqués pour nous par un intermède qui nous combla de joie, la naissance le 7 avril de notre premier enfant, qui reçut le prénom de Jacques en l'honneur de l'apôtre de la Catalogne et de l'Espagne. Les gouvernements de France et d'Angleterre, moins heureux que nous, se bornèrent à s'ébrouer. Ce toilettage de printemps se traduisit par quelques mesures énergiques que ces gouvernements présentèrent comme des répliques rassurantes et même encourageantes aux succès militaires allemands. Le gouvernement Daladier fut remplacé en mars par un gouvernement d'union nationale dirigé par le péremptoire Paul Reynaud. Les Anglais, de leur côté, se décidèrent à remplacer le prudent Chamberlain par l'énergique Winston Churchill, symbole du jusqu'au-boutisme dans le style de Clemenceau. Les députés communistes dont le parti avait été dissous au début des hostilités furent inculpés et envoyés en camp de concentration pour avoir

constitué un *groupe ouvrier et paysan* qui avait fait une pétition pour réclamer des pourparlers de paix. Mais, comme on ne pouvait pas prendre une telle mesure sans contrepartie, le ministre de l'Intérieur Georges Mandel découvrit des *hitlériens* auxquels il était indispensable d'assurer également un repos substantiel.

Mais, déjà, depuis le 10 mai à cinq heures et demie, des milliers d'apeurés étaient entraînés dans le torrent du désastre que notre gouvernement avait libéré avec tant d'inconscience. Quelques heures après le début de leur offensive, les parachutistes allemands s'emparaient par surprise du fort d'Eben Emäel qui commandait l'entrée du territoire belge. Et les chars allemands s'engouffraient par cette brèche. Sur l'ordre de Paul Raynaud, l'état-major français cassait son dispositif de protection pour venir au secours des Belges en déroute, acceptant une bataille en rase campagne pour laquelle il n'avait ni plan, ni matériel, ni aviation. Quatre jours plus tard, les blindés du général Gudérian brisaient le centre de cet ordre de bataille en faisant sauter le verrou de la forêt d'Ardenne qu'on avait négligé de fortifier en la déclarant infranchissable . En huit jours, les divisions blindées allemandes s'étalaient comme une gerbe de Bruxelles à Saint-Quentin, atteignaient Anvers. Le roi des Belges, à la tête de son armée, fut obligé de capituler pour éviter un holocauste inutile. Les Français de toutes opinions montrèrent en cette occasion qu'ils étaient incapables d'imaginer les souffrances et les drames des autres : tous approuvèrent Paul Reynaud lorsqu'il accusa de lâcheté et de trahison ce roi courageux qui refusait d'immoler inutilement son peuple.

La stupeur de la défaite jetait les réfugiés sur les routes qui devenaient inutilisables. La France éventrée, pareille à une bête qui perd ses tripes, trouvait encore la force d'avoir des sursauts d'espoir. On rappelait Weygand qui essayait de retarder les Allemands sur la Somme, on rappelait Pétain de son ambassade de Madrid et on le nommait ministre d'État. Les ministres se rendaient solennellement à Notre-Dame. On avait changé de chanson. On n'engageait plus les ty-yrans à descendre au cercueil. Vingt ministres francs-maçons et résolument laïcs immolaient leurs convictions en chantant en chœur ce cantique qui eût fait frémir mon bon sénateur Pajot :

Dieu de clémence
Ô Dieu vainqueur,
Sauvez, sauvez la France
Au nom du Sacré-Cœur...
Sauvez, sauvez la France
Au nom du Sacré-Cœur.

On appelait cette purée l'union sacrée.

C'est dans ces conditions que le gouvernement, affolé, imagina de sauver la France en imitant le Comité de Sûreté générale de la Convention. Si nous n'avions pas d'aviation, si nos régiments transportés en hâte du bout de la France ne parvenaient pas à endiguer l'invasion, c'était à cause des traîtres de la « cinquième colonne » qui se réjouissaient des revers de la République. Il fallait un Fouquier-Tinville. Le ministre de l'Intérieur, Georges Mandel, se crut désigné pour ce sauvetage. Une information fut ouverte pour démasquer la trahison. Un juge d'instruction nommé d'urgence, convoqua Robert Brasillach qui à ce moment

collationnait des dépêches dans une bourgade voisine de Metz. Le traître se présenta dans son uniforme de lieutenant, muni de son masque à gaz et du casque réglementaire. Un commissaire l'interrogea pendant trois jours sur ses activités criminelles, le consigna en garde à vue, fit un rapport, puis reçut l'ordre de le remettre en liberté.

Il consacra quelques heures à consoler des épouses éplorées, celles des collaborateurs de *Je suis partout* qui, n'étant pas mobilisés, avaient été arrêtés et expédiés au camp de concentration de Gurs, hygiénique résidence pyrénéenne. À l'occasion de ce transfert, un inoffensif suspect, nommé Thierry de Ludre, fut abattu par un garde mobile parce qu'il « traînait » dans la colonne et en ralentissait la progression.

Le 9 juin au matin, Robert Brasillach, stupéfait, découvrit un Paris inattendu, en proie à la panique. On venait d'apprendre que la bataille de la Somme avait été perdue le 6 juin, que la bataille de l'Oise n'avait pas ralenti l'avance allemande, que l'Aisne avait été franchie à Soissons. Subitement, les Parisiens assiégeaient les gares, s'entassaient dans tous les trains en partance. Ceux qui avaient des autos s'agglutinaient aux Portes : le plus grand nombre choisissait les routes qui menaient vers la Bretagne qui passait, on ne sait pourquoi, pour inaccessible aux envahisseurs. Ceux qui fuyaient étaient pâles et résolus. Paul Reynaud, qui avait décidé le départ du gouvernement pour Bordeaux, hésitait à déclarer Paris ville ouverte. À la fin de la journée, on perçut le changement. En quelques heures, des quartiers entiers de Paris étaient devenus un désert, un paysage de ville morte. Les taxis avaient disparu, les avenues étaient vides, sur des rues entières on ne voyait que des volets fermés. Je quittai Robert, le soir de ce 9 juin pour aller à Sens auprès de Suzanne et de son bébé. Il se demandait s'il pourrait encore trouver un train le lendemain pour rejoindre sa garnison. Je me repens aujourd'hui de ne pas avoir eu l'énergie de l'en dissuader. Ces journées ont été racontées dans *Je suis partout* par Robert Brasillach. On peut en lire le récit dans le *Journal d'un homme occupé* publié en 1955.

À Sens, mon premier soin fut d'éloigner Suzanne du théâtre des opérations qui se rapprochait dangereusement. La gare de Sens avait été bombardée le 8 juin. On avait creusé une tranchée dans le jardin de la villa. La route de Paris était déjà interdite aux voitures particulières. Je décidai de partir dès le lendemain, 10 juin, pour le village de Canet près de Perpignan où vivait la grand-mère de Robert et de Suzanne. Je disposais de l'auto que Robert avait achetée en 1938, avec laquelle nous avions parcouru l'Espagne en roulotte pendant l'été de 1939. C'était une petite Simca 8 que nous avions amenée à Sens dès le début de la guerre. Dans l'après-midi du 10 juin, après avoir fait le plein d'essence avec beaucoup de difficulté, j'y entassai les bagages, on installa à l'arrière le berceau du petit Jacques qui venait d'avoir deux mois et nous partîmes. Il n'y avait qu'un inconvénient : je ne savais pas conduire. J'avais obtenu mon permis au mois de novembre, mais je n'avais pas conduit depuis ce jour-là. Ce n'était pas le moment de s'en souvenir. Je partis dans la direction du Midi par les routes tranquilles du Gâtinais et du Berry pour éviter la vallée du Rhône encombrée par les convois de troupes dirigés vers la frontière italienne.

Cette courte avance que nous avions prise sur le flot des réfugiés nous sauva des difficultés qui furent dramatiques pour beaucoup d'autres. Je n'ai aucune honte

d'avoir à mentionner une traversée de la France presque touristique alors que cet exode fut pour d'autres, pour beaucoup d'autres, une tragique et misérable aventure, un cauchemar de piétinement, d'angoisse, d'hystérie, de cris et de larmes. Notre itinéraire nous tenait à l'écart des routes les plus fréquentées. On ne pouvait pas les éviter toutes. Dès la sortie de Gien, englué dans une division d'artillerie qui se frayait une voie vers le sud au milieu d'un épais mastic d'autos et de camionnettes, je calai dans une côte et j'affolai Suzanne en essayant de repartir en troisième, démarrage audacieux qui s'accompagnait de bruit, de fumée et d'odeur de brûlé. En peu de kilomètres, je réussis à répéter à plusieurs reprises cette manœuvre audacieuse. Ceux qui raclaient la route à nos côtés, harassés, abrutis, fatalistes, n'avaient même pas la force de nous maudire. La première nuit nous surprit sur le Cher, dans un bourg appelé Charost bondé de réfugiés. Suzanne fit la mendiante avec son petit enfant dans les bras jusqu'à ce qu'une bonne chrétienne offrît sa chambre à cette romanichelle éplorée.

Le lendemain de cette halte était ce 11 juin où eut lieu à Briare le dramatique conseil interallié pendant lequel Weygand dut expliquer à Churchill la situation désespérée de l'armée française. Nous n'en savions rien. Nous en étions encore à une bataille qui se déroulait sur l'Oise et sur l'Aisne. Somnambules anxieux, nous traversions la France à tâtons sans rien savoir que des bribes recueillies au hasard du cyclone qui s'abattait sur la France. On n'était guère mieux instruit de cette avalanche à Limoges où nous nous arrêtâmes le soir chez Béatrice, la femme de José Lupin, réfugiée chez ses parents : nous avions traversé la ville sous une pluie tropicale qui transformait les rues en cours d'eau. Cette escale aquatique fut la dernière de nos aventures. Nous entrions le lendemain dans une autre planète, une partie du monde qui ne percevait que de très loin le vacarme qui jetait sur les routes la moitié de la population française. Près de Castelsarrasin où nous couchions chez une vieille amie dans sa jolie « gentilhommière » de Gandalou, nous perçûmes la profondeur de ce silence campagnard dans lequel s'abritaient, comme dans un cocon, des contemporains d'autres temps troublés que je devais retrouver plus tard, sans trop d'étonnement, à d'autres époques. Les grands malheurs nationaux, guerres, pillages, massacres, se propagent par certaines artères qui en irriguent les régions limitrophes. Mais, il suffit souvent de quelques kilomètres pour qu'on ne voie rien, qu'on ne sache rien, qu'il ne vous arrive rien. Notre hôtesse et sa fille n'avaient ni le gaz, ni le téléphone, encore moins la radio. Elles ne recevaient les informations que du laitier et de l'épicier. Nous leur fîmes beaucoup de peine en leur apprenant de mauvaises nouvelles qu'elles ignoraient.

C'est pourtant dans un des ports de cette zone abritée que nous apprîmes, dans la soirée du 13 juin, l'étendue du désastre. C'est le souvenir le plus présent qui me soit resté de ces tristes jours. Cela se passait dans un escalier. Pourquoi faut-il que toutes les nouvelles sinistres nous arrivent dans un escalier ? Est-ce qu'une force invisible attire les hommes vers l'annonce de leur malheur, leur anxiété les entraîne-t-elle et les fait-elle aller au-devant du coup qui leur est destiné ? Nous passions cette nuit du 13 juin dans un hôtel de Narbonne. On annonçait pour huit heures du soir une communication du président du Conseil. Dans la cage d'escalier qui conduisait aux chambres on entendait, répercuté par l'écho, l'indicatif de la radio : « Aux armes, citoyens ! aux armes citoyens ! » Puis une voix officielle informait que la communication du président était retardée d'une

demi-heure. On attendait. Une heure plus tard dans la même cage d'escalier sonore, nouveau grincement de l'indicatif : « Aux armes citoyens ! » Et même voix officielle annonçant un nouveau délai. Nouvelle attente. On rentrait dans les chambres. Vers dix heures, dans la cage sonore, l'indicatif lugubre résonna pour la troisième fois. C'était encore pour demander une prolongation. On rentrait à nouveau. Il était près de minuit quand ce lambeau d'hymne national, insistant comme une corne de brume, fut suivi enfin de la voix nasillarde de Paul Reynaud, apprenant aux Français qu'il adressait un appel au secours au peuple américain. Ces phrases accablantes résonnaient dans le vide du vaste escalier. « L'âme de la France n'est pas vaincue. Notre pays ne se laisse pas abattre par une invasion... Faut-il désespérer ? Certes non... Malgré nos revers, la puissance des démocraties reste immense... » Chaque phrase exprimant l'espérance avouait en même temps la défaite définitive, et tombait sur nos têtes comme autant de coups de hache. La dernière était un avis de décès : « Le jour de la résurrection viendra. »

Nous arrivâmes à Canet le lendemain 14 juin dans la journée. Un télégramme nous attendait : il nous informait que la mère de Suzanne et son mari, le docteur Maugis avaient pu quitter Sens. La radio nous apprit en même temps que les premiers détachements de l'armée allemande venaient d'arriver à Paris.

La plage de Canet, près de Perpignan, était un port aussi polynésien que la « gentilhommière » de Gandalou près Castelsarrasin. Le 14 juin y est, traditionnellement, le début des vacances d'été. Les garçons et les filles n'avaient pas laissé passer cette date importante. Ils étaient venus en grand nombre passer au bord de la mer ce bel après-midi. Les filles en short se réjouissaient des aviateurs qui étaient cantonnés au village. Les adolescents non mobilisables prenaient fièrement la place de leurs aînés. La vue de ces joyeux promeneurs me fortifiait dans cette pensée nouvelle que la guerre est décidément une notion abstraite qui sert à désigner des circonstances différentes selon les lieux et selon les temps.

L'actualité nous poursuivait cependant dans cette thébaïde. Tantôt, c'était par de brefs messages de la radio qui renouvelaient notre chagrin ou nos inquiétudes. Tantôt c'était par les formes bizarres que l'imagination ou la crédulité donne à des informations vagabondes.

Les informations étaient rares et étranges. On apprenait le bombardement de la flotte française par les Anglais dans la rade de Mers el-Kébir, et, presque en même temps, que les armées de Lorraine, encerclées, « se battaient héroïquement formées en carré ». Ces sursauts et ces coups de théâtre nous inspiraient la même perplexité. C'était apparemment indispensable pour préparer l'arrivée espérée des divisions américaines : mais, ce supplément de cadavres était-il vraiment aussi utile qu'on nous l'affirmait ?

Des nouvelles arrivaient d'heure en heure. Veillant auprès du poste de radio, également sollicités par les informations et par les rumeurs, nous ressemblions à ces parents qui attendent, dans une chambre de clinique, le passage des internes qui assistent aux derniers moments d'une agonie. Encore ne savions-nous pas les décisions qu'on proposait et qui attestaient par leur étrangeté le dérangement des cervelles et la floraison hystérique des utopies. Le lendemain de notre arrivée, le 16 juin, on apprenait à la fois que les Allemands avaient franchi la Loire et que le gouvernement de Paul Reynaud démissionnait. On sut plus tard que les ministres

les plus fanatiques avaient défendu au conseil une proposition de Churchill suggérant la fusion juridique de la France et de l'Angleterre en une seule nation franco-britannique qui se proclamait indissoluble. La journée suivante, le 17 juin, l'indicatif fatal retentit à nouveau. Cette fois, ce n'était plus la voix mélodramatique de Paul Reynaud qu'elle précédait, mais une autre, calme, triste et paternelle qui nous annonçait la fin des illusions. Dans le silence de l'accablement, nous avons entendu, alors, les phrases fatales qui mettaient fin à quinze cents ans d'hégémonie. « À l'appel de M. le président de la République, disait le maréchal Pétain, j'assume à partir d'aujourd'hui la direction du gouvernement de la France... C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat... Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il était prêt à rechercher avec nous, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre fin aux hostilités... » Ces mots scellaient le destin de la France.

Je ne suis pas sûr que j'aie compris sur-le-champ toute l'étendue de notre défaite commune. Je ne ressentais que l'amertume d'avoir été vaincu deux fois, dans la lutte désespérée par laquelle une partie des Français avaient voulu sauver la paix et dans la guerre insensée dans laquelle notre gouvernement nous avait étourdiment engagés. C'est seulement quelques jours plus tard, à Vichy, qu'un mot cruel d'un de nos meilleurs amis espagnols me fit comprendre le caractère irréparable de ce changement de décor de l'histoire. « Maintenant, me dit-il, vous n'êtes plus qu'une petite nation. » Il avait raison. La France était devenue une petite nation, et en même temps qu'elle, sans que nous le sachions, toutes les nations d'Europe. Elles ne seraient plus désormais, quoi qu'elles fassent, que de petites nations. Nous venions d'entrer dans les siècles de l'histoire des continents.

Notre défaite n'était pas seulement une humiliation, elle annonçait un changement d'échelle. Quelle que fût l'issue de la guerre, à partir du moment où nous nous en remettions pour la suite de cette guerre à l'intervention espérée des États-Unis, c'était tout l'avenir de l'Europe qui était remis entre les mains des grandes puissances extra-européennes qu'on avait appelées au secours. L'aide que Churchill nous proposait ne dépendait pas de l'Angleterre, mais du président des États -Unis. La victoire qu'il annonçait avec obstination ne serait pas notre victoire, ni celle de l'Angleterre, elle reposerait sur notre abdication. La phase nouvelle de l'histoire dans laquelle nous entrions n'avait plus rien de commun avec le temps de l'infanterie. Rocroi, Austerlitz, Waterloo, Verdun même n'étaient plus que des noms de l'histoire ancienne. Jamais plus Napoléon ne regarderait le champ de bataille du haut d'un monticule : *Derrière un mamelon, la Garde était massée,* c'était fini. Jamais plus le vieux comte de Fontaine ne parcourrait le champ de bataille dans sa berline aux armes des Infants, jamais plus Desaix ne chargerait le soir, à l'heure où tout semble fini, pour changer le sort du combat, jamais plus on n'attendrait Grouchy. Toute notre histoire n'était plus qu'un conte de fées, des images d'Épinal. Désormais, c'étaient les tonnes d'acier, les tonnes de pétrole, les usines qui décideraient du destin des guerres. L'histoire de France était finie : mais l'histoire des nations aussi, celle de l'Espagne aussi, celle de l'Allemagne aussi. Ce qui commençait, c'était l'histoire des continents. Mais, nous ne le savions pas.

Je n'ai pas entendu l'émission radiophonique anglaise à peu près inaudible qu'on appela, beaucoup plus tard, « l'appel du 18 juin ». Je n'étais pas le seul. Tous mes nouveaux compatriotes des Pyrénées-Orientales furent aussi dénués que moi. Et je dois ajouter qu'au cours d'une vie qui fut de quelque durée, je n'ai encore rencontré personne qui ait connu, autrement que par ouï-dire, le message qui nous était adressé. Était-ce même un appel d'un Français aux Français ? Le texte que je connus beaucoup plus tard de l'appel du 18 juin ne faisait que reprendre mot pour mot l'intervention de Winston Churchill au dramatique Conseil interallié de Briare. C'était l'exhortation à laquelle les ministres du cabinet Paul Reynaud avaient refusé de se rallier. Qu'elle fût reprise par un collaborateur de Paul Reynaud parlant derrière un micro anglais ne changeait rien à son contenu. C'était, en réalité, le message par lequel les Anglais, au moyen d'un speaker français, nous invitaient à continuer sur notre sol, à notre détriment, leur croisade démocratique.

Les derniers développements de l'actualité n'encourageaient pas les volontaires tentés par un deuxième acte. Le lendemain du jour où Churchill nous appelait à continuer le combat, les cadets de l'École de cavalerie de Saumur se faisaient massacrer pour sauver l'honneur de la jeunesse française en défendant jusqu'à la mort un pont, à ce moment-là purement symbolique. Ces aspirants de dix-neuf ans, ces enfants offrant leur vie pour l'honneur de l'armée qu'ils ne connaîtront jamais, ils ont été nos samouraïs.

Les ministres dépassés par les événements ne pensaient guère au pont de Saumur. Ce même jour, on préparait la préfecture de Perpignan pour qu'elle pût recevoir le gouvernement. Des ouvriers s'affairaient et installaient des lignes téléphoniques, des bureaucrates réquisitionnaient des appartements, on préparait les villas de la plage de Canet pour qu'elles pussent recevoir des « services », des officiers de marine bourdonnaient autour d'un amiral. La proximité de ces hôtes prestigieux n'exaltait pas notre fierté. Le docteur Maugis qui venait d'arriver avec la mère de Suzanne commençait à creuser une tranchée dans le petit jardin de la maison. Quelques heures plus tard, nous apprenions que le gouvernement s'installerait à Bordeaux. On interrompit les travaux.

Bien que l'armistice eût mis fin à ce martèlement des mauvaises nouvelles que la radio nous infligeait chaque soir, on entendait encore, comme des mines à retardement qu'un ennemi sournois fait éclater après son passage, des coups sourds, plus lointains, qui nous faisaient connaître des lendemains imprévus de notre défaite. La convention d'armistice n'avait pas imposé la reddition de la flotte française. Elle devait être désarmée et immobilisée dans les ports dans lesquels elle se trouvait. Le gouvernement français s'était engagé envers le gouvernement britannique à ne jamais permettre qu'elle fût utilisée contre nos anciens alliés. Malgré cette assurance, une flotte anglaise commandée par l'amiral Somerville se présenta devant Mers el-Kébir où se trouvait l'escadre de l'amiral Gensoul et lui adressa au milieu de l'après-midi un ultimatum expirant à dix-sept heures, qui exigeait la reddition des bateaux de guerre sous son commandement : plusieurs torpilleurs et les quatre croiseurs de bataille *Bretagne, Dunkerque, Provence* et *Strasbourg*. Cernés dans la rade et écrasés par surprise, comme plus tard à Pearl Harbor, les trois premiers de ces croiseurs sont démantelés, incendiés ou obligés de s'échouer, le *Strasbourg* le plus récent et le plus rapide des grands bâtiments

du corps de bataille parvient à franchir le barrage de l'escadre ennemie et arrive, le lendemain à vingt heures en rade de Toulon. Cet acte de guerre avait duré une heure et quart et coûté mille trois cents morts à la marine française.

Ce n'était pas tout. Cinq jours plus tard, le 8 juillet une autre des grandes unités de la marine, le croiseur *Richelieu* était torpillé dans le port de Dakar par un aviso anglais qui avait pu franchir la passe par surprise. Une large voie d'eau est ouverte dans le flanc du cuirassé qui est immobilisé, puis très gravement endommagé par les torpilles aériennes lancées par les appareils du porte-avion *Hermès*. Ce furent les deux derniers épisodes de la campagne.

La répercussion de ces événements sur le « réduit catalan » produisait ce mélange de tragique et de grotesque que les grandes catastrophes font naître chez les peuplades indigènes. L'imagination des hommes n'est bouleversée que par ce qui les atteint personnellement. La nouvelle de l'armistice traduite en catalan fut promulguée en un raccourci vigoureux qui exprime bien la promptitude et l'absolu du génie espagnol. La voisine de la grand-mère, septuagénaire instruite qui portait des lunettes, se jeta dans ses bras en pleurant et en criant à travers ses larmes : « Nous sommes tous devenus Boches ! » Ce cri de l'évidence reléguait au rang des déclarations subalternes le mot touchant du vieux maréchal : « Je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur. » Nous n'en étions plus là. Nous étions un pays « conquis ». La vieille Anna-des-Lunettes avait bien vu cette évidence. C'était le jour même où le président Lebrun délibérait avec ses ministres en se demandant s'il devait se réfugier en Afrique du Nord. Le mot d'Anna-des-Lunettes rendait dérisoire cette discussion orageuse. Que les sceaux de l'État fussent dans une poche ou dans une autre, la vérité était que nous avions un pied sur la gorge comme le gladiateur abattu.

Mais cette traduction brutale ne suffisait pas. Un pays conquis est un pays qui se voit conquis. Il manquait aux spectateurs éloignés un symbole du triomphe. La Catalogne n'est pas en vain une ancienne province romaine. Ce furent les rumeurs qui nous apprirent la consécration de la victoire allemande. Anna-des-Lunettes fut, une fois de plus, la messagère de Clio. Elle se précipita chez la grand-mère, un matin, un peu avant midi et lui fit part, toujours en pleurant, de la nouvelle. On avait vu des casques à pointe à Perpignan, cela tout le monde le savait. Mais ce n'était rien. L'outrage, le scandale, on venait seulement de l'apprendre : à midi, c'était officiel, l'Hitler prendrait l'apéritif au Café de la Loge. « L'Hideler au Café de la Loge ! » Avec l'accent catalan, cette phrase brouillée de larmes faisait comprendre enfin au peuple le malheur de la patrie que les Parisiens avaient mesuré la veille en voyant, en effet, le maître de l'Allemagne descendre l'avenue des Champs-Élysées.

L'Hideler, finalement, ne vint pas imposer le pied fourchu du diable sur les banquettes du Café de la Loge. Les naturels apprirent avec soulagement les conditions de l'armistice : les Allemands ne s'intéressaient pas à la Méditerranée, nous étions en zone libre. Ce lâche soulagement ne dura qu'un temps : très bref. Presque aussitôt, la réalité de la défaite se manifesta par des conséquences imprévues. La riche Catalogne découvrit qu'elle était un pays pauvre. Nous avions opéré une révolution de palais en décidant de donner à Suzanne une femme de ménage. Cette régence ne remplaçait pas le beurre, le sucre, le gaz, la viande, le charbon, l'essence. Il fallut organiser notre vie de réfugiés. Suzanne retrouva les

habitudes de sa douzième année : elle fit la cuisine aux sarments, l'huile remplaça le beurre, on vécut des légumes du jardin et on eut la consolation de partager avec un petit nombre de personnes déplacées la récolte d'abricots et de pêches qu'il avait été impossible d'expédier à Paris. Nous subissions stoïquement ces malheurs géographiques. Les journées d'été que nous passions à Canet pendant qu'on annonçait au monde la naissance de l'État français ne furent donc pas des jours de recueillement, ni des jours d'allégresse, mais simplement des jours de vacances. Le 14 août une carte en provenance de l'Oflag VI A installé à Soest en Westphalie nous avait appris que Robert était prisonnier. Quelques jours auparavant mon frère Bérine, que les aventures de son Groupe de Reconnaissance de Corps d'Armée avaient entraîné avec sa moto dans un village de Dordogne, nous annonçait son arrivée à Canet. Ma paroisse du plateau d'Assy en Savoie donnait également des nouvelles agréables : il ne lui était rien arrivé. Avec l'égoïsme d'un clan sicilien, sans penser beaucoup aux souffrances des autres, nous nous félicitions de notre immunité : nous ne pouvions soupçonner qu'elle n'était qu'un sursis.

Je n'ai de ces quelques semaines que des souvenirs gais, de cette gaîté qui fuse comme une délivrance après les périodes d'angoisse. L'électricité était intermittente, le charbon était introuvable, et il était trop tôt pour aller chercher des sarments dans les vignes. Pour faire bouillir la marmite, il ne restait qu'un vieil abricotier qui ne donnait plus de fruits dans le jardin de la grand-mère. Nous décidâmes, Bérine et moi, de le déraciner. Ce fut l'exploit de notre été. Avec fierté, après une matinée d'efforts, nous traînâmes l'abricotier dans les raidillons du village, en chantant vigoureusement la vieille chanson que les colporteurs avaient chantée quatre-vingts ans plus tôt pour saluer le triomphe de la vigne sur les champs de blé de la Catalogne symbolisé par le changement des poids et mesures qui se disait dans la chanson des colporteurs dont le refrain était :

À bas la mesurette
Et vive la chopine

Les grosses voix catalanes résonnaient dans l'air sonore du matin pendant que nous nous réveillions avec peine. Elles attaquaient les passants qui semblaient venir de la ville. *« Benez ou de la bille ?* (ils prononcent les v comme des B) — *Nou ! »* La voix criarde, encouragée, devenait plus pointue et plus ferme et le dialogue commençait : *« A cho fa que abez ou pass bist le tampounément ? — ché tampounément ? »* Sur cette réponse, la voix du village se précipitait, s'élançait victorieusement dans le récit coloré de la catastrophe de chemin de fer qui venait de retarder d'une heure le tramway qui reliait Perpignan à Canet. Une pause s'ensuivait. On attendait une autre victime. Elle passait avec sa houe sur l'épaule. — *« Benez ou de la mar ? » — Nou ! — À cho fa que avez ou bist le tampounément ! — Si ! »* Puis, comme au tennis, c'était à l'autre de servir : et d'ajouter des détails inédits à la légende du tampounément.

J'ai le chagrin d'avouer, en cet endroit, que j'appris avec indifférence la fin de la Troisième République. Je suis convaincu, toutefois, que cette indifférence qui s'expliquait par ma répugnance envers la politique n'était pas, à ce moment, un sentiment exceptionnel : la plupart des Français, dégoûtés du régime qui leur avait

imposé cette guerre inutile et désastreuse, étaient, comme moi, indifférents à sa disparition. Je regrette, aujourd'hui, cette inertie. Je ne compris que plus tard quel courage il avait fallu au maréchal Pétain et à Pierre Laval pour accepter d'être les liquidateurs d'une « défaite sans précédent dans notre histoire » dans laquelle ils n'avaient aucune responsabilité. Je lus avec tranquillité et sans m'interroger sur leur signification les actes constitutionnels n° I, II et III par lesquels le régime de la Troisième République était aboli, les pleins pouvoirs exécutifs et législatifs remis au maréchal Pétain et la convocation des Chambres ajournée *sine die*. Ces pleins pouvoirs venaient d'être votés par 569 voix contre 80 par la Chambre élue par le Front populaire et le Sénat réunis à Vichy dans la journée du 10 juillet. Des décisions qui furent prises alors, je ne retins que l'intention de préparer « la paix la moins mauvaise possible ». Cela me parut alors la seule politique raisonnable.

L'état de guerre ayant pris fin, il fallait penser au retour. Le 5 août, le docteur Maugis rentra à Sens pour reprendre son service à l'hôpital : sa femme, la mère de Suzanne, l'accompagna. Nous restâmes encore pendant quelques jours.

Notre départ fut décidé pour le 25 août. On venait de fixer les limites des deux zones, la zone occupée et la zone libre. On avait établi la procédure pour franchir la frontière qui séparait ces zones, qu'on appelait la ligne de démarcation. Le service postal avait repris, mais il y avait encore très peu de lettres, et, comme on ne savait rien, bon nombre de fables que l'imagination enjolivait. Nous partîmes avec la petite Simca 8 qui nous avait amenés. Elle était bourrée de victuailles que nous emportions parce qu'on affirmait qu'il n'y avait rien à manger dans la malheureuse zone occupée, puis de vêtements, d'ustensiles, de couvertures, matériel d'explorateur pour traverser une contrée sauvage. Au milieu de cette cantine ambulante trônait sur la banquette arrière bien calé et ficelé, notre petit garçon Jacques âgé de cinq mois, très joli petit enfant aux yeux clairs, enveloppé d'un burnous bleu clair, de la même couleur que ses yeux. Sa mère n'était pas peu fière de son produit, en effet généralement admiré. On avait droit pour un rapatriement à quatre-vingt-dix litres d'essence, si on avait la bonne fortune de les trouver sur la route.

Notre première halte fut près de Salses sur un talus tout proche du fort que Vauban fit construire à l'entrée de la province du Languedoc. C'était notre premier pique-nique de l'été. Même bonheur qu'avec mes abricotiers. Nous nous partagions sous un ciel de paix, silencieux, reposant et désert, un excellent poulet froid que la grand-mère nous avait préparé comme pour une excursion dans la montagne. La paix, le premier jour, cela ressemble toujours aux vacances.

C'est à partir de là que le voyage commença. Le voyage, c'est la découverte. D'abord, celle de la guerre, puis celle de la pénurie. Nous couchons à Nîmes, le 25 août au soir. Au-delà, peu à peu, nous reconnaissons un paysage déjà vu, l'Espagne de 1939 : des routes défoncées par les projectiles, des carcasses de voitures sur les côtés, des auberges où des couples découragés nous avouent qu'ils n'ont rien à nous offrir, des hôtels dont les restaurants sont fermés. Il n'y a qu'une différence : on ne passe pas les rivières à gué, les ponts n'ont pas été détruits. Notre deuxième étape est à Vienne, puis nous traversons Lyon, et, le troisième soir, le 27 août, nous atteignons les abords de la ligne de démarcation et nous passons la nuit près de Tournus dans une auberge de campagne, pour nous préparer par un

indispensable repos aux épreuves qu'on nous a annoncées à mesure que nous approchions du barrage.

Car le passage de la ligne ressemble au voyage d'Ulysse quand il revient, comme nous, dans son pays. Le retour des rapatriés, à ce qu'on nous disait, n'était pas moins dramatique. Comme Ulysse, ils devaient rencontrer des escales redoutables, franchir des détroits effrayants, échapper à des monstres, à des îles maléfiques. À Tour-nus on nous prodigua les avertissements : « Nous étions fous d'affronter une telle aventure ! et avec un bébé ! une file d'attente de trois mille voitures avant nous ! il fallait passer une nuit, plusieurs nuits, avant d'aborder l'épreuve du franchissement. » Et on nous montrait des témoins, des malheureux qui regagnent le Nord qui est en « zone interdite ». Ils attendaient depuis huit jours parce qu'il leur fallait un laissez-passer spécial. Des Belges gémissaient : nous déplorâmes avec eux la dureté des temps.

Intrépides et inconscients, le lendemain matin, nous hissons la voile quand même pour continuer. Ce fut plus simple que nous le pensions. Comme dans la chanson de Déroulède, l'air est pur, la route est large : mais aucun clairon ne sonne la charge et aucune file de voitures ne ralentit notre traversée. Nous arrivons enfin devant une humble cabane où une sentinelle nous demande nos papiers. L'homme ne sait pas où se trouve Sens, cette bourgade l'embarrasse. Nous le voyons avec inquiétude disparaître dans la cabane. Il revient au bout d'un instant avec un jeune officier qui jette un regard sur notre équipage, trouve le petit Jacques avenant et *gemütlich,* salue et nous laisse repartir. Cette bienveillance ne nous trompe pas. Nous attendons les autres pièges. Une seconde cabane nous attend plus loin. Un poste de police, une chambre de torture ? Un Allemand sort de cette niche. Je rassemble mon courage... C'était inutile : il ne se donne même pas la peine de demander nos papiers, regarde lui aussi le joli petit Jacques, et, rassuré par la médaille suspendue à la tête de son berceau, nous fait signe, sans un mot, de pénétrer dans la terrible zone occupée. Quelques heures plus tard, nous déjeunons dans une auberge de Tonnerre. Nous faisons connaissance avec le beurre, denrée qui nous était inconnue depuis deux mois. À l'entrée de la ville, une pancarte nous accueille : « Populations abandonnées, faites confiance au soldat allemand ! »

Notre arrivée à Sens nous fit comprendre, pour la première fois, ce qui était arrivé à ceux qui étaient partis trop tard ou qui n'étaient pas partis du tout. Des voix dolentes, dès l'arrivée, nous accueillirent avec des récits d'atrocités. On avait bombardé le pont sur l'Yonne, on l'avait même détruit et les maisons voisines avaient beaucoup souffert. Toute la nuit, des avions italiens avaient obligé les habitants à se réfugier dans les caves. Puis de terribles stukas équipés de sirènes avaient répandu la terreur jusqu'à ce que les premiers tanks arrivassent. Ces tanks étaient suivis de guerriers avinés qui parcouraient les rues désertes en criant : « Des femmes ! des femmes ! » Quelques-uns, pour effrayer, tiraient en l'air, d'autres, plus pratiques, faisaient sauter les serrures en les criblant de balles. Ils entraient dans les maisons vides, appelaient en vain les habitants. Ce furent, paraît-il, des moments effroyables. Mais la suite avait été pire encore. Les nouveaux locataires, étant expéditifs, avaient transporté les meubles sur les Promenades, arraché les tentures à pompons, massacré les poufs et les napperons. La plupart des matelas périrent dans cette tourmente. Les tapis, roulés en boules,

avaient servi manifestement d'oreillers et de couvertures, on retrouvait de l'autre côté du boulevard les tables de noyer des salles à manger transformées en bacs à douche, les cabinets de toilette étaient maculés de sang séché, et, bien entendu, l'argenterie, les pendules et les phonographes avaient disparu. La ville avait été, pendant trois jours, une ville morte abandonnée à l'ingéniosité des nomades qui s'en étaient emparés. Le troisième jour, un drapeau avait été hissé sur une maison de bonne apparence qui devint la kommandantur. Des gendarmes apparurent. Les déménagements criminels cessèrent, les civils purent se risquer dans les rues. Au bout de quelques jours des commerçants, l'un après l'autre, avaient repris leur activité.

Malgré la sauvagerie de l'envahisseur, on ne trouva pas de corps flottant dans l'Yonne et on ne découvrit pas de charniers dans les faubourgs. Certains drames furent-ils cachés par désespoir ou par pudeur ? Nous n'en avons connu qu'un dont la victime fit confession. Cette victime était une vieille fille sexagénaire qui vivait seule. Elle n'avait pas cru indispensable de se dérober à la concupiscence des conquérants. C'était une imprudence. Un Teuton la trouva comestible. Il se précipita sur elle. Il grommelait, disait la patiente, parce qu'il trouvait trop de jupons qui ralentissaient son ardeur. Il parvint à ses fins. La doyenne racontait sa défaite sans plaintes excessives. Elle montra même une certaine fierté, que je trouve bien légitime, en disant pour conclure : « Et puis, vous savez, il est revenu le lendemain ! »

Je ne comprenais pas bien ces incidents regrettables que les compagnies d'assurances appellent pudiquement désordres. J'en eus rapidement l'explication. Sens avait été déclaré « zone de combat » parce qu'il fallait défendre, puis détruire le pont qui franchissait l'Yonne. On avait donc pris des mesures inhabituelles, on avait ordonné aux civils de quitter la ville, on avait réquisitionné les maisons. Ces trois jours de résistance expliquaient l'émotion des Sénonais.

Les matelas, la bonneterie, les meubles avaient été les premières victimes de cette décision. C'était, je le suppose, un colonel français et non un général allemand qui avait occupé la belle villa du docteur Picquet, c'étaient les débris d'un régiment de ligne qui avaient transformé, en vain, nos maisons en fortins. Contrairement à ce que je pensais, cet apparent désordre était le triomphe de l'ordre et l'affirmation d'une discipline que n'avait pas fait, en l'occurrence, la force des armées, mais qui était le signe d'une tentative méritoire dans une retraite difficile.

Finalement, il n'y avait pas eu de bataille de l'Yonne. Les bunkers de la Promenade du Mail n'arrêtèrent pas les tanks de Guderian et les Allemands traversèrent Sens en trombe sans perdre leur temps aux joyeuses distractions du pillage. C'est plus tard, après leur installation définitive, que les exactions de l'occupant avaient entraîné d'autres épreuves qui provoquèrent l'indignation. Les envahisseurs, à partir de la signature de l'armistice, recevaient une solde substantielle payée par le gouvernement français : ce pécule faisait partie des *frais d'occupation*. Les soudards devenus des clients n'étaient pas plus populaires sous ce nouveau titre. Les bourgeois de Sens les regardant avec douleur emporter des grappes de paires de chaussures et des ballots de culottes à frou-frou et d'indiennes invendables, croyaient voir disparaître les richesses de la France. Et ils dénombraient, en commentant entre eux cette calamité, les serviettes et les draps

entassés dans les armoires depuis la guerre de 1870, qui représentaient les trousseaux de trois générations de fiancées dont la prudence conjugale devenait inutile.

Je ne connus que beaucoup plus tard les drames de l'exode, les mitraillés par erreur, les vieillards qui mouraient au bord de la route, les enfants qu'on perdait, le désespoir de ces marcheurs hagards, les hospices où ils étaient hébergés, la misère, l'angoisse. La bête humaine est solide. Ces épaves entraînées par le flot s'échouaient finalement, se blottissaient dans quelques trous de mur, comme des blattes : ils s'habituaient aux soupes populaires s'agglutinaient dans les mairies et les préaux d'école, anxieux, perdus, questionnant en vain, consolés par des scouts, des jeunes filles, de vieux bénévoles qui noyaient dans le dévouement leur désespoir de la défaite. Pendant les semaines de l'exode, il y eut sur les routes un millier de morts par jour. À Sens, on avait trouvé des tombes sur les promenades : on n'a jamais su si c'étaient celles de réfugiés ensevelis hâtivement ou celles des soldats qui avaient défendu le pont.

Quelques semaines après mon retour à Paris, Lucien Rebatet me racontait des scènes du bombardement du pont de Gien qu'il décrivit plus tard dans *Les Décombres*. L'hystérie des femmes, si naturelle dans le danger, est pire que le danger lui-même. Dans ces aventures, les femmes redeviennent ce qu'elles sont, des proies. Elles cherchent instinctivement le mâle qui leur assurera la protection et la vie, toujours prêtes à payer le prix de passage. Même sans une nécessité, la solitude, l'angoisse, le désarroi, la rupture des habitudes, pas de témoins, font souvent des femmes, des errantes, aussi démunies, aussi fragiles que les jeunes fugueuses qui cherchent à s'accrocher quelque part. Il y a, sans doute, une volupté à être irresponsable. Les femmes aspirent parfois à cette sorte de sensualité. C'est peut-être une des significations inavouées de leur désir d'être libres.

Fallait-il partir ? Même s'il y eut quelques inconvénients privés plus graves que l'hécatombe des matelas et les pertes sévères sur le front de la bonneterie, ne valait-il pas mieux les affronter que de s'enfuir sur les routes de l'exode avec la grand-mère et le bébé ? Il faut de très grandes qualités à un homme politique pour faire face à une défaite : des qualités humaines qui ne sont pas nécessairement reconnues par le suffrage universel, un sang-froid toujours indispensable dans l'exercice du pouvoir, de la modération et du bon sens qui sont les qualités capitales d'un homme d'État. Je crois qu'on aurait pu éviter beaucoup de malheurs et pas mal de morts par des paroles de calme et d'apaisement. Ce ne furent pas celles qu'on entendit dans les derniers jours des hostilités. Dans les naufrages, on réclame toujours l'héroïsme, celui des autres. De même, dans la cage d'escalier sonore les paroles de Paul Reynaud : « Nous défendrons Paris rue par rue, maison par maison... »

En somme, la défaite ne m'avait rien appris. Mais la vie, jusqu'ici, ne m'avait rien appris non plus. Depuis la fin de mon adolescence, emporté sur la neige friable du bonheur comme sur un traîneau, mais conduit par un autre : et moi, penché sur mes bocaux comme un alchimiste, absorbé dans la vie d'un homme mort depuis cent ans, absorbé et même aspiré par cette curiosité du passé qui me retirait de mon temps, mécontent et méprisant de ce temps auquel j'appartenais, étranger par colère, je ne savais rien de la vie et je n'en voulais rien savoir, je n'avais pas encore vécu.

La défaite, toutefois, m'avait appris une vérité que notre temps oublie trop souvent : c'est que l'extrême péril, l'esclavage, les infirmités, la mort sont des catastrophes naturelles. La plupart des hommes sont entourés de cocons et de papier de soie dans les cartonnages que nous prépare la civilisation. Ces raffinements de l'emballage nous font oublier la véritable condition humaine. La déroute, le désordre, l'anarchie nous mettent sous nos yeux notre véritable nature. Ces situations extrêmes, aujourd'hui exceptionnelles, révèlent à la fois la brutalité, la sauvagerie, et aussi la plasticité de l'animal humain. Le vaincu est enchaîné, ficelé, il devient la propriété du vainqueur : plus tard, au mieux son homme, « notre homme », comme on disait dans la marine du roi. Mais pourtant, c'est un esclave, appelé Épictète, il y a bien longtemps, qui nous apprit que nous étions, si nous le voulions, toujours libres, et, par conséquent, si nous le décidions, toujours au-dessus de notre sort : car rien ne peut ficeler, emprisonner, paralyser notre conscience et notre imagination. C'est notre ressort secret, invisible.

Je n'avais donc rien appris bien que j'eusse été promené dans les forêts de sapins et les sveltes bouleaux de la jeunesse. J'étais indifférent, dégoûté de la France et surtout du régime qui l'avait conduit à la catastrophe, sans expérience de la vie. J'étais naturellement affectueux et sans haine : assez habitué à l'esprit critique pour ne pas me laisser prendre aux propagandes, mais en revanche, en beaucoup de domaines, ignorant. En somme, un brave petit professeur, comme il y en avait en France quelques milliers.

CHAPITRE II

L'entrevue de Montoire
La crise du 13 décembre
Désillusions

Je n'ai pas rappelé, au chapitre précédent, les événements importants qui se produisirent à Vichy entre le 22 juin 1940, jour où fut signée la convention d'armistice et la fin du mois de septembre. Je n'en ai rien dit parce que ces événements si importants et si lourds de conséquences ne furent pas pour moi des événements à proprement parler, c'est-à-dire des choses qui arrivaient, on en avait assez des choses qui arrivaient, l'armistice avait mis un point final à cette cataracte de choses qui arrivaient et nous laissaient assommés. La France vaincue était désormais comme un corps mort, un corps anesthésié qui ne percevait plus qu'à travers une brume les chirurgiens qui s'agitaient autour d'elle, demandant des pinces, des champs, du catgut. Je n'étais parmi eux qu'un de ces millions de Français qui voyaient, comme dans un rêve, sans curiosité et même sans intérêt, s'élever les échafaudages d'un régime nouveau.

Je n'éprouve aucune confusion à avouer que j'ai appris sans émoi la convocation des deux Chambres réunies en Assemblée nationale à Vichy pour le 10 juillet afin de poser les principes d'un nouvel ordre constitutionnel, que je ne fus ni étonné ni ravi d'apprendre que le maréchal Pétain recevait, à la suite d'un vote presque unanime, les pleins pouvoirs pour gouverner et rédiger cette nouvelle constitution, ni même que, deux jours plus tard, Pierre Laval, qui avait été l'adversaire le plus résolu des bellicistes, devenait chef du gouvernement. Ces nouvelles auraient dû me remplir de joie puisque je voyais s'effondrer ce régime parlementaire que j'accusais de tous nos malheurs. Ces changements ne me firent pas du tout l'effet d'un coup de canon qui donnait le départ d'une nouvelle course.

Je ne savais rien, bien entendu, des manœuvres et des intrigues qui avaient accompagné ces investitures. J'appris également sans aucune indignation qu'un des premiers actes du nouveau régime avait été d'annuler les naturalisations de Juifs étrangers que le gouvernement du Front populaire avait multipliées. Je ne fus pas accablé non plus par l'arrestation, dès la première quinzaine du mois d'août, des ministres qui avaient jeté notre pays dans une guerre mondiale, à peu près comme un arbitre fait débuter par un coup de sifflet une partie de football. Je ne saluai pas comme un jour de gloire, le discours du 13 août par lequel le maréchal Pétain annonçait, par un autre coup de sifflet, le début de la Révolution nationale et j'enregistrai avec indifférence, quelques jours plus tard, le décret qui mettait hors la loi les francs-maçons : comme les passions engendrent l'ingratitude, j'avais complètement oublié que l'un d'entre eux avait été à l'origine du mariage religieux de mes parents, de l'avancement de ma famille et même des

bourses grâce auxquelles j'étais devenu un jeune intellectuel péremptoire et prétentieux.

Cette disproportion, entre la gravité des changements dont j'étais le témoin assoupi et ma scandaleuse inertie contient pourtant un enseignement. Elle nous apprend qu'il y a une grande distance entre l'histoire événementielle et administrative qui est traditionnellement l'objet des historiens et l'histoire vécue. Les témoins de cette histoire vécue sont plus ou moins indifférents aux événements, comme je l'étais, et souvent insensibles aux mesures législatives qui ne les concernent pas eux-mêmes. Ils enregistrent des sentiments. Et ces sentiments étant individuels, leur recensement est impossible, leur cartographie est hasardeuse. Alors, les historiens, même les plus objectifs, ayant le souci d'imposer un sens à l'histoire pour rassurer les hommes, s'en tiennent à ce qu'ils appellent *les faits,* c'est-à-dire les événements et la législation, charpente incontestable. Et ils inventent une description de l'opinion qui n'est rien d'autre qu'un répertoire des événements et de la législation pour lequel ils essaient de rassembler des témoignages sporadiques et toujours arbitraires. Même si, un jour, le recours aux sondages permet un peu moins d'inexactitudes, encore n'aura-t-on qu'une généralité de plus. Pour chacun d'entre nous notre histoire est un itinéraire personnel en présence de l'histoire.

Je ne sais si mes propres sentiments furent aussi ceux des autres. Il me semble, pourtant, que, pendant les deux premiers mois qui suivirent l'armistice, cet engourdissement fut général. J'aurais préféré écrire que le maréchal Pétain fut plébiscité par l'opinion. Mais je crois qu'à cette date, l'unanimité qui se fit sur son nom exprimait surtout une abdication générale. Je n'ai pas vu, en tout cas, dans mon canton du Roussillon, les preuves touchantes de vénération et d'amour qu'Henri Amouroux cite en grand nombre dans le second tome de son *Histoire des Français sous l'occupation* qu'il intitule assez justement, me semble-t-il, *Quarante millions de pétainistes*. Il ne donne pas de date pour les témoignages qu'il invoque. Il me semble, d'après ce que j'ai vu, que cette ferveur fut un peu plus tardive. Je n'arrive pas à imaginer, bien que je n'en aie pas eu d'exemples sous les yeux, que le sentiment des quatre-vingt parlementaires qui s'opposèrent à la disparition de la Troisième République n'ait pas été partagé par d'humbles fantassins de la République. Il en fut assurément de même pour la dissolution de la franc-maçonnerie, pour l'arrestation des ministres de 1939. Je me défie de ces certitudes soudaines de l'opinion qui suivent une catastrophe. Ce sont des raz-de-marée qui entraînent tout, mais qui durent peu. Il y a toujours beaucoup plus de traînards qu'on ne croit dans ces retraites aux flambeaux. Ils se révèlent plus tard, plus nombreux qu'on ne croit, parfois au point de former tout un peuple : ainsi ces Allemands de 1946 qui n'avaient jamais été hitlériens. Cette instabilité de l'histoire est bien connue. Peut-être même l'histoire d'un peuple n'est-elle que le défilé des illusions qu'il s'est faites sur lui-même — ou qu'on lui a imposées.

Ce qui changeait tout, dans une guerre ou dans une révolution, c'était, en effet, d'être proche ou éloigné du foyer de l'incendie. Une telle découverte n'était que l'application de cette idée bien connue, que la guerre est, avant tout *hasard*. Cette vérité première ne concerne pas seulement les combattants. Elle ne s'applique pas seulement à la guerre comme combat, elle s'applique aussi aux *suites de la guerre*

c'est-à-dire aux conséquences de la guerre qu'on *perçoit* plus ou moins selon la proximité. Car le hasard qui détermine le destin du soldat a aussi une grande influence sur la destinée des civils, selon la région qu'ils habitent, selon qu'ils restent ou qu'ils s'enfuient, selon qu'ils utilisent le train ou la route, selon le jour et même l'heure de leur départ. Dès que la guerre est déclarée, chacun est le jouet du hasard ne participe à la guerre que par la situation dans laquelle il se trouve et même ne connaît de la guerre que ce qu'il a vu ou ce qui le concerne personnellement.

Ce doute sur l'inscription de l'événement dans les sensibilités individuelles n'est pas une découverte que je fais en rapportant mes souvenirs de cette époque. Cette inégalité des résonances des événements, guerre, révolution, transfert du pouvoir, réveillait en moi deux observations que j'avais faites vingt ans plus tôt, lorsque j'écrivais en 1969 une *Histoire de femmes* qui n'est pas restée dans la mémoire des hommes. Elles montraient déjà que certaines nappes marécageuses ou broussailleuses de notre passé que les historiens *après coup* ordonnent et reconstruisent en forme de boulingrins, pièces d'eau, roseraies ou fondrières ne furent jamais ce qu'on croit qu'elles furent.

Une des périodes les plus heureuses, les plus gaies, les plus brillantes de notre histoire nationale fut probablement ce XVe siècle qui est connu dans nos livres de classe sous le nom, peu engageant, de guerre de Cent Ans. Qui peut croire que ces longues années d'occupation étrangère, de guerre fratricide entre les Armagnacs et les Bourguignons, de reconquête du royaume furent un des plus beaux épanouissements du génie de notre peuple ? C'est pourtant ce que nous décrit un voyageur invité pendant quelques mois dans le château d'un des serviteurs du roi, le bon Renaud de Troie. Ce château se trouvait à Sérifontaine à quelques lieues de Compiègne où Jeanne d'Arc fut capturée, et aux confins de cette Normandie que les Anglais occupaient. On y donnait de fort belles fêtes dont les contemporains gardèrent la mémoire sans que personne paraisse s'être soucié des bottes des occupants et des raids des Bourguignons.

La guerre de Cent Ans, on dira que ce fut bien long et qu'il n'est pas étonnant qu'on y trouve, comme dans tous les grands virages de l'histoire, des périodes de bonhomie et de paix. Mais, j'ai un autre exemple, plus circonscrit et plus édifiant. Car, on y sent encore mieux les incertitudes de la distance. On a retrouvé le journal d'une jeune parisienne de seize ans pendant l'année 1794. Elle est institutrice dans une famille riche qui habite rue Saint-Marc tout près de l'Opéra-Comique. C'est à quelque cent mètres environ de cette rue Saint-Honoré où passait plusieurs fois par jour la charrette des malheureux qu'on allait guillotiner place de la Révolution qui est aujourd'hui la place de la Concorde. Or, le journal de cette jeune fille pendant toute cette période n'enregistre que des toilettes, des noms d'acteurs, des représentations, des bals, des pique-niques et pas une fois on ne trouve une référence ou une simple allusion aux événements quotidiens d'une des périodes les plus dramatiques de la Révolution. C'est simplement le journal d'une jeune fille joyeuse de vivre chez des gens riches qui ont le bonheur de connaître des artistes, des chanteurs et des comédiens.

J'ai conclu de ces exemples qu'il y a parfois une certaine distance entre l'histoire que l'on écrit et l'histoire qu'on a vécue. C'est peut-être pour cela qu'on écrit des

mémoires, même quand on n'a rien de sensationnel à dévoiler : ce sont seulement des verres correcteurs. Il en faut quelquefois : et même presque toujours.

J'aurais dû assurément éprouver des sentiments voisins de l'indignation, de la colère, un désir de punir. J'avais été hostile à cette guerre, tous les gens que je connaissais y étaient violemment opposés, on nous avait mis devant le *fait accompli* de la guerre, sans tenir compte de notre opinion. C'était un *viol des consciences* effroyable par ses conséquences, immonde par la tromperie dont nous avions été victimes. Mais, j'avais l'esprit ainsi fait que je n'en tirais pas un désir de vengeance contre *certains hommes* mais une condamnation intellectuelle de certaines idées. Ce qui nous avait trompé, ce qui avait été la cause de notre malheur à tous, c'était le fonctionnement de la démocratie. Nos opinions individuelles ne comptaient pas. Le régime des partis nous avait dépouillés de notre souveraineté de citoyens, des *appareils* politiques s'étaient substitués à nous : nous étions *dépossédés* de notre droit sur nous-mêmes et sur nos vies. La démocratie était tromperie, confiscation du pouvoir. J'aurais dû être fou de rage en constatant combien j'avais eu raison et quel était le résultat. Mais, c'est justement à cause de cela que j'étais si tranquille et si indifférent. Car tout cela, je le savais : l'heure de mon désespoir et de ma colère était passée. Ou plutôt elle avait été si mêlée de stupeur, si emportée par la rapidité et l'horreur de l'événement que j'avais été, comme je l'ai dit, anesthésié par la brutalité du coup que j'avais reçu : mais, en revanche, affermi dans ma conviction, jouissant de la paix de l'âme du fanatique.

Cette paix de l'âme étant même devenue parfaite, parce que la morale participait à cette confirmation. J'avais autrefois détesté la démocratie à cause de son impuissance. Je la méprisais aujourd'hui à cause de ses mensonges, de son hypocrisie, de la tyrannie qu'elle faisait peser sur les âmes et sur les volontés. C'était complet.

Je me suis pourtant réveillé un moment de ma période de somnambulisme. Ce fut lors de l'agression anglaise sur la rade de Mers el-Kébir. J'étais aussi furieux qu'au moment de la réoccupation de la Rhénanie. La colère m'ôtait toute raison. J'accusai le gouvernement français de lâcheté. J'aurai voulu une riposte. Je ne savais ni où ni comment, mais il me semblait que cet acte de piraterie était un outrage qui ne pouvait être vengé que par un acte. Pierre Laval fut plus sage. Il savait trop bien notre impuissance. J'ai gardé, depuis ce jour, une haine tenace, non seulement contre Churchill, mais même contre la nation anglaise, qui avait approuvé cette trahison. Même le courage du peuple anglais que j'admirai plus tard pour sa ténacité et sa force morale pendant les nuits du bombardement de Londres n'a pu abolir ce sentiment. C'est toujours pour moi l'île des cagots et des hypocrites. Depuis ce jour, je sais qu'il y a dans ce peuple quelque chose de sauvage, que leur hypocrisie couvre ordinairement, mais qui est dans leur sang comme un instinct animal dont Shakespeare seul a su peindre la violence et l'implacable. À l'état de repos, ces bouledogues ont des manières parfaites : ils ont inventé l'humour, c'est beaucoup.

Vers le 15 septembre, je crois, nous sommes revenus à Paris. Ce fut brusquement la fin de ma torpeur.

Mon retour à Paris avait été accompagné d'un changement inattendu de ma vie professionnelle. La rentrée scolaire d'octobre 1940 fut difficile partout, parce

qu'elle était la liquidation du désordre créé par la défaite et par l'exode. Les universités ne furent pas protégées contre les mauvaises surprises. Même la Sorbonne que l'âge de ses professeurs semblait mettre à l'abri des mésaventures dut combler des vides dans les rangs de ses dignitaires. Le bon vieil Ascoli qui initiait les étudiants à la littérature du XIXe siècle n'était pas rentré, soit parce qu'il avait été fait prisonnier soit parce qu'il était juif. Le ministre chargea le conseil de l'université de pourvoir à la vacance provisoire de sa chaire. Le choix était difficile. Il fallait un remplaçant qui ne pût être un successeur. Les titulaires des chaires de littérature qui m'avaient donné quelques mois plus tôt le titre de docteur crurent que la qualité de mes travaux me permettrait de remplir les fonctions de la chaire de littérature française du XIXe siècle et que, d'autre part, mon âge et mon obscurité excluaient toute prétention. On me confia donc à partir du 1er octobre le service de la chaire de littérature du XIXe siècle. Je débutai dès les premiers jours de novembre. J'étais intimidé par mes nouvelles fonctions. Je fis des efforts pour être ennuyeux. Mais je n'étais pas aussi doué que je le présumais. Le naturel fut le plus fort. Au bout de quelques jours les cours que je faisais sur Balzac et sur Jean-Jacques Rousseau attirèrent des auditoires indécents. Je compris que je gâchais ma carrière. Mais ce fut plus fort que moi. Le désir de plaire est un sentiment d'écrivain, peu convenable à un professeur.

Dès notre retour à Paris, quelques spectacles nouveaux nous avaient rapidement renseignés sur les réalités de la guerre. Le plus remarquable d'entre eux était ces files d'attente qu'on voyait devant toutes les boutiques qui avaient un rapport avec l'alimentation. Nous étions bien placés pour les contempler, puisque notre ravitaillement dépendait du célèbre marché de la rue Mouffetard que les étrangers visitaient comme une des curiosités de Paris. Moins spectaculaire, mais sensible dans les conversations, on rencontrait partout un souci collectif, une obsession collective que je n'avais connue jusqu'alors que sous la forme réduite d'un souci personnel, l'absence des prisonniers.

Dans le western patriotique avec shérif et voleurs de chevaux que nous appelons aujourd'hui l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, ces deux hantises sont devenues d'honnêtes préoccupations sagement rangées à leur place dans la riche épicerie des souffrances de l'occupation. Ceux qui n'ont pas connu cette époque imaginent difficilement que, pendant un certain nombre de mois, les cervelles parisiennes ne continrent guère autre chose que ces deux sentiments, la stupeur de ne plus trouver de beefsteack, de fromages, de lait, d'essence, de tabac, et de charcuterie et le désarroi de se dire que nous étions privés, amputés, de deux millions d'hommes jeunes enfermés dans des camps d'Allemagne : deux millions d'hommes jeunes qui étaient notre pain de chaque jour, les hommes de chaque maison, et aussi la vie, les muscles, le sang de l'organisme que nous appelons notre pays. De tous ceux qu'on rencontrait, avec lesquels on se retrouvait au retour, dans les bras desquels on se jetait, aucun n'avait entendu parler de cette bête mythologique appelée Résistance, aucun n'était démangé par le prurit imaginaire de la revanche : mais tous pensaient à nos deux millions d'otages et se demandaient quand, comment, ils allaient revenir, n'imaginant même pas qu'ils pussent ne pas revenir, tellement leur absence était contre nature.

Je ne sais comment faire comprendre ce qu'il y a de grotesque, non pas seulement pour moi, mais pour tous les hommes de ma génération, dans cette

phrase qu'on peut lire dans la *Chronique du XXe siècle,* mise en vente par les éditions Larousse, au calendrier du mois de juillet 1940 : « 14 (juillet) Paris, Claude Aveline, Jean Cassou et Jean Paulhan se lancent dans la résistance et fondent “ les Amis d'Alain-Fournier ”. » J'ai beaucoup d'estime pour Jean Paulhan et un peu de difficulté à me représenter Alain-Fournier en Jeanne d'Arc, mais je ne peux pas m'empêcher de regarder cette phrase comme un symbole ridicule de la suffisance des Français et de leur prétention.

Toute la population était stupéfaite de cette soudaine disparition de tous les hommes jeunes engloutis comme dans une trappe. Elle était convaincue que leur retour était primordial, en outre, inévitable, et sans héroïsme superfétatoire, prête à tout pour leur retour. Ceux qui sont incapables de se représenter cette hantise risquent de ne rien comprendre aux événements qui ont suivi et aux contradictions qui ont été le pain de chaque jour dans l'histoire de l'occupation. Faut-il pour leur faire comprendre cette situation, recourir à un souvenir plus récent ? Quand on pense à l'importance capitale qui a été attribuée par des millions de téléspectateurs dans le monde entier au sort d'un quarteron d'otages détenus par des activistes musulmans, quand on dénombre les concessions et échanges, les démarches et les supplications dont leur retour a été payé, peut-être pourra-t-on avoir quelque idée de ce que fut pour les familles françaises le sort de ces deux millions d'otages que les Allemands avaient entre les mains.

Tout d'un coup l'étendue de la défaite que j'avais peu et si mal ressentie à Canet m'apparut. Tout disait notre impuissance. À mes yeux dessillés, elle se montrait par les deux signes qui sont comme les cornes d'abondance de la déroute, ces signes qui sont inséparables de l'image de tous les peuples vaincus, la disette et la servitude : le désert et, dans ce désert, des colonnes de mâles emmenés en esclavage et des femmes hurlant leur détresse autour des aires où ils sont parqués, la captivité de Babylone.

J'étais, au moment de l'entrevue de Montoire, dans l'état de trouble et de gestation dans lequel végètent d'abord les hommes qui ne sont pas très intelligents et qui ne sont pas non plus renseignés lorsqu'ils rencontrent une situation imprévue. Comme des chiens devant un os suspect, ils la flairent, la contournent, la mesurent, sans parvenir à l'identifier. Je ne comprenais pas encore l'étendue et surtout les conséquences du changement, mais j'étais conscient des urgences : manger, desserrer un peu le garrot qui nous ligotait et surtout faire libérer les prisonniers.

Dans la symphonie héroïque qui résonne dans les cervelles de ceux qui ne connaissent l'Occupation que par la télévision et les grands hebdomadaires, un des faits les plus complètement escamotés est la croyance de tous les prisonniers et toutes leurs familles dans leur retour rapide de captivité. Ce n'était même pas une croyance, quelque chose qu'on croit, mais c'était une conviction. Cette rêverie était extravagante, mais elle était générale parce qu'une telle captivité globale était sans précédent, parce qu'il courait des bruits absurdes et aussi à cause de quelques retours isolés, ceux des spécialistes dont on avait besoin pour remettre en marche des services essentiels. Toutes les imaginations supputèrent à partir de ces retours exceptionnels. Et, comme les vœux prennent facilement la place de la réalité, la plupart des familles et la plupart des prisonniers eux-mêmes n'imaginaient pas

que cette captivité de tout un peuple pût être durable : on se préoccupait surtout de la cadence probable des rapatriements.

J'étais donc dans ces dispositions quand eut lieu, le 22 octobre 1940, la rencontre de Montoire entre Hitler et le maréchal Pétain. Dans l'image que nous nous faisons aujourd'hui de l'intrépide résistance du peuple français à l'oppression germanique, il est entendu que cette démarche fut à la fois un abus de confiance, une faute politique et l'occasion d'une poignée de main déshonorante. Je ne trouve rien dans mes souvenirs qui corresponde à cette présentation. J'ai compris cette entrevue et, je crois, beaucoup de Français l'ont comprise aussi comme un constat de normalisation, déclarant que la France se tenait à l'écart de la guerre. Cette déclaration d'intention faisait passer au rang des affaires courantes les difficiles problèmes d'organisation dont la convention d'armistice n'avait pas réglé les détails. Pour l'opinion, cela voulait dire qu'un *modus vivendi* supportable allait faciliter la vie de tous les Français et principalement qu'on s'orientait vers une politique de *pratique* dont on pouvait espérer qu'elle s'étendrait jusqu'à une libération rapide d'un grand nombre de prisonniers. Que, dès lors, le chef de l'État français, demandeur dans cette affaire, refusât la poignée de main protocolaire au chef du Reich allemand qu'il avait accepté de rencontrer, peut-être même demandé à rencontrer, je n'ai jamais vu personne, à ce moment-là, qui s'indignât de ce geste habituel en ces circonstances. Il paraît que j'avais été un médiocre observateur. J'ai vu, quarante ans plus tard, un savant historien s'apoplexifier dans une émission télévisée, au souvenir de son indignation d'adolescent. Cela prouve qu'on ne voit jamais que la rue de son village : je le savais déjà.

Ce que j'ignorais encore, en revanche, c'est que la guerre, cela consiste, non seulement à ne pas voir, mais en outre à ne pas savoir. J'appris plus tard que je n'avais rien compris à l'épisode de Montoire. Ce n'était pas pour visiter les territoires occupés qu'Hitler avait traversé la France. Je n'avais pas compris que ce voyage était un constat d'échec, celui de l'attaque directe contre l'Angleterre : et que cette promenade méridionale avait, en réalité, pour objet la constitution d'un front méridional méditerranéen qui devait substituer au débarquement en Angleterre une coalition destinée à paralyser les lignes de communication de l'Angleterre avec les puits de pétrole du Moyen-Orient. Je croyais donc, comme tout le monde, que le maréchal Pétain était venu demander à Hitler un allègement de l'occupation alors qu'en réalité, selon ce qu'on m'expliqua plus tard, c'était Hitler qui était venu demander au maréchal Pétain des bases en Afrique du Nord que le maréchal lui refusa. Ces bases étaient devenues nécessaires depuis que, vingt-quatre heures plus tôt, Franco avait refusé de s'engager dans la guerre et d'installer des canons allemands à Gibraltar. La fameuse poignée de main qui avait tant indigné le petit garçon de zone libre qui se révélait à moi quarante ans après, était donc, en fait, non pas la conclusion d'un pacte, mais le premier acte de *résistance* aux projets allemands, assurément plus lourd de conséquences que l'intrépide initiative des messieurs Claude Aveline, Jean Cassou et Paulhan.

On est tenté, à cet endroit, d'évoquer un certain machiavélisme en rappelant que, la même semaine, le maréchal Pétain envoyait à Londres le professeur Rougier chargé d'un message secret adressé à Lord Halifax. Il devait l'assurer que le gouvernement français ne ferait aux Allemands aucune concession territoriale militaire dont l'Angleterre puisse s'inquiéter. Malheureusement, l'expression « la

même semaine » est équivoque. Louis Rougier arrive à Londres le 22 octobre et l'entrevue de Montoire eut lieu le 24 octobre. Il y eut donc concomitance et non contrepartie. Mais cette concomitance n'en est pas moins édifiante, les luttes d'influence qui opposaient dans l'entourage du maréchal, le parti anglophile de Baudouin, ministre des Affaires étrangères et le parti réaliste du président du Conseil, Pierre Laval. Je ne crois pas, toutefois, que ces tiraillements contradictoires aient servi de prétexte à une politique de machiavélisme préméditée. C'était plus simple. On se *couvrait* en plaçant quelques jetons sur l'autre tableau du tapis. Ces navigations à vue sont le quotidien de la politique. C'est tout ce qu'on peut en dire.

J'ai donc quelque chose à ajouter à ce que je disais plus haut. Dans l'état de guerre, non seulement on ne sait pas, mais on comprend de travers. La bouche sourit et le cœur refuse. Qu'est-ce qui est vrai ? La radio anglaise ne m'aurait rien appris de tout cela : elle ne savait pas, ou ce qu'elle savait, elle ne pouvait pas le dire. Elle se bornait alors à décrire l'héroïsme des civils anglais, les pertes de l'aviation allemande, en somme, à décrire l'échec du projet de débarquement dont je n'avais qu'une notion confuse. On ne sait rien, on est enveloppé de fumée, on se bat dans ce nuage de fumée. Par instinct, on fait des choix simples parce qu'on ne peut pas en faire d'autre.

Et, non seulement, on comprend de travers, mais on superpose à l'événement réel une signification *a posteriori* de l'événement qui lui donne un tout autre sens. Le 30 octobre, six jours après l'entrevue de Montoire, le maréchal Pétain prononce à la radio le message célèbre : « Dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen, j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration... cette politique est la mienne... c'est moi seul que l'Histoire jugera. »

Alors qui faut-il croire ? Les avocats du maréchal quand ils disent qu'à Montoire il a tout refusé ou le message du 30 octobre qui est un ralliement à un certain ordre, la construction d'une autre Europe ? Je crois, pour ma part, mais alors je parle en historien et non en mémorialiste, qu'il n'y a pas de contradiction entre ces deux interprétations différentes d'un même événement. Dans ce discours, le maréchal dit très bien qu'il se refuse à la cobelligérance, c'est la signification négative de Montoire qui n'est pas cachée. Mais, en même temps, il annonce que la possession de la flotte et des territoires de l'empire lui permet de se rallier à une organisation future de l'Europe dans laquelle la France aura sa place en raison de ce qu'elle apporte : c'est la signification politique de Montoire. Dans son message, le maréchal n'a pas menti : il explique une politique complexe dont il ne cache pas les différents facteurs.

Mais, dans ce discours, un mot ambigu avait été prononcé ; le mot de « collaboration ». C'est un mot qui m'a toujours déplu, qui me déplaît encore aujourd'hui. Il était équivoque, il était bureaucratique, il était mou. Il voulait dire surtout que la France ne participerait pas à la guerre, c'était la signification essentielle, peu comprise. Mais, en même temps, il voulait dire que la France ne refuserait pas son concours à la stabilisation de la situation en Europe. Cette situation subalterne, cette situation de domestique me choquait profondément. Dans cette guerre où le sort du monde était en jeu, nous acceptions de faire chauffer les plats, nous serions à la cuisine, cuistots du bataillon. Je sais bien que la défaite ne permet pas de se mettre une fleur à la boutonnière. On fait ce qu'on

peut, on ramasse le mot le plus utile, le médicament qui soulagera le malade. Mais, vraiment, j'aurais préféré un autre mot, un mot qui aurait fait appel à quelque chose de sentimental, de profond. Celui de *réconciliation* m'aurait paru plus juste. Il représentait bien ce que je voulais : mettre fin à cinquante ans de haine absurde, de rancœurs, d'addition de griefs, à une haine de voisins, haine de famille. Était-ce un mot *insuffisant,* je veux dire sans contrepartie ? Je ne le crois pas ; c'était même, en un sens, un mot beaucoup plus grave que « collaboration ». Il engageait davantage. Il contenait même cette nuance de *loyauté* qui était le fond de la pensée de Pierre Laval. Mais qui, à Vichy, en dehors de Pierre Laval, pensait à la loyauté ?

En tout cas, pour moi, ce mot de « collaboration » ne représentait rien. Je ne me sentais pas « collaborateur » des Allemands. C'était beaucoup mieux que cela. Le régime fasciste, par ce qu'il contenait de solidarité, à cause de cette belle image de tout le peuple uni comme un faisceau, comme une gerbe, comme une botte bien serrée d'adhésions et de volontés, ne représentait pas un régime nouveau, comme on le croyait, comme on le disait, mais une transcription du mot de « République » dans le vocabulaire de notre temps. Dans cette union de tous, dans cette volonté de la *nation,* je retrouvais ce que j'avais admiré jadis dans la Convention, chez ces héroïques Montagnards qu'on m'avait, en effet, appris à admirer, bien qu'ils aient fini par s'égorger entre eux, mais sans cesser néanmoins d'être des « frères », unis dans le même violent amour de cette Révolution qu'ils incarnaient. Oui, j'aurais voulu que le mot choisi exprimât que je me sentais uni aux Allemands parce que je les croyais, comme moi, des Montagnards, des Conventionnels luttant contre les émigrés du grand capitalisme, luttant pour la liberté des peuples contre Pitt et Cobourg : mon âme de onze ans.

Oui, Maurras l'avait bien vu, il avait bien raison de l'avoir dit, le fascisme représentait la *volonté du peuple*. Ces grands mouvements de peuples entiers, ces puissants soulèvements de toute une masse, ces hystéries qu'elles apparaissent en Chine, en URSS, ou dans l'Islam, sont tout le contraire de la politique guidée par la raison qu'il avait voulu nous apprendre. Je comprenais, maintenant, et maintenant seulement, sous la poigne du malheur, pourquoi je n'avais pu chanter à l'unisson dans le chœur de mes petits camarades d'Action française au temps où j'étais à Louis-le-Grand. Et certes, j'admirais et je continue à admirer Maurras parce que j'admire ceux qui se battent. Et j'ai presque toujours été d'accord avec lui dans des combats qu'il a menés. Mais, dans le fond, j'étais *autre*. J'avais cru aux images de mon livre d'histoire. Le petit Lavisse de certificat d'études, bien qu'on eut cherché par tous les moyens à en effacer l'empreinte dans mon cœur, il avait modelé mon inconscient beaucoup plus profondément que je ne le croyais. Je croyais à Hoche, à Jemmapes, à Fleurus aux soldats de l'An II. J'aurais volontiers chanté parmi eux *Auprès de ma Blonde* en descendant vers les plaines de Lombardie.

Je suis bien incapable de dire si d'autres que moi firent les mêmes réserves sur le choix de ce mot de « collaboration », l'opinion retenant ce qu'elle veut des discours qu'on lui adresse. En cette circonstance, elle ne retint, me semble-t-il, qu'une signification *pratique* de l'événement, la perspective de la libération d'une partie des prisonniers. À la vérité, le message du maréchal ne promettait rien de tel, mais du moment qu'il annonçait une détente, il est évident que l'opinion ne

pouvait appliquer cette détente qu'à ce qui la préoccupait en priorité, le retour des prisonniers.

Comment fut reçu ce message ? Là-dessus, je ne puis dire que ce que j'ai vu. Et je n'ai rien vu qui me permette de parler d'hostilité, encore moins d'indignation. Je me trompe sûrement. J'avais une vue incomplète du panorama. L'indignation du petit garçon de quatorze ans qui s'étranglait de colère cinquante ans après, je la prends pour ce qu'elle est : un symptôme que je n'ai pas aperçu. Mais, j'en vois d'autres, tout contraire, que je n'ai pas davantage recensés. Je découvre dans l'enquête d'Henri Amouroux au chapitre qu'il intitule *Quelqu'un à aimer* les témoignages innombrables de la ferveur pétainiste, cette voûte de louanges et d'amour, ce peuple autour de lui tendant les bras vers lui. Or, ces témoignages ne sont pas datés. Faut-il croire qu'ils appartiennent tous aux deux mois d'août et de septembre 1940 ?

L'illusion de Montoire et la ferveur pétainiste avaient à vaincre à Paris et en zone libre les difficultés de la vie quotidienne, contrepoint qui rappelait fâcheusement la nécessité de la patience. Mais dans les camps de prisonniers où rien ne freinait l'élan de l'imagination, ce fut un déchaînement d'espoirs insensés. Puisque la guerre était finie, puisqu'on « entrait dans la voie de la collaboration », la conclusion était claire : la captivité de tous les Français capables de relever la France, cette situation paradoxale, contre nature, ce cauchemar invraisemblable qui durait depuis trois mois, il ne durerait pas davantage, la libération allait venir, c'était certain. Personne n'en doutait dans les camps, on ne discutait plus que sur la date de la délivrance. On ne songeait même pas à s'évader grâce au désordre et aux transbordements des premiers mois : ce n'était pas la peine, il n'y avait qu'à attendre.

Cette illustration frappante des structures mentales qui, après les catastrophes se substituent à la réalité, est un utile prologue pour comprendre une histoire qui fut pendant quatre ans une succession de fantasmagories qui se substituèrent au réel. Je dis « pendant quatre ans ». C'est une naïveté. Il faudrait dire « cinquante ans ». Car les fantasmagories de sens contraire qui ont succédé à celles de l'Occupation n'ont pas plus de solidité. Peut-être est-il inévitable que les peuples vaincus bercent leur décadence avec des rêves et des sonneries de clairon, consolations inoffensives tant qu'on ne les prend pas au sérieux...

Les circonstances favorisaient cette euphorie collective. Bénin, bénin, à la limite du bénin, le parti communiste recommandait la fraternisation. Quelques initiés, dont je n'étais pas, avaient connu les démarches de Mme Denise Ginollin et de son camarade Maurice Tréand au mois de juin 1940 pour faire reparaître *L'Humanité*. Mais, il n'était pas difficile d'avoir conscience des consignes de bonne volonté qui maintenaient les troupes communistes dans une attitude d'abstention. La dissidence de Londres n'était, elle, qu'une lumière clignotante, imperceptible, tellement ignorée que, pendant ces premiers mois, il n'y eut même pas de nom pour la désigner. Au début de 1941 seulement, on commence à les appeler du nom de « degaullistes ».

Un drame causa de l'émoi : la mort du jeune ingénieur Jacques Bonsergent condamné par un tribunal militaire allemand en décembre 1940 pour « acte de violence envers un membre de l'armée allemande ». En fait, on présente aujourd'hui comme un acte de résistance une erreur dramatique. Trois collègues

du jeune ingénieur après un dîner trop copieux, eurent l'idée fâcheuse d'insulter et d'agresser quelques soldats allemands qui passaient. Ils s'enfuirent à l'arrivée de la *feld-gendarmerie* : Bonsergent, qui avait été un simple témoin de la bagarre, fut arrêté à la place des fuyards. Il refusa de les dénoncer, fut alors tenu pour complice et fut exécuté *pour l'exemple*. Il n'avait jamais fait de politique. Par un hasard symbolique, c'est un simple passant qui fut attaché le premier à l'un de ces poteaux où l'on devait lier tant de victimes de leur choix politique.

Cet hiver de Paris en 1940, je le revois comme dans un rêve. Paris était une ville d'un autre temps, épurée, d'un autre continent : des rues vides, sans autos, des paquets de bicyclettes comme à Amsterdam, des pousse-pousse comme à Singapour, le doux silence de la nuit, la lumière bleue d'une ville privée de ses odieuses paillettes de courtisane nocturne, une ville dont on voyait le ciel, les étoiles, pour la première fois, striée des longues fusées argentées des projecteurs.

Ces belles nuits étaient glaciales. Le matin, à cinq heures, après la fin du couvre-feu, les grandes portes cochères s'ouvraient et les files d'attente commençaient dans le froid. On ne criait pas, on ne se disputait pas. Ce froid, cette acceptation, ces longues heures d'attente, c'étaient les femmes portant leur part de la défaite, parquées le long des trottoirs comme les hommes dans leurs camps, prisonnières comme eux. Elles supportaient tout cela, grises, emmitouflées, muettes, devenues paysannes, à leur tour captives, pareilles à celles qui, autrefois ou ailleurs, filaient le lin ou pilaient le mil, patientes. Et toujours, ce froid qui faisait pleurer les yeux et gelait les pieds. Quand le soleil du matin montait dans le ciel, elles revenaient avec leurs pommes de terre, leurs topinambours et leur ration de pain. Et elles redevenaient des jeunes femmes, jupes courtes, cheveux courts, bérets, turbans ou chapeaux également grotesques, jambes peintes pour imiter des bas de soie qu'on ne trouvait plus. Elles se glissaient entre les vélos taxis. On n'entendait pas encore, pendant ces premiers mois, le cliquetis des semelles de bois qui fut, pendant quatre années l'accompagnement de leur quête quotidienne.

On parle peu dans nos livres d'histoire de ces premiers mois de l'Occupation. Les historiens nous présentent volontiers quarante millions d'Alsaciens-Lorrains gémissant sous la botte prussienne. Je ne me souviens de rien de pareil. Tout au contraire, il y avait dans ces premiers mois un apaisement de convalescence. Comme si la paix était revenue. On ne sentait pas le souffle chaud de la haine. Les accusateurs publics ont beaucoup de peine, en cette période, à ramasser ici ou là quelques petites raclures de haine, un bouquet à l'Arc de Triomphe, des cris d'animaux quand les actualités passaient au cinéma. Vichy était le seul coin où grouillaient quelques crabes. Je ne suis pas de ceux qui ont envoyé au maréchal Pétain des lettres enflammées ou des pantoufles brodées. Je ne chantais pas « Maréchal, nous voilà », gentillesse de boy-scout que je trouvais un peu ridicule. Mais pourquoi faut-il que ce soit un historien étranger qui ait interrompu les sifflets des années 50 pour nous rappeler que les mots « Travail, Famille, Patrie » réveillaient dans tous les inconscients des évidences communales, primaires, non pas doctrinales mais fondatrices, celles des compagnons d'Énée à Lavinium, celle des premiers colons qui partaient en chariot vers les terres de la prairie. Ce furent, contrairement à ce qu'on dit, des mois sans haine. J'aurais mieux aimé que ce ne soit pas Maurice Chevalier, Mistinguett ou Charles Trenet qui aient été chargés de nous le dire.

Ce ne furent pas seulement des mois sans haine. Ce furent, pour beaucoup de Français, l'occasion de découvrir en eux des qualités qui leur étaient inconnues, la solidarité et le civisme. La prospérité donne des droits qui s'expriment souvent par des revendications, le malheur fait naître des devoirs auxquels nul n'est obligé il est une disgrâce commune de laquelle on veut prendre sa part. Je sentais cette volonté de servir. Le malheur presse les cœurs comme une vendange, mais il en sort le meilleur et le pire. Le marché noir, les profiteurs, les « resquilleurs » étaient comme des cloportes qui sortaient de leurs trous et de leurs fentes, on voyait moins ceux qui se dévouaient, ils ne se montraient pas, mais on percevait comme une atmosphère de bonne volonté, qui unissait dans la résignation et dans la pitié ceux qui étaient soumis — inégalement — aux duretés du sort.

Comme tout le monde, je ne voyais que ce qui était près de moi. Les événements, et ce qui est pire encore, les sentiments qui affectaient les Français de zone libre m'étaient inconnus. J'avais ignoré pendant que j'étais à Canet les libérations de ce que Benoist-Méchin appela « la moisson de quarante » : parce qu'il n'y avait pas de moissons en Roussillon. Je ne connus pas davantage les résultats de la mission Scapini qui obtint de nombreuses améliorations du sort des prisonniers, ni l'action du comité d'assistance aux familles des prisonniers qui mobilisa un très grand nombre de bénévoles, parce que je n'étais pas à Vichy pour être informé de ces progrès de notre convalescence. Je les enregistrais, je les trouvais naturels, si naturels que je n'éprouvais pas le besoin d'en connaître le détail. J'avais seulement le sentiment qu'un esprit nouveau qui était autre chose qu'une adhésion formelle s'installait dans le pays.

La politique de fraternisation du parti communiste, sur laquelle les historiens de cette période sont discrets, favorisait cet esprit communautaire. Le refus de laisser reparaître *L'Humanité* avait ulcéré les communistes, mais ils n'en rendaient pas les Allemands responsables. Pour les communistes, ce refus était dû aux pressions du gouvernement français qui prenait la suite de Daladier et de Paul Reynaud et qui maintenait en prison les députés communistes qui avaient appelé au sabotage de la mobilisation. Malgré cet incident, le parti communiste avait accueilli sans acrimonie et même avec fraternité les troupes de l'armée d'occupation : c'étaient celles d'un allié de la Russie soviétique. Les soldats allemands, dans cette optique, n'étaient plus des envahisseurs, mais des ouvriers, des paysans, des prolétaires qui étaient engagés comme les ouvriers, les paysans et les prolétaires français dans la lutte du prolétariat contre le grand capitalisme anglo-saxon. Des affiches le disaient. Les communistes étaient hostiles au nouveau régime parce qu'il maintenait en prison des militants qui avaient fait campagne contre la guerre, mais ils approuvaient sa politique d'apaisement et ils étaient même, avant que le mot ne fût prononcé, des partisans résolus d'une politique de « collaboration ».

Bien sûr, il y avait des boulets qu'il fallait porter tous les jours. La présence des soldats allemands n'était pas le plus lourd de tous. On ne les voyait pas beaucoup rue Mouffetard. Ailleurs, ils ressemblaient à ces jeunes soldats dépaysés que j'avais vu arpenter les trottoirs de Bourges ou de Reims les soirs où ils avaient « quartier libre ». L'insolence des premiers routiers du « marché noir » était plus difficile à supporter. Car, le ravitaillement restait l'obsession. Il fallut plusieurs mois avant que la « France profonde » pût venir au secours de la « France affamée ». On vit alors, le samedi soir, les émissaires parisiens s'élancer avec des

valises vides vers les parents de province avec lesquels on avait renoué. Les vertus familiales étaient ainsi récompensées. Les cartes d'alimentation n'étaient pas moins morales. Pour la première fois, on eut à se féliciter d'avoir à domicile un nourrisson ou un élève des écoles maternelles, un précieux adolescent ou un travailleur de force qui rapportaient une riche moisson de tickets. Nous étions favorisés en raison de la clientèle campagnarde du docteur Maugis et de la sollicitude de nos parents coloniaux qui nous envoyaient du Sénégal des gousses de chocolat et des billes de cacao comme au temps de Bougainville. Les ouvriers d'Aubervilliers originaires de Pologne ou les dynasties de fonctionnaires installés de père en fils dans le 15e arrondissement erraient dans le désert parisien comme les Hébreux avant l'arrivée de la manne.

Je n'ai pas eu à observer non plus l'émotion profonde provoquée, paraît-il, par les mesures antisémites du gouvernement. Je dois faire remarquer à ce propos que ces mesures en vigueur dans la zone libre ne s'appliquaient pas à la zone occupée. La paisible population parisienne ne les connut donc pas. Les autorités allemandes n'avaient pris aucune mesure réglementaire dans leur zone, mais la terreur avait suffi à faire fuir les Juifs qui pouvaient le faire. Cet exode avait paru à tout le monde une précaution bien naturelle. La population juive de Paris avait donc sensiblement diminué sans que ce soutirage ait été sensible, mais je dois dire très clairement, d'après mon souvenir, c'est-à-dire d'après ce que j'ai vu, que le public ne me sembla montrer aucune sensibilité particulière à l'égard de l'avenir qu'on pouvait craindre pour les Juifs résidant en France. La partie de la population dont je pouvais connaître les sentiments avait cru, à tort ou raison, je n'en sais rien, que la plupart des Juifs avaient souhaité cette guerre, combattu ceux qui voulaient l'éviter.

Je sens très bien que de tels souvenirs choqueront les lecteurs d'aujourd'hui. Mais, il est impossible qu'il en soit autrement après quarante années de propagande intensive et continuelle qui ont imposé une histoire conventionnelle de cette époque. La plupart des Français sont aujourd'hui convaincus que les Français « résistants » ont « libéré » le territoire occupé après quatre ans d'une lutte de chaque jour, à laquelle ont participé utilement des Anglais, des Russes et des Américains. N'ayant pas d'autres informations que celle qui leur a été distribuée par la télévision et les grands journaux qui, tous, ont imprégné nos sensibilités de cette vision des événements, n'ayant presque plus de témoins des faits eux-mêmes, ils vivent dans une prison dorée qui flatte leur amour-propre. Il leur paraît donc naturel, évident que la lutte contre « l'occupant » ait commencé dès le premier jour.

Ils sont mécontents qu'on leur dise que cette image revigorante ne correspond pas du tout à la réalité. Ce que je dois dire comme témoin, c'est que la plupart des Français acceptaient la délégation de pouvoir qui avait été faite au maréchal Pétain, que les hommes de la dissidence furent d'abord généralement blâmés et, en tout cas, inefficaces, qu'il n'y eut de « résistance » à cette date, que dans l'imaginaire collectif qu'on nous a imposé. Ce que j'ai vu, ce sont ces « quarante millions de pétainistes » dont Henri Amouroux a constaté l'existence. Il est vrai qu'ils se disputaient. Et ce sont justement ces interprétations divergentes du pétainisme qui fournissent le document le plus utile sur l'état de l'opinion.

C'est le choix du mot « collaboration » qui entraîna deux interprétations différentes de la politique désignée par ce terme. Il n'y eut donc, pas, du moins à ce moment, deux camps l'un inféodé à la dissidence de Londres, l'autre fidèle au gouvernement que la France s'était donné. Il y avait bien deux camps, mais ce n'était pas ceux-là. C'étaient deux camps dans le pétainisme, dans l'adhésion au pétainisme. L'un de ces camps était partisan d'une application *loyale* de la politique annoncée après l'entrevue de Montoire, l'autre voulait une *dérobade* permettant de profiter de ce qui avait été concédé en éludant ce qu'on en attendait. Pierre Laval était à la tête du premier parti. L'ambassadeur des États-Unis était à la tête de la seconde.

Ces deux tendances n'avaient pas seulement pour origine une interprétation différente de l'entrevue de Montoire. Elles correspondaient à deux sensibilités différentes. Derrière Laval il y avait des républicains, d'anciens parlementaires, des pacifistes, des réalistes qui pensaient que la loyauté était la manière la plus efficace de servir les intérêts de la France. Il s'agissait en se proposant cet objet, non seulement d'obtenir un assouplissement des conditions de l'armistice et un retour des prisonniers, mais surtout d'assurer à la France au moment du traité de paix une place équitable dans la construction européenne. Dans le clan américain, on trouvait des hommes de droite, des militaires, des industriels, des catholiques, l'Action française. Tous étaient partisans de l'attentisme, ce qui signifiait que tous attendaient plus ou moins comme Pétain lui-même, quelque général Pershing qui viendrait, comme en 1917, au secours de la France crucifiée ou quelque changement de la situation militaire.

La crise qui mit cette opposition en lumière éclata vingt jours après l'entrevue de Montoire, le 13 décembre 1940, à la suite d'une circonstance symbolique. Les Allemands avaient imaginé d'illustrer l'esprit de Montoire par une geste *sentimental,* le retour solennel des cendres de l'Aiglon. Le fils de Napoléon Ier, mort à vingt ans, avait été inhumé au château de Schoenbrün, près de Vienne. En ramenant ses cendres aux Invalides, les Allemands croyaient rendre hommage à un passé glorieux de l'histoire de France qui atténuait la douleur de la défaite. Les cendres devaient être remises solennellement au maréchal Pétain pour qui ce serait en même temps l'occasion de son premier voyage à Paris. Les partisans de Pierre Laval voyaient dans cette cérémonie une confirmation solennelle de l'entrevue de Montoire, les attentistes, au contraire, firent craindre au maréchal qu'on empêchât son retour à Vichy où il vivait dans la fiction d'une neutralité officielle.

Cette signification du 13 décembre doit rester présente à l'esprit de tous ceux qui veulent essayer de comprendre le drame français de l'Occupation. L'esprit nationaliste n'était pas représenté, à ce moment, par la dissidence qui n'avait aucun pouvoir sur l'opinion (bien que des brocards sur les cendres de l'Aiglon aient été le premier signe d'existence de la radio de Londres), il était représenté par les attentistes de Vichy contre les activistes de Paris. Ce clivage, à partir du 13 décembre, correspond à deux manières de concevoir l'avenir de la France et, par conséquent, l'intérêt de la France. Pour les uns, il s'agit d'accepter comme *jouée* une partie qui *paraît* l'être déjà, sans revanche possible : on raisonne à partir d'une situation de fait. Pour les autres, on s'installe résolument dans un refus de

prendre parti, on se condamne à l'immobilité : on joue, en somme, la carte américaine, le miracle.

Cette division de l'opinion entre *attentistes* et *activistes* fut, jusqu'à l'offensive contre l'URSS, la seule division réelle de l'opinion. Elle persista, même après ce changement capital, comme le prouvera ensuite l'influence de l'ambassade des États-Unis, l'amiral Leahy, sur les décisions du maréchal Pétain. Pendant longtemps, la division entre Paris et Vichy fut la véritable division de la France. Elle était réelle et profonde parce qu'elle était sincère. Elle correspondait à deux manières de souffrir, à deux manières d'aimer, à deux manières de servir : l'une se référant au passé, l'autre tournée vers l'avenir, l'une profonde, paysanne, archaïque, le fond solide sur lequel reposait la politique *réparatrice* de l'État français, l'autre audacieuse, aventureuse, mais *salvatrice* prévoyant tout, sauf un retournement de la fortune des armes que personne, à ce moment, ne pouvait concevoir.

Le choc du 13 décembre avait brusquement anéanti tout l'imaginaire que je m'étais fabriqué. Pierre Laval avait été arrêté, puis relâché trois jours plus tard après une « descente » à Vichy d'Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne en France. C'est tout ce que j'avais su des événements. Je ne comprenais pas. Trois semaines plus tôt, le maréchal avait annoncé solennellement qu'il « s'engageait dans la voie de la collaboration ». Puis, il se séparait du ministre qui avait été l'artisan de cette politique et le faisait même arrêter. Que signifiait donc ce mot de « collaboration » que je n'aimais pas, si l'on traitait ainsi l'homme qui représentait, pour moi du moins, un engagement *loyal* de réconciliation ?

Ce mot qui perdait sa signification allégorique perdait aussi de jour en jour sa signification réelle. Des prisonniers revenaient, mais ils ne revenaient pas en aussi grand nombre qu'on l'avait imaginé. L'espoir insensé qu'on avait fait naître devenait une déception. Il était inutile d'expliquer que le renvoi de Pierre Laval avait eu pour résultat de suspendre les mesures déjà prises et d'annuler celles qui étaient en préparation. Un imaginaire brisé ne se répare pas avec des circonstances atténuantes. Puisque la politique de collaboration ne se traduisait pas par un retour massif des prisonniers, à quoi pouvait-elle servir ? Cette déception était irréparable. Il y eut ensuite des partisans de la politique de collaboration, mais plus jamais on ne retrouva cette adhésion unanime qui n'avait duré que quelques semaines.

Ce que je pensais d'une politique de réconciliation loyale n'était peut-être pas aussi clair que je le dis aujourd'hui. Il me semble que je ne m'attendais guère à des résultats immédiats, mais que, pour moi, cette politique était surtout une hypothèque que le gouvernement français prenait sur l'avenir, et, d'abord sur le futur traité de paix. Alors, la déception de l'opinion ne m'étonnait guère. Les peuples sont pareils aux enfants : s'ils n'ont pas reçu le cadeau qu'ils attendaient, il est inutile de leur parler de l'année prochaine.

Du reste, les Français n'étaient pas seuls à grogner. Je connaissais peu de choses et peu de gens à cette époque mais il me semblait, toutefois, que certains Allemands n'étaient pas très satisfaits de cette politique sentimentale. On avait l'impression, ou plutôt on entendait dire — et parfois on constatait — une mauvaise volonté sournoise. Les « éléphants » allemands de l'industrie étaient voraces. Ils broutaient sans bruit, mais vigoureusement, provoquant des plaintes.

Quant à ceux de l'état-major, ils estimaient qu'on avait gardé bien trop de ménagements après une victoire totale. Je ne suis pas sûr qu'ils aient enregistré avec plaisir un marché où l'on demandait des concessions sans contrepartie stratégique. Et, bien entendu, ils se souciaient très peu de ménager l'avenir. C'était là une politique réaliste.

Des bruits, des incidents, des plaintes faisaient deviner des interprétations assez diverses du mot de « collaboration ». On ne constatait nulle part une opposition ouverte, déclarée, mais on sentait souvent une température un peu fraîche. Cela n'arrêtait pas mon imagination. J'étais bien loin de soupçonner que ceux qui approuvaient cette politique risquaient de ressembler au joueur de flûte de Hamelin qui menait à la noyade les enfants de son faubourg.

En ce temps-là on passait bien souvent sans le voir près de ce qui aurait pu nous réconforter. Parce que j'habitais Paris, je n'avais pas ressenti cette onde de ferveur et de dévouement qui donna une sorte de noblesse à ces naïfs charpentiers de la Révolution nationale. Maladroits comme des ex-voto, touchants comme des offrandes, leurs milliers de dévouements étaient comme une foule que je n'avais pas vue, une foule silencieuse, une foule courageuse : aussi une foule invisible qui ne se plaignait pas d'être invisible, qui servait à sa place, silencieusement. Ce fut le témoignage le plus vrai, le plus sensible au cœur que cet esprit non de résipiscence, mais de retour sur soi, de retour à soi, que j'avais pris à ce moment-là pour un esprit *réactionnaire*. Je ne comprenais pas que ces chants de vétérans du scoutisme, ces travestissements de patronage étaient comme un habit du dimanche, trop neuf, trop raide, villageois, qui était devenu, dans ces jours de tristesse, le seul uniforme qu'il fût permis de porter à ces lévites de la patrie.

Je me reproche aujourd'hui, d'avoir été étranger, parce que j'habitais la zone occupée, à cette vertu civique. Mais, je me demande aussi si j'étais bien doué pour le civisme, quel qu'il soit. Ce qu'on m'avait fait admirer au lycée, c'étaient des missions difficiles, des exemples de dévouement : la belle histoire de la République romaine est un voyage à travers l'héroïsme, un album. J'aimais ces fanatiques. Ils mouraient jeunes. Seulement, chaque fois que j'avais rencontré le civisme ailleurs que chez les Romains de Corneille, il était accompagné d'un frère jumeau appelé le conformisme, vers lequel je me sentais peu attiré. Je n'étais pas fait pour chanter en chœur : peut-être même pas pour marcher au pas. Comme tout le monde, j'aimais bien le vieux maréchal, mais je crois bien que je n'étais pas fait pour être un bon pétainiste.

En d'autres domaines, mon incuriosité et mon indifférence m'étonnent moins. J'avais peu remarqué en leur temps les mesures qui concernaient les Juifs. Je me souviens seulement que j'étais surpris qu'on accordât tant d'importance à un système d'exclusion qui avait perdu toute urgence et même tout intérêt. La défaite, l'occupation, le changement de régime avaient ôté aux Juifs les places et l'influence qu'ils avaient eues autrefois. Je n'éprouvais personnellement aucun désir de persécuter des vaincus. J'aurais compris qu'on demandât des comptes *individuellement* à ceux qui avaient employé leur influence à nous précipiter dans cette guerre que je jugeais inutile. Mais ce n'était pas ce qu'on faisait. J'aurais accepté également que des fortunes privées ou des carrières qui n'avaient pas d'autre origine que la préférence, les passe-droits ou la corruption fussent l'objet d'enquêtes et de sanctions également individuelles. Mais ce résultat ne pouvait

être obtenu par une législation discriminatoire qui frappait indistinctement. Quand je lis aujourd'hui dans un des volumes qu'Henri Amouroux a consacrés à l'histoire des Français sous l'Occupation, les pages émues qu'il consacre à des Juifs qui avaient été des combattants de 1914 ou de 1940, je suis attristé comme lui de ces injustices. Mais l'auteur rappelle, dans le même chapitre, que les lois promulguées à cette époque excluaient les anciens combattants des mesures qu'on avait publiées. J'avais peut-être grand tort de ne pas être indigné de cette législation. Mais, je crois que je ne trouverai pas beaucoup de contradicteurs si j'écris qu'en ces mois de l'hiver 1940, le sort des Juifs n'était pas un des soucis prioritaires de l'opinion.

Depuis le 13 décembre, je me trouvais donc dans une sorte de *no man's land*. Mon adhésion à la Révolution nationale devenait peu à peu une allégeance sans contenu. En même temps, la trajectoire pure, directe, flagrante des événements s'était brouillée, elle était devenue une lueur d'orage dans le ciel. Des fioritures étranges se superposaient à l'image qu'on s'était faite de la conduite de la guerre. Les dissidents qu'on n'appelait plus les « Degaullistes », mais qu'on commençait à appeler les « gaullistes » (il avait fallu six mois pour faire disparaître la particule) avaient réussi à informer l'opinion française du violent bombardement de Coventry qui avait causé cinq cents morts, et qui servirait plus tard de prétexte pour le tragique bombardement de Dresde qui en causa trois cent mille. On n'avait pas besoin de cette information pour comprendre que les Allemands avaient renoncé au débarquement en Angleterre. La brutale poussée continentale qui avait provoqué l'occupation de la France se terminait donc devant un détroit infranchissable. Une autre guerre allait commencer. Mais c'était une guerre que nous ne comprenions plus. Des noms nouveaux apparaissaient : l'Albanie, la Grèce, Malte, la Crète puis la Libye, Tobrouk, Benghazin. Qu'allait-on faire dans cette galère ?

Ces noms bizarres me déconcertaient. Je ne suivais plus. Ce fut la plus grave, la plus dangereuse de toutes mes erreurs, mais je ne la soupçonnai pas un seul instant. J'avais une idée napoléonienne de la guerre. Pour moi, la guerre c'était une série d'événements militaires qui se passaient sur le continent. Quand on est vaincu comme à Austerlitz ou à Sedan, on est vaincu définitivement et il ne reste plus qu'à amender, réparer si l'on peut, cette situation désastreuse. Or, une guerre mondiale, ce n'est pas, ce ne sera plus jamais une opération militaire qui se déroule sur un petit territoire sur cette presqu'île Europe qui semble à elle seule porter tout le destin du monde. Je ne savais pas, je ne devinais pas que cette géo-politique continentale était périmée, qu'elle était remplacée dans une guerre mondiale par une géopolitique maritime. Il était devenu plus important de couper l'alimentation énergétique et industrielle qui alimente une guerre que de conquérir des territoires. J'étais en retard d'une guerre. J'avais trop lu *Le pays de France* quand j'avais dix ans. Pétain aussi : mais il avait auprès de lui l'ambassadeur des États-Unis, porte-parole des amiraux américains.

Ces réflexions projettent sur mon récit des pensées qui me sont venues beaucoup plus tard. Dans cet hiver de 1940, je ne croyais pas à la victoire anglaise, je la croyais impossible. Le débarquement d'une armée moderne avec ses chars et son artillerie sur une plage de Normandie me paraissait une entreprise insensée. Une « victoire anglaise » à cette date paraissait une expression absurde parce

qu'une image napoléonienne de la guerre ne rencontrait pas de champ de bataille en Europe pour un nouveau Waterloo ni de général Hiver pour engloutir une armée dans les neiges. Ce que redoutaient tous ceux qui avaient mis leur espoir dans une politique nouvelle, ce n'était pas une victoire de l'Angleterre, c'était une paix blanche, une paix de fatigue qui provoquerait une réconciliation générale dont la France paierait les frais.

Le propre de cette guerre déconcertante commencée par un coup de boutoir dans la forêt d'Ardennes et se perdant ensuite dans les sables de Libye était donc pour les acteurs-victimes une ignorance beaucoup plus complète que dans toutes les guerres dont les historiens avaient consigné le souvenir. Car, il n'y avait ni certitude sur les événements, ni information sur « le dessous des cartes » ni possibilité de démêler le vrai du faux, ni principe pour se conduire, ni télescope pour prévoir. Dans cette cacophonie des mensonges, des coups de théâtre et des rumeurs, on avance dans la nuit. On entend des bruits qu'on interprète, on voit s'allumer des incendies qu'on n'attendait pas, des pans de mur s'écroulent qui sont des morceaux d'empire. On est livré à la plus puissante et la plus trompeuse des fées qui est l'imagination. Et cette imagination elle-même, construisant des royaumes dans la nuit, est livrée sans défense au vent du sentiment qui fait naître des mirages dans le désert de la nuit. On joue sa vie aux dés. Sa vie ? Ou, ce qui est pire encore, ce qu'on a de plus précieux au monde, ceux qu'on aime, embarqués sur cet esquif qui tournoie. Puisque la « collaboration » était une doctrine élastique qui n'excluait pas les arrière-pensées, je me nourrissais de l'image mystique que j'avais préalablement installée en moi. J'entendais les pas des légions. Ce n'étaient pas les légions de Rome. Pour moi, cet affranchissement que le fascisme apportait aux peuples étouffés par la civilisation industrielle ressemblait à ce grand vent de la liberté que les soldats de l'An II avaient fait passer sur l'Europe. Ce n'était pas *Auprès de ma blonde* qu'ils chantaient dans ma tête, mais le chant qu'on avait appris au petit républicain de dix ans au groupe scolaire de Dun sur Auron.

La Victoire en chantant
Nous ouvre la carrière
La liberté gui-ide nos pas...

Ô Méhul, marchand de tambours, fabricant de godillots, comme tu as travaillé pour toutes les clientèles ! Les inoffensifs tyrans d'autrefois étaient remplacés par des féodaux du mercantilisme qui avaient inventé des méthodes d'esclavage appelées taylorisation, rendement horaire, travail à la chaîne, à côté desquelles les dérisoires droits seigneuriaux, lods et ventes, droit de pacage et de hallebottage, four banal et moulin du même nom, abolis dans la nuit du quatre août, faisaient figure de bénigne urticaire. Je cultivais un imaginaire peuplé de bâtisseurs des camps de jeunesse, d'ouvriers des *Croisières par la joie*. Ils brisaient les chaînes de tous les esclaves que les scribes de Pharaon comptaient chaque matin quand les portes de l'usine s'ouvraient devant la foule. Je ne savais rien d'autre d'eux. Cet imaginaire que je portais en moi qui pouvait alors le contredire ? La République, pour moi, c'était la solidarité et la ferveur de tout un peuple, lié en faisceau, uni,

enthousiaste : le sénateur Pajot avait donné à la République un bon petit élève, un trop bon petit élève.

On peut penser si, avec ces dispositions, je pouvais me trouver satisfait de la nomination de Pierre-Étienne Flandin qui remplaça Pierre Laval et avec lequel les Allemands refusèrent d'entrer en relations. Après ce gérant éphémère, un amiral arriva. Je vis avec ironie que, pour prouver sa bonne foi, il fut obligé de faire aux Allemands des concessions beaucoup plus importantes que celles qu'on avait reprochées à Pierre Laval.

CHAPITRE III

La première année de l'occupation
Pénéplaine de la guerre

Je n'ai jamais su par suite de quelles influences le gouvernement, auprès duquel nous n'avions aucun protecteur, décida qu'il était indispensable de créer un commissariat général au cinéma et pourquoi il lui plut de confier cette administration à Robert Brasillach, alors prisonnier à l'Oflag VI A à Soest, Westphalie. Jacques Benoist-Méchin, qui avait été l'historien de la reconstitution de l'armée allemande sous le IIIe Reich, était chargé de présenter, dans le cadre des services de l'ambassadeur Scapini, les demandes de libération sollicitées par le gouvernement. Celle de Robert Brasillach fut acceptée sans difficulté. Le 30 avril, peu après son trente-deuxième anniversaire, Robert eut donc la joie d'être l'un de ces trop rares prisonniers qui furent libérés en application de la politique de Montoire. Après une courte halte à Paris, il rejoignit à Vichy le poste pour lequel il avait été désigné.

Je ne suis pas spécialement renseigné sur les difficultés d'une résurrection. Elles sont nombreuses et délicates. Il faut inventorier ce qui reste, rassembler des moyens, distribuer un budget, choisir parmi les projets et, dans ce cas présent, définir des structures provisoires d'un réseau d'information : cela fait beaucoup d'arbitrage, pas mal de conflits et un bon nombre de mécontents.

Je ne sais pas très bien si Robert Brasillach fut peu attiré par ce champ de bataille très étranger à ses occupations habituelles ou si l'on chercha à l'en dégoûter. Ce qui est certain, c'est que le dialogue fut interrompu par les Allemands. Les tâches du commissariat exigeaient de fréquents voyages à Paris. Les autorités allemandes refusèrent d'accorder le visa nécessaire en se plaignant de n'avoir pas été consultées. Il y avait probablement trop d'intérêts en jeu pour qu'on en laissât la gérance à un intellectuel. Robert n'insista pas, soit que le métier lui déplût, soit que les marchandages qu'il imposait fussent contraires à son tempérament peu mercantile. Trois semaines après sa nomination, il démissionna.

Cette décision était embarrassante. *Je suis partout* avait reparu à Paris sous la direction de Charles Lesca, propriétaire du journal, depuis le 7 février 1941. Un mois plus tard, Robert, alors prisonnier, avait envoyé de son camp de Soest un article qui avait paru le 21 mars sous le titre *Vive la France par Robert Brasillach, rédacteur en chef de* Je suis partout, *prisonnier en Allemagne*. Et le 18 août, dès son retour, il donnait au journal son premier article de rapatrié *Les camarades restent*. C'était une indication assez nette sur ses intentions.

Ce calendrier est aujourd'hui très indifférent. Il ne l'était pas à l'époque. La rupture du 13 décembre avait créé une hostilité déclarée entre la presse de Paris et

le gouvernement. Marcel Déat dans *l'Œuvre,* Jacques Doriot dans *La Liberté,* et bien entendu, Jean Luchaire dans *Les Nouveaux Temps* attaquaient avec violence les « saboteurs » de la réconciliation de Montoire. Pour les politiques de Vichy, pour la presse de zone libre repliée à Lyon, l'ennemi n'était pas la dissidence clignotante de Londres, c'était les journaux de Paris. Rejoindre *Je suis partout,* c'était une prise de position à l'avant-garde du parti de la collaboration.

À Lyon, dans l'entourage de Charles Maurras, on sentait toute la gravité de ce choix. On m'appela au secours. Une entrevue eut lieu avec Pierre Gaxotte. J'eus un instant de bon sens. Malgré ma fureur contre les conjurés du 13 décembre, malgré mon interprétation romantique du fascisme, je voyais avec netteté tous les inconvénients d'un tel choix politique, quelle que soit l'issue des événements. Je me souvenais de 1918, de l'acharnement immonde de Clemenceau contre les partisans de la paix, contre Malvy, contre Caillaux, contre les journalistes de *la Gazette des Ardennes.* Je savais le danger mortel d'être courageux contre la masse haineuse des médiocres, presque tout le monde. Je n'eus aucune peine à représenter avec force à Robert qu'un tel choix non seulement ferait de lui un adversaire des papelards de Vichy, cela lui était bien égal, qu'il devenait par ce choix un dissident de l'Action française, il l'était depuis longtemps et le savait, mais surtout que, plus tard, toute sa carrière, tout son avenir seraient compromis par la prévention à laquelle s'exposent tous ceux qui se sont mis au-dessus d'un préjugé.

Je défendis avec conviction, avec désespoir même, mon opinion de petit épargnant de la considération morale et littéraire. Je me heurtai à un Robert inconnu. Non pas le fasciste, comme on le croit. Mais, bien plus profond en lui-même, le petit garçon de quatorze ans, résolu, absolu, dont je ne connaissais l'existence que par une étrange et émouvante photographie. La raison de son engagement était tout entière contenue dans le premier article qui fut celui de son retour à *Je suis partout : Les camarades restent.* Au moment de son départ du camp, il avait donné à ses camarades sa parole de tout faire pour qu'ils soient libérés à leur tour. C'était une parole d'honneur, voilà tout. Et le fils d'officier reparut en lui, intraitable : chargé d'une mission comme son père, le lieutenant Brasillach qu'on avait envoyé couvrir la retraite de la colonne Laverdure avec sa compagnie. Il choisit, comme lui, le poste le plus exposé, mais le plus efficace pour ce qu'il avait promis.

Dix jours plus tard, le 25 avril, paraissait à *Je suis partout* son premier article politique : « L'Amitié du tartuffe américain est une calamité sans remède ».

Cependant, la guerre continuait. Mais cela se passait en des territoires lointains, la Tunisie, la Libye, la Syrie, l'Irak. Ces déserts, ces Bédouins, c'était du bruit derrière le décor. Je rangeais ces épisodes barbaresques sous la rubrique des expéditions coloniales. J'avais tort, je le compris plus tard.

J'étais mal placé pour souffrir des inconvénients dont on se plaignait. J'avais une femme qui mettait un point d'honneur à être parmi les premières postulantes qui attendaient dans le petit jour glacé de la rue Mouffetard le kilo de pommes de terre ou les deux cents grammes de sucre que répandaient les services du Ravitaillement. Elle était fière de cet héroïsme qui lui procurait un teint frais et des joues glacées. Je la soupçonnais même de considérer ces expéditions

matinales comme un acte de patriotisme. Nous recevions aussi des poulets et du lard, offrandes d'égrotants de l'Yonne qui remerciaient d'une guérison, des produits d'épicerie en provenance d'un prisonnier libéré ou d'un Lyonnais enthousiaste, les envois qui nous étaient faits, quelquefois des dons subreptices de boutiquiers du voisinage en souvenir de cinq ans de fidélité commerciale. Ces importations nous évitaient les expéditions hebdomadaires que les Parisiens allaient faire à la campagne et qui, chaque dimanche, remplissaient les gares de colporteurs exténués. Toutefois, ces secours officieux ne nous mettaient pas à l'abri des prouesses culinaires et des recettes ingénieuses qui nous permettaient, comme à tous nos contemporains, de faire des simulacres de repas avec des ectoplasmes d'aliments. Au début de l'été, ce régime à dominante végétarienne nous avait rendus sveltes et dispos.

À part les restrictions qui n'étaient pas insupportables, les naturels de la classe bourgeoise dont nous faisions partie souffraient peu de l'Occupation. Ceux qui, comme nous, n'avaient pas de fortune et peu de besoins étaient indifférents à la disparition d'un luxe auquel ils n'étaient pas habitués. Les autres se consolaient des délices disparues par des satisfactions d'amour-propre que leur procuraient les privilèges du marché noir : ils se sentaient hobereaux, toute pénurie accentue les différences.

Ces mois d'incertitude furent un beau moment pour les profiteurs de la disette. Ils pavoisaient. Leurs mines rebondies, le drap de leurs costumes, leur assurance, leurs petites amies, les rendaient aussi reconnaissables que les rubans des marquis de Louis XIV. Ils tranchaient sur la coulée monotone des voyageurs du métro, efflanquée, fagotée, étique et flatulente qui se hâtait sur les trottoirs. Ces « nouveaux Messieurs », toutefois, ne hantaient que certains quartiers : ils avaient leurs bars, leurs restaurants, leurs officines. Ils étaient à la fois voyants et discrets. Le marché noir avait ainsi produit deux catégories sociales qui ne s'opposaient pas par leur origine ou leurs convictions, mais seulement par leur mérite. Les uns savaient s'enrichir, les autres végétaient. Ce doit être cela qu'on appelle la « sélection naturelle ».

Cette antithèse, toutefois, est simpliste. Il y avait, en effet, une grande variété de situations et une multitude d'occasions qui permettaient de grapiller des avantages. Un garçon de café, un coursier, un transporteur, un intermédiaire capable de rendre service échappaient à la misère commune. Ils n'y échappaient pas totalement, mais les petits bénéfices qu'ils ramassaient sur leur parcours leur donnaient l'illusion de n'être pas tout à fait confondus avec les « caves ». Même les malheureux qui n'avaient pas de petites faveurs à distribuer ou de passe-droits à revendiquer étaient inégalement atteints par les restrictions, selon leurs habitudes antérieures, selon leur entregent ou le savoir-faire de leurs femmes dont l'ingéniosité transformait en matières comestibles les rutabagas ou les topinambours. On retrouvait dans ces gradations toute la richesse du règne animal, les hommes n'étant jamais égaux entre eux, mais, au contraire, toujours différents et inégaux selon leurs dons, leur énergie ou leur patience.

J'étais quelque part sur un de ces échelons intermédiaires. Je me sentais même, à vrai dire, un privilégié. D'abord, nous avions à remercier le ciel d'être passés sans dommage à travers cette tempête. Nous avions échappé à l'exode, Suzanne avait

un joli petit enfant que le lait maternel avait rendu vigoureux, Robert était revenu de captivité, et mon frère Bérine que j'aimais tant avait passé avec son peloton de reconnaissance à travers les embûches de la défaite. Il avait finalement atterri au Quartier Latin à la tête de la grande librairie franco-allemande qui avait été installée place de la Sorbonne. Il y était le directeur des services français. Je me serais volontiers passé de cette réussite dont mes collègues de la Sorbonne n'avaient pas manqué d'être informés. J'avais tort de ne pas m'en inquiéter, on le verra plus loin.

Je n'étais pas non plus très à plaindre. J'avais beaucoup de travail, circonstance qui m'empêcha sans doute de faire beaucoup d'imprudences. Devenu homme-orchestre, je devais, à la fois assurer le cours des candidats à la licence et préparer les autres au concours de l'agrégation, diriger des diplômes de fin d'études, avoir un avis sur des thèses. Mes étudiants étaient sympathiques, et, ce qui flattait mon amour-propre, ils étaient nombreux. Ils me donnèrent l'occasion de découvrir certains aspects de la nature humaine, assez rares chez des jeunes gens.

Ceux qui m'aidèrent dans cette découverte étaient des élèves de l'École normale. Nous lisions ensemble les romans de Stendhal auxquels ils ne comprenaient pas grand-chose ni moi non plus, à ce moment-là. Comme nous formions un petit groupe, une certaine familiarité s'établit : j'étais à peine plus âgé qu'eux. Nous parlions parfois politique. Je ne leur cachais pas ma sympathie pour le maréchal. Ils s'en déclaraient édifiés et se joignaient à mes souhaits. C'est seulement trois ans plus tard que j'appris que mes deux préférés étaient des rédacteurs de *Défense de la France,* une feuille ronéotypée de la dissidence qui reproduisait les informations de Londres. Cette duplicité chez des êtres si jeunes les promettait aux plus hautes destinées. Malheureusement, l'hypocrisie, qui assure la plupart des carrières, n'est pas une recette infaillible. L'un de ces jeunes Rastignac, qu'on avait nommé, à la Libération, directeur de *France-Soir,* fut supplanté en six semaines par l'habile Pierre Lazareff, assurément plus doué que lui pour diriger un grand quotidien. L'autre navigua sur les flots trompeurs de la diplomatie. Il finit rapidement à l'ambassade de Pékin, retraite parfumée des ambassadeurs sans lendemain. Ils n'en firent pas moins l'un et l'autre de beaux mariages accompagnés des substantielles royalties qu'on alloue aux administrateurs déchus.

Les femmes, élément asocial, échappaient au classement qui permettait de distinguer les nouvelles espèces animales. Dans ce printemps fragile, elles étaient toutes pimpantes, court vêtues, et frétillantes. Comme elles formaient la majorité de la population, elles faisaient illusion. À cause d'elles, Paris semblait gai, insouciant — et même libre. C'est un mot inattendu. Mais je n'en trouve pas d'autre pour rendre le souvenir que j'ai gardé de ce moment. Les charges très lourdes de l'occupation pesaient sur le gouvernement. C'est le gouvernement qui était ligoté, paralysé, c'est le pays lui-même qui était exsangue, dont le sang et la sève étaient aspirés, transfusés — et les restrictions, la pénurie étaient le résultat de ce siphonnage continuel. Mais la liberté des individus n'était pas atteinte. Les menaces individuelles, les discriminations catégorielles étaient peu ressenties, très souvent même ignorées. Cette cécité collective peut sembler incroyable. Mais

n'avons-nous pas assisté au même engourdissement de l'opinion pendant toute la période de l'Épuration dont il était impossible de ne pas être informé ?

Qu'est-ce que les hommes savent des temps qu'ils ont vécus ? Les peuples sont des aveugles qu'on guide. Ils ne voient que ce qu'on leur dit de voir. Ils acclament un vainqueur qui sourit sous les pommiers en fleur, vêtu de blanc, la douceur même et la mansuétude. Vingt ans après, ils le conspuent comme un tyran. Ils ont cru être, pendant ces années, aussi heureux qu'on pouvait l'être dans ce triste monde, on les détrompe — ils se persuadent aussi facilement qu'ils ont été des esclaves. Ils ont raison dans les deux cas — la richesse est toute relative, selon l'état de la civilisation, la liberté aussi. Même la victoire n'est qu'une illusion. Nous prenons pour un grand homme celui qui crie « cocorico » quand tous les autres sont forcés de se taire. Mais quand un voyou lui crie « la bourse ou la vie », il parle de « la paix des braves » et il tend son portefeuille. L'histoire n'est qu'un produit de notre imagination, et, pour les peuples, leur imagination, c'est ce qui leur appartient le moins. Peut-être est-ce nécessaire pour que les nations n'aient pas trop honte de ce qu'on leur a fait faire.

L'activité qu'on appelle artistique, c'est à savoir de cabarets, music-halls, arts plastiques, mondanités et autres jeux de jambes, avait repris dès les premiers jours de l'Occupation. La nouvelle clientèle touristique avait marqué un grand intérêt pour ce canton de notre vie culturelle, qui connut pendant l'hiver et le printemps une enviable prospérité. Les intellectuels n'avaient pas non plus sujet de se plaindre. Ils se réunissaient, comme autrefois, dans les brasseries de Saint-Germain-des-Prés. On y rencontrait, paraît-il, Sartre, Simone de Beauvoir, Aragon ou Malraux. On les désignait aux soudards assis aux tables voisines qui regardaient avec respect ces ennemis du national-socialisme. Le récit des souffrances endurées par ces patriotes pendant le règne de l'obscurantisme a fait l'objet plus tard d'émouvantes monographies. Je n'ai jamais été touché par cette noble indignation. Je voyais aux vitrines des plus grandes librairies les livres de ces persécutés et même leurs photographies et des pages de leurs manuscrits. Des articles polis informaient le public des projets de ces fiers Sicambres et de leurs villégiatures. Eux, se plaignaient avec acrimonie de ne plus être les maîtres des quotidiens et de la radio. Je comprends très bien cette souffrance. Je puis assurer, toutefois, qu'elle n'est pas insurmontable. J'ai pu, en effet, survivre, pendant quarante-cinq ans, sans avoir trouvé aucun grand quotidien, aucune radio, aucune télévision qui représente ma sensibilité ou mes idées : je n'en suis pas mort de chagrin. J'ai appris qu'on s'habitue très bien à vivre sous n'importe quel ciel et dans n'importe quel décor.

Je ne puis dire si mon indifférence était partagée. Je ne possédais aucun baromètre qui pût me renseigner. Mes amis avaient des convictions dont je ne pouvais pas mesurer la résonance dans l'opinion. J'avais trop peu de relations avec mes étudiants ou mes collègues pour être informé, trop de travail pour des bavardages, peu de goût pour l'école buissonnière dont on apprend beaucoup. Je sentais seulement sans savoir. Je n'ai jamais su me rendre compte à moi-même de ce phénomène de divination. Est-ce que Suzanne, à mon insu, me servait de médium, recueillant comme un papillon les dires de la rue Mouffetard ou les réflexions de la femme de ménage ? Est-ce que des mots surpris au hasard, des

regards dans le métro sont des signes qui laissent une trace sur notre inconscient, une sorte de langage non articulé transportant les « paroles gelées » dont parlait Pantagruel qui se déposent quelque part à la manière d'un pollen ? Je ne m'attends pas à ce qu'on accorde grand crédit à ce qui ne fut qu'impression. Je le consigne seulement comme souvenir de ce temps.

Après la conspiration du 13 décembre qui avait provoqué le départ de Pierre Laval, on avait traversé un *No man's land* de l'activité politique. Les Allemands avaient regardé comme une rupture le congédiement brutal du ministre qui était, à leur avis, le garant le plus loyal de la politique de collaboration. Ils refusèrent de prendre contact avec Pierre-Étienne Flandin, nouveau président du conseil, l'ambassadeur d'Allemagne, Otto Abetz, fut même rappelé quelque temps à Berlin comme si sa fonction était devenue inutile. Cet intermède dura trois mois après lesquels Pierre-Étienne Flandin, devenu aussi inutile qu'Abetz, avait pris le parti de se retirer. Il avait été remplacé par l'amiral Darlan que son anglophobie rendait recommandable. Malgré ces bonnes dispositions, l'amiral dut donner des preuves de sa résolution — ce qui l'amena à manifester sa volonté de « collaboration » en un domaine où Pierre Laval n'avait jamais eu à s'engager. C'est à ce moment que se produisit l'affrontement du détachement français stationné en Syrie avec les troupes anglaises chargées de s'établir sur ce territoire que nous avions mandat d'administrer. On commença vers cette époque à écouter la radio de Londres qui faisait grand cas de quelques parachutistes gaullistes employés par le commandement anglais.

Malgré l'adhésion générale au gouvernement du maréchal Pétain, il y avait, toutefois, au fond du cœur, une nuance de mélancolie.

On ne voyait pas revenir les prisonniers, les réquisitions exigées au nom de la convention d'armistice ne diminuaient pas, le ravitaillement ne s'améliorait pas et même les aménagements acceptés au lendemain de l'entrevue de Montoire avaient été remis en question après la rupture. Une gêne naissait. On commençait à dire : « Les Allemands prennent tout. » Quelques techniciens étaient informés du poids de leurs exigences sur l'économie française. La population, plus simplement, rendait les Allemands responsables de ses privations. Un signe ne trompait pas. Le parti communiste, malgré sa « compréhension » pour une guerre dans laquelle l'URSS était l'alliée de l'Allemagne, laissait circuler dans les cellules de banlieue des bulletins clandestins qui traduisaient en jargon politique les expressions lapidaires par lesquelles les usagers de la banlieue rouge exprimaient leur mauvaise humeur. Malgré la pauvreté de mon information, je sentais ce virage progressif de l'opinion. J'en tirais, comme tout le monde, une conclusion impertinente que d'autres expériences ne me firent pas désavouer : c'est que le panier de la ménagère est un facteur déterminant de la ferveur populaire.

Il me semble que ce désappointement n'affecta pas beaucoup la sympathie qu'on avait gardée pour le maréchal. Sur ce point comme sur beaucoup d'autres mon témoignage n'apporte pas grand-chose. Je préfère me référer aux documents cités par Henri Amouroux dans son *Histoire des Français sous l'occupation*. Je n'ai connu personne que ces émissions de la radio de Londres ait fait douter, à ce moment, de la sincérité du maréchal ou de la légitimité de son gouvernement. On écoutait Londres pour être informé de la version anglaise des opérations

militaires. Personne ne prenait au sérieux cette dissidence folklorique dont on n'imaginait pas qu'elle pût avoir un jour la moindre importance.

Je ne savais rien de la zone libre qui semblait une sorte de Chine dont on n'attendait rien d'autre que des révolutions de palais. Dans la zone occupée, on n'en était pas encore à l'attentisme. On vivait au jour le jour ces vacances de la guerre. C'était une passivité sans engagement, mais, à cause de cela, sans haine. Les partisans de la politique de rapprochement avec l'Allemagne étaient certainement une minorité. La plupart des gens pensaient que ces optimistes étaient séduits par illusion, mais on ne leur en voulait pas, on les créditait, en général, de bonnes intentions. Les fascistes passaient pour des chimériques, car l'Allemagne paraissait alors trop victorieuse pour qu'elle éprouvât le besoin d'être fraternelle. Tout le monde, en somme, ou presque tout le monde acceptait le régime de liquidation et la gérance que la défaite nous avait imposés, peut-être faute d'imaginer rien d'autre qui pût bénéficier d'un ralliement général. Ce fut une période bizarre, atone pour ainsi dire, dans laquelle on put, sans que cela demandât un effort ou parût généreux, avoir de l'estime pour des adversaires. J'admirais Estienne d'Orves, j'aurais peut-être admiré Henri Frenay si je l'avais connu. Ces fous qui continuaient la guerre pour leur propre compte, je les condamnais parce qu'une dissidence quand le pays est en danger, est un acte de trahison ; mais c'était un parricide par amour qui m'inspirait du respect. Je ne suis pas sûr du tout qu'ils aient pensé alors que ce combat par honneur leur conférait une légitimité. On raconte qu'Estienne d'Orves dit, au moment de mourir : « Nous ne sommes pas des traîtres et si un jour vous entendez salir nos mémoires, je vous demanderai de nous défendre. Adieu. » C'est un mot que je ne peux citer sans émotion.

Cette pénéplaine morose de la guerre, il me semble que je l'ai traversée comme une lande où l'œil n'apercevait que de maigres bouquets de confiance et de résignation. C'est pourtant ces quelques mois de paix civile, pendant lesquels nous étions comme des somnambules, qui expliquent que tant d'écrivains parmi les plus célèbres, que tant de journalistes, que tant d'hommes désireux de servir de leur mieux leur pays se soient engagés derrière le maréchal Pétain, malgré le caractère équivoque de la politique de « collaboration » qu'il avait annoncée.

Tous estimaient qu'ils ne devaient pas abandonner leur pays dans une épreuve aussi dramatique, mais que leur devoir était de témoigner par leur présence de la confiance qu'ils faisaient à l'homme qui avait accepté la charge du pouvoir. C'est à cause de ces « garants » que tant d'hommes qui avaient vécu sans s'occuper de la politique pensèrent qu'ils étaient tenus d'accepter des charges qu'ils n'avaient pas ambitionnées et de servir à leur place, à leur rang, comme ils l'avaient fait vingt-cinq ans plus tôt pendant la Première Guerre mondiale. Il y eut alors non pas une captation des consciences, mais une offrande spontanée des volontés. C'est cela que j'ai vu, que d'autres que moi, en grand nombre, ont vu. Ce rappel peut déplaire — mais je crois qu'il est de l'intérêt de tous qu'il soit fait.

Ces mois de prélude, qui nous retiraient des malheurs et des devoirs de la belligérance, étaient une suspension d'armes, un sursis. Le ventre mis à part, qui n'était pas content, nous avions appris, pendant cette somnolence du destin, le confort, qui est la triste récompense de ceux qui sont en marge de l'action.

Ce mot surprend et choque, j'en suis conscient, mais je le maintiens. Je laisse aux historiens de l'avenir la tâche de dire que, de toutes les nations engagées dans la Seconde Guerre mondiale, la France est, de loin, la nation qui a le moins souffert. Elle a été mise hors de combat dès le premier choc. En tant que nation, elle fut dégradée en un seul jour. En tant que peuple, elle fut épargnée.

« Liberté, liberté chérie », cet appel que sonnent nos fanfares n'a de sens que pour les nations. Pour les peuples, c'est une illusion. Ils ne sont libres que dans la mesure où leur nation est libre, c'est-à-dire forte. Autrement, occupé ou protégé, c'est tout un. Nous nous contentons dans ces deux situations des apparences de la liberté. Lapins de choux, nous rongeons paisiblement nos carottes dans le carré de jardin qui nous est accordé : jusqu'au jour où quelque main nous prend par les oreilles.

CHAPITRE IV

La Deuxième Guerre mondiale : L'agression de l'URSS L'euphorie des cartes routières Confrontation de deux géopolitiques Le débarquement en Algérie

La main dont je parlais au chapitre précédent apparut tout à coup et mit fin à notre quiétude. Pourquoi ce matin du 22 juin est-il inscrit dans mon souvenir, mer où tant de marins ont sombré ?

Quelle prémonition réveille notre instinct à certaines heures de notre vie, lui ordonne d'inscrire ! Nous ne savons rien mais quelque chose en nous *sait,* mesure, pressent.

Nous étions debout, Robert et moi, au fond de la pièce où nous nous tenions habituellement. Une étagère basse était placée contre ce mur. Le poste de radio était sur cette étagère. Je ne sais pourquoi j'ai gardé le souvenir d'une pendule qui n'a jamais été là. Cette insertion dans une image si nette m'a toujours troublé. Il était six heures du matin. C'est à ce moment que le coup nous fut asséné.

La radio annonça d'abord une communication importante. Puis, elle fit entendre les premières mesures de l'hymne national-socialiste. C'est alors que le speaker prononça la phrase terrible : « Ce matin, à quatre heures trente, les armées allemandes ont attaqué les troupes soviétiques sur le front de la Baltique aux Carpates. » Nous nous regardâmes avec stupeur et, en même temps, avec angoisse. Cette phrase avait fait sur nous le même effet que celle qui nous annonça la déclaration de guerre en septembre 1939. Ce n'était pas seulement la fin de la paix précaire qui nous protégeait depuis juillet 1940. C'était le commencement d'une autre guerre qui remettait tout en question. Tout d'un coup, on jetait les dés à nouveau. Et, en un seul instant, sans un regard, nous comprîmes que ces dés, c'était notre vie. Car cette nouvelle guerre qui commençait, ce n'était pas comme la précédente un coup brutal qui éjectait notre pays de son siège de grande puissance, c'était l'annonce d'une guerre véritablement mondiale qui mettait en jeu toutes les nations et toutes les vies de l'Occident. L'armée allemande avait ouvert une digue et elle pouvait seule nous protéger de l'inondation qu'elle avait provoquée. Toute l'armature de l'Occident, comme sous l'effet d'un tremblement de terre, vacillait, cessait d'être ferme sous nos pieds, et nous étions sur cette partie des terres qui était la plus menacée par l'éboulement.

La Seconde Guerre mondiale qui avait commencé en réalité le 22 juin 1941 allait être une guerre entièrement nouvelle à la fois par sa définition stratégique et par sa signification.

Alors que le raid sur la France avait été une attaque brutale de toute l'armée allemande sur un seul objectif, cette nouvelle guerre exposait les Allemands à cette division de leurs forces qui avait fait échouer leur offensive contre la France en 1914. Cette erreur stratégique était si énorme qu'elle ne pouvait être une initiative d'Hitler.

Il était évident que les Allemands acceptaient cette situation parce qu'ils ne pouvaient l'éviter : ils devançaient une attaque et la brisaient en la surprenant. Je n'ai pas été étonné par les révélations de Savarov dans le livre qu'il a publié en 1989. Son analyse du dispositif offensif des armées soviétiques ne fait que confirmer l'évidence. Mais cette évidence qui me paraît aujourd'hui indiscutable n'était pas aussi claire en 1941. Car l'hypothèse d'un débarquement anglais — ou anglo-américain — sur les côtes françaises était alors inimaginable. En tout cas, ni Robert, ni moi ne l'imaginions, ni aucun des observateurs de cette époque. Mais nous comprenions que l'armée allemande aurait néanmoins à diviser ses forces pour faire face à un adversaire potentiel à l'ouest.

Je ne pressentais pas les immenses dangers d'une entreprise aussi démesurée que l'invasion de la Russie, je ne concevais ni l'impossibilité d'un quadrillage ni le chimérique d'une paralysie totale par l'occupation des centres de décision à Leningrad ou à Moscou. Mais je sentais que l'Allemagne risquait de s'enliser dans une guerre d'usure qu'aucun coup décisif ne pourrait terminer.

Si les perspectives de cette nouvelle guerre étaient obscures, la signification de cette guerre, en revanche, était devenue très claire. Nous avions été engagés en 1939 dans une guerre déclenchée par l'automatisme des alliances, c'est-à-dire par une préméditation. Ni la France ni l'Angleterre qui avaient déclaré la guerre n'étaient menacées par l'Allemagne, les Allemands refusaient de se battre, aucun « but de guerre » n'était l'enjeu des hostilités. Il s'agissait seulement de venger les blessures d'amour-propre infligées au droit international et à ses procureurs, les ministres et les diplomates anglais et français — une offense à peu près aussi importante que le coup de chasse-mouches du bey d'Alger qui avait servi de prétexte à la conquête de l'Algérie. La France avait perdu dans cette affaire son rang de grande puissance, mais son existence même n'était pas en péril. Au contraire, en attaquant non seulement la Russie, mais la religion conquérante que la Russie représentait, le bolchevisme, qui se présentait comme un nouvel Islam, le geste de l'Allemagne mettait en péril toutes les nations de l'Europe. Car, l'absence dans la plaine d'Europe de toute autre armée que l'armée allemande faisait d'une défaite de cette armée non pas seulement une défaite allemande, mais une défaite de toute l'Europe ouverte à l'invasion bolchevique.

Ce n'était pas seulement notre rang dans le monde, cette fois, c'étaient nos vies, et pas seulement nos vies, mais celles de nos enfants, de nos familles, qui étaient en péril. Tout d'un coup, les paroles radicales de notre *Marseillaise* étaient inscrites dans notre ciel, non plus rodomontades, ni allégories, mais voix dans la nuit, voix d'un fantôme :

Entendez-vous dans nos campagnes
Rugir ces féroces soldats
Qui viennent jusque dans nos bras
Égorger nos fils, nos compagnes ?

Ce que je n'avais pas vu, ce que je n'avais pas compris dans la guerre de 1939 devenait clair par contraste. Je percevais clairement désormais qu'elle avait été, cette première guerre, une guerre *abstraite* déclarée pour une raison abstraite, pour défendre un ordre abstrait, et non pour écraser ou détruire un peuple, mais simplement pour imposer une préséance ou une déchéance abstraites. Elle avait été la dernière guerre *politique* de l'histoire.

La nouvelle guerre était autre chose, sous les apparences d'une guerre de religion, elle était en fait une guerre qui avait pour enjeu le gouvernement du monde et dans laquelle un des deux camps devait triompher pour toujours et l'autre disparaître à jamais.

Je ne suis pas sûr que ni Robert ni moi, nous ayons pris conscience des développements possibles de cette nouvelle guerre au moment où la radio nous l'annonçait. Mais je crois à quelques moments dans les vies humaines où l'instinct, un instinct presque aussi sûr que celui des animaux, nous fait pressentir la gravité des choix que nous faisons. C'est une antenne secrète en nous qui se déploie pendant un court instant. On voit tout. Mais, en ce cas, on n'avait pas à choisir. Robert n'eut pas un seul instant la pensée de quitter le poste qu'il occupait parce qu'il était devenu plus dangereux. Et moi, je n'avais aucune raison de donner mon opinion sur des événements sur lesquels je ne pouvais rien.

La position des partisans d'une réconciliation avec l'Allemagne avait cessé d'être une position opportuniste, elle devenait un engagement contre des périls proches et apparemment irréversibles.

Cette nouvelle guerre changeait toutefois la valeur de toutes les pièces disposées sur l'échiquier politique.

Le parti communiste, débarrassé de l'hypothèque qui le paralysait depuis l'accord germano-russe de 1939, avait enfin la joie d'avoir un ennemi, il sortait des tergiversations. Le brusque déclenchement de l'offensive à l'Est fut pour lui un ordre de mobilisation : et d'une mobilisation non seulement morale, mais d'une mobilisation militaire. Car le gouvernement de l'URSS n'avait pas signé la convention de La Haye qui protégeait la liberté et la sécurité des civils sous la condition qu'ils ne portent pas les armes et ne participent pas au combat. Sa stratégie globale n'excluait donc pas, soit sur son propre territoire, soit sur d'autres théâtres d'opérations, l'activité des francs-tireurs que tous les autres signataires de la convention de La Haye s'étaient interdits d'employer. Non seulement l'armée russe n'excluait pas l'appoint de ces groupes illégaux, mais dans ses instructions, dans ses manuels, elle en recommandait l'emploi. Les communistes se trouvaient ainsi mobilisés dans tous les pays pour la défense de la patrie commune de tous les communistes que Lénine avait édifiée. Et cette mobilisation n'était pas seulement morale, elle ne se bornait pas à des vœux et à des tracts, mais elle invitait les militants à être, dans leurs pays respectifs, des groupes auxiliaires de l'Armée rouge.

Cette disposition réjouissait le cœur des séparatistes de Londres que Churchill avait confinés dans une activité de renseignement et de propagande, à la rigueur de parachutages individuels derrière les lignes, missions dangereuses, mais peu considérées. Ils allaient enfin avoir des troupes, ils pourraient parachuter des armes, monter des opérations locales, désigner des hommes à abattre, enfin sortir des bavardages et des futilités. Ils se débarrassaient du rang et appellation de

mercenaires : ils devenaient du jour au lendemain ce qu'ils avaient toujours rêvé d'être, des *dissidents*. Cette promotion était, comme nous disons dans notre affreux jargon moderne, « gratifiante ». Se rendaient-ils compte qu'elle instituait ainsi une guerre civile ?

Les partis qui avaient appuyé la politique de Montoire avaient été aussi prompts à se mobiliser que le parti communiste. Le jour même du communiqué officiel, le 22 juin, Jacques Doriot, au nom du Parti populaire français, proposait la création d'une légion de volontaires français, contre le bolchevisme, qu'on désigna aussitôt par ses initiales, la L.V.F. Les chefs des autres mouvements, Marcel Déat et Deloncle soutinrent immédiatement ce projet. Dix jours plus tard, en Belgique, Léon Degrelle créait la Légion wallonne dont il prit le commandement. Il annonça son départ immédiat pour le front russe. Ces nouveaux soldats de l'An II partirent en chantant.

Mon imagination, aussi bienveillante qu'étrangère aux réalités, les comparait aux combattants bénévoles que j'avais rencontrés dans les tranchées de Madrid. Ils ne savaient pas, et moi, aussi ignorant qu'eux, je ne prévoyais pas les trous dans la neige, les agonies atroces, les pieds et les mains gelés, ni ces files de trimardeurs titubants et glacés, harcelés dans des forêts interminables par des partisans invisibles : des volontaires de la souffrance, ce que sont tous les volontaires. Je ne le savais pas. Je n'imaginais même pas. J'approuvais, c'était facile.

Les volontaires communistes furent moins prompts à s'organiser : il fallait une logistique, c'est une structure qui exige du temps. La première opération eut pourtant lieu dès la fin du mois d'août. Mais ce ne fut qu'un coup de semonce, un misérable assassinat d'un sous-officier au métro Barbès. La campagne ne commença réellement qu'en octobre par l'attentat organisé à Nantes contre le colonel Holz, chef de l'administration locale, et son adjoint. Cette opération réussit parfaitement. L'état-major allemand réagit avec colère et en représailles fit fusiller cinquante otages à Châteaubriant : le mécanisme automatique attentats-représailles était déclenché.

Dès lors, la paix civique qu'on avait réussi à maintenir, disparut. Il y eut, à partir de ce moment, des combattants clandestins. Ces combattants clandestins étaient à peu près inefficaces dans la guerre mondiale engagée à l'autre bout de l'Europe, mais ils avaient pour mission de faire naître et d'entretenir un sentiment de haine contre les troupes allemandes qui occupaient la France et contre le gouvernement français qui avait accepté le principe d'une politique de coexistence pacifique.

À partir de ce moment, fonctionna aussi souvent qu'on le voulait le moteur à explosion de la haine. Cette mécanique simple se déclenchait sur une simple étincelle, un attentat qui provoquait des représailles, embrayage à partir duquel la haine se dégageait aussi spontanément qu'une odeur d'essence. Cet empoisonnement par la haine devint notre vie de chaque jour. Cette puanteur changea radicalement mes dispositions. J'avais eu jusqu'alors une certaine indulgence et même de l'estime pour ces enragés qui jouaient à la guerre avec un sabre de bois. C'était une chose que je pouvais comprendre, et même trouver sympathique. Mais, quand je vis à l'œuvre ces pharmaciens de la haine qui fabriquaient avec soin leur poison dans leur boutique, je ne pus avoir pour eux que du mépris et du dégoût. C'était plus fort que moi. Ça n'était même pas de la

politique : simplement une manière d'être, une manière de se battre, sournoise, perfide, hypocrite, qui était le contraire même de ce que j'avais toujours été.

Il ne faut pas croire, néanmoins, que cette entrée en ligne d'une nouvelle armée ait fait jaillir du sol, du jour au lendemain, des bataillons entiers de soldats de l'An II groupés sous le drapeau de la résistance. C'est l'image qu'on fait miroiter aujourd'hui aux yeux des Français. Mais c'est une image totalement fausse. Il y eut des attentats : mais il n'y eut rien à cette époque de collectif, ni même simplement d'organisé. Il y avait un esprit de haine, qu'on ensemençait, qu'on entretenait, mais il n'y eut jamais, à cette époque, un esprit de « résistance » à l'occupation, donnant l'image d'une unité d'inspiration et de commandement. Simplement il y avait des gaullistes et des communistes.

Quelques semaines après cette nouvelle qui nous avait causé un tel choc, ma légèreté était si grande que j'avais oublié toutes les bonnes raisons que j'avais d'être épouvanté. Il avait suffi des premières nouvelles de l'offensive allemande. Ce renversement de mon imagination est symbolique ; toutes les erreurs d'appréciation que je devais faire pendant les trois ans à venir sont déjà contenues dans ce renversement si prompt. Les âmes humaines sont des plantes vibratiles. Il suffit d'un souffle tiède pour qu'elles oublient qu'aucun printemps n'abolit jamais la saison des tempêtes, Hitler, penché sur ses cartes, faisait la même erreur que moi. Il mesurait avec son compas les progrès de ses divisions sans comprendre qu'il régnait sur des arpents de neige. Pendant ce temps-là, des amiraux américains et anglais calculaient sur leurs calendriers et fixaient la date où l'arrivée par trains entiers de divisions blindées transportées dans des soutes changerait les chances de la guerre. Il n'y avait même plus de « chances de la guerre », seulement une mécanique comme les chaînes de montage de Detroit.

L'euphorie des progressions entretenait mon aveuglement : Minsk, Bialystok, Smolensk, Kiev, la grande banlieue de Leningrad, Kalinine aux portes de Moscou. On se gardait bien de nous dire que la graisse gelait dans les culasses, que les soldats s'enveloppaient de journaux pour ne pas mourir de froid, qu'ils mouraient sans enthousiasme dans les steppes glacées, que la guerre était déjà perdue parce qu'on ne pouvait pas aller plus loin dans cette Sibérie d'Europe qui ne menait nulle part et dont la possession ne signifiait rien. Qu'attendions-nous, qu'espérions-nous ?

Le vertige des noms continuait à nous éblouir. L'avance allemande continuait comme une avalanche. Au milieu de l'été 1942, elle s'étalait sur des sols fabuleux : le Caucase, l'Elbrouz, sommet sur lequel les Allemands planteraient leur drapeau comme s'ils avaient été les soldats d'Alexandre. Les Anglais échouaient misérablement dans une tentative de débarquement à Dieppe : ils jouaient aux soldats de plomb pendant que l'armée allemande remodelait le monde à l'image des grands conquérants d'autrefois. En septembre, ils atteignaient Stalingrad, l'occupaient presque entièrement. Bien entendu, les Russes défendaient Stalingrad avec acharnement. C'était une ville symbole. Les Russes n'en conservaient que les faubourgs auxquels ils se raccrochaient. Ce n'était pas un coup d'arrêt, simplement une résistance désespérée. Ce n'était qu'un épisode. Il était fâcheux que cet accrochage se produisit un peu tardivement, en octobre, ce qui favorisait les défenseurs. Tout cela me paraissait sans gravité. J'en étais là quand un événement

imprévu accapara mon alentour. Le 8 novembre les Américains débarquèrent en Afrique du Nord.

C'était une autre page de l'histoire, si grave, si proche, nous obligeant tous, nous acculant à tant de choix immédiats et dramatiques que tout le reste, du jour au lendemain, devint « le théâtre de guerre », brusquement relégué dans un autre champ de la vision. Mais la proximité est le secret de toute psychologie de la guerre. On perd le sens des proportions.

Comment n'ai-je pas été épouvanté ? Qu'est-ce que j'attendais, qu'est-ce que j'espérais ? Un bandeau bien pire que celui que l'amour pose sur les yeux des hommes c'est celui de notre imagination qui nous empêche de voir l'évidence. Quelle torpeur, quelle paralysie du sens critique m'empêchait de voir la vanité de cette marche dans la nuit ? Je ne me pardonne pas et surtout je n'arrive pas à comprendre comment j'ai pu rester assis comme un dormeur dans cette barque qui portait ce que j'avais de plus précieux au monde, comment je n'ai pas hurlé à la mort : un chien, seulement un chien, assis sur ses pattes, aurait eu plus de prescience que moi !

Il n'y a pas de période de ma vie qui m'inspire plus de honte. Veilleur sans conscience et sans instinct, assis sur le fumier de ma prospérité, inerte, ronronnant de ma stupide satisfaction universitaire, je ne voyais que ce qui était sous mes yeux, bombes sur mon village. Ô la stupide, l'ignoble somnolence ! Je ne valais pas mieux que les marmitons du moral patriotique qui avaient encouragé jadis les hommes des tranchées. Et même je valais encore moins qu'eux : ils avaient eu le courage d'être ridicules et l'illusion de servir — Et moi, rien ! Une bûche, comme des millions de Français. Pas même *attentiste* comme eux et voué aux graffitis ; simplement inerte, sourd, imbécile, calé bien au chaud dans une chaire ridicule, pendant que les autres, eux, se battaient. Les autres, tous les autres, plus estimables que moi. Ceux que j'admirais, et, tout autant, ceux que je détestais : les uns séchant dans la neige comme des moineaux morts ou des chats écrasés, les autres fusillés par grappes ou hurlant sous la torture. Tous des hommes, et moi une bête tournant la noria des jours, l'œil couvert de cette œillère par laquelle on masque les yeux des bêtes de somme.

Ma situation matérielle avait changé et fournissait une excuse à mon immobilisme. Mes savants collègues de la Sorbonne avaient appris avec horreur que j'étais le beau-frère de Robert Brasillach, rédacteur en chef *de Je suis partout* et, de plus, j'avais pour frère le directeur français de la provocante librairie Rive Gauche, insolent symbole de la collaboration installé en face même du porche vénérable de l'Université. Cette situation douloureuse ne pouvait durer. On m'apprit un matin que les crédits de la chaire de littérature française du XIXe siècle à la Sorbonne avaient disparu des crédits alloués à l'Université. Cette mesure imprévue mettait fin à mes fonctions. À quelque temps de là, un poste étant vacant à l'université de Lille, je présentai ma candidature qui fut agréée après le passage de plusieurs tourniquets, élection par le conseil de Lille, heureusement peu instruit de mes infirmités, élection par les vingt spécialistes des études littéraires françaises des vingt universités françaises, aussi ignorants que leurs collègues de Lille, et approbation par un nouveau ministre indifférent à mes tares originelles. Il n'y avait qu'un ennui : je pouvais continuer à habiter Paris, mais à condition de faire chaque semaine entre quatre et huit heures de chemin de

fer selon la fécondité des bombardements. Comme j'assurais seul un service confié en temps de paix à trois professeurs différents, il me restait peu de temps pour méditer sur des cartes d'état-major et pour approfondir mes notions sommaires de géopolitique.

Il est temps que j'interrompe ici la litanie fastidieuse de mes erreurs. Hitler et les généraux penchés sur leurs cartes routières ne pouvaient pas savoir qu'il ne leur restait aucune chance de gagner cette guerre : car, même dès le premier jour, au moment de leurs victoires les plus éclatantes, ils étaient déjà perdus, condamnés à la défaite, condamnés sans espoir. Je ne l'ai compris que vingt ans plus tard, lorsque je connus des théoriciens de la géopolitique qui avaient été les conseillers du président Roosevelt et probablement aussi ceux de l'Amirauté. Je ne sais pas si les théories de Haushofer et de ses disciples ont inspiré les initiatives politiques d'Hitler ou les plans de l'état-major allemand. Ce qui est clair c'est que cette école de géopolitique définissait la puissance en fonction des territoires sur lesquels on avait souveraineté. Le maître du monde était celui qui régnait sur le plus grand nombre de kilomètres carrés continentaux. Les lignes ferroviaires irriguant ces grands espaces continentaux permettaient, pour la première fois, une administration et par conséquent une possession efficace, un quadrillage des territoires conquis. L'avenir était aux divisions blindées.

C'est un nouveau venu dans la géopolitique, l'Américain Nicolas John Spykman, qui montra au président Roosevelt la naïveté de cette futurologie. Dans un monde industriel, affirmait Spykman, la guerre est inévitablement une opération industrielle qui exige une alimentation en matières premières et en équipements lourds pour laquelle la liberté de ravitaillement, donc de circulation, est vitale. L'essentiel n'est pas de posséder des territoires, mais d'être maître des lignes de communication. Plus le territoire conquis est étendu, plus la conduite de la guerre dépend des possibilités de renouvellement de matériel de la guerre. À ce moment-là, la maîtrise des mers l'emporte sur la maîtrise des continents. Il importe peu, plaidait Spykman qui fut le conseiller de Roosevelt à l'entrevue de Yalta, qu'on refuse ou qu'on abandonne des lambeaux de territoire, si l'on est le maître du chapelet d'îles, de bases et de points d'appui qui entourent comme une grande ceinture le continent euro-asiatique : car on est alors le maître de la circulation économique et stratégique dans les territoires dont la sécurité et la prospérité dépendent des mers qui les entourent. Une armée ou un groupe d'armées engagé dans ces territoires sont alors des otages que les maîtres des mers peuvent priver de ravitaillement.

C'est tout simplement l'histoire de cette guerre, telle qu'elle s'était déroulée, que Spykman avait prévue et annoncée à Roosevelt dès le moment où l'on avait fait tomber Hitler dans le piège de la guerre. Nous avions cru, au lendemain de la percée de Sedan, que nous étions en retard d'une guerre. C'était vrai. Ce que nous ne savions pas, c'est qu'Hitler, lui aussi, était en retard d'une guerre et que cela contenait sa perte.

CHAPITRE V

L'année 1942

L'année 1942 avait commencé par un coup de tonnerre aussi formidable et aussi inattendu que la brutale offensive contre l'URSS. Le 7 décembre 1941 avait lieu le guet-apens de Pearl Harbor qui mit le Japon en état de guerre avec les USA. Quatre jours plus tard, le 11 décembre, l'Allemagne et l'Italie, alliées du Japon, déclaraient la guerre aux États-Unis. L'attaque de Pearl Harbor avait servi de détonateur comme, autrefois, le torpillage du *Lusitania*. À vingt-cinq ans de distance, les mêmes événements se répétaient. La guerre d'Europe devenait officiellement une guerre mondiale, c'est-à-dire une guerre pour la domination du monde. Et le même poids qui avait décidé de la victoire des Alliés en 1918, l'entrée en guerre des États-Unis, venait d'être jeté dans la balance. Cette répétition de la guerre de 1914 aurait dû terrifier. Toutes les cartes avaient changé de valeur. La victoire de l'Allemagne, presque certaine en 1940, devenait douteuse en 1942. Tout ce qui était raisonnable en 1941 devenait risqué en 1942. Ce qui était le camp fort en 1940 devenait le camp minoritaire en 1942. L'Europe même n'était plus un ensemble de nations qui pouvait imposer sa volonté : l'Europe devenait désormais un enjeu. Dans la guerre mondiale qui venait d'être déclarée que valait l'hypothèse de la victoire allemande ? La plus grande de mes faiblesses, qui fut aussi celle de beaucoup d'autres, fut mon incapacité, comme d'habitude, d'intégrer à nos périls proches, de regarder comme un drame proche et directement menaçant, ce qui se passait de l'autre côté de la planète. Le front russe, c'était loin : mais on avait fini par comprendre que nous étions sous le feu. Mais le Pacifique, les îles Hawaï, l'Indonésie... Je ne me sentais pas citoyen du Monde. Toujours ma référence aux cartes napoléoniennes : la Louisiane que Napoléon avait vendue au temps de Wagram, ces cocotiers du côté du Mississippi, un continent, ça ? Je restais prisonnier de l'Histoire de France.

La rapidité des événements nous fit oublier ce coup de massue. Les armées allemandes avançaient si vite qu'elles étaient arrivées à Leningrad et à Moscou. Je ne m'étonnais pas que les deux villes ne fussent pas prises : ce serait pour le printemps. Le printemps vint, j'oubliai de m'étonner. Les Allemands franchissaient le Don, marchaient sur le Caucase, prenaient Sébastopol. À l'automne, ils s'arrêtaient devant Stalingrad, c'était bien naturel. Les victoires japonaises étaient encore plus spectaculaires. Ils raflaient tout ce qui traînait sur la carte, des îles, des presqu'îles, des morceaux de continent, les Philippines, la Thaïlande, la Birmanie, Java, Bornéo, toute l'Indonésie, les symboles même de la puissance anglaise. Ce feu d'artifice m'éblouissait. J'aurais dû me dire : « Et après ? » Je ne voyais pas la vanité des conquêtes.

Cette carte de la guerre entraînait les imaginations. Mais ces rêveries ne butaient plus sur un traité de paix inconnaissable. Il y avait un horizon, l'Europe. Ce mot magique donnait un autre sens au mot de « collaboration » pour lequel j'éprouvais toujours une certaine répugnance. L'Europe, tout le monde était dans cette mutuelle. On ne travaillait plus pour le roi de Prusse. C'était une société en commandite : chacun faisait son apport, pas de gagne-petit, chacun payé selon son travail. Nous soufflions courageusement dans les voiles de notre petit esquif Europe. Nous nous prenions pour les matelots de Christophe Colomb. Les autres aussi, du reste, partageaient cette noble ambition. Ils furent plus heureux que nous, leur débarquement fut, en effet, celui de Cortez, ils massacrèrent les Incas : seulement, les Incas, c'était nous.

Ces lueurs rapides, fugaces, qui à certains moments nous éblouissent, devraient nous faire peur, mais la plupart des hommes se dérobent devant la cruelle vérité grâce à l'oubli qui affaiblit les impressions qui les contredisent. La brillante exhibition du prestidigitateur qui jonglait avec ses armées sur le grand plateau de la plaine soviétique réussissait à me faire oublier la neige, l'immensité, le paysage polaire dans lequel la guerre se déroulait. Sous l'avalanche des noms propres, je ne percevais plus l'étrangeté de cette armée prise dans la banquise, de ce bloc erratique qui se cognait inutilement de victoire en victoire sur des récifs ou des icebergs. La fantasmagorie des noms propres qui étaient autant de noms de victoires avait fini par constituer en moi un môle de certitude que rien ne pouvait dissoudre ni éroder.

C'est cette certitude indomptable, granitique, qui m'empêcha de voir l'horizon se décolorer, pâlir, puis s'iriser de couleurs imprévues. Les premières victoires japonaises contribuèrent à m'éblouir, mais elles m'aveuglèrent moins que les victoires allemandes, bien qu'elles fussent encore plus spectaculaires. Les Français qui avaient fini par distinguer le Don de la Volga n'en étaient pas encore à se faire une idée claire de la mer de Chine, des Indes néerlandaises et des îles de la Papouasie.

J'étais, comme eux, transporté dans les romans de Jules Verne, j'entendais des noms prestigieux, Bornéo, Java, Singapour qui n'évoquaient rien d'autre pour moi que la route des épices et les parfums qu'on respirait autrefois sur les quais enivrants des ports de Hollande. Tous ces noms se plaçaient très bien dans ma logique de la certitude. Les Allemands conquéraient la Russie, les Japonais s'occupaient de l'autre bordage de l'Asie, rien n'était plus simple : la prise de Sébastopol annonçait celle de Bakou et la prise de Midway donnait le contrôle du Pacifique. Pourquoi s'inquiéter de quelques ralentissements du côté de l'Égypte ou du Caucase ? J'étais bien loin de m'imaginer que les victoires sont bien souvent des poisons présentés sur des plats d'argent et d'or.

C'est cette indifférence à la géographie qui m'empêcha de prendre conscience du moment où tout d'un coup le fleuve de la guerre faisait un coude. Quand le nom de Stalingrad apparut dans les communiqués, il n'était rien de plus pour moi que Smolensk ou Kharkov. C'était une ville qui résisterait plus ou moins, puis que les Allemands prendraient, puis qu'ils dépasseraient. Je ne comprenais pas, ce qui est pourtant très clair, que Stalingrad commandait la zone pétrolifère de Bakou, que, pour la première fois, les Allemands étaient arrêtés par un verrou. Et quand ils s'obstinèrent, je ne comprenais pas cette obstination, je ne compris qu'à la fin du

drame que ce nom avait une signification stratégique à laquelle Hitler avait ajouté par orgueil une signification symbolique. Et, au même moment, dans cette seconde partie de l'année 1942, je ne compris pas davantage la signification de la bataille de Guadalcanal, dont je ne perçus l'importance que beaucoup plus tard. L'île de Guadalcanal, la dernière île de l'archipel des Salomon était la citadelle qui verrouillait, elle aussi, la route maritime des possessions sur lesquelles les Japonais prétendaient s'installer, les Philippines, les îles de l'Indonésie, les Célèbes, toutes leurs nouvelles conquêtes. La bataille de Guadalcanal qui dura près de trois mois dans cette deuxième partie de l'année 1942 fut aussi grave et aussi symbolique pour les Japonais que la bataille de Stalingrad pour les Allemands. Mais, en France, qui l'avait su, qui l'avait compris ? Non seulement nous étions victimes de l'obscurité dans laquelle on nous maintenait, mais, ces noms étranges, quand par hasard nous les rencontrions, ne signifiaient rien pour nous.

Pendant que s'éteignaient aux confins de l'Europe et du monde les fumerons d'un feu d'artifice trompeur, deux fixations de l'imagination se construisaient l'une contre l'autre, aussi solides, aussi rigides que les événements étaient élastiques et insaisissables. Ces deux blocs d'imaginaire se constituèrent et se durcirent progressivement. Ce ne fut pas, comme on nous l'a dit et comme on le croit encore, sous la pression des événements militaires et comme une conséquence de ces événements militaires, mais, au contraire, malgré ces événements, en marge, pour ainsi dire, de tout ce qui pouvait se passer : deux blocs de conviction qui semblaient étrangers à l'organisme lui-même comme la prolifération des cellules cancéreuses.

Pendant cette même année 1942 se passèrent d'autres scènes dramatiques que je ne connus qu'indirectement. C'est le 26 août 1942 qu'eut lieu la fameuse rafle du Vel d'Hiv. En application d'un accord destiné à protéger les Juifs français, le gouvernement français renonçait à assurer la protection des Juifs étrangers immigrés en France. Cette vague d'immigration avait été favorisée par les gouvernements qui s'étaient succédé en France à la suite des élections de 1936, et qui avaient assumé la direction de la politique française jusqu'au milieu de l'année 1938. Elle avait changé le caractère de ce quartier juif qui avait été pendant longtemps une de mes promenades préférées. Je ne connaissais rien de ces nouveaux Juifs plus misérables et plus errants qu'ils ne l'avaient jamais été. Je savais seulement, je ne pouvais pas m'empêcher de me dire qu'ils étaient les victimes de leurs porte-parole de 1939 si fiers de leur croisade. Je dois ajouter que cette rafle qui eut lieu en notre absence, aujourd'hui décrite comme un inoubliable spectacle d'horreur, ne nous fut pas rapportée, lors de notre retour à Paris, comme un événement notable. Et, si l'on veut bien y réfléchir, on comprendra aisément que les habitants du quartier du Panthéon n'aient pas été informés d'un transfert qui se fit entre les vieilles rues du quartier du Marais et l'extrémité du boulevard de Grenelle. Toute révolution, toute guerre présente cette orographie imprévisible de la souffrance. L'égoïsme y est pour quelque chose assurément, ou, d'autres fois, la prévention. Mais les trajectoires de la souffrance sont aussi imprévisibles que celles des balles. Il y a seulement dans toute révolution ou dans toute guerre des articles en promotion comme dans les grands magasins. Bêtes marquées pour l'abattage. Il ne faut pas être dans le lot : en 1942 comme en 1793. C'est tout ce qu'on peut dire : car l'interdiction d'écrire l'histoire de notre temps ou seulement

de le tenter emprisonne dans un même tombeau à la fois l'histoire, la vérité et en même temps tout jugement.

Je reviens à ce Paris sans yeux et sans oreilles qui ne connut qu'en 1945 les « atrocités » de l'année 1942. Cet été de 1942 fut, au contraire, si j'en crois mes souvenirs, un été sans histoire. Je ne peux guère en parler que par ouï-dire. J'étais en disgrâce à cette époque, après la disparition du budget de ma chaire, professeur à l'université de Lille. Quand je revenais à Paris, au bout de chaque week-end, je retrouvais avec amusement une ville cycliste de plus en plus hollandaise, fourmillante et exotique. Je pensais au Charlus de Marcel Proust émerveillé dans les derniers mois de la guerre de 1914 par les nègres, les Marocains, les Hindous, les jeunes permissionnaires de toutes les armées du monde qui faisaient ressembler les couloirs du métro pendant les nuits d'alerte aux rues de Bagdad que le calife parcourait. Grouillante de bicyclettes et de vélos-taxis, hantée par d'honnêtes chevaux fourbus aussi étrangers que des chameaux, ses cafés et ses restaurants protégés par des vitres bleues croisillon-nées de papier collant qui évoquaient le mystère des cavernes d'Ali-Baba, Paris était devenue la capitale d'une civilisation troglodyte qui ne donnait pas l'impression d'une ville d'un autre temps. La vie mondaine n'avait pas changé, il y avait toujours de nouvelles pièces et de nouveaux films, les restaurants du marché noir étaient de plus en plus prospères, les femmes, pour se mettre au niveau du bizarre, portaient des chapeaux compliqués et grotesques, en forme de pantoufles, le Tout-Paris était toujours aussi brillant, froufroutant et infantile : et pourquoi est-ce que je devrais me désoler que les figurants aient changé pour féliciter les mêmes pitres et caresser les mêmes jolies petites filles ?

J'écrivais ces lignes quand je suis passé par hasard devant cette place de la Sorbonne où se trouvait autrefois la librairie Rive-Gauche, qui avait été la cause de ma disgrâce. Les murs seuls, témoins obstinés, étaient restés, comme ceux de ces églises qu'on avait transformées pendant la Révolution en grenier à fourrage. Sur le grand bâtiment d'angle qui occupait à la fois le boulevard Saint-Michel et un côté de la place de la Sorbonne les vitrines avaient disparu. De tristes murs aveugles les avaient remplacées. Sur ces murs transformés en une immense pancarte publicitaire, des lettres énormes annonçaient : « Coroner. *La totale ! Tout le stock y passe. Objectif : tout vendre à n'importe quel prix. Au fond du magasin, rayon tout à vingt francs.* » Un sas donnait accès à un souk ténébreux. Je cherchai en vain le rayon à vingt francs. Je marchais entre des plates-bandes de bonbons et de frusques bariolées et spongieuses. De petites Maghrébines gardaient de place en place ces bosquets exotiques. C'est pourtant là que s'étendait, jadis, au milieu des livres, le salon au centre de la librairie où Montherlant, Jean Anouilh, Cocteau, Brasillach, Rebatet avaient signé leurs livres. Dans ces chantiers du déballage, de futurs esclaves de dix-huit ans saluaient de leurs rires la liberté d'avoir tous les vices et toutes les permissions. Comme ils étaient beaux ! Comme ils me plaisaient ! Ils respiraient leur poison de toute leur force, de toute leur joie. Quelle merveille ! Quelle ivresse dans cette avant-veille des catastrophes, quelles joies, quels baisers, quels Trianons, brebis enrubannées partout ! Qu'il est doux le temps du lotus parfumé ! Et moi, amer, moi tout seul, vieil homme, j'entendais en moi, comme une fanfare, grondant, sonore, emplissant tout le ciel de mon souvenir, les refrains de notre dernier été.

L'échec de l'armée allemande devant Stalingrad qui mit fin au mirage de l'année 1942 n'eut pas du tout sur nos imaginations survoltées l'effet de rupture que décrivent tous les historiens. Bien entendu, c'était un échec : de plus un échec si éclatant qu'il était impossible de le nier : mais il était difficile à évaluer exactement. Ceux qui datent de ce moment un reflux politique qui ébranla profondément la masse de confiance dont l'Allemagne disposait se trompent, non sur l'événement, mais sur la nature même de l'imagination. Toute imagination collective, une fois lancée, est comme un train qui a acquis une certaine vitesse : elle continue en vertu de la vitesse acquise. Pour moi, en tout cas, Stalingrad n'était qu'un accident, un coup d'arrêt qui fixait une ligne de front à l'Est, mais qui ne changeait rien à l'impossibilité de vaincre des Alliés. Le péril bolchevique était plus gravement ressenti, la nécessité de le combattre devenait d'autant plus pressante que nous ne pouvions rien attendre des Alliés en cas de rupture du front allemand.

On m'avait nommé à l'université de Lille au milieu de l'année. Au moment du débarquement, j'avais à faire de la présence dans la session de repêchage des bacheliers. C'est dans l'un des intervalles de cette navette que j'appris brusquement, le 8 novembre 1942, le débarquement d'une armée américaine sur les côtes du Maroc. Le coup de cloche qui annonçait le second acte de la guerre fut accompagné d'une telle averse d'événements et d'un tel brouhaha des machinistes qui changeaient les décors qu'il fallut quelque temps avant que tous les spectateurs aient pris conscience de la gravité de l'événement. D'abord, on ne comprenait rien. Pétain à Paris, Darlan à Alger, par quel hasard ? On se battait ? On ne se battait pas ? Et avec quoi ? Mais alors, l'armistice, c'était fini ? Et les Français, rats emprisonnés dans le piège appelé France, qu'est-ce qu'ils devenaient ?

Revenu à Paris, je découvris que la plupart des gens se demandaient avec beaucoup de sérieux si le maréchal Pétain ne *devait* pas prendre immédiatement un avion pour devenir le héros victorieux de la reconquête. « S'il était allé à Alger, dit un jour le général de Gaulle, il serait rentré à Paris sur un cheval blanc au milieu des vivats. » Belle parole de général politicien ! Un cheval blanc pour prix d'une désertion ! C'est grande bassesse que d'applaudir au triomphe de Ganelon. Je préfère, quant à moi, ne pas avoir vu un maréchal de France bénéficier de cette mascarade.

Je vois aujourd'hui, sans trop de surprise, que beaucoup de braves gens, personnellement modèles d'honnêteté et de loyauté, regrettent qu'il n'ait pas pris cette résolution. J'ai toutefois une opinion sur cette sagesse : je crois qu'à aucun moment dans cette guerre, excepté pendant les tristes mois de la Libération, les Français, la plupart des Français, n'ont été aussi étrangers à tout honneur militaire que lorsqu'ils ont souhaité aussi ouvertement qu'un maréchal de France se déshonore et déshonore son pays en jouant le triste rôle de ceux qu'on appelle les Saxons dans toutes les armées du monde quand ils passent en pleine bataille dans les rangs de ceux qu'ils avaient promis de combattre. Que ce vieux maréchal de quatre-vingt-cinq ans, tout seul, harcelé de conseils machiavéliques, assourdi de vœux et de supplications, se soit redressé, rebellé, qu'il se soit souvenu, lui, de son serment de Saint-Cyrien, qu'il ait refusé d'abandonner son poste de combat, de quitter la dunette sur le bateau qui sombre, je trouve que c'est un des gestes qui

honorent le plus notre mémoire dans une période où nous avons si peu de raisons d'être fiers de nous.

Mais les conséquences furent dramatiques. La plus spectaculaire, quarante-huit heures après l'opération américaine, avait été l'occupation de la zone sud. La perte de l'Afrique du Nord était beaucoup plus grave. Bien que la dissidence gaulliste ait été, à dessein, tenue à l'écart du projet et écartée du pouvoir, ce découplement de l'Empire colonial et de la Métropole était un événement politiquement et statégiquement considérable. Politiquement, la France perdait cette dot, à la fois territoriale et navale qui avait fait d'elle un partenaire qu'on était obligé de ménager.

Cette destitution politique se manifesta par des exigences et des pressions qui semblaient n'avoir aucun rapport avec la perte de l'Afrique du Nord et qui en étaient pourtant la conséquence. Mais le changement fut progressif, et par conséquent, peu senti. Stratégiquement, la menace était plus clairement perceptible. Mais là aussi les conséquences se développèrent peu à peu, ce qui empêcha d'en sentir la gravité. Au début, l'installation en face de Gibraltar et en face du Golfe du Lion ne semblait conduire nulle part. C'est seulement plusieurs mois plus tard qu'on eut la révélation qu'il existait un « ventre mou » de la presqu'île Europe auquel nous n'avions pas pris garde : il s'agissait de cette main tendue par l'Europe vers l'Afrique au moyen d'une botte italienne qui avait eu jadis une telle importance dans l'histoire.

Comment ces connexions qui se sont établies si clairement dans l'histoire de la guerre, qui sont même l'histoire de cette guerre, n'ont-elles pas été les mots écrits sur le mur qui prédisaient l'écroulement du temple ? Comment des hommes intelligents et de bonne foi ont-ils pu croire encore à une victoire allemande ?

La conséquence immédiate du raid américain sur le Maroc et l'Algérie avait été l'occupation de la zone libre. Cette conséquence stratégique n'était qu'une parade et ne changeait pas le rapport des forces en présence dans la guerre. Elle se traduisit pour la France par un événement qui nous atteignit au cœur comme le symbole même de notre malheur et de notre impuissance, le sabordage volontaire en rade de Toulon de ce qui nous était resté de notre belle flotte de guerre. Elle avait sombré sans même avoir eu la gloire de se battre, image tragique de notre destin de grande puissance que nous avions joué et perdu sur un coup de dés sans qu'il nous eût été permis de faire la guerre.

Ce n'étaient là que de grandes images qui nous forçaient à regarder en face notre défaite et la vanité de nos marchandages. Nous n'avions plus d'empire, nous n'avions plus de territoires. Quand on saluait le drapeau chaque matin, on saluait quoi ? un nom : celui de notre pays exsangue, prisonnier, mais vivant en chacun de nous. *Jérusalem, que ton nom soit inscrit à jamais dans nos cœurs, qu'il soit comme un sceau sur nos bras...*

Le chant de désespoir des Hébreux captifs était devenu notre dernier chant.

Mais ce n'était pas cela qui créait les événements. Les événements sont comme toutes les calamités et toutes les joies que nous envoie le sort, ils ont une cause naturelle. Les événements sont fils des événements : non de nos vœux et de nos rêves.

En cette circonstance, ceux qui se levèrent sur nous comme de grandes ombres obscurcissant soudain le ciel, étaient, en réalité, la conséquence des pertes en

hommes et en matériel que les Allemands subissaient sur le front russe. Il fallait resserrer tout le dispositif européen de la production et des ressources humaines. On nous envoya donc Reinhardt Heydrich, l'homme de fer, protecteur de Bohême, héritier désigné du Führer, un héros. L'homme de fer écouta, décida, exigea. Il lui fallait des hommes et du matériel. Pour les hommes, il inventa le Service Obligatoire du Travail, le STO, qui mobilisait au service de l'Allemagne les hommes de dix-huit à quarante ans. Pour le matériel, il rafla tout : camions, locomotives, wagons, rails, usines, tout ce qui tournait et produisait. Nous étions de plus en plus les Hébreux au bord de l'Euphrate, portant des pierres pour les palais de Babylone. Et l'homme de fer laissa derrière lui Oberg, qui était Gog et Sauckel qui était Magog. Et Gog et Magog ayant engendré le STO, engendrèrent en même temps son frère jumeau, lequel engendra le terrorisme, lequel engendra la haine. Et le septième jour, l'homme de fer repartit, et il alla se faire assassiner dans son royaume.

Cet Oberg qu'il avait laissé derrière lui était un être trapu et vigoureux qui avait le crâne en forme d'œuf des tortionnaires chinois. Il avait tous les pouvoirs d'un *gauleiter* sauf le privilège de se faire précéder d'un bourreau portant la hache comme les consuls de Rome. Le père Sauckel, lui, était un maquignon court sur pattes, bovin et entêté, qui était là pour acheter des hommes et qui hurlait quand on marchandait. Pierre Laval était revenu au pouvoir au printemps de 1942. Entre l'esclavage et nous, il ne restait plus que deux intercesseurs, un très vieil homme habillé de gris qui promenait chaque matin sa canne dans les allées d'un parc thermal et un saint rustique habillé de noir qui était loin de faire penser aux géants qui portent des mondes.

Pourquoi ces deux hommes, sans armée, sans pouvoir, seuls et les mains vides, représentaient-ils la « souveraineté » de la France ? Comment, en face des porteurs de glaives, ces deux solitaires, ces deux clercs, ont-ils pu, comme les évêques du VIe siècle, n'ayant pour armes que l'anneau pastoral et la crosse, protéger des campagnes et des cités, un pays, cette chose immense et inerte qu'on appelle un territoire ? Comment, au nom de quel droit, de quelle convention non écrite et sacrée, avaient-ils ce pouvoir de refuser ou de consentir dans un temps où la nécessité seule imposait sa loi ? Je rêvais à cet immense pouvoir du *consentement,* plus puissant que la force elle-même. Je rêvais à cette immense *force d'inertie* qu'est tout peuple, à ce poids que nul ne peut soulever quand il décide d'être un poids mort. Et je me disais que gouverner se résume à obtenir que les uns paradent et que les autres obéissent et qu'on ne *règne* que lorsque, d'une manière ou d'une autre, cette subordination a été acceptée. La morale n'a rien à voir dans cette affaire. Le fondement *réel* du pouvoir est dans la résignation. Comme les évêques au temps des invasions barbares, les deux hommes qui se sacrifiaient pour nous protéger, qui savaient qu'ils se sacrifiaient, étaient les garants de cette résignation conditionnelle qui seule évitait le vrai mal, la catastrophe totale, l'anarchie.

CHAPITRE VI

Les verrouillages de 1943

La machine pneumatique mise en place par Gog et Magog fonctionnait parfaitement. C'était une machine merveilleuse qui se nourrissait elle-même par son propre mouvement. Les représailles faisaient fructifier la haine, qui, à son tour fabriquait de nouveaux réfractaires qui alimentaient cette pompe hydraulique. Par une heureuse coïncidence, cette mécanique se mettait en mouvement au moment où l'alliance entre la dissidence gaulliste et la mobilisation communiste commençait à fournir des cadres, des armes et un commandement aux nombreux isolés qui avaient « pris le maquis » pour éviter la réquisition. Les communistes qui étaient les plus nombreux et les plus efficaces fournissaient les exécutants, les dissidents de Londres qui disposaient de l'argent, des relations et de l'appareillage technique fournissaient les armes, l'outillage, l'argent qui donnaient l'illusion de l'action. Ce résultat était mince. On le comptait en tristes unités de cadavres, tableau de chasse minable en un temps où le minimum de perception s'exprimait chaque semaine en dizaines de milliers de morts.

Mais l'alimentation en haine et en imaginaire était d'une fécondité étonnante et même miraculeuse.

Pour autant que j'aie pu le voir par les échantillons limités que je connaissais, la masse des Français se tenait à égale distance des deux camps qui se disputaient leur suffrage. Ils étaient surtout sensibles à l'inconfort de leur situation. Gog et Magog étaient chaque jour plus exigeants : les deux intercesseurs en veston qui protégeaient la France devenaient de petits dieux municipaux qu'on priait en vain. Les Français écoutaient la radio de Londres avec componction. Elle devenait de plus en plus hermétique, hérissée de messages inintelligibles et de menaces de mort. Les communistes pariaient moins, mais agissaient davantage. La liste de leurs vengeances et de leurs assassinats devenait respectable et à la fin fournissait même un bulletin quotidien. Mais, en même temps que le bulletin devenait plus copieux, il était de moins en moins politique. Les terroristes avaient commencé par tuer ceux qu'ils appelaient des traîtres parce qu'ils ne souhaitaient pas l'arrivée des cosaques, mais bientôt leurs victimes furent des buralistes, des épiciers, des cultivateurs qui poussaient l'incivisme jusqu'à se défendre quand on venait leur voler leur tabac, leurs poules et leur cochon.

Je ne parviens pas à partager la réprobation des graves historiens de ces années tragiques quand ils parlent de la création de la Milice. Fallait-il se laisser égorger ? Le devoir primordial, le devoir d'état des hommes qui gouvernent, leur raison d'être n'est-il pas d'abord d'assurer la sécurité et le droit de vivre ? La multiplication des réfractaires, leur incorporation dans des « bandes », leur

armement, la terreur qu'ils faisaient régner dans certains cantons abandonnés rendaient indispensable une gendarmerie supplétive qui se serait constituée spontanément si le gouvernement n'avait pas rempli son rôle de protecteur. Ce qu'on peut reprocher à la Milice, ce n'est pas son existence qui était devenue inévitable, c'est surtout qu'on ait trop tardé pour la mettre en place (les Allemands s'y opposèrent longtemps), qu'elle ait été trop peu nombreuse et par conséquent impuissante et qu'elle se soit bornée trop souvent à des raids de représailles qui ne remplaçaient pas le quadrillage qu'elle ne pouvait pas réaliser.

La haine, en tout cas, y trouvait son compte. Les deux camps se nourrissaient de colère et d'indignation. Les terroristes se prenaient pour des patriotes, tout ce qui était entrepris contre eux paralysait l'insurrection nationale qu'ils préparaient et qui « bouterait » l'Allemand hors de France. Des traîtres sabotaient ce soulèvement de toute la nation. Ils empêchaient la mise en place d'une formidable armée secrète tapie dans des jungles impénétrables qui, au « jour de gloire », comme on chantait dans *La Marseillaise,* formeraient des divisions qui s'élanceraient de toutes les provinces vers la capitale enchaînée. Les loyalistes voyaient chaque jour l'étau bolchevique se resserrer sur le front qui protégeait toutes les femmes et tous les enfants d'Europe. Ils regardaient à leur tour comme des criminels ceux qui se faisaient les complices volontaires de ces égorgements. Ils les regardaient non pas comme une armée ni comme les enfants perdus d'une insurrection, mais comme des agents de l'ennemi, vêtus en civil, qui agissaient à l'arrière de la ligne de combat, se livrant à des attentats et à des actes d'espionnage interdits et punis par les règles que les nations civilisées avaient établies comme les lois de la guerre. Chacun des deux partis se créait ainsi une légitimité et des droits : et ces deux légitimités contraires, ces deux *droits* opposés l'un à l'autre, c'était la définition même de la guerre civile.

Ces deux oppositions parfaitement claires et encadrées par des imaginaires si absolus auraient dû rendre les choix faciles et l'action implacable. Or, contrairement à cette logique de la guerre civile, c'est l'attentisme qui triomphait. C'est d'abord parce que la violence fait peur au plus grand nombre. C'est aussi parce que l'enjeu est trop gros : on ne mise qu'à coup sûr, c'est-à-dire au dernier moment. Et c'est aussi qu'à l'échelon local, dans la vie de chaque petite ville, on se connaissait trop et depuis trop longtemps pour ne pas avoir du ménagement. On laissait donc la violence aux excités, aux fanatiques : et aussi aux plus exposés, aux plus catégoriques, c'est-à-dire aux journalistes. C'est probablement pour cela que les haines se cristallisèrent, au moment de la Libération, sur ces porte-parole des passions, dépositaires et crieurs publics de cette guerre civile à la fois totale dans les mots et larvée dans les conduites.

C'est aussi ce qui explique que les sentiments personnels ne furent pas toujours aussi tranchants et absolus qu'on l'imagine. Je ne sais pas à quel moment et par quel hasard j'ai appris le tragique destin de notre camarade de promotion Pierre Brossolette. Militant socialiste que nous avions peu connu à l'École normale, il était devenu un des principaux chefs des groupes activistes par lesquels les gaullistes prétendaient quadriller la France. Le lendemain de son arrestation, il se jeta du haut d'un cinquième étage où il était amené pour un interrogatoire, de

peur de livrer sous la torture les secrets dont il était le dépositaire. Je fus ému par cet héroïsme qui me rappelait les Romains de mon enfance.

J'étais, sans le savoir, un ennemi généreux, et, comme le roi de Prusse Guillaume Ier contemplant les charges désespérées des cuirassiers dans la cuvette de Sedan, je m'écriais en moi-même : « Ah ! les braves gens ! » Je n'eus pas souvent l'occasion de le dire, car nous ne savions rien, bien entendu, de cet héroïsme des catacombes.

C'est surtout à propos des événements de cette année 1943 que je trouve une grande différence entre mes sentiments et le récit qui nous est fait des péripéties de la guerre et de leurs conséquences. Ceux qui ne connaissent cette guerre que par l'histoire qu'on en écrit s'imaginent volontiers que la capitulation de von Paulus à Stalingrad en janvier 1943 fut une date décisive qui consterna tous les partisans d'une défense européenne. Les historiens nous expliquent que cette défaite était si écrasante que tous les courages en furent abattus. C'est que les historiens qui n'ont pas été eux-mêmes des témoins confondent ce qui aurait dû être avec ce qui a été. Les Français qui étaient inquiets non seulement pour la liberté mais pour la vie même des Français ne furent pas consternés par la gravité de cet échec qu'ils perçurent parfaitement. Au contraire, ils sentirent plus que jamais qu'un écroulement du front allemand signifiait une ruée de la horde des armées de toutes les Russies à travers la plaine d'Europe qui n'avait d'équivalent dans notre histoire que le déboulement des Huns à travers la Germanie. Ce sont là des évidences qu'il faudrait remettre à leur place si l'on prétend juger avec nos lumières supérieures la cervelle et le cœur de gens qui se battaient alors *pro aris et focis* sans imaginer un seul instant la possibilité du débarquement en terre ferme d'une armée motorisée des temps modernes.

C'est pourquoi le signal qui fit pressentir un possible « tournant » de la guerre ne fut pas du tout la capitulation de von Paulus à Stalingrad, mais un événement qui avait atteint bien plus profondément la racine de notre imagination, le débarquement américain au Maroc.

En principe, ce succès américain, au début du mois de novembre 1942, n'aurait pas dû avoir d'autre conséquence qu'une grave déstabilisation de l'autorité métropolitaine. La comédie d'une feinte résistance militaire, la transformation audacieuse de l'amiral Darlan en légat du pape, la comédie bouffonne des ralliements, la fureur des vertueux « patriotes » de Londres ridiculisés et tenus à l'écart par leurs commanditaires anglo-saxons, tout concourut d'abord à ôter tout sérieux à une opération militaire dont le succès s'expliquait évidemment par des complicités et même une connivence. Ce n'était donc pas un *vrai* débarquement. Mais c'était *quand même* un débarquement. Le mythe de l'impossibilité du débarquement d'une armée motorisée n'était pas détruit par une démonstration éclatante. Mais il était atteint. Et un mythe ne doit jamais être atteint. Toute blessure qui lui est faite s'envenime. Certes, il n'y avait rien là qui pût mettre en doute la solidité de la défense des côtes. Les Américains avaient seulement fait atterrir une armée de chars, de canons, de camions, d'automitrailleuses, de motos, de command-cars, comme si on l'avait prise dans la main et soigneusement déposée sur un rivage inconnu, à quelques centaines de kilomètres. Les Allemands, pour éviter toute panique, faisaient visiter l'*Atlantike Wall* à des

délégations de journalistes. Ceux-ci revenaient en imitant l'interprète : « Il a dit monsieur le Général... » Et le Général, en effet, montrait des kilomètres de casemates, des fortins imprenables, des champs de mines, des plans de feu, toute une ligne Maginot aussi imprenable que celle que nous avions construite. Un débarquement en face de cette puissance de feu était évidemment un suicide. Mais le front russe, pendant ce temps-là, vacillait dangereusement. Le résultat ne dépendait pas de nous. Nous étions des otages, pieds et poings liés. Nous entendions les coups de pioche résonner sur nos murs : mais nous les entendions aussi mal, aussi confusément que des ensevelis sous un gratte-ciel éboulé.

Je traversais cette purée de pois comme un homme qui marche dans un cauchemar : à la fois assommé et hypnotisé. J'étais très exactement loyaliste. Un grand nombre de Français étaient dans les mêmes dispositions : comme cet adjectif déplaît, on a décidé de les appeler attentistes. Il faut comprendre surtout, que, contrairement à ce qu'on nous enseigne, ces Français loyalistes ou attentistes parce que loyalistes, n'attendaient absolument rien des dissidents qui méritent peut-être notre admiration pour leur courage, mais certainement pas pour leur efficacité. Quant à ceux qui nous parlaient de *l'âme de la France,* j'avais déjà compris, dès ce temps-là, que les porteurs de cette banderole ont généralement la mine doucereuse des cagots et des pickpockets.

Les Français, mécontents de tout, de la guerre, des restrictions, des réquisitions, des arrestations, du terrorisme, attendaient en vain le coup de gong qui annoncerait à la fois la fin de la guerre, leur délivrance et le retour du beurre et des côtelettes. Ce signal se faisait attendre. Pas pour tout le monde. Les Américains et les Anglais, sérieux industriels de la guerre, réglaient le formidable déversoir de tanks et d'avions qu'ils expédiaient chaque semaine en Russie, calculaient le tonnage de leurs armadas et le nombre de leurs péniches et tenaient à jour l'échéancier de la destruction : au début de 1943, ils en étaient à se partager les dépouilles. Mais sur notre îlot dévasté, nous scrutions en vain l'horizon. Très loin, des pans de mur s'écroulaient : à Guadalcanal perdue et reprise comme un fort de Verdun, en Tunisie d'où les Allemands décrochaient, à Koursk, à Kharkov où se livraient des batailles de géants dont nous ne savions rien. Ces éboulements ne nous faisaient guère plus d'effet qu'une inondation du Bramapoutre.

Je sens combien doit être déprimante la description que je fais de ces mois moroses. Ce piétinement monotone à peine diversifié par des grondements moins lointains est, en effet, moins riche en péripéties que les belles histoires qui nous sont contées sur l'héroïsme des Français pendant l'occupation. On décrit, avec détails et abondance, les manifestations surtout verbales des gaullistes de Londres, l'orographie compliquée de quelques groupuscules qui se rejoignent, se séparent, s'organisent ou se divisent, leurs exploits consistant principalement en déraillements qui donnent lieu à des hécatombes le plus souvent imaginaires, on conte la tragédie et le martyrologe de leur dramatique existence souterraine. Ce roman de cape et d'épée a surtout pour but de persuader les Français qu'ils ont été eux-mêmes les libérateurs de leur pays, que les Américains, les Anglais, les Russes même n'ont été que des supplétifs dans ce long et douloureux combat. C'est très bien, cela flatte l'orgueil national, cela facilite le travail des cinéastes et enthousiasme les enfants des écoles. Mais ce n'est pas ce que les contemporains

ont vu et vécu. Ce que j'ai retenu et ce qu'ont retenu comme moi des milliers de Français pataugeant dans la glaise de ces derniers mois d'un attentisme sans gloire, c'était surtout la déception de la *relève* dont on attendait le retour des prisonniers, les premiers bombardements des villes, et une sorte de repliement de chacun sur soi-même comme des bêtes qui se groupent et s'agglutinent à l'approche d'une catastrophe. Le sentiment le plus répandu était une sorte d'apathie, d'impuissance contre les calamités, qui n'est pas, malheureusement, un sentiment que j'invente, mais une constatation qu'on retrouve dans des rapports adressés les uns à Vichy et les autres à Londres, mais en accord sur ce mot.

Pour ceux qui croyaient encore à quelque sursaut des Allemands ou plutôt à une paix de compromis due à la fatigue, le dernier tournant de cette guerre, le cahot brutal, évident, définitif, fut, en juillet 1943, la chute de Mussolini. Et, en quelques semaines, la débâcle. Un symbole aussi : l'écroulement de ce berceau du fascisme qui avait été la référence des plus résolus de ces combattants. Un verdict : la victoire de tout ce qu'ils avaient répudié, combattu, le pouvoir populaire, l'hypocrisie, le mercantilisme, la politique, les politiciens, les haines. Un avenir : la dépossession, la sujétion, l'émasculation, un calibrage universel sous le nom de liberté, l'empire des pharaons avec ses prébendiers et ses scribes, nous portant les pierres. Tout cela apparut tout d'un coup, en un seul jour, écrit sur les murs, comme les mots que Daniel avait lus dans le palais du roi des rois. Or, c'était notre victoire à nous Français, ce qu'on appellerait notre victoire, dans une guerre suicidaire que nous n'avions pas voulue. Et, à cause de la rapidité des événements, le temps, suprême espoir, le temps, puissant démiurge qui a le pouvoir d'ouvrir la boîte des derniers recours, le temps même cessait d'être un espoir.

C'était, en effet, l'annonciation qui était faite. Mais il restait encore un an à vivre pour tout le monde. Et pas tapis comme des blattes dans quelque trou de mur, mais jouant à la vie, et même, en effet, entraînés par la vie dans une turbulente farandole de catastrophes.

Alors commença la dernière période de cette guerre, le chaos. Avec une seule perspective, souffrir, et une seule mission, protéger. En somme, nous étions tous devenus des pétainistes.

Ces nouveaux signes dans le ciel suscitèrent des cas de conscience.

Protéger est un verbe dangereux qui a plusieurs significations. Les femmes le savent. Or tout vaincu est femme surtout lorsqu'il se débat et griffe. Pour les extrémistes de Paris, protéger cela se passait sur le front de l'Est et nulle part ailleurs. Porter le regard sur un autre point du globe, c'était déjà déserter : l'Italie, c'était un détail. Pour Pierre Laval, protéger, c'était éviter l'envoi d'un gauleiter : il placarderait sur les murs une affiche qui lui donnerait tous les pouvoirs pendant que le gouvernement français jouirait de paisibles vacances dans un château de Bavière. Protéger, c'était discuter, esquiver, en se servant du mot de souveraineté, notre illusoire recours, comme les équilibristes se servent de leur balancier. Protéger, pour l'entourage du Maréchal, c'était se débarrasser de Pierre Laval.

De ces trois sens du mot protéger, le dernier est celui qui eut la vie la plus courte. Des politiques ingénieux avaient été vivement intéressés par le tour du gobelet qui avait permis de faire disparaître Mussolini en vingt-quatre heures et de le remplacer par un inoffensif général. Ils réunirent donc leurs précieuses

intelligences et ce Grand Conseil Fasciste d'un nouveau genre conçut le projet hautement républicain de convoquer à Vichy la belle Assemblée nationale qui, en 1940, avait remis ses pouvoirs au maréchal Pétain et de lui restituer la souveraineté qu'elle avait jadis déléguée. Personne ne rit de cette idée touchante. On trouvait naturel de remettre le pot de confiture dans le placard où on l'avait dérobé. Il fallut qu'Hitler lui-même déclarât qu'il ne reconnaissait aucune autorité à cette momie qu'on démaillotait et qu'il doutait qu'elle pût en avoir auprès du peuple français. On renonça à ce projet.

Quelques mois plus tard, les Allemands, se méfiant de ces résurrections, demandèrent quelques strapontins ministériels pour des représentants du jusqu'au-boutisme. Pierre Laval préféra accepter ces nouveaux convives plutôt que d'envoyer des chasseurs alpins sur le front russe. Ce fut le seul résultat de cette fausse manœuvre.

Ces péripéties du sérail étaient cachées à l'opinion. Il en filtrait quelques informations généralement grossies et dénaturées. C'étaient seulement des bruits. Mais il y eut, en France, en cet été 1943, à l'occasion des mêmes événements, des cas de conscience qu'il était plus difficile de dissimuler. L'un d'eux fut la rupture de Robert Brasillach avec ses camarades de *Je Suis Partout*.

J'ai peut-être tendance à donner à cet incident plus d'importance qu'il n'en eut. Ce ne fut pas un événement : seulement, un épisode de l'actualité journalistique, une contingence de la vie intellectuelle, un symptôme. Mais, pour Robert Brasillach, les circonstances en furent amères. Et, pour lui, pour moi, dans l'enchaînement des faits que mon imagination a consacré, cette rupture a eu ou paru avoir de telles conséquences qu'il me semble impossible de la passer sous silence.

J'avais l'impression que, depuis quelque temps, la cohésion de l'équipe de *Je Suis Partout* était moins parfaite qu'autrefois. L'actionnaire principal du journal, Charles Lesca, semblait trouver qu'il n'avait pas, dans le journal, l'importance qu'aurait dû lui donner sa participation financière.

Robert Brasillach avait été invité par Fernand de Brinon, ambassadeur chargé des rapports avec les autorités allemandes, à l'accompagner pendant une visite qu'il faisait sur le front russe. Ce voyage qui avait eu lieu au mois de juin avait permis à Charles Lesca de prendre des initiatives. Une crise se produisit au début du mois d'août. Très vite, on s'aperçut qu'il s'agissait de beaucoup plus qu'une rivalité entre deux hommes. Lesca, d'une riche famille argentine, aimait briller parmi les gens du monde. L'anarchie qui régnait au journal favorisait cette prétention, les principaux rédacteurs ne demandant rien d'autre qu'une liberté parfaite pour faire admirer leur verve et leur pugnacité. Robert Brasillach était le seul parmi eux à exercer une sorte d'attirance sur les lecteurs, des jeunes en particulier, qui lui demandaient des conseils, l'invitaient dans leurs groupes, avaient confiance en lui. Cette confiance lui conférait une responsabilité. Tout en ne renonçant à aucune de ses idées sur le fascisme, les confirmant au contraire dans cette période d'adversité, il se refusait à encourager des engagements individuels et même à enjoliver la situation stratégique par des prédictions systématiquement optimistes. Il lui semblait impossible, en particulier, de contresigner certaines vaticinations personnelles des autres rédacteurs dans les

colonnes voisines du journal. Il fut donc amené à demander que son titre de rédacteur en chef inscrit sur la manchette du journal ne fût plus une mention formelle, mais qu'elle lui donnât un pouvoir réel de contrôle sur certaines exagérations.

Cette prétention ne parut pas d'abord exorbitante. Mais elle était assurément étrangère au contrat de totale liberté qui était, depuis l'origine, la charte de rédaction. Il ne fut donc pas difficile de montrer les conséquences graves d'une violation de cet *habeas corpus* et d'inquiéter les amours-propres. Autre argument : n'était-ce pas se dérober au devoir sacré de recrutement qui est, comme on sait, la tâche dévolue aux écrivains dans toute guerre ? Des considérations un peu étrangères à la politique apparurent ensuite, qu'il est inutile d'énumérer. Comme à Vichy quelques semaines plus tôt, un grand conseil délibéra. Robert fut mis en minorité. On lui refusa de contrôler le contenu du journal qu'il dirigeait. Robert tira la conséquence de ce refus en démissionnant de son poste de rédacteur en chef. Seuls Georges Blond et Henri Poulain lui demeurèrent fidèles et le suivirent dans sa retraite.

Les choses auraient pu en rester là. Robert assez dégoûté de ces querelles se réjouissait de se remettre à son *Anthologie de la poésie grecque* ainsi qu'à un essai sur Giraudoux pour lequel il avait commencé à rassembler des documents. Mais ce n'était pas assez. Il y avait eu doute de la victoire finale, hésitation devant la gravité des événements, en somme, blasphème qui compromettait l'orgueil de la firme. Il fallait une affirmation vengeresse. Lesca se chargea de cette manifestation de virilité. Il écrivit pour la première fois le leader directorial et le termina par ces mots : « Nous avons les nerfs solides. *Je Suis Partout* restera dans la ligne. » Tout était dit par ce seul mot : « la ligne », comme au parti communiste. Et pour premier défi à la société, comme Rastignac allant dîner chez Mme de Nucingen, Charles Lesca convoqua un grand meeting à Wagram sous le titre : « Nous ne sommes pas des dégonflés. »

Y eut-il, comme on me l'affirma plusieurs années après, des démarches plus graves ? On m'a donné des précisions. J'ai refusé de les vérifier. Il est certain, toutefois, que cette rupture fut commentée dans le bulletin du *Gruppe Presse der Propaganda Abteilung*. Des bruits coururent. Ils étaient alimentés par les chers camarades de *Je Suis Partout,* ces héros d'un combat fraternel qui célébraient ainsi le dixième anniversaire de leur serment commun.

Robert avait beaucoup souffert de ces attaques. Tant d'affections qu'il avait crues solides ! Tant de foi dans la camaraderie du combat ! Une partie de l'illusion fasciste qui s'écroulait en même temps que les murs de la citadelle ! Il aurait pu se taire, ne pas se soucier de ces irresponsables qui jouaient du tam-tam pour éloigner l'orage. Il se révolta contre l'accusation perfide de désertion. Toujours le fils d'officier : comme à son retour de captivité. Il voulut faire front. Il demanda à Lucien Combelle de lui donner une tribune dans son hebdomadaire *Révolution nationale* où il retrouvait Drieu La Rochelle. C'est là, qu'à partir du 4 septembre 1943, il écrivit ces méditations sur la guerre, sur l'Occupation, sur l'Europe, qui sont les plus émouvants de ses articles pendant ces quatre années et qui furent aussi ceux qui fournirent les plus beaux effets oratoires au procureur de son procès.

Je suis parfois tenté de me dire que les chers camarades *de Je Suis Partout* ont eu une part dans le destin tragique de Robert. Mais je refuse cette pensée. Je sais trop bien que, dans la plupart des actions funestes des hommes, il y a plus de sottise que de perfidie. Ils ont regretté plus tard ce qu'ils avaient dit, ce qu'ils avaient fait. Même Cousteau, joueur de rugby qui se précipitait de toutes ses forces vers la ligne blanche sans penser une seconde à l'adversaire qui le jettera dans les tribunes, même Rebatet, qui devait plus tard renier *Les Décombres,* bien qu'au fond de lui-même il regardât comme son principal titre de gloire d'avoir montré toutes ses tripes avec audace et d'avoir dîné chez Maxim's en récompense de cette exhibition. Je ne crois pas assez à la lucidité des hommes pour penser que les causes produisent toutes des effets.

CHAPITRE VII

L'offensive des alliés

J'éprouve une certaine peine à rassembler mes souvenirs des mois qui ont suivi. J'essaie de les retrouver. Je traverse comme un grand hall plein de suie et de fumée. Pas un cauchemar ou une vallée désolée, seulement le vide : comme si quelque chose en moi refusait de se souvenir, effaçait. Je croyais ces trous noirs réservés à la vie sentimentale qui refuse, refoule, exclut, non seulement de la conscience, mais de l'inconscient lui-même, des images qui blessent. Mais ce n'est pas cela. Je ne sens pas de refus en moi, je ne suis même pas *englué* dans une répugnance : simplement, c'est du temps qui a fui, qui est mort au souvenir, un durillon. Je sens très bien, toutefois, qu'il y a une sélection dans cette disparition du souvenir. J'ai un souvenir très net, très clair, de mes collègues de la faculté de Lille, mais indifférent. Ils sont séparés des événements : et je ne me souviens d'eux qu'à la condition qu'ils ne soient pas associés à des conversations, des incidents, à rien de la vie journalière en somme. Ils sont des figures suspendues dans le vide : comme dans *Alice au pays des merveilles*.

L'énergique négrier Sauckel avait peuplé en quelques mois les montagnes, les forêts, les déserts. Tout ce qui pouvait receler des cavernes, tout ce qui était inaccessible était des arches de Noé : on y rencontrait toutes les espèces humaines. Ce n'était pas toujours « l'amour sacré de la patrie » qui les avait rassemblées en ces lieux. Le beau nom de réfractaires s'appliquait à la fois à des patriotes romantiques qui croyaient faire la guerre, à des insoumis qui se cachaient, à des militants communistes plus ou moins enrégimentés, et à un bon nombre de canailles, de pillards et de professionnels du banditisme quotidien. Ces aborigènes pratiquaient le naturisme, mais supportaient le jeûne avec peine. Leurs raids patriotiques sur le tabac, les poulaillers et le cochon de village furent d'abord supportés avec patience, puis mal tolérés. Il s'ensuivit des faits divers qui furent rapidement une rubrique habituelle de la vie provinciale. On tuait de plus en plus.

J'étais, et non pas seulement moi, mais des milliers d'autres serviteurs fidèles, passager d'un navire dans la tourmente, ballotté, incertain de ses mouvements, paralysé par une avarie qui le privait de la possibilité de gouverner. Nous étions inquiets, mais nous n'avions pas d'angoisse, car notre conscience était notre secours.

Quand nous nous représentons ces derniers mois de la guerre, méditons sur ce phénomène inouï, paradoxal, mais incontestable : le prestige, l'autorité de la chronique de Philippe Henriot à la radio-diffusion française, porte-parole du gouvernement du Maréchal que, six mois après l'écroulement du fascisme, au moment même où les villes allemandes flambaient sous les bombes au phosphore, les auditeurs écoutaient avec une telle passion que les rues se vidaient au moment

de ses allocutions. Cette voix se fit entendre non pas quelques semaines au début de l'année 1944, mais pendant toute cette année jusqu'au moment du débarquement. Et même à ce moment-là, cette voix entraînait encore tellement qu'on ne put la faire taire que par un assassinat, trois semaines après la bataille de Normandie.

La guerre était perdue, manifestement perdue par les Allemands, pour tous ceux qui savaient et qui regardaient la carte des opérations du haut de l'observatoire du Pentagone ou du cabinet de travail de Churchill à Downing Street. Mais les Français, dans leur terrier du bout de l'Europe, du fond duquel ils entendaient, sans pouvoir les interpréter, les coups sourds du bruit et de la fureur, que pouvaient-ils savoir ?

Cette ignorance explique peut-être en partie ce qu'on pourrait regarder comme une sinistre dureté de cœur. Les contemporains n'ont connu que beaucoup plus tard les drames effroyables de Hambourg et de Dresde, les femmes et les enfants englués et brûlés par des bombes au phosphore, torches hurlantes, statues calcinées de familles entières qu'on retrouvait dans les rues se tenant encore par la main, massacres inutiles et haineux dont tous les hommes devraient pleurer de honte pendant des siècles, monument de la barbarie et de la dureté de cœur de notre triste temps. Non, nous ne savions pas. Quand nous savions quelque chose par la radio anglaise, nous soupçonnions une désinformation, à cause des chiffres qui circulaient, très inférieurs à la réalité, des souffrances des civils allemands, mais auxquels nous ne croyions pas tant ils étaient épouvantables. L'exemple de nos propres villes ne nous instruisait pas. Pourtant, nous ne comprenions pas pourquoi notre territoire était soumis à ce pilonnement systématique parce qu'il nous paraissait tout à fait impossible qu'un débarquement massif pût être tenté sur nos côtes atlantiques en raison des défenses formidables édifiées par les Allemands. Une évidence énorme, palpable, granitique, pesait sur tous les jugements : *le débarquement était impossible.* On se débarrassait du débarquement au Maroc, touristique et facile, et des divers débarquements partiels en Sicile et en Italie parce que les Allemands n'avaient pas assuré la protection des côtes : *ce n'était pas la même chose.* Et il était évident, en effet, que ce n'était pas la même chose et qu'un débarquement sur la côte atlantique risquait d'être une catastrophe. À l'abri de cette certitude, on se réfugiait dans la perspective d'une guerre de siège longue et difficile dont l'issue était imprévisible.

Une ignorance parmi toutes les autres eut de graves conséquences : c'est non pas seulement notre ignorance, mais notre indifférence sur ce qui se passait en Algérie. Le débarquement et l'installation des Alliés en France nous paraissant impossibles, nous pensions que nous n'avions pas à nous soucier des gesticulations du gouvernement dissident installé en Algérie. Nous avions tort. Nous avions, assurément, des excuses. Les pitreries de ces généraux qui s'excommuniaient entre eux, ces comités qui gouvernaient la lune, ces assemblées qui légiféraient pour les calendes grecques, ces guignols de tous bords qui se préparaient à rentrer victorieusement dans les fourgons de l'étranger nous faisaient l'effet d'habitants de la lune. Seulement ces extra-terrestres étaient méchants. Le procès et l'exécution de Pierre Pucheu, ancien ministre de l'Intérieur dans le gouvernement du Maréchal, exigés par les communistes, avaient été édifiants : et, tout autant, celui de Christofini qui commandait à Tunis et qui

avaient empêché les Alliés de s'installer en Tunisie. Nous comprenions mal ce que signifiaient ces exemples. On crut qu'il s'agissait de donner un gage aux associés communistes ou d'affirmer une haineuse prétention de légitimité. Il était utile d'avoir découvert ces deux motivations : mais notre erreur était de ne pas voir leur caractère symbolique et l'inquiétante lueur sulfureuse qu'elles projetaient sur l'avenir. Mais nous étions si loin d'accepter l'idée, la possibilité même de cet avenir qu'il était inutile de s'en préoccuper.

La France avait cessé depuis le début de l'année 1944 d'être un territoire protégé qui était dispensé des souffrances qui atteignaient les autres. Chaque matin qui se levait nous apportait la nouvelle du bombardement de nos villes. Des morts, des ruines : inutiles. Pour paralyser une gare, on écrasait un quartier, pour faire sauter un pont, on éventrait ses deux rives, on taillait large comme disent les chirurgiens. Nous n'y pouvions rien. C'était la guerre, n'est-ce pas ? La frontière entre ce qu'on appelle les atrocités et ce qui constitue la nécessité était devenue invisible, on l'avait remplacée par une distinction plus commode : quand l'ennemi était responsable, c'était une atrocité, quand c'était nous, c'était une nécessité. De toute manière, nous ne pouvions que subir. Mais, en plus de ces calamités passives, chaque jour nous procurait aussi sa fournée de violences et de meurtres produite par les colères en marche ou les désespoirs sans merci.

La Milice qu'on avait chargée de la tâche difficile du maintien de l'ordre était mal équipée pour intervenir dans les déserts ou les massifs boisés qui étaient le champ de manœuvre habituel des insoumis qui formaient ces « grandes compagnies » des temps modernes. Elle se bornait surtout à des opérations de police dans les bourgs ou les villes plus accessibles. Le fanatisme n'était pas non plus aussi répandu qu'on le croit parmi ces défenseurs de l'ordre. Beaucoup d'entre eux étaient d'honnêtes volontaires qui n'avaient pas d'autre ambition que de s'opposer au sabotage et à l'anarchie. Presque tous étaient de « bons citoyens » qui regardaient comme un devoir de participer à une sorte de mobilisation civique contre le désordre. Je suis convaincu qu'il n'y avait parmi eux que fort peu de croyants exaltés par l'image de la citadelle Europe dont l'armée allemande défendait les glacis.

De ce morne paysage de ruines fumantes, de morts inutiles, de ces gravats au milieu desquels nous marchions dans la nuit, je ne garde que le souvenir de deux images. L'une est celle de cette chambre dans un appartement ministériel mal gardé, où, une nuit, vers quatre heures, des tueurs entrés par ruse, abattirent devant sa femme, un homme en pyjama brusquement réveillé, Philippe Henriot qui avait le tort de rappeler chaque jour aux assassins la liste de leurs crimes. L'autre est, au bout de la France, une autre scène toute pareille, la tuerie de Voiron : une famille entière, le mari appartenant à la Milice, les grands-parents, les enfants, une petite fille de deux ans qu'on acheva d'une balle dans la tête.

Toutes les circonstances étaient alors réunies pour que je puisse courber la tête en silence sous les coups du fléau de Dieu. Robert avait cessé de prendre part à cette guerre fratricide. Il se bornait à écrire en alternance avec Drieu La Rochelle, les leaders de l'hebdomadaire *Révolution nationale* : ses articles n'étaient plus qu'une suite de méditations sur les guerres fratricides. Il écrivait paisiblement son *Anthologie de la poésie grecque*. Enveloppé d'une grosse robe de bure, il était devenu pour quelques mois un moine d'un autre temps : la lanterne magique du

passé le reposait pour quelques heures des ravages et des incendies du présent. Il préparait aussi, en se servant de journaux suisses, une mise à jour de notre *Histoire du Cinéma* pour le dixième anniversaire de sa première publication. J'échappais de la même manière aux tentations de l'actualité. Je rassemblais les matériaux d'une édition des *Œuvres complètes* de Balzac en 24 volumes pour laquelle notre ami Henri Jamet m'avait proposé un contrat au nom des éditions Calmann-Lévy dont il était l'administrateur provisoire. J'y travaillais si vigoureusement qu'un premier tome put être imprimé au mois de mai 1944 pour une mise en vente en juillet. J'en possède un exemplaire *tiré* qui est peut-être le seul qui existe avec celui que Robert Calmann dut trouver en rentrant chez lui.

Ces projets d'avenir sont étranges en cet hiver 1944 pendant lequel les illusions qu'on pouvait avoir s'écroulaient l'une après l'autre. Ce sont des intermittences de l'angoisse qui furent plus fréquentes que l'on croit. L'*Anthologie de la poésie grecque* que Robert composa pendant cette période illustre assez bien cet étrange pouvoir de l'illusion.

Mais il n'y avait pas seulement des intermittences de l'angoisse. Il y avait aussi, ce qui est aussi souvent passé sous silence, des intermittences de la haine, qui contrastaient avec les drames fratricides dont on a surtout gardé le souvenir.

Cette face cachée de l'histoire, dont je n'ai connu qu'une infime partie, je ne la découvris que par les circonstances d'un drame bref et pénible qui eut lieu pendant les premiers mois de l'année 1944. Nous étions depuis longtemps les amis du journaliste communiste Jean Effel qui avait passé presque toute la guerre en zone libre. La mobilisation de la haine n'avait rien changé à notre amitié. Au début de 1944, la femme de Jean Effel, qui était la meilleure amie de ma femme, demanda à Robert d'intervenir en faveur d'un gaulliste qui avait été arrêté par la police allemande. Elle ne cacha pas que ce gaulliste appartenait à un groupe d'activistes dont sa belle-sœur, la sœur de Jean Effel, faisait partie. On ne parlait pas encore de *réseaux,* pas davantage de *résistance.* On s'adressait à Robert parce qu'il s'agissait d'un de nos camarades de l'École normale, un des répétiteurs qui restaient rue d'Ulm plusieurs années après l'agrégation pour y préparer une thèse de doctorat. Il s'appelait Jean Cavaillès, était connu pour des travaux déjà remarqués sur la philosophie des sciences. On expliqua qu'il avait fait des imprudences, rien de grave, qu'il était arrêté depuis le mois d'août précédent, mais que l'instruction de son procès traînait en longueur et le mettait en très sérieux danger. C'était un drame : il s'agissait d'un spécialiste de grande valeur, un des espoirs de la pensée française. Robert était déjà intervenu à plusieurs reprises pour des cas moins graves, des Juifs, des agités, pour lesquels il avait obtenu des libérations. Comme on insistait sur l'urgence, il obtint de voir Otto Abetz l'ambassadeur qui représentait à Paris les services de von Ribbentrop.

L'affaire était plus inquiétante qu'on ne pensait. Je n'en ai pas suivi les péripéties, je sais seulement ce que Robert me raconta. Cavaillès n'était pas un imprudent, il était un activiste important. On avait trop tardé, l'instruction était close, un tribunal militaire l'avait déjà jugé et condamné à mort. Tout ce qu'on pouvait faire, c'était de faire suspendre l'exécution. Robert représenta l'effet désastreux de l'exécution de cette sentence. Probablement, son intervention s'ajoutait à d'autres démarches d'autres origines. Otto Abetz demanda l'intervention du service des Affaires étrangères qu'il représentait, il obtint un

sursis. Jean Cavaillès fut alors envoyé en déportation en attendant un complément d'information.

Robert pensait avoir sauvé la vie de son protégé. Par malheur, le convoi dont il faisait partie traversait la zone située au nord de la Somme qui relevait du gouverneur militaire de Belgique. La protection d'Abetz cessait sur ce territoire. Y eut-il une entente des services de police, une manœuvre, un piège ? Pendant la traversée de cette zone, Cavaillès fut « extrait » du convoi, traduit devant un nouveau tribunal militaire pour des faits nouveaux dont les services d'Oberg n'avaient pas eu à connaître, condamné à mort par ce nouveau tribunal et fusillé sans que cette sentence eût été soumise à un nouvel examen.

Il y eut beaucoup d'autres interventions du même genre qui constituent, au même titre que les relations d'affaires, les liaisons, les intrigues de police, une face cachée de l'Occupation dont on ne connaîtra jamais qu'une très faible partie. Simone Mittre, la secrétaire de Fernand de Brinon, chargé des mêmes fonctions auprès des autorités allemandes que celles d'Abetz auprès du gouvernement français, connaissait beaucoup de ces secrets. J'ai eu parfois l'impression qu'elle en réservait la plupart pour une biographie de Fernand de Brinon. Ses interventions, en tout cas, furent nombreuses. Toutes ne furent pas heureuses. La plus dramatique, et aussi la plus édifiante fut sa tentative pour sauver une amie de jeunesse que tout séparait d'elle à ce moment. C'était la fille de René Cassin, l'un des juristes installés à Alger auprès du général de Gaulle pour préparer avec ingéniosité cette interprétation de l'article 75 du code pénal qui permettait de requérir la peine de mort contre tous les Français qui ne s'étaient pas crus en état de guerre contre les Allemands pendant les quatre années de l'occupation. Simone Mittre était très attachée à sa petite amie Cassin. Mais elle fut informée trop tard. Sa petite Cassin était à Drancy. Simone Mittre demanda sur-le-champ une voiture de l'ambassade, prit au passage un officier allemand, se fit conduire au camp. C'était inutile, le convoi était parti la veille. Je n'ai pas su si ce sauvetage manqué avait pu être réparé. J'ai retrouvé une autre petite Cassin plus tard, d'une autre génération. Celle-là avait épousé le fils d'une de nos meilleures amies, et, par ce mariage, elle était devenue la belle-sœur d'un jeune héros qui avait échappé à la jurisprudence du grand-père en allant se faire tuer en Poméranie dans la division Charlemagne. Le destin est décidément un frelon qui se promène n'importe où.

Je cite ces intermittences de la haine parce que je les ai connues. D'autres, mieux renseignés que moi par leurs fonctions en savent probablement beaucoup d'autres exemples. En lisant l'histoire de l'Occupation, j'en ai rencontré d'autres sans trop de surprises.

Dans ma vie itinérante des derniers mois, je n'avais pas entendu parler des combats du plateau des Glières qu'on cite aujourd'hui comme un épisode glorieux de l'histoire de la Résistance. Je ne demande pas mieux que d'éprouver de l'admiration pour le courage et l'entêtement des jeunes officiers qui firent la folie de constituer en Savoie ce réduit inutile qui n'avait aucune chance d'échapper à une destruction tragique qui eut lieu en effet. Mais les circonstances furent étranges.

Le réduit des Glières était assiégé. Pour éviter un massacre, on avait obtenu des Allemands que le siège serait confié à un détachement de la Milice. Le maquis des Glières constitué au départ par une centaine d'hommes avait fini par être à la fin le

refuge de plus de quatre cents réfractaires. Le ravitaillement était un problème : à la solution duquel le commandement de la Milice collabora à sa manière en fermant les yeux sur des promenades imprudentes de bovidés dans la direction du plateau. Lorsque la situation s'aggrava en février 1944, en raison de la pression des Allemands qui menaçaient d'intervenir, des pourparlers eurent lieu. Les responsables de la Milice étaient disposés à accorder des sauf-conduits aux combattants de « l'armée secrète » qui se déclaraient formation militaire. Mais il y avait parmi les arrivants les plus récents des pillards, des assassins, des truands auxquels la Milice refusait la protection que les lois de la guerre accordent aux combattants. L'officier qui commandait sur le plateau refusait d'abandonner au bras séculier les irréguliers qui s'étaient mis sous sa protection. Le responsable de la Milice refusait d'ouvrir un canton sans défense à l'invasion de colonnes infernales incontrôlées. Les pourparlers ne purent aboutir. Une unité alpine allemande mit tout le monde d'accord en prenant l'affaire en main. Le plateau fut nettoyé en quarante-huit heures par des professionnels. Quelques rescapés purent être recueillis par la Milice qui les fit prisonniers. Ce ne fut pas fini pour tout le monde. Car, parmi ces prisonniers, une douzaine servirent d'otages et furent fusillés à la suite de l'exécution ordonnée par de Gaulle, du colonel Christofini et des officiers qui commandaient la Légion tunisienne lorsqu'elle refusa de se rallier à la dissidence.

Ces intermittences de la haine, presque toutes ignorées au moment où elles se produisirent, ne sont plus aujourd'hui que de rares oasis dans le désert du fanatisme. Je ne les rappelle que pour avoir la consolation de dire que les hommes ne sont pas toujours comme des épis qu'un vent mauvais courbe tous dans le même sens. Les responsables de la Milice qui participaient au siège du plateau de Glières furent plus tard condamnés et calomniés. Les francs-gardes de la Milice, incorporés sur l'ordre de Darnand, et portant la tenue militaire qui correspondait à leurs fonctions se rendirent sur parole aux chefs départementaux de ce qu'on appelait « la résistance » après l'entrée des Alliés à Paris le 19 août 1944. C'étaient des garçons de dix-sept à vingt ans. Ils étaient une centaine. On les enchaîna par groupes de dix et on les fit passer devant une cour martiale improvisée. Soixante-seize furent condamnés à mort et fusillés sur-le-champ au lieu-dit Le Grand Bornand. Il y avait parmi eux des familles entières, des frères, des parents. Le plus âgé avait combattu à Verdun. Le plus jeune venait d'avoir seize ans. Si les *Souvenirs* que j'écris servent à transmettre ce souvenir, ils n'auront pas été tout à fait inutiles.

Je n'avais pas été engagé dans ces luttes fratricides. Pendant ces derniers jours, je ne l'étais pas davantage. Je ne savais à peu près rien alors du martyr du peuple allemand sous les bombes au phosphore des champions de la civilisation. Je ne savais rien, comme tout le monde en France, des camps de concentration qu'on allait découvrir quelques mois plus tard. Je devinais, toutefois, je pouvais pressentir, les souffrances atroces qui, pour tant d'innocents, accompagneraient la défaite de l'Europe. Et, plus encore que ces ruines, toujours réparables, que ces souffrances et ces morts qui seraient un jour oubliées, ce qui me poignait, me déchirait, c'était l'inutilité de tant de courage, de tant de sacrifices, de tant de qualités d'homme que les fatalités du matériel écrasaient.

Certainement une des choses les plus difficiles à faire accepter est l'incrédulité de ceux qui ne parvenaient pas à imaginer que l'armée allemande puisse être battue. Elle dura pourtant jusqu'aux derniers jours. Il y avait eu, certes, ce fameux débarquement qu'on croyait impossible. Et il avait été préparé et exécuté avec une telle puissance, une telle perfection qu'aucune illusion n'était permise. Or, nous nous obstinions encore, ou plutôt je m'obstinais encore, et je n'étais pas le seul. Notre entêtement, ou, si l'on veut, mon entêtement, mon incurable scepticisme me persuada que ce fameux débarquement ne procurait jamais qu'une « tête de pont » c'est-à-dire un territoire exigu et précaire. Il fallait encore se maintenir sur cette étroite plate-forme, et, non seulement s'y maintenir, mais développer cette aire de départ, nourrir cette province postiche installée en pays ennemi, pressée de toutes parts. Cela faisait beaucoup d'aléas. Or le bon sens justifiait un certain scepticisme : le bon sens et, comme toujours l'ignorance aussi, car personne en France ne connaissait l'étendue des ravages qui avaient été faits dans la production des usines d'aviation allemandes, certes par des bombardements quotidiens, mais tout autant peut-être par la conversion d'une partie de la production d'avions en production de bombes volantes. La bataille de Normandie fut peut-être perdue par suite de cette dangereuse erreur qui interrompait le remplacement ininterrompu d'une aviation décimée pendant cette bataille capitale en échange d'une sorte de *terror-angriff à* la fois imprécise et sans effet immédiat. La bataille de Normandie fut donc une surprise : d'abord, on ne la crut pas possible, puis on ne la crut pas décisive. Et, même quand il fut impossible de nier la gravité de la situation, on crut encore au miracle. Les Allemands disait-on préparaient dans le plus grand secret une arme terrifiante, fantastique. Cette arme « révolutionnaire », disait-on, provoquerait en raison de ses effets effroyables une capitulation immédiate de l'adversaire.

Il est certain, en tout cas, que je fus, pendant ces semaines décisives, un très médiocre patriote, et, ce qui est pire, un mauvais logicien. Je ne me réjouissais pas de la défaite de l'armée allemande, pas davantage de la fin de l'occupation allemande. C'est le drame des nations qui ont perdu les moyens de leur indépendance. La fin de l'occupation allemande annonçait le début d'une autre occupation, celle des vainqueurs de l'Allemagne. Et la défaite allemande ne signifiait pas la victoire de la France, elle signifiait la victoire des ennemis de l'Allemagne nationale-socialiste qui étaient aussi les ennemis de ces régimes fascistes que j'avais admirés au détriment de ces démocraties que j'avais toujours détestées. Alors, je vis toute l'étendue de mes mauvaises pensées.

Ce n'était pas par amour de la France que j'avais approuvé la régence instituée en 1940 et que j'avais été un serviteur loyal de ce régime. Le maréchal Pétain, Pierre Laval avaient été des patriotes sans arrière-pensée, ils s'étaient dévoués, ils avaient servi et des milliers de bons Français en même temps qu'eux, derrière eux. N'exagérons pas : j'avais été comme eux avec les mêmes sentiments, les mêmes souffrances, les mêmes motivations qu'eux. J'avais été, j'avais essayé d'être, comme eux, un « loyal serviteur » de mon pays. Mais j'avais, en plus, une arrière-pensée, j'avais aimé être ce que j'étais. J'avais détesté l'idéalisme, l'humanitarisme, l'universalisme, l'idéologie et la sensiblerie. J'avais voulu être ce que j'étais. Ce n'était pas permis. On me le faisait savoir en écumant mon pays comme une soupe qui déborde.

Le débarquement avait changé nos habitudes. Nous avions décidé de passer nos vacances à Sens pour être à l'abri des bombardements de la région parisienne. Nous habitions un étage dans la maison du docteur Maugis sur le boulevard du Mail, avec les deux enfants, le petit garçon Jacques qui venait d'avoir quatre ans et Françoise qui avait deux ans. Nous avions des bicyclettes qui nous permettaient d'être à la fois à Sens et à Paris.

Paris était devenu une ville de l'arrière. Les habitants savouraient cette intéressante promotion. Ils descendaient dans les caves avec biberons et couvertures dès que s'élevait la longue plainte modulée des sirènes de l'alerte. Ils prenaient au sérieux les mitraillages de la banlieue. Au mois de juin, on offrit les petits pois de Longjumeau aux intrépides qui acceptèrent d'aller les cueillir. Les vendeurs de petits pois remplacèrent les vendeurs de muguet du 1er mai. Les rues grouillaient de bicyclettes, les jeunes femmes montraient avec plaisir des robes en toile imprimée qui s'ouvraient comme des corolles et des jambes qu'on enduisait de couleurs tendres quand on n'avait pas pu trouver des bas. Les piétonnes sur les trottoirs s'annonçaient par un bruissement de semelles de bois. On aurait dit des centaines de jeunes poulains se pressant vers l'abreuvoir. La vie mondaine était attristée par la rigueur du couvre-feu qu'on avait fixé à onze heures, les vitrines des restaurants et des cafés étaient barbouillées au bleu de méthylène, elles évoquaient discrètement l'héroïsme d'une ville assiégée. Les chapeaux des femmes, comme il sied dans les circonstances incertaines, exprimaient, par leurs formes audacieuses, l'indifférence et l'ironie : ils étaient devenus tour à tour des orchidées, des pantoufles, des cimiers ou des mitres — toujours extravagants.

Robert, dans ces journées pour lui si pleines d'incertitudes, était grave mais parfaitement calme. Il avait préparé sa retraite, pour quelques jours ou quelques semaines, en prévision d'une courte période de troubles et de visites domiciliaires. J'avais décidé moi-même de ne plus habiter notre appartement commun et de passer quelques jours chez des amis. Notre ignorance de ce qui s'était préparé à Alger était si grande que nous n'avions aucune crainte de ce qui se passerait après les désordres des premiers jours. Nous pensions l'un et l'autre que, l'ordre et le calme ayant été rétablis, il serait possible d'expliquer l'attitude de ceux qui étaient restés fidèles au gouvernement légal de la France et qui avaient soutenu une ligne politique qu'il avait déclarée et préconisée.

Une des parties de ces *Souvenirs* qui met en lumière le plus explicitement l'ignorance totale dans laquelle se déroulait la guerre est le récit des journées qui, pour nous, suivirent immédiatement le débarquement. Cette ignorance ne me devint sensible que lorsque je connus, bien des années plus tard, par les livres et non par des journaux, les événements qui nous entouraient pendant que nous marchions comme des aveugles dans notre obscurité. Bien sûr, nous n'avions pas entendu le signal de la mobilisation générale de tous les maquisards qui résonna le 6 juin à deux heures quarante-cinq du matin quand la radio gaulliste diffusa les vers de Verlaine

Les sanglots longs Des violons De l'automne

citation convenue destinée à provoquer une guérilla révolutionnaire générale dans toutes les régions de France. Et bien sûr, aussi, nous n'avons jamais eu connaissance du contre-ordre lancé précipitamment de Londres le 10 juin par le général Kœnig, commandant en chef des Forces françaises de l'intérieur (FFI) qui

annulait l'ordre précédent en raison des pertes et des déboires qu'il avait provoqués. C'est donc, dans la plus grande tranquillité et sans rien savoir d'un débarquement que nous jugions impossible que nous avions décidé de faire commencer nos vacances d'été aussi tôt que possible et que nous avions fixé notre départ pour Sens justement au matin du 6 juin. Suzanne avait demandé ce départ avec insistance en raison des bombardements du mois de mai sur Ivry, Charenton et Alfortville et aussi des difficultés de ravitaillement qu'elle ressentait de plus en plus. C'est la même date qui avait été retenue également par nos amis Georges et Germaine Blond, pressés de rejoindre leur villégiature annuelle à Cahors. Nos bagages étaient prêts depuis la veille, nous avions nos billets et Suzanne avait préparé avec soin tout ce qui était nécessaire aux deux petits enfants pendant des vacances de trois mois.

Nous fûmes donc très désagréablement surpris quand, dans la nuit du 6 juin, à quatre heures et demie du matin, Robert fut réveillé par un appel téléphonique qui lui apprenait le débarquement de Normandie. Après une rapide délibération, nous décidâmes de ne rien changer à nos dispositions. Ce sont là des résolutions plus faciles à prendre qu'à réaliser. À l'heure du départ, il fallut constater qu'un brusque ouragan avait aspiré à Paris tous les vélos-taxis, transporteurs et véhicules de toutes sortes qui pouvaient nous permettre de conduire à la gare de Lyon cent cinquante kilos de bagages. Des appels au secours furent adressés à toutes les bonnes âmes qui surnageaient dans ce tourbillon. Un secours du Ciel nous permit de trouver enfin, au milieu de la journée, une voiture à bras dans un état voisin du délabrement, mais dont les planches disjointes pouvaient encore supporter une cargaison de valises. Un train, par chance, circulait. Notre inconscience était telle que nous n'en fûmes pas étonnés. Et nous prîmes place dans un convoi de huit voitures qui devait traverser des départements mobilisés depuis dix heures pour provoquer une prise du pouvoir insurrectionnelle, des embouteillages ininterrompus et une chaîne continue et crépitante de soulèvements, d'attentats et de sabotages. En fait, il ne se passa rien. Nous parcourûmes sans encombre des zones dissidentes en pleine révolution, sans soupçonner un seul instant que nous traversions une fournaise. Il m'a été impossible, depuis ce jour, de décider si la forêt de Fontainebleau et le Sénonais avaient échappé par miracle ou par indiscipline à l'ordre de mobilisation qui leur avait été lancé ou si cette mobilisation gravement rapportée par les historiens ne fut qu'un de ces événements purement scripturaires qui ont été transformés en événements réels dans le folklore de ce qu'on n'appelait pas encore la Résistance.

Nos amis Georges et Germaine Blond eurent moins de chance. Ils n'avaient pas d'enfant. Leur bagage était plus léger que le nôtre. Leur train quitta sans difficulté la gare d'Austerlitz, mais il fut arrêté à Orléans et, immobilisé derrière six trains bombardés, ne put continuer sa route. Un camion les prit en charge et les déposa à trente kilomètres de là. Ils avaient heureusement des sacs à dos grâce auxquels ils purent traverser à pied les cantons de l'Indre et du Limousin, ensanglantés disait-on par le soulèvement populaire qui libérait le territoire, recueillant sur le chemin des rumeurs extravagantes, logés parfois dans les écuries, affamés, et, quelquefois, par chance, abrités chez des paysans. Ils mirent neuf jours à arriver dans le Lot.

Notre inconscience et notre ignorance furent pires encore pendant tout notre séjour à Sens. Je pense, toutefois, que, pour convaincre d'un aveuglement aussi étrange, il faut autre chose que mon seul témoignage à un demi-siècle de distance. Je vais donc me servir ici d'un document beaucoup plus précis que ne peuvent l'être mes souvenirs, la description très détaillée de nos dernières semaines de l'occupation allemande, telle qu'elle a été rédigée, peu après les événements par Robert Brasillach dans un petit manuscrit qu'il avait intitulé *Sous les verrous de la libération* qui a été repris plus tard dans le volume intitulé *Journal d'un homme occupé,* publié en 1955 aux éditions des Sept Couleurs. Aucun témoignage ne peut renseigner plus exactement sur les lacunes de notre information que ce récit qui mentionne tout, sauf ce qu'on nous présente aujourd'hui comme les événements majeurs de ces quelques semaines.

Voici donc les soucis quotidiens et les coulées de lave qui jaillirent sous nos pieds tels qu'ils ont été rapportés par cet observateur consciencieux notant, comme Pline, du haut de son promontoire , les différentes phases de l'éruption du Vésuve.

> *« Je menai à Sens, dit cet historien, une vie un peu baroque, sans grands rapports à coup sûr, avec les autres “ vacances ” de ma vie. Il y avait des années que je n'avais passé un aussi long temps dans la demeure de mes parents et de mon enfance, et cela, avant toute chose, m'était doux. Il ne faisait pas très beau, et je ne pouvais même pas aller me baigner dans l'Yonne, comme je faisais à quinze ans, mais la seule contemplation du mail et du lycée me rappelait cette dernière année provinciale, ma classe de philosophie, les jeunes filles, les courses du jeudi sur les collines, les soirées du mercredi où nous apprenions le tango et le charleston. Je me mis à classer de vieux papiers, que je me promettais de mettre en ordre depuis dix ans. Je retrouvai des fragments romanesques qui dataient de Louis-le-Grand, où j'avais mis en pages, sans grand art, mes premières impressions de Paris, André Bellessort et mes camarades, et puis un roman entier, que j'avais écrit l'année de mon entrée à l'École, et qui me parut bien vide, mais parfois ensoleillé des souvenirs de jeunes filles de ma quinzième et de ma seizième année. Soigneux archiviste de mon passé, je les envoyai même dactylographier et relier à Paris. En même temps, je corrigeai, comme s'il devait y avoir une suite des temps, un roman sur les temps actuels, qu'avait publié au printemps* Révolution nationale*, et une édition de notre* Histoire du cinéma *prolongée jusqu'en 1944 (avec l'histoire inconnue du cinéma américain, d'après des journaux suisses), que m'avait demandée un éditeur belge. Je relisais toute l'œuvre de Giraudoux sur lequel je commençais un livre. Et chaque matin ou chaque soir, je continuais ma traduction de l'*Anthologie de la poésie grecque*, commencée l'hiver précédent, je lisais et traduisais Homère, les* Dionysiaques *de Nonnos, les* Chants Orphiques*, les* Livres Sibyllins. *J'avais vraiment l'impression d'être redevenu un étudiant, entre mes livres grecs, mon Giraudoux adolescent, mes énormes volumes de la* Patrologie *empruntés à la bibliothèque de l'École normale, et notre éternelle* Histoire du cinéma*, qui rythmait notre vie depuis tant d'années — édition espagnole engloutie dans la guerre d'Espagne, édition*

argentine engloutie dans la guerre de 1939, et édition belge promise à quelle nouvelle catastrophe ?

Il y avait bien quelques changements, toutefois, à notre vie d'étudiants. Les promenades étaient encombrées de camions et de chars, et les soldats allemands portaient sur leur uniforme des blousons multicolores, dans les tons verts, qui formaient un ravissant camouflage estival, coquetterie de la guerre. Le soir, quand l'électricité consentait à fonctionner normalement (les pannes étaient nombreuses), nous nous réunissions autour du poste de TSF et, les cartes Michelin en main, nous suivions l'avance d'abord très lente des Alliés : la route Montebourg-Quineville, la poche de Caen, Saint-Sauveur-le-Vicomte, autant de noms qui nous devenaient familiers.

Vers la fin du mois, nous apprîmes comme tout le monde que les représailles aériennes contre l'Angleterre étaient commencées, à l'aide d'une bombe volante, capable de franchir plusieurs centaines de kilomètres, qui s'appela bientôt la V 1. Depuis six mois, Jean Hérold Paquis, speaker à Radio-Paris, terminait son bulletin militaire, chaque soir par “ L'Angleterre, comme Carthage, sera détruite ”. *Nous écoutions la radio anglaise, la radio parisienne, la radio de Vichy, “ l'Amérique en Europe ”. Le mois de juin fut pourtant dans l'ensemble assez paisible. Henri Poulain m'écrivait des lettres où il m'informait des potins parisiens. J'allai, d'ailleurs, passer quelques jours à Paris à la fin du mois. À Sens, nous déjeunions et nous dînions à peu près tous les jours, pour éviter à ma famille les tracas d'un ravitaillement supplémentaire, dans un petit bistro près de la cathédrale, et nos amis parisiens s'émerveillaient d'apprendre que nous y avions de la viande à tous les repas, pour la modique somme de vingt-cinq ou trente francs. En un mois, Paris avait beaucoup changé. Les heures d'électricité étaient encore réduites, les stations de métro mouraient l'une après l'autre. Mais les alertes se faisaient plus rares, et on n'interrompait à peu près plus la vie de la capitale pour si peu. Le couvre-feu, par une mesure surprenante, avait été reculé à une heure du matin. À Sens, par contre, au mois de juillet, les alertes devinrent monnaie quotidienne. Un beau jour, à midi, des avions américains étaient venus lâcher leurs bombes sur un pont de chemin de fer, à six mille mètres d'altitude, et l'avaient manqué, non sans atteindre quelques bicoques. Deux jours après, ils revinrent le soir, crevèrent le tablier du pont, puis, mis en goût, réapparurent pour atteindre des dépôts d'essence qu'ils manquèrent régulièrement, bien qu'il n'y eût pas de défense. La nuit, un avion fantôme, que les gens baptisèrent “ l'avion de la Résistance ” vint régulièrement lâcher une bombe unique sur quelque faubourg. Il ne se passait pas de jour, dans ce coin perdu si loin du front, qu'il n'y eût quelque attaque, bien vaine à mon sens. Les dégâts étaient minimes, mais les avions faisaient bien une ou deux victimes à chaque fois. La Normandie, elle, était écrasée sous les bombes. Dans une hallucinante fantasmagorie, des dizaines de milliers de Français couraient les routes, sans vêtements, sans voitures, harcelés par les avions mitrailleurs. Je recevais d'un jeune garçon de Caen, Jacques*

Nobécourt, que j'avais connu préparant Saint-Cyr, des lettres juvéniles et courageuses où il me décrivait la vie sous les décombres, atroce mais hors la loi, avec la jeunesse dans les ruines et la mort. Les trains de Paris ou Dijon ne fonctionnaient plus qu'un jour sur deux, tant les voies étaient fréquemment coupées. Les petits enfants ne sortaient plus, car on avait plusieurs fois mitraillé les promenades, et prenaient l'habitude de vivre devant la porte de la cave. Oui, nous étions bien loin de la vie paisible de ma jeunesse. »

Ces vacances sénonaises étaient interrompues, bien sûr, par de fréquents voyages à Paris. Les trains ne marchaient pratiquement plus, continue le narrateur, et devenaient trop dangereux à fréquenter.

« Maurice et moi avions depuis peu chacun une bicyclette, nous partîmes donc un beau matin, et je retrouvais cette route que j'avais ; avant le déluge, suivie si souvent en voiture. Les temps étaient changés. Les auberges et bistros refusaient de nous donner à manger. Nous arrivâmes le soir, cyclistes un peu novices : je n'avais pour ma part jamais fourni une aussi longue course de ma vie (il y a cent dix kilomètres de Paris à Sens), et pratiquement surtout, je n'étais presque jamais monté à bicyclette depuis ma seizième année. Nous retrouvâmes une capitale encore plus enfoncée dans le fatalisme des grandes époques. L'électricité n'arrivait plus qu'à onze heures du soir, et, comme le jour tombait vers dix heures, les Parisiens restaient dans l'obscurité, soit chez eux, soit sur le pas de leurs portes avec leur concierge. Puis, comme au théâtre, un " Ah ! " soudain saluait le retour de la lumière, et aussitôt chacun se ruait sur la radio anglaise. Les camions devenaient l'unique moyen de locomotion des Français. On les attendait aux portes de Paris comme on attendait jadis les défunts autobus, et sagement rangé, on prenait son tour. À l'arrière, on accrochait le vélo par la selle. Des vieilles dames respectables étaient juchées sur trois mètres de charbon de bois. Parfois les camions de la Wehrmacht eux-mêmes transportaient des civils. Mais à Paris, sur les boulevards ou sur l'avenue des Champs-Élysées, des flèches jaunes indiquaient : " Front de Normandie, Cherbourg 250 km. "

Nous étions venus à Paris attirés par les bruits extraordinaires. Il y avait longtemps que l'on parlait du fameux " compromis à l'Est ", c'est-à-dire d'une paix séparée germano-russe, à laquelle travaillaient les Japonais. Ce bruit avait pris soudain une étonnante consistance. L'ambassadeur d'Espagne le téléphonait à Drieu la Rochelle. Les Allemands le faisaient démentir de façon molle. Certains journaux en parlaient presque ouvertement. On donnait la date du 28. On affirmait que la Radio Suisse, écoutée comme un oracle, avait annoncé comme prochaine " la plus grande trahison de l'histoire ". Le plus amusant était les réactions.

— Êtes-vous pour " le pacte " ? demandait-on aux gens. Les plus antibolcheviks se sentaient soudain des tendances pour l'union des deux grands États socialistes. Mais les bourgeois qui, hier, vantaient l'Armée

rouge, pâlissaient et commençaient à parler de l'horreur du régime russe. C'était assez amusant. Puis " le pacte " s'évanouit dans la réalité.

C'est dans les derniers jours de juillet que nous apprîmes que les Américains, qui avaient déjà pris Cherbourg en trois jours, et venaient de s'emparer de Caen et de Saint-Lô en ruines, avaient brusquement percé le front allemand à Avranches. Il nous fallait bien retourner à Sens, mais nous comprîmes que la situation devenait sérieuse. Mes amis me dissuadaient de revenir en province. Sens était à peu près entièrement entouré de " maquisards ". Le journal de la ville, bi-hebdomadaire, comportait chaque semaine une colonne entière d'attentats perpétrés sans aucun motif politique, contre des paysans en général, qui consentaient bien à ravitailler la Résistance, mais protestaient parfois lorsque des bandits purs et simples, généralement espagnols, venaient les dévaliser. On avait volé à la porte d'un client la petite auto bleue qui nous avait menés en Espagne avec une roulotte, et que j'avais passée à mon beau-père pour ses visites médicales parce qu'elle dépensait moins d'essence que la sienne (les médecins avaient droit alors à vingt-cinq, puis quinze, puis dix, puis cinq litres d'essence par mois). Pourtant, je préférai rentrer, jurant bien mes grands dieux que je ne resterais pas à Sens en cas de menace trop proche.

Rentrés à Sens en bicyclette, nous ne devions y rester que peu de jours. On apprenait très vite que la percée d'Avranches avait été un plein succès, et le lendemain paraissaient au communiqué les noms étonnants de Saint-Malo, de Rennes et de Dinan. Puis ceux de Châteaubriant, bientôt de Nantes. La TSF avait des pannes de plus en plus fréquentes, il était rigoureusement impossible de " prendre " Radio-Paris, devenu beaucoup trop faible, et on n'entendait les Anglais et les Américains, bien entendu, que s'il y avait du courant. Les journaux n'arrivaient plus. Les nouvelles ne circulaient que mêlées d'énormes racontars. Les bombardements continuaient. Dans la journée du 7 août, il y en eut plusieurs sur les faubourgs de Sens. En même temps, le bruit courait, faussement d'ailleurs, que les Américains étaient à Chartres. Des voitures passaient, chargées du mobilier des Kommandanturs. Il n'y avait qu'un cri : " Les Allemands s'en vont. " Soucieux d'éviter les excès qui nous paraissaient devoir être beaucoup plus à craindre en province, nous avions décidé depuis deux jours de regagner Paris dans la semaine. La soudaineté vraiment extraordinaire de la retraite allemande stupéfiait chacun. On ne savait pas si les Américains ne seraient pas là le lendemain, du train dont allaient les choses. Vers quatre heures de l'après-midi, nous empaquetâmes un peu de linge dans nos sacs de camping, j'y joignis mon Anthologie de la poésie grecque *à peu près terminée, et je fis mes adieux aux miens. Je ne devais plus revoir mon grand-père, qui finirait bientôt ses jours dans la ville de mes parents, si loin de son Midi natal. Mes petits neveux allaient grandir sans moi, et la petite fille commençait à parler d'une façon intelligible, J'embrassai ma mère en me disant que c'était encore une fois de plus des adieux que je lui faisais, avant un destin bien difficilement saisissable, comme je l'avais fait en septembre 1938, lors de*

l'alerte de Munich, et à nouveau en septembre 1939, et en avril 1940. Mais tous ces précédents ne devaient-ils pas nous donner confiance ? »

Voilà le témoignage que je voulais produire. Ce n'est qu'un journal de bord, une chronique, il n'a pas été écrit pour plaider une cause, il raconte seulement. Or, au même moment avaient lieu des tragédies célèbres dont les noms ont été imprimés ensuite dans toutes les mémoires, les pendaisons de Tulle le 7 juin, la prise du Vercors le 9 juin, la tuerie d'Oradour le 10 juin. Et nous n'en savions rien ! Seule nous avait renseignés un peu une lettre de Georges Blond à laquelle Robert fait allusion et que je n'ai pas retrouvée dans laquelle il dépeint la terreur des paysans qu'ils avaient rencontrés dans leur traversée de Vierzon à Cahors. Ignorance symbolique de ce qu'avaient été nos quatre années d'ignorance et de réclusion.

CHAPITRE VIII

L'épuration

La rédaction de la première partie des notes que je reproduis est interrompue à cet endroit. Ce sont les semaines sanglantes que l'histoire officielle appelle la Libération. Je n'eus pas le loisir d'être le chroniqueur de ces journées patriotiques. Un revolver qu'un policier sagace m'appuya entre les côtes à la hauteur du palais de Justice au premier jour du mois de septembre m'empêcha de voir la fin du spectacle. Après un bref séjour dans un préau d'école, on m'offrit l'hospitalité du camp de Drancy où étaient rassemblés alors ce qu'on appelait des « collaborateurs notoires » auxquels on n'avait rien à reprocher pour l'instant, mais qu'on était bien aise d'avoir en réserve pour en tirer pied ou aile. C'est pour cette raison qu'après une courte interruption dont je m'excuse, mon récit reprend au camp de Drancy, observatoire plus favorable à la méditation qu'à l'analyse des événements politiques.

Voici ce que je retrouve dans mes notes à l'endroit où est décrit mon séjour au camp de Drancy. Je me borne à recopier au risque de m'exposer à des répétitions ou à des lenteurs. Encore une fois, le destin avait décidé de me retirer de la circulation au moment où il se passait quelque chose ! C'était une particularité sur laquelle j'aurais dû m'interroger. J'avais été un marginal de la guerre, un marginal de l'exode, un marginal de la collaboration, ou plutôt un non-participant. J'avais échappé par miracle aux atrocités de l'épuration sauvage et le camp de concentration dans lequel je me trouvais n'était pas un vrai camp de concentration. Enfin, depuis quatre ans, j'étais toujours sur le bord de la route, badaud, désœuvré qui regardait passer le train de l'histoire. Étais-je né sous quelque influence prudente et rétractile qui me protégeait ? Ou était-ce ma timidité berrichonne qui me retenait toujours comme un lièvre à peu de distance de mon gîte ? Ces mémoires, d'un spectateur auquel il n'arrive rien ne sont-elles pas un bavardage abusif ? Qu'est-ce que j'ai à dire de plus qu'un des millions d'autres badauds qui s'étaient terrés dans un trou pour échapper à l'ouragan ?

C'est cette dernière objection qui m'éclaira. Non, mon témoignage n'était pas celui d'un bavard inutile. Au contraire, tout au contraire. Il était éminemment représentatif. Il était celui des quarante-neuf millions de Français qui n'avaient été ni assez courageux pour être pétainistes, ni assez combatifs pour être « résistants », ni assez actifs pour être déclarés « traîtres ». C'étaient les mémoires « d'un autre » parce que la colère et l'indignation avaient fait *ensuite* de moi « un autre », mais c'étaient en même temps les mémoires de « monsieur Tout-le-Monde ». Quand je dis que je n'avais rien vu, c'est tout le monde qui n'avait rien vu, quand je dis que je n'avais rien compris, c'est tout le monde qui n'avait rien compris mais seulement écouté des postes de radio, quand je raconte

que je suis passé entre les gouttes sans être trempé, c'est l'histoire de quarante-neuf millions de Français que je raconte, qui ont eu la chance d'appartenir au pays le moins éprouvé et le moins écrabouillé de tous les pays qui étaient entrés follement en guerre un jour d'été de 1939. J'écrivais les mémoires de tous et ma seule originalité, c'était de les raconter sans mentir.

J'avais donc été soigneusement mis à l'abri au camp de Drancy pendant les journées les plus dramatiques de « l'épuration sauvage ». Je ne crois pas que le récit des quelques semaines que j'y passai ait quelque intérêt. J'y étais heureux parce que mon frère Bérine y était avec moi. C'était la fin d'un été assez doux. Ce bonheur dura peu. Mon frère fut rapidement transféré à la prison de Fresnes. Malgré ce changement, mon passage dans un camp me laissa un souvenir agréable. Je l'avouai un jour à André Frossard que cette déclaration scandalisa. Il eut la bonté de me supplier, dans mon propre intérêt, de ne jamais faire ce genre de confession. J'ai suivi longtemps ce conseil, mais je ne peux pas me taire indéfiniment.

Je poursuivis à Drancy mon destin *d'homo qualunque.* C'était un camp distingué. Il y avait une « Société » comme dans les villes de province. Elle était groupée autour de Sacha Guitry dans une certaine partie du camp. Elle ne comprenait que les *personnalités.* Je végétais, au contraire, dans les bâtiments communs. J'avais pour compagnon d'infortune l'éditeur Bernard Grasset. Il était agité, anxieux, hystérique, moins furieux d'être arrêté que de ne pas l'être en compagnie de Sacha Guitry. Il se consolait en jouant aux échecs et renversait rageusement l'échiquier quand il perdait. C'est le seul souvenir littéraire que j'aie ramené de cette randonnée.

Soustrait par cette captivité aux tribulations du monde, je n'appris qu'après ma sortie de prison et dans les mois qui suivirent les nombreux témoignages consacrés aux tortures et aux crimes des mois d'août et septembre 1944. Pendant dix ans, comme un chapelet de bombes à retardement, je les entendis éclater l'un après l'autre. Ils décrivaient des raffinements de la haine qui sont comme le pus mortel que les idéologies laissent dans les blessures qu'elles font. Ils me rappelaient les colonnes infernales de la guerre de Vendée en 1793 : tout le mal, toute la rancœur accumulés au fond des âmes sans espoir que l'alchimie de l'entraînement transforme en haine et qui éclosent en inventions de tortures et de supplices. Parmi ces témoignages, ceux qui me surprenaient le plus étaient ceux qui provenaient d'anciens adversaires d'avant-guerre, Normaliens comme nous, celui de René Château, jadis député « pelletaniste » devenu par pacifisme partisan de la « collaboration », celui de Claude Jamet dont nous avions méconnu la gentillesse et la bonté au temps où il avait été un de nos camarades de turne dans la première année de notre promotion. Ils étaient maintenant non seulement des « adversaires fraternels », comme ceux auxquels Robert s'adressait en vain dans ses articles de 1944, mais des frères dans l'adversité, eux aussi témoins.

Ces semaines de vengeance et de délation, j'y pense avec horreur. Comment avons-nous pu parler de la « barbarie » nazie quand nous sommes responsables, non pas individuellement, mais en tant que peuple, de sévices, de raffinements sadiques, d'ingéniosités atroces dans la férocité, dont les descriptions sont innombrables dans les horribles annales de ces semaines ? Je crois volontiers que l'histoire de tous les peuples est souillée par ces sinistres florilèges parce que c'est

toujours l'histoire des hommes quand aucun ordre ne les contraint. Mais ce qui me confond, c'est ce plaisir à faire souffrir, ce génie du mal qu'on ne trouve pas, enfin, je veux dire que je ne connais pas, dans les pires moments de nos guerres de religion. Le supplice du comte de Lorgeril pour le seul crime d'avoir été un partisan fidèle et actif de l'Action française dépasserait tout ce qu'on peut imaginer dans l'horreur si les récits effroyables qu'on a faits du supplice de l'amiral Platon ne restaient pas comme un exemple unique de la férocité des vainqueurs qui n'ont pas combattu, les plus lâches parmi les lâches. On sent dans un tel exemple combien le sang de notre peuple a été contaminé, transformé. Un ignoble calcul de recrutement politique a imposé cette transfusion. C'est volontairement qu'on a inoculé dans le sang violent mais généreux d'une race paysanne des globules malades et pernicieux. Avant de vicier l'âme par le mensonge, on avait déjà ouvert les portes aux assassins.

Mais je ne connaissais pas à Drancy ce résultat sinistre des semaines du *no man's land*. Les lambeaux d'information qui nous parvenaient cachaient cette doublure hideuse de la joie. Nous étions, au contraire, inondés de nouvelles qui déferlaient comme un raz de marée propre à déraciner tous les esprits. Une presse nouvelle, on le sait, avait remplacé, du jour au lendemain, tous les journaux. Ce cyclone destructeur avait arraché brutalement pêle-mêle certitudes et vérités. Notre information, notre morale, nos cœurs étaient comme une ville détruite. Après le passage de ce typhon, il ne restait de notre armature intellectuelle que des baraques délabrées, des arbres arrachés, remplacés par des marchands de coco qui installaient leurs boutiques. On distribuait aux survivants de la tornade des boîtes de conserve qui ne contenaient que deux sortes d'aliments : les uns, liquides, c'étaient les hauts faits de la chose toute nouvelle appelée Résistance, les autres, solides, étaient des agglomérés composés d'atrocités allemandes

Nous autres, dans notre camp de Drancy, nous étions rétifs à cette pharmacopée d'importation. Il n'y avait aucune chance qu'on pût nous persuader que la France avait gagné la guerre. On nous apprit les noms du Vercors, de Tulle, d'Oradour. Derrière chacun de ces noms, nous devinions une tragédie de l'insurrection patriotique. Ce qui fut abondamment prouvé plus tard était clair à nos yeux. Nous étions vaccinés contre les bobards. Mais nous étions à peu près seuls à l'être. Malgré nos murs, nous percevions l'étendue du désastre sur les cervelles sans défense. Comme après une inondation, on voit flotter sur l'eau des cadavres de vaches, des poutres, des cages à poules, nous sentions les dégâts que la confiscation de tous les médias avait faits, dans les villages paisibles du bon sens et de l'évidence.

Je découvre aujourd'hui, en dénombrant les ravages perpétrés si facilement dans les plaines vulnérables de la raison, une vérité philosophique qui me confirme dans ma lecture de la réalité. L'acoustique de la guerre qui est fondée sur l'ignorance est le milieu psychologique dans lequel s'élabore toute conquête qui est possession des âmes. L'ignorance qui permet de nager et de survivre dans le drame est indispensable également à ceux qui veulent cueillir les fruits de l'usurpation. Les convulsions historiques forgent des reliefs nouveaux comme les convulsions géographiques créent de nouveaux continents. Ce qui émerge, fortunes politiques ou fortunes privées, prolétarisation des uns et suprématie des autres, ne peut avoir lieu que dans un effondrement général dû au mensonge. On

n'a rien compris à ce qui se passait : c'est l'ignorance pendant la guerre. On ne comprend rien de ce qui se prépare, c'est l'ignorance dont on a besoin pour établir une nouvelle stabilité. Et on ne comprend rien à ce qui se prépare parce qu'on fabrique une image fausse de ce qui s'est passé. L'histoire des hommes n'est probablement qu'une succession de mensonges. C'est en ce sens que l'histoire existe. Il n'y a pas de sens de l'histoire, il y a des sens successifs qu'on impose à l'histoire qui n'est elle-même que la succession des recettes par lesquelles on parvient à faire supporter aux hommes l'inégalité scandaleuse de leurs conditions. Qui voudrait accepter qu'il y ait des riches et des miséreux si l'on ne parvenait pas à imposer des illusions ?

Je n'en étais pas là pendant mon séjour à Drancy. Je me contentais modestement de faire le sourd. Je nageais tranquillement dans le refus. Ce refus n'était qu'une combinaison imperméable nécessaire à ma survie. Je n'en tirais aucune doctrine. J'étais simplement, sans le savoir, un nageur équipé d'une bouteille d'oxygène qui explorait dans l'obscurité des zones obscures. Ce n'était pas cela qui m'éloignait des autres hommes. J'étais encore l'un d'eux : c'est autre chose qui devait me préparer au baptême. Je ne sais plus très bien à quelle date je fus transféré à Fresnes. Cela n'a d'ailleurs aucune importance. Le choc ne vint pas de ce transfert qui eut pourtant l'avantage de me procurer une vue plus exacte de ce qui se passait au-dehors grâce aux lettres de Suzanne, à ses visites au parloir, aux informations qui m'étaient données par mes avocats ou par d'autres détenus.

Les yeux du vicomte de Chateaubriand s'ouvrirent lorsqu'il vit paraître dans l'antichambre du roi « le vice s'appuyant sur les bras du crime », M. de Talleyrand s'avançant béquillé par M. Fouché. Je ne puis inscrire, en préface à mon illumination, une image aussi éloquente. Mes yeux, plus humblement, se dessillèrent peu à peu. L'apparition au firmament de Robert Lazurick ne me fit pas l'effet de l'entrée en scène des deux acolytes du roi Louis XVIII. Je me souviens seulement que son élection avant la guerre comme député de Saint-Amand-Montrond avait consterné les feudataires de mon excellent sénateur Christophe Pajot auquel mes parents avaient dû leur installation dans la vie. L'ascension de Robert Lazurick était pourtant symbolique : elle avait eu pour cause l'implantation d'une usine de chaussures qui avait fait passer le canton de Saint-Amand de l'économie paysanne à l'économie industrielle. Le bon sénateur franc-maçon en était mort de chagrin. Je ne fus pas plus sensible à la fortune fugitive de mes gentils petits étudiants de la Sorbonne, Jurgensen et Compagnie, qui, avec un Salmon avaient été chargés de la tâche, toute nouvelle pour eux, de diriger *France-Soir* qui avait succédé à *Paris-Soir,* responsabilité dont ils avaient été rapidement délestés. Je m'habituai tout aussi facilement à la réapparition de Pierre Lazareff et d'Hélène Gordon Lazareff, vieux chevaux de retour qui avaient placidement regagné leur écurie. Tout cela était anecdotique. J'étais indifférent à ces jeux de ludions.

L'ébranlement cosmique qui fit de moi un homme séparé de mes contemporains, un « autre », commença par la découverte de la nouvelle géométrie non euclidienne qui définissait la trahison. J'avais toujours vécu dans la conviction simpliste que les lois étaient des textes clairs qui sanctionnaient des faits clairs et rapidement identifiables. L'article 75 du code pénal qui punissait la trahison s'appliquait au temps de guerre. Or, l'armistice était le contraire de la

guerre puisque c'était la suspension des hostilités. Telle était ma simplicité, et aussi, je le crains, celle de beaucoup de Français. La loi n'avait pas prévu un armistice de quatre ans avec occupation du territoire. Il était évident et inévitable que, pendant ces quatre ans, des rapports dussent s'établir entre les troupes d'occupation et la population occupée. Ces rapports étaient normaux puisque l'état de guerre avait cessé. La vie nationale ne pouvait pas s'interrompre, se mettre en sommeil pendant cette période. Il était naturel, il était inévitable qu'il y eût des journaux, une radio, et, par conséquent, une opinion publique c'est-à-dire des opinions privées différentes. Le gouvernement seul avait le pouvoir de limiter l'expression de ces opinions en raison des circonstances.

Le choix par le gouvernement d'une politique de réconciliation avec l'Allemagne ne constituait pas une novation juridique. Une partie de l'opinion publique pouvait être hostile à cette politique. Ce choix pouvait être une faute selon plusieurs, et, bientôt, selon un grand nombre. Mais ce choix n'était qu'un choix politique, il ne définissait qu'une certaine disposition des hommes au pouvoir, il ne sortait pas le gouvernement et la nation de l'état de neutralité établi par l'armistice. Les Français étaient, restaient des neutres, de nouveaux Suisses, chez lesquels quelques-uns pouvaient aller au-devant de l'avenir, mais sans sortir du circuit fermé de la neutralité.

Il n'y avait à peu près personne, parmi les détenus du camp de Drancy, qui doutât de ces prémisses. Tous avaient oublié rapidement que leur arrestation leur avait permis d'échapper à la roulette tragique de la vacance du pouvoir. Et tous avaient hâte d'établir leur innocence et leur bonne foi et d'être remis en liberté. C'est pourquoi, au milieu du mois de septembre, la nouvelle de l'installation des cours spéciales de justice fut accueillie avec soulagement et même avec satisfaction. C'étaient des tribunaux, il sauraient séparer le bon grain de l'ivraie. Tous les prisonniers de Drancy étaient convaincus évidemment qu'ils faisaient partie de ce bon grain. Ils étaient de bons Français, c'étaient *les autres* qui étaient des « collaborateurs », des agents de la Gestapo, des millionnaires du marché noir. Eux, les honnêtes gens, n'avaient rien à craindre, ils sauraient le prouver.

Rassurée par cet espoir, la population de Drancy ne s'inquiéta pas trop de la composition de ces nouveaux tribunaux qui devaient les remettre en liberté. C'est plus tard seulement que j'appris que les présidents et le ministère public de ces tribunaux étaient choisis par le ministre de la Justice, le communiste Marcel Villard, et que le jury qui prononcerait le verdict serait composé de quatre personnes choisies sur une liste établie par un groupe de « résistants ». La création des cours de justice avait été annoncée par une ordonnance du 26 juin 1944 qui avait paru dans le *Journal Officiel d'Alger* du 10 août 1944. Bien entendu, le texte de cette ordonnance n'était connu d'aucun des internés de Drancy. Même s'il avait été connu, cette information n'aurait pas été très utile parce que la pratique des cours de justice fut, en fait, sensiblement différente de ce qui avait été décidé dans l'ordonnance qui les créait. Mais l'opinion de Drancy fut réconfortée par une autre ordonnance du même gouvernement d'Alger en date du 26 août 1944 qui inventait une peine nouvelle, celle de « l'indignité nationale » qui pourrait être infligée aux participants les moins compromis de la politique de « collaboration ». Les internés de Drancy estimaient tous qu'ils appartenaient à

cette catégorie et se consolaient aisément du qualificatif de « mauvais citoyen » pourvu qu'on les remît en liberté.

L'illusion dura plus longtemps qu'on ne pense parce que la mise en marche du nouveau mécanisme judiciaire fut relativement lente. La mise en marche d'un procès comportait d'abord un transfert à la prison de Fresnes, puis un interrogatoire de la police, puis une enquête d'un juge d'instruction, enfin la désignation d'un président et d'un représentant du ministère public. Cette étiquette de l'appareil judiciaire exigeait plusieurs semaines pendant lesquelles les journaux donnaient peu de nouvelles du prévenu. Puis le procès éclatait comme une bombe, précédé d'accablantes révélations des chroniqueurs judiciaires qui établissaient la liste des crimes imputés au prévenu et indiquaient le verdict qu'on attendait du tribunal.

Le premier verdict prononcé par une des chambres de la Cour de justice siégeant à Paris dissipa toutes les rêveries. C'était le 23 octobre, celui qui condamnait à la peine de mort le malheureux Georges Suarez, directeur du quotidien *Aujourd'hui*. On ne sut aucun détail sur le procès lui-même. Il était clair, toutefois, qu'on ne pouvait reprocher à Georges Suarez aucun « crime de sang » ni aucun acte de « trahison », si l'on s'en tenait au sens que les juges civils et militaires avaient constamment donné à ce terme. Il devenait clair qu'on appelait désormais « trahison » l'expression de sentiments et d'opinions qu'il était interdit d'avoir : et qu'il était interdit, qu'il était coupable, d'avoir de tels sentiments ou opinions parce que la guerre continuait entre la France et l'Allemagne, en dépit de l'armistice qui plaçait la France à l'écart du conflit pendant tout le temps de cette suspension des hostilités. Georges Suarez, directeur d'*Aujourd'hui* était condamné en vertu de l'affirmation officielle que la guerre continuait de 1940 à 1944 et que le seul gouvernement français était le gouvernement de Londres qui continuait la guerre, affirmation qui devenait, par ce jugement, la vérité gouvernementale, la vérité judiciaire, la seule « vérité historique » qui, désormais, eût droit d'existence sur tout le territoire français. Nous étions en plein imaginaire. Mais il nous restait à découvrir que l'imaginaire qui triomphe se substitue à la vérité et devient la nouvelle vérité. Nous étions bien naïfs de nous en étonner. N'était-ce pas l'histoire de tous les peuples soumis à un « traitement » idéologique ?

Je fus probablement le seul à Drancy à être terrifié par cette condamnation. J'en sentais déjà toutes les conséquences. Mais les autres n'en furent pas excessivement émus : *ils ne se sentaient pas menacés*. Certes, la révélation que les Cours de justice prononçaient des condamnations à la peine de mort annonçait une « justice » expéditive et féroce. Mais on ne reconnut pas le tribunal révolutionnaire : parce que cette sévérité n'atteignait que des carrières hors du commun et sanctionnait des faits sur lesquels on ne savait pas grand-chose. On eut bientôt la preuve de cet égoïsme fondamental des naufragés. Le second verdict fut la condamnation à mort de Boéro et Néroni. C'étaient deux miliciens qu'on accusait de l'assassinat du ministre Georges Mandel. C'était là encore un acte exceptionnel. Tout le monde n'est pas journaliste, tout le monde n'est pas assassin. Ce verdict, rendu le 25 octobre, suivit immédiatement la condamnation de Georges Suarez. Puis, on connut à la fin du mois, le 30 et le 31 octobre, la condamnation de Stéphane Lauzanne, rédacteur en chef du *Matin* depuis l'année 1901, journaliste célèbre dont les éditoriaux pendant et après la Première Guerre

mondiale avaient été cités dans toute la presse internationale : ce mammouth du journalisme avait soixante-dix ans, on respecta ce monument, le jury se contenta de vingt ans de travaux forcés, une chiquenaude. Un autre spécimen géologique, le comte Armand de Puységur qui avait fondé, au temps de l'affaire Stavisky la Ligue nationale antimaçonnique fut condamné à mort, mais, en raison de son grand âge et peut-être de quelque intervention discrète, cet ennemi vénérable de la maçonnerie végéta indéfiniment à l'infirmerie de Fresnes sans être exposé à l'exécution de son jugement. Lors de la même session, le 3 novembre, Claude Maubourguet, gendre de Charles Lesca et ancien secrétaire de rédaction de *Je Suis Partout* avait échappé à la peine de mort en raison de sa jeunesse. Bref, il se confirmait que, pourvu qu'on ne fût pas journaliste ou tueur, on avait des chances de s'en tirer avec quelques années de prison et peut-être même avec une bonne et tutélaire indignité nationale.

On peut tirer plusieurs moralités de cette anesthésie des victimes. L'intrépidité de l'égoïsme n'est qu'une évidence banale. Il est plus intéressant de constater l'élasticité des consciences individuelles devant les nouveautés consacrées par la victoire du plus fort. Il ne vint, en effet, à l'esprit de personne que ces condamnations irréversibles et irréparables étaient prononcées au nom d'un gouvernement de fait qui se proclamait légitime sans qu'aucun mandat du peuple lui eût conféré cette légitimité. De quoi il faut conclure qu'une apparente unanimité, facile à obtenir par la manipulation, équivaut à une légitimité et permet d'opprimer sans rencontrer d'opposition. N'est-ce pas ce qui s'était passé aussi quand les ordonnances concernant les Juifs avaient été acceptées sans murmures pendant les deux premières années de l'Occupation ? En outre, il y eut des consentements secrets. De même que les mesures contre « certains milieux juifs » avaient été consenties par des hommes qui n'étaient pas les adversaires de la communauté juive, de même, les adversaires les plus résolus de l'épuration étaient eux-mêmes demandeurs d'épuration contre les mercantis du marché noir, les auxiliaires de la Gestapo, les professionnels du banditisme qu'on retrouvait dans l'un et l'autre camp. Enfin, troisième constat plus effrayant encore que les deux premiers : non seulement les consciences individuelles sont élastiques, mais la conscience collective s'habitue au monstrueux quelle que soit la cruauté des situations qui sont engendrées par cette mutation. On accepte parce qu'on ne peut pas faire autrement. Les masses sont un animal qui se couche au sifflement du fouet : on n'entend pas une seule voix si l'on a pris soin d'abattre ou d'enfermer, de réduire au silence, les quelques fous qui grondent en montrant les dents.

En outre, on ne sait pas. Je retrouve ici mes remarques sur l'ignorance qui permet de supporter les guerres et aussi des paix qui ne valent pas mieux que les guerres. Ceux qui connaissaient, à la fin du mois d'octobre, les verdicts rendus par les chambres parisiennes de la Cour de justice pouvaient avoir l'impression que cette juridiction ne poursuivait que les journalistes et les hommes de main. Mais, pendant le même temps, les chambres départementales de la Cour de justice multipliaient en province des condamnations à mort que la presse parisienne ignorait. Tandis que la Cour de justice siégeant à Paris n'avait prononcé que quatre condamnations à mort pendant les mois d'octobre et de novembre, les sections provinciales en avaient prononcé quarante qui, à une seule exception, furent toutes suivies d'exécution. Et les victimes étaient choisies dans tous les milieux,

miliciens, fonctionnaires de la police, gendarmes, membres des partis politiques, moisson abondante qui ne permettait plus de douter du caractère véritable des Cours de justice.

Cette impression d'ambiguïté, ce flou artistique dans l'anarchie, je les retrouve, pendant que j'écris ces pages de souvenirs, en lisant à la Bibliothèque nationale, ces journaux des premiers mois de la « Libération » que je n'avais jamais connus. Ce ne sont même pas des journaux, mais des feuilles de papier d'une seule page, pareilles à des prospectus, que des vendeurs moroses proposaient, paraît-il, à de rares acheteurs à la sortie des métros. Sur ces bulletins miséreux, des metteurs en page acrobates empilaient des nouvelles de la guerre qui n'était pas finie, des récits d'atrocités allemandes ou d'exploits des maquisards, l'annonce des maigres rations de charbon, de pain ou de pommes de terre, les heures d'ouverture de gaz, et, bien entendu, des cris de vengeance, des listes d'arrestation ou des protestations parce qu'on n'arrêtait pas assez vite ni assez souvent. Tout était chantier, baraques, échafaudages. L'épuration, partout réclamée, n'échappait pas à cette fatalité. « Ce soir, on improvise » était la devise des nouveaux venus.

Il ne faut donc pas s'étonner s'il y eut, dans les débuts, même chez les adversaires et les victimes de l'épuration, un tel flottement dans le jugement qu'on portait sur l'institution des Cours de justice. C'était la conséquence de l'incohérence. Quelques anomalies mettent en lumière ce paysage chaotique que l'improvisation fait naître pendant que se répand la nappe docile de la haine. On lit dans les journaux de ces premiers mois que c'est seulement le 15 septembre que les ambassadeurs de Brinon, Scapini, Pietri, Henry Haye, Léon Bérard, Paul Morand sont révoqués. Le lendemain, une ordonnance du ministre de la Justice, François de Menthon, précise que les ministres de Vichy pourront être frappés d'indignité nationale, au même titre que les miliciens ou les membres de certains partis. Le 5 octobre on apprend que le maréchal Pétain est accusé de trahison et d'intelligence avec l'ennemi, et que plusieurs généraux sont suspendus. Le 11 octobre, le gouvernement décide l'arrestation de tous les ministres qui ont fait partie durant quatre ans des divers cabinets. Il est vrai que ces prévenus étaient depuis longtemps hors d'atteinte. Mais la gradation de ces décisions purement formelles était une satisfaction donnée à Brid'Oison. On voulait bien piétiner l'évidence et le droit, mais *les formes* devaient être respectées.

Les condamnations de la Cour de justice de Paris, après son installation le 17 octobre, révèlent les mêmes hésitations sur la doctrine : la presse de l'époque approuve leur férocité, mais elle estime avec regret que cette férocité est trop inégalement répartie. Pourquoi tous les journalistes n'ont-ils pas eu le même sort que Georges Suarez ? Quelques semaines plus tard, la dactylo de Jean Herold Paquis est, en effet, condamnée aux travaux forcés à perpétuité. On ne proteste pas, mais le lendemain, on s'indigne parce que le commissaire de police de Neuilly et son adjoint accusés d'arrestations de « patriotes » ne sont condamnés qu'à quelques années de prison. C'est surtout la différence entre les verdicts de province et ceux de Paris qui font grincer les dents. Un sanguinaire de bon aloi parlant sous le pseudonyme de Jean Nocher fait parler un naïf maquisard qui s'indigne : « On ne fusille donc pas ici ? » Ce cri du cœur correspondait parfaitement au sentiment des nouveaux journalistes et à ceux des parlementaires recrutés à Alger. « Cette cour fonctionne à peine depuis une semaine, écrivait

Franc Tireur et déjà elle soulève contre elle l'unanimité de l'opinion populaire. » Cette protestation paraissait dans le numéro du 2 novembre. On reprochait surtout à la cour de s'attarder au « menu fretin » au lieu de traiter les « grands dossiers ». On se plaignait aussi qu'il y eût trop de délai entre la condamnation et son exécution.

Le gouvernement fut sensible à ces reproches. La cour de Paris fut « mise en veilleuse » à partir du 20 novembre et ne reprit ses travaux que le 1er décembre. On la muscla, on augmenta le personnel, on élimina les magistrats trop sensibles, on supprima, sauf pour Paris, le pourvoi en cassation que François de Menthon rendait responsable des retards. La rentrée se fit brillamment avec le procès de la « Gestapo française » de la rue Lauriston, la « bande Bony-Laffon », qui se termina par sept exécutions le même jour et une belle interpellation à la Chambre où la volonté du peuple fit connaître ses exigences. Paul Chack, Henri Béraud, Jean-Hérold Paquis firent les frais de ce départ à pleins gaz.

Marcel Fourrier, jadis fondateur de *Clarté,* rédacteur en chef de *Franc Tireur,* tira la leçon de ces perplexités. « L'article 75, écrivait-il, n'a pas été conçu pour réprimer, après une défaite militaire, des faits beaucoup plus graves de collaboration politique et économique avec l'ennemi en vue d'asservir définitivement la France. » La remarque raisonnable de ce légiste improvisé indiquait une lacune que les magistrats et les jurés de la Cour de justice avaient essayé de pallier et qui expliquait quelques-uns de leurs jugements : le vrai gibier n'était pas tellement le journaliste collaborationniste ou le policier intransigeant, c'était le « fasciste », celui qui avait eu le projet « d'asservir définitivement la France » en supprimant les institutions républicaines.

Nous ignorions ces savantes virtuosités de la volonté du peuple quand nous foulions le gravier de Drancy. Le camp se vidait de jour en jour. Quelques heureux étaient remis en liberté ou dirigés vers les « chambres civiques » qui distribuaient de « l'indignité nationale ». Les autres, le plus grand nombre de ce « menu fretin » dont je faisais partie, quittaient Drancy pour la prison de Fresnes où leur était notifiée l'inculpation redoutable d'intelligence avec l'ennemi qui aboutissait, selon les cas, aux cinq ans de travaux forcés d'Albertini, adjoint de Marcel Déat, aux travaux forcés à perpétuité de l'infortunée dactylo de Jean-Hérold Paquis, ou à la peine de mort généreusement distribuée en province à tout ce qui avait été milicien ou adhérent du PPF.

Le 15 octobre, Robert Brasillach fut transféré du camp de Noisy-le-Sec à la prison de Fresnes. Mon frère Henri, que nous appelions Bérine, avait quitté Drancy à peu près à la même date. Quant à moi, je fus informé le 30 novembre que je resterais à Drancy en situation de « séjour surveillé ».

Au milieu du mois d'octobre, la navigation incertaine de la majestueuse galère de l'épuration permettait encore de garder quelques illusions. On voit, par les premières lettres qu'écrit Robert, qu'il se préoccupe surtout des difficultés matérielles d'un retour à une vie normale : notre appartement de la rue Rataud avait été réquisitionné et occupé, les comptes en banque étaient bloqués, les enfants étaient à Sens chez la mère de Suzanne, mais le docteur Maugis, beau-père de Robert, venait d'être à nouveau arrêté sur une dénonciation erronée, et Suzanne faisait la navette chaque semaine entre Sens et Paris pour voir les avocats et porter des colis à ses prisonniers, c'est-à-dire à Robert, à moi, et parfois à mon

frère Bérine. Pendant les premières semaines, il n'y avait pas de train entre Sens et Paris à cause de la destruction des ponts et des gares. Suzanne devait aller en bicyclette de Sens au bourg de Serbonnes, à vingt kilomètres de Sens, où habitait une Janine, amie de Bérine, qui lui procurait une auto pour aller à Paris. Plus tard, elle prit le train, mais ce train, partant de Sens à quatre heures du soir, la déposait à la gare de Lyon à onze heures, et, comme il n'y avait plus de métro à cette heure-là, elle devait aller à pied de la gare de Lyon à l'hôtel Roma, au métro Lamarck, où une vieille et fidèle amie de Perpignan lui offrait l'hospitalité. C'est le principal sujet des premières lettres que Robert écrit à sa mère ou à Suzanne ou qu'il réussit à me faire parvenir. Il a subi un interrogatoire de pure forme à son passage au dépôt, il est en cellule à Fresnes avec Claude Maubourguet, gendre de Charles Lesca, qui n'avait pas voulu se réfugier à Sigmaringen, il donne des détails sur son installation, demande du papier pour pouvoir écrire. Il n'a pas encore vu ses avocats, Paul Amiel, un ami de José Lupin, qu'il avait d'abord désigné pour sa défense, puis Jacques Isorni, un jeune avocat encore peu connu qu'Amiel avait demandé qu'on lui adjoignît.

Dans ses premières lettres, antérieures aux condamnations prononcées par la Cour de justice, il ne semble pas être particulièrement angoissé, ni même préoccupé par son propre procès. Il cherche surtout à rassurer sa mère en lui expliquant que, même s'il ne s'était pas présenté spontanément à la police, il aurait été découvert tôt ou tard. Il s'attend, certes, à la confiscation de ses biens, donc à une condamnation. Mais il garde une certaine sérénité qui n'est pas de parade. « Moi, j'ai confiance, maman chérie », écrit-il avant de quitter le camp de Noisy-le-Sec. C'était, à peu près, l'illusion que nous avions tous, quand nous pensions, dans notre ignorance, qu'après les premières semaines, commencerait une période plus calme où la bonne foi serait reconnue.

Mais deux semaines plus tard, quand les premiers verdicts de la Cour de justice sont connus, on devine que Robert se force à la confiance. Un symptôme évident permet le diagnostic : pas un mot dans ses lettres sur la condamnation de Georges Suarez. J'avais été bouleversé par ce verdict : mais, en réalité, par sa sévérité plus que par similitude. Car *Aujourd'hui,* quotidien non conformiste, rédigé tout d'abord par une équipe brillante de pacifistes persifleurs multicolores, peu suspects de fascisme, avait fait peau neuve sous la direction de Georges Suarez dans des conditions que personne n'avait pris la peine d'éclaircir : cette bifurcation soudaine était tout le contraire de l'itinéraire rectiligne de *Je Suis Partout.* Je ne m'apercevais pas que le cas *de Je Suis Partout* n'en était que plus grave : je regardais comme une circonstance atténuante le désintéressement qui était, au contraire, une charge supplémentaire. Il était inconcevable que cette comparaison n'ait pas été faite par Robert, à la fois en raison de l'analogie et en même temps de la différence. Dans son silence, il y avait une volonté de ne pas y penser, qui fut commune à ce moment-là à Robert et à moi, car je n'en parlai pas plus dans mes lettres qu'il ne m'en parla dans les siennes.

Ce silence était aussi un parti pris. Dans les lettres suivantes, on ne trouve pas un mot sur le sort de Stéphane Lauzanne et de Puységur : et, ce qui est plus singulier, rien non plus sur Claude Maubourguet, son compagnon de cellule, qui venait de sauver sa tête. Robert savait tout pourtant. Même pour ce Suarez dont le nom n'est pas prononcé dans ses lettres, il avait attendu toute la soirée l'annonce

du verdict. C'est que, volontairement, pour les siens, la justice révolutionnaire était mise entre parenthèses. Le 30 octobre, après la courte suspension des sessions de la Cour de justice, il écrivait encore à sa mère : « Ne t'inquiète de rien : tous les troubles politiques ont été toujours suivis d'amnisties, et on verra bien. »

Mais, en même temps, il regarde avec ironie cette tyrannie pataude qui brinquebale dans la férocité. L'incohérent ou l'excessif l'amusent comme dans un livre, dans une pièce : la curiosité aussi y a sa part. « Comme je te l'ai dit quand je me suis constitué prisonnier, écrit-il à sa mère le 8 novembre, je me sens plein de courage, comme on dit, de curiosité, et même d'une certaine allégresse ironique devant tout ce qui peut m'arriver à moi : je trouve cela si bête que cela finit par m'amuser. » Il n'est pas seul à surmonter l'adversité par cette humeur narquoise. Suzanne est, comme lui, invulnérable. Elle n'est pas abattue par cette vie insensée qu'elle mène, par ses démarches continuelles : la nouveauté ne l'effraie pas, elle explore, elle aussi, un pays inconnu et s'amuse des mots, des choses : des pirogues, du plumage des aborigènes. Dans ses visites au parloir, elle raconte ce voyage pittoresque. « Je t'ai retrouvée si gaie, lui dit Robert, on s'est amusé comme des fous dans cette cabine. » J'étais le seul à être morose dans mon coin, apparemment peu doué pour l'humour.

Les préoccupations prennent un autre cours après la rentrée tapageuse de la Cour de justice : c'est le second acte de la tragédie, plus sanglant que le premier. Les échéances se rapprochent. Robert a comparu devant son juge d'instruction le 30 novembre : simple énumération de ses articles, constat comme dans une collision. L'éclairage change sur la scène. L'île des pingouins n'est plus qu'un décor, toute la lumière est concentrée sur le procès. Mais toujours la même curiosité de l'inattendu. C'est, dit Robert, un examen, comme autrefois, et un match. La date est fixée. Ce sera le 28 décembre ; c'est le jour des saints Innocents, dit-il, c'est un symbole. Et il constate avec une satisfaction d'auteur : « Ce sera grand procès, unique de la journée, grande salle. » Mais les préparatifs de la représentation sont confus. On ne trouve pas d'avocat général pour requérir. « Refus absolu sur toute la ligne, dit Robert, ce qui me paraît plus étrange, somme toute, que flatteur. » Il va falloir demander à un avocat de jouer le rôle de procureur : c'est un peu embarrassant. On promène le dossier sans succès. Le comique reprend ses droits. « C'est irrésistiblement drôle, m'écrit Robert. Reprenons la suite du film, Chariot n'a pas fait mieux ou plutôt les Marx. Samedi, *tous* les avocats généraux ayant refusé, on nomme un avocat, Maître Gonfreville. Il reçoit le dossier, l'examine, le referme comme s'il y avait vu le diable ès peintures, et va le rapporter d'un pied léger. » Finalement, on trouve une victime : on confie le dossier à l'avocat général Reboul qui avait requis contre Maubourguet et dans l'affaire Laffon. Bien qu'il l'ait précédemment refusé, il le réexamine, puis le rapporte en déclarant que seul un malhonnête homme peut l'accepter à moins de deux mois d'examen. On reprend donc la noria des avocats.

« On renomme un avocat, poète à ses heures, Maître Noël Felici, raconte Robert. Déjà le petit Salleron[3] se ruait à la Nationale pour recopier les vers les plus ridicules de ce Monsieur. Ce matin, on venait m'annoncer cette nouvelle. Mais ce

3 C'est un de nos amis les plus fidèles, un des fils de cette fameuse famille Salleron, une des vitrines de la famille chrétienne. Sous le nom de Paul Serant, il a été un des plus brillants des écrivains de l'opposition.

soir, on venait me dire que, réflexion faite, l'infelix Felici avait rapporté, lui aussi, le dossier. Les choses en sont là. J'attends les prochains gags. »

Robert m'écrivait cette lettre le 16 décembre. Le vrombissement de la Cour de justice avait repris depuis le 1er décembre. Mais, en quinze jours, on n'avait condamné aucun écrivain au bûcher. Cette rémission dura peu. Deux jours plus tard, le 18 décembre, le vieux Paul Chack était condamné à mort pour avoir été « président d'honneur » de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme. Reboul, encouragé, se décida à accepter le dossier. Le danger se rapprochait. Quelques jours plus tard, c'était la condamnation d'Henri Béraud. « Scandale éhonté, s'écriait Robert, le pire scandale de tous. » Cette condamnation était plus qu'un avertissement, elle résonnait comme l'appel des condamnés. « Il ne faut pas se faire d'illusions, me disait Robert, c'est 93. »

C'est pendant ces journées de décembre que l'hiver devint soudain très rigoureux. Suzanne faisait sa navette de Sens à Paris dans des trains glacés, elle piétinait ensuite dans la neige durcie pendant deux heures dans la file des visiteurs de prisonniers. Elle y retrouvait la femme de Pierre-Étienne Flandrin qui avait été jadis président du conseil, l'actrice Gaby Morlay qui venait porter son colis au ministre Georges Bonafous et la mère de Jacques Benoist-Méchin, qui avait près de quatre-vingts ans et ne manquait pas une seule visite. L'air glacé donnait à Suzanne de belles joues roses et réjouissait mon petit garçon Jacques qui avait quatre ans. Les cellules n'étaient pas chauffées, les détenus étaient si nombreux qu'il avait fallu retirer les couvertures supplémentaires qu'on avait pu distribuer pour les donner aux nouveaux pensionnaires. Robert lisait des nouvelles de Jack London qui se passaient dans le Grand Nord Canadien par 60° au-dessous de zéro. Par comparaison, cela le réchauffait, disait-il. Cette température cellulaire créait quelques difficultés à l'heure des repas. Robert à qui on avait envoyé un beau lapin dans son colis regardait avec perplexité sa bestiole transformée en bloc de glace et allumait un feu de papier pour arriver à le rendre comestible.

J'avais été transféré de Drancy à Fresnes pendant ces jours peu accueillants, sous l'inculpation habituelle d'intelligence avec l'ennemi. Cette inculpation indignait Robert et rendait Jacques Isorni fort perplexe. Je n'avais pas eu la chance d'être placé dans la première division où se trouvaient Robert et mon frère Bérine. J'étais un trop petit personnage pour prétendre à cette distinction et j'étais relégué en troisième division avec d'autres menus traîtres. Robert m'enseigna aussitôt le bon usage de la prison et Suzanne commanda pour moi un gros manteau à Jean Morin, le tailleur de notre jeunesse, qui refusa d'en être payé. Grâce à ce bon Samaritain, je m'habituai à peu près au froid carcéral.

Ces journées glaciaires étaient en même temps celles de l'offensive de l'armée de von Rundstedt dans la région de Bastogne. Les journaux en parlaient peu, mais l'inquiétude n'en était pas moins vive. Des vainqueurs prudents songeaient à villégiaturer sur la Côte d'Azur, des magistrats patriotes commençaient à regretter leur zèle. Les plus ennuyés étaient, toutefois, les pensionnaires les plus éminents de la prison de Fresnes ; ils se souvenaient avec amertume des dépositions dans lesquelles ils avaient affirmé leur duplicité et leur profonde détestation des occupants. Des sueurs d'angoisse perlèrent à des fronts chenus pendant une dizaine de jours, puis les tanks allemands s'arrêtèrent, sans qu'on pût savoir si c'était par manque d'essence ou grâce au génie des généraux américains.

Le verdict du procès Béraud avait abattu tous les espoirs qu'on pouvait conserver. Robert évitait de le dire dans ses lettres. Il était plus explicite dans le petit journal de sa captivité qu'il écrivait chaque jour sous le titre *Sous les verrous de la Libération,* (ou *Journal d'un homme occupé)* dont j'ai cité quelques extraits. « Je ne me faisais aucune illusion », écrit-il dans les pages où il raconte les événements de ces journées.

Les excès de l'épuration commençaient pourtant à inquiéter l'opinion. Dans les premiers jours de janvier, François Mauriac écrivait un article dans lequel il mettait en garde contre des verdicts de haine. On n'en préparait pas moins activement le procès dont la date avait été fixée d'abord au 16 puis au 19 janvier. L'un des avocats de Robert, Jacques Isorni ou l'infatigable Mireille Noël, adjointe à sa défense, venait presque chaque jour. Thierry Maulnier avait obtenu de François Mauriac un généreux certificat de bonne conduite littéraire, Marcel Aymé avait écrit, de lui-même, une lettre enthousiaste destinée à être lue au jury, Claudel et Paul Valéry donnèrent également leur témoignage. La dernière lettre que Robert écrivit à sa mère avant la journée du procès se terminait sur cette phrase qui n'excluait aucune hypothèse : « Il faut avoir confiance quelle que soit l'apparence que prenne le destin. »

Le procès de Robert Brasillach eut lieu le 19 janvier 1945. Il dura deux heures. Aucun témoin ne fut cité. Aucun acte ne fut reproché à l'accusé. Le réquisitoire incrimina un certain nombre de déclarations extraites des articles écrits entre 1940 et 1944. Le jury eut à répondre à deux questions — Ire — Robert Brasillach est-il coupable d'avoir, sur le territoire national, en temps de guerre, étant français, entretenu des intelligences avec l'Allemagne ou ses agents en vue de favoriser les entreprises de toute nature de cette puissance étrangère contre la France ou l'une quelconque des nations alliées en guerre contre les puissances de l'Axe ? — 2e — L'action ci-dessus spécifiée a-t-elle été commise avec l'intention de favoriser les entreprises de toute nature de l'Allemagne, puissance ennemie de la France ou puissance ennemie de l'une quelconque des nations alliées en guerre contre les puissances de l'Axe ? Les quatre membres du jury répondirent oui à la majorité sur les deux questions posées.

Le soir où fut rendu le verdict, Robert quitta la cellule qu'il partageait depuis quelques jours avec mon frère. On le transféra dans une cellule isolée au quartier spécialement surveillé où l'administration pénitentiaire garde en réserve les hommes qu'on va mettre à mort. On lui mit les chaînes aux pieds et son costume fut remplacé par le vêtement de bure que doivent porter les condamnés. C'est dans cette cellule qu'il écrivit les derniers de ses *Poèmes de Fresnes*. Son avocat comptait peu sur son pourvoi en cassation, qui fut en effet repoussé. Il ne restait plus que la mesure de grâce par laquelle le chef de l'État avait le droit de commuer la peine.

Thierry Maulnier, Jean Anouilh et Marcel Aymé aidés de quelques jeunes gens, Paul Sérant, Roland Laudenbach, Emmanuel Catta, Bernard de Fallois, firent circuler parmi les écrivains un texte de pétition très bref qui demandait la commutation de la peine. Il fut signé par la plupart des écrivains qui n'appartenaient pas au parti communiste. Malgré cette pétition, Robert croyait peu à ce recours. La grâce est possible, me disait-il, bien que je n'aie *personne* pour me soutenir. Il lui restait cet espoir animal que tout innocent porte au fond

de son cœur. Il corrigeait son pessimisme : « Cela ne veut pas dire, écrivait-il, que je reste sans espérance. Il y a tout ce qu'on ne connaît pas... Mais il faut d'abord bien se tenir. »

Il n'y avait plus qu'à attendre. Tout se passait maintenant en dehors. Les lettres affluaient au cabinet du général de Gaulle. On cherchait des signatures pour la pétition. Des bruits couraient, incontrôlables. En souvenir des efforts de Robert pour sauver Cavaillès, Maurice Schumann, qui avait été le chef de son réseau, intervint. On lui fit comprendre que le droit régalien du chef de l'État était une prérogative personnelle. La commission des grâces donna un avis selon la procédure habituelle. J'ai su plus tard qu'elle conclut au rejet. Des bruits circulaient. En réalité, nous errions dans la brume, aveugles et ballottés.

Robert, toujours fataliste, faisait des projets pour son incertain avenir. Il voulait ajouter de nouveaux chapitres à L'*Histoire du cinéma*. Il se préoccupait de la date la plus favorable pour publier son *Anthologie de la poésie grecque*. Il relisait les pièces historiques de Shakespeare. Il avait l'intention d'en tirer une sorte de bouffonnerie en réunissant les scènes consacrées à Falstaff qu'il voulait faire jouer par Raimu. Des incidents l'amusaient. Un des gardiens vint lui demander de rédiger une pétition pour obtenir qu'on annulât une rétrogradation qui lui avait été infligée quelques mois plus tôt pour n'avoir pas su empêcher l'évasion d'un détenu qui, à cette époque, pouvait fort bien avoir été un patriote. Il voyait presque chaque jour ses avocats. Il bavardait avec eux, curieux de tout : tout pittoresque lui était bon pour échapper à la pensée du présent.

Suzanne, toujours aussi intrépide, faisait, elle aussi, la quête des signatures. Comme il n'y avait plus de visite, elle lui écrivait les rencontres savoureuses qu'elle aurait aimé lui raconter. La dernière lettre qu'elle adressa à son frère contenait le récit de sa visite aux deux frères Baruzi. L'un était membre de l'Institut, ils habitaient ensemble, dans un luxueux appartement de la place Victor-Hugo dans lequel ils vivaient comme dans un chenil, à cause du froid, tapis sous des couvertures. De sa visite aux deux frères qui, du reste, ne donnèrent pas leur signature, elle faisait un numéro de clowns qui n'eût pas déparé un film comique des frères Marx. « J'espère que, plus tard, nous pourrons nous en souvenir en riant ! » concluait Suzanne.

Nous pouvions quelquefois échapper à la surveillance de nos gardiens dans la grande nef sonore le long de laquelle nos travées de cellules étaient superposées. Les cellules des condamnés n'étaient pas dans un quartier séparé ; elles étaient au rez-de-chaussée dans une partie de la 1er division. On pouvait aller voir Robert en s'approchant de l'œilleton de sa porte. Il put ainsi revoir un instant Well Allot (c'est le nom du jeune Breton, aujourd'hui célèbre sous le pseudonyme de François Brigneau), mon frère Bérine, et le petit Yves Morault, jeune résistant frisé qui nous avait suivis dans nos divers camps et prisons. J'arrivai moi-même à franchir, sous je ne sais quel prétexte médical, les détroits qui me séparaient de la 1er division. Je vis, un instant, pour la dernière fois, les grands yeux lumineux de Robert qui brillaient de joie. Il se précipita vers l'œilleton avec une telle vivacité qu'il se cassa une de ses incisives sur le rebord de la tablette. Le 3 février, il m'annonçait dans sa dernière lettre qu'Isorni venait de lui transmettre une lettre affectueuse de Svetlana Pitoëff, la plus jeune fille de Lumilla, que nous avions connue enfant avant la guerre. Elle lui disait son admiration pour « sa dignité humaine, son

courage des responsabilités, sa hauteur ». Il me recopiait cette lettre en ajoutant : « C'est un signe bien amical du destin. »

Le soir de ce même jour, le général de Gaulle recevait Jacques Isorni à l'hôtel de Brienne où il résidait. L'entrevue fut brève. Le général ne dit pas un mot. Maître Isorni eut l'impression que sa décision était déjà prise. Quarante-huit heures plus tard, le conseiller Patin, président de la Commission des Grâces, informait Jacques Isorni du rejet de son recours. L'exécution était fixée au lendemain matin.

Jacques Isorni se rendit aussitôt à Fresnes. Il l'avait promis à Robert. Dès qu'il le vit, Robert comprit, sans qu'il ait eu à dire un mot.

Seul, peut-être, Robert avait pressenti cette décision. Nous avions gardé, tous, jusqu'au bout, un certain espoir. Lui, ne se faisait pas d'illusion.

Voici ce qu'il écrivit le matin du 6 février 1945, ou la veille peut-être, et qu'il remit à son avocat Jacques Isorni avant de monter dans le fourgon qui l'emmenait au Fort de Montrouge :

« Si j'en avais eu le loisir, j'aurais sans doute écrit le récit des journées que j'ai vécues dans la cellule des condamnés à mort de Fresnes, sous ce titre. On dit que la mort ni le soleil ne se regardent en face. J'ai essayé pourtant. Je n'ai rien d'un stoïcien, et c'est dur de s'arracher à ce qu'on aime. Mais j'ai essayé pourtant de ne pas laisser à ceux qui me voyaient ou pensaient à moi une image indigne... Je priais beaucoup et c'est la prière, je le sais, qui me donnait un sommeil calme. Le matin, l'aumônier venait m'apporter la communion. Je pensais avec douceur à tous ceux que j'aimais, à tous ceux que j'avais rencontrés dans ma vie. Je pensais avec peine, à leur peine. Mais j'essayais, le plus possible, d'accepter. »

SOUVENIRS D'APRÈS GUERRE

CHAPITRE IX

L'épuration (II)

Je n'ai gardé aucun souvenir des trois mois que je passai encore à Fresnes après le 6 février 1945. Je crois que je fus convoqué une fois chez un juge d'instruction dont j'ai oublié le nom. Il se plaignit de n'avoir aucune pièce dans mon dossier et je ne pus l'aider à combler cette lacune. Je ne le revis plus.

Cette syncope du souvenir me trouble. Il me semble qu'il y a là une intervention tutélaire de l'oubli, que l'oubli soit — il l'est souvent en d'autres circonstances — comme un baume, un onguent par lequel la nature, sans nous consulter, nous aide à supporter la brûlure de notre conscience. Cette obturation instinctive, je sais ce qu'elle me cache, ce qu'elle cherche en vain à me cacher. Ce n'est pas qu'elle m'empêche de voir distinctement, qu'elle m'interdise de voir ma lâcheté, ma désertion. Ce que je ne veux pas voir, ce que j'écarte de moi comme un calice, c'est mon impuissance. J'avais été placé, par un caprice du sort, choisi par Robert par quelque instinct, et, à partir de ce jour, préposé à sa protection : et je n'avais pas su accomplir mon devoir, ma charge.

Par faiblesse, par imprévoyance, par légèreté, j'avais laissé le destin perfide, vieux nautonier sournois, conduire sa barque à l'abîme. Tapi dans ma taupinière, je n'avais pas su lire les événements. Je n'avais rien fait pour les lire. Par paresse, par facilité. Je n'avais pas su empoigner la rame, et, même lorsqu'il était trop tard, porter ce naufragé sur mon dos, le mener au rivage. Rien, je n'avais servi à rien. N'importe quel compagnon stupide, n'importe quel harki lui aurait été plus utile que moi. J'en avais trop gros sur le cœur. J'ai vidé mon sac de désespoir dans l'oubli. Comme tout le monde.

En revanche, je voyais très clair en moi-même. Tout d'un coup, comme dans un bain chimique tous mes refus s'étaient cristallisés. Je n'avais plus à m'interroger sur la libération du territoire, sur la lucidité de ceux qui avaient deviné plus tôt que nous et mieux que nous le dénouement du drame. Un régime qui pouvait mettre à mort un être aussi généreux, aussi pur, aussi précieux pour tous, présents et à venir, qui le tuait pour des mots, pour une opinion, avait en lui un principe de mal, sa sève même était un poison. J'étais le témoin de Robert Brasillach. Sur lui, je ne pouvais pas me tromper. Si mon jugement, si mon cœur me faisaient regarder cette mort comme un crime, c'est qu'elle était certainement un crime. Et Robert dont j'étais le témoin n'était pas un exemple extrême, une exception malheureuse. Même coupé du monde, même enfermé à Fresnes avec un bandeau sur les yeux, j'en savais assez pour comprendre que ce qu'on lui avait fait, on l'avait fait aussi à des millions de Français que je ne connaissais pas. Par cette similitude de leur souffrance, par ce baptême de l'injustice, ces Français devenaient mes frères, les habitants de la même patrie intérieure, mes seuls compatriotes désormais.

Je ne sais pas si je découvris immédiatement mon isolement, ma situation d'étranger dans le pays dont je portais le nom. Il est possible que je place à cette date une lucidité qui ne fut complète que peu à peu. Tous les hommes se font tous, plus ou moins, une image de ce qu'ils ont été, ils mettent de l'ordre dans ce passé, ils le peignent et l'enjolivent. Cette retouche esthétique du souvenir est une dérive à laquelle les mémorialistes sont particulièrement exposés. Peut-être ma chronologie n'est-elle pas parfaitement exacte. Mais je sais très bien, et sur ce point, je ne me trompe pas, que ma structure d'une autre vision du passé et du présent fut, dès les premiers jours, cohérente et solide.

Non, les décisions de l'Assemblée nationale qui, à une majorité écrasante, avaient délégué au maréchal Pétain un pouvoir constitutionnel n'étaient pas une manœuvre, ni un coup d'État. Ces décisions étaient l'expression régulière, conforme aux lois, de la volonté du peuple français. Le gouvernement qui en était issu était bien le gouvernement légitime de la France et les actes de ce gouvernement, quelle que soit l'opinion qu'on ait pu avoir sur eux, étaient des actes légitimes qui obligeaient les dépositaires de l'autorité et de la gestion. Non, la cessation des hostilités établie par l'Armistice n'était pas une désertion, elle n'était pas l'abandon d'un « camp », cette notion de « camp » n'ayant aucune signification juridique. Cette cessation des hostilités installait la France dans un état de non-belligérance qui ne comportait aucune culpabilité et laissait le gouvernement français libre de choisir les mesures qui étaient les plus propres, à ce moment et dans cette situation, à sauvegarder les intérêts de la France. Les épisodes de la guerre purent ensuite placer ce gouvernement devant des choix difficiles. Ils ne changeaient rien au statut de la France qui lui imposait une non-intervention. La libération du territoire n'avait pas été obtenue par l'insurrection du peuple français, elle avait été obtenue par le succès du débarquement anglo-américain et par la retraite de l'armée allemande devant la pression des armées anglo-américaines. La France avait été un corps mort qui n'avait pas participé à la conquête territoriale qui avait mis fin à l'Occupation. Les fonctionnaires qui avaient obéi aux ordres du gouvernement légitime avant et pendant cette phase finale de la guerre, les citoyens qui avaient refusé l'indiscipline et le sabotage pendant cette période douloureuse n'avaient aucun reproche à se faire. Ils pouvaient regretter, en leur cœur, l'immobilité à laquelle ils étaient contraints par le statut de non-belligérance. Mais ils ne commettaient aucune faute, ils donnaient, au contraire, un exemple de discipline et de loyauté en accomplissant leur mission dans un moment tragique de notre histoire qui imposait, plus qu'aucun autre, le silence et l'abnégation.

La rigueur de ce raisonnement m'installait sur une île déserte. À la vérité, je n'y étais pas seul : j'avais des compagnons. Mais j'étais seul (avec mes compagnons) contre une apparente unanimité. Je me réclamais d'une évidence de droit à laquelle s'opposait une évidence de fait : la France était libérée et le peuple français acclamait son libérateur. Cette légitimité par acclamation était une légitimité sans droit, sans vérification : ce n'était rien d'autre qu'un état de fait. Mais c'était ce qui se passe dans toute révolution. Une révolution acceptée fonde un nouvel ordre, une autre dynastie. On recommence à l'An I. Il n'y avait rien d'original dans tout cela, pas même mon entêtement. Je ne faisais que faire gronder en moi-même la colère des vaincus. Ces soubresauts ont accompagné tous

les changements de décor. Les exilés de l'histoire ont tous planté sur quelque île déserte le drapeau de leur irrédentisme. Je n'étais que l'un d'eux : vieille histoire au bout de laquelle il y avait la résignation. Et pourtant, je pressentais, sans pouvoir me l'expliquer, qu'il y avait dans mon refus quelque chose d'original et qu'il y avait dans la contrainte qui nous était imposée quelque chose de plus scandaleux que d'habitude.

Je ne mis pas longtemps à le découvrir. Je n'avais qu'à poursuivre mon raisonnement jusqu'au bout, il me conduisait à un scandale. Pour renverser mon raisonnement, il fallait substituer une histoire à une autre, un vocabulaire à un autre, une conscience à une autre. Il fallait dire et inscrire sur le fronton de notre histoire que la France n'était pas une nation « non belligérante », une nation « non alignée » qui pouvait assister à la guerre en spectateur. Il fallait dire et inscrire dans notre histoire que la France restait « participante » de cette guerre, qu'elle était immobilisée certes, mais que, malgré cette immobilité provisoire, elle restait « engagée » et que, par conséquent, la véritable légitimité n'était pas la légitimité juridique de la non-belligérance, mais la légitimité à venir de ceux qui continuaient à se déclarer « présents » aux côtés des Alliés. C'est cette vision *obligatoire* du passé qui était l'originalité de l'épuration qu'on nous imposait, et de l'abdication qu'on exigeait de nous. Il y avait un *viol des consciences* dans cette abjuration. Et ce viol des consciences qui nous obligeait à revêtir une autre peau que la nôtre, à nous fabriquer une autre cervelle, je savais ce que c'était. Je n'avais qu'à me souvenir que l'expression même que j'utilisais pour définir cette opération était la même que le titre du célèbre ouvrage de Tchakotine, *Le Viol des foules,* qui, avant la guerre, avait décrit le *lavage de cerveau* employé par les communistes pour imposer la religion du marxisme-léninisme.

Alors, mon île déserte ne ressemblait pas aux autres, aux archipels de l'opposition que l'oppression avait disposée autour des continents. Ce n'était pas une île paisible, séparée de la terre ferme, étrangère, mais ignorée, c'était une île constamment bombardée, pilonnée, vouée à la destruction parce qu'elle se dressait comme un défi. Il fallait la faire disparaître : la couler, cette île, comme si elle avait été un bateau. Nous n'étions pas seulement « en pétard de mystique », comme disait Céline. Nous n'étions pas, comme lui, contre notre siècle, nous n'étions pas des moralistes qui accusaient l'hypocrisie et le mensonge des attitudes. Nous étions surtout, actuellement, essentiellement, non pas des sauvages qu'il fallait endoctriner, mais les habitants maudits, pestiférés, frappés d'une cataracte non décrite, les pensionnaires d'un asile de fous qu'il fallait détruire au lance-flammes parce qu'ils étaient les adorateurs d'un autre Dieu. Épuration, je le comprenais, était pour moi, pour les habitants de mon île déserte, un mot impropre. Il fallait plus, il fallait nous *extirper*.

L'extirpation est une opération cruelle. Ce n'est pas comme l'arrachage d'une dent à laquelle on ne pense plus la semaine suivante. L'intervention va plus loin, plus profond : elle atteint cette partie de nous-même qui tient à l'âme. Elle atteint, elle outrage notre conviction que les autres hommes sont garants de notre sécurité par l'assurance mutuelle, imprescriptible, intangible que la loi écrite confère à tous les hommes sans exception et qui est le propre de la civilisation et de l'ordre social.

Ce que je ressentais, c'est qu'une partie des Français étaient mis *hors-la-loi* par ce refus de *l'habeas corpus* qui lie tous les hommes entre eux. *« Hors-la-loi »,* ce

cri de la Convention qui remplissait de terreur, qui avait terrassé Robespierre et Saint-Just eux-mêmes, c'était celui qu'on proférait contre eux. Car, on ne les accusait pas seulement d'une erreur, d'un aveuglement, on les accusait d'un crime : et pour soutenir cette accusation, on avait faussé, tordu, débranché, la loi écrite, en lui donnant un sens qu'elle n'avait jamais eu. Grâce à cette dislocation, le palladium, que les hommes avaient mis deux mille ans à acquérir au sortir de l'esclavage, était refusé aux vaincus. Car la loi pénale, même la plus dure, assure aux hommes une protection de la société tout entière en contrepartie des châtiments qu'elle décrète. La loi écrite, gravée sur les douze tables depuis les consuls de Rome, livre à la hache du licteur celui qui franchit les limites de l'interdit. Mais cette loi qui punit est aussi le contrat qui protège l'homme sans arme, le faible, le défavorisé, l'innocent. C'est ce contrat que la falsification de la loi pénale abolissait. Et c'est ce refus de leur appliquer la loi commune qui faisait d'une partie des Français des *proscrits*.

Cette marque au fer rouge, j'eus alors la certitude qu'elle n'était pas imprimée sur le front de quelques Français, mais qu'elle stigmatisait le peuple français tout entier, à cause de la soumission avec laquelle cette imposture avait été acceptée. Oui, de toutes les épreuves qu'avait subies notre pays, c'est celle-là qui me parut la plus honteuse. Cette capitulation sans combat sur le front non seulement du droit, mais de la droiture, c'est elle et non pas les conditions de la déroute qui me parut être le véritable déshonneur de la France. Maintenant ces événements sont loin et les passions se sont apaisées. Eh bien, je le dis sans colère et avec tristesse : j'ai cru, à partir de ce jour, je crois encore sans rétractation depuis ce jour que la honte de la France, ce n'est pas la défaite de 1940, ce ne sont pas les régiments brisés et dispersés, ce n'est pas l'exode, ce n'est pas l'affolement, ce *tournis* de toute une nation, comme une bête blessée à mort et titubant. Car, la défaite, la panique, c'était simplement le résultat direct, inévitable, de l'impéritie et de la jactance. C'étaient des *ordres,* des ordres officiels, qui avaient précipité sur les routes les personnels d'usines entières qu'on dirigeait vers le sud, avec les familles qui suivaient, qui ont déménagé des réserves, des stocks qu'il fallait mettre en sûreté, des services entiers qu'on repliait en arrière. C'était la propagande sur la barbarie nazie et les rodomontades sur les villes qu'on défendrait « rue par rue », « maison par maison » qui avaient précipité sur les routes des troupeaux de civils épouvantés, peu soucieux de réparer par leur sacrifice personnel le manque de sang-froid du gouvernement. Il est faux que les officiers aient abandonné leurs troupes. Ce sont des accusations qu'on a lancées sans preuves en 1945, l'histoire des régiments montre, au contraire, de nombreux actes de courage. La célèbre défense du pont de Saumur par une poignée de cadets massacrés, pour l'honneur de leur école, derrière leurs mitrailleuses n'est qu'un des symboles de cette résistance désespérée. C'est le chaos qui avait dispersé les unités, rompu les liaisons, isolé les postes de commandement. L'armée française de 1940 a été une armée vaincue, elle n'a pas été une armée en fuite. Mais en 1945, c'est le peuple français lui-même qui s'est déshonoré, non, comme on le croit, par la cruauté, la haine, les vengeances et les délations qui accompagnent toujours l'arrivée des soudards, mais par son acceptation unanime de la répudiation de l'évidence et du droit.

Je ne suis pas sûr que toutes ces pensées me vinrent d'un seul coup et comme par une illumination. Ce fut plutôt d'abord un sentiment, une conviction que quelque chose avait été faussé, que le nouveau régime était fondé sur une falsification générale. Ce qui était évident et que je ressentais avec le plus de force, c'était l'imposture de fait, c'était qu'un chef tribal ramené dans les fourgons de l'étranger eût été transformé en vainqueur sans avoir combattu, ayant pour légitimité d'avoir massacré la tribu ennemie : une histoire de nègres. Ce mécanisme du déracinement, je ne suis pas sûr que je l'aie démonté immédiatement. J'étais très ignorant en droit et très novice en politique : un débutant, qui ne percevait que la révolte de tout son être, mais qui le percevait avec force.

Je dois même dire que je ne compris toute la subtilité du détournement de la loi qu'un an et demi plus tard, à la fin de l'année 1946 quand Jacques Isorni publia le texte du *Procès de Robert Brasillach.*

Les inventeurs de cette dislocation de la loi avaient pensé que quelques esprits exigeants trouveraient étrange et peut-être même scandaleuse leur interprétation de l'article 75 du code pénal. Ils craignaient que ces sceptiques pussent se demander si la non-belligérance était parfaitement assimilable à la belligérance et s'il était possible, par conséquent, d'être condamné pour des « intelligences », c'est-à-dire des connivences, avec un ennemi qui avait cessé d'être l'ennemi. Il fallait donc découvrir un moyen qui permît d'introduire dans la loi cette notion de « camp » qui était la réalité, mais qui n'avait pas de définition juridique. Je découvris cet amalgame dans le libellé de la question qui avait été posée aux jurés à la fin du procès de Robert. On leur demandait de dire si « l'accusé ici présent était coupable d'avoir eu... en temps de guerre, étant Français, des intelligences avec l'Allemagne ou avec ses agents, en vue de favoriser les entreprises de toute nature de cette puissance étrangère contre la France ou *l'une quelconque des nations alliées en guerre contre les puissances de l'Axe* ». Voilà le croche-pied. Il permettait d'étendre l'intention criminelle à une *coalition,* et, bien entendu, à l'URSS, membre de cette coalition. L'article 75 ainsi interprété par l'ordonnance du 28 novembre 1944 à laquelle renvoyait le verdict permettait donc d'assimiler l'intention de nuire au bolchevisme à l'intention de nuire à l'intérêt national français.

Tel fut le premier acte criminel du système d'hypocrisie et de mensonge sous lequel nous vivons tous depuis plus d'un demi-siècle. Cette subtile acrobatie intellectuelle de quelques savants juristes me rendit plus clair le refus de la grâce de Robert Brasillach par le général de Gaulle. On avait inséré frauduleusement dans le dossier préparé pour le général de Gaulle la page de couverture du magazine *Ambiance* dirigé par Pierre Bloch qui représentait côte à côte Jacques Doriot en uniforme de lieutenant de la LVF, uniforme allemand portant l'écusson tricolore de la Légion, entre Robert Brasillach et Claude Jeantet l'un et l'autre en civil. Je n'ai jamais cru au bruit qu'on a fait courir que le général de Gaulle aurait confondu sur cette photographie Robert Brasillach en civil avec Jacques Doriot en uniforme et qu'il aurait refusé la grâce parce que Robert Brasillach aurait porté l'uniforme de l'armée allemande. C'est invraisemblable chez un général politicien qui connaissait certainement les vedettes politiques des dernières années de la Troisième République. Je ne crois pas davantage à l'explication donnée par de

Gaulle lui-même dans ses *Mémoires* : il aurait été impitoyable en raison des responsabilités particulières que confère un grand talent. C'est une excuse de « père noble » qui ne correspond qu'à une attitude théâtrale. Il me semble, au contraire, que l'insertion de cette photographie dans le dossier avait pour objet de rappeler à de Gaulle la visite de Brasillach à la Légion antibolchévique qui n'avait pas été évoquée à l'audience, sa responsabilité dans la diffusion de la vérité sur le massacre de Katyn et par conséquent son dessein de nuire à un allié de l'axe visé par la nouvelle définition donnée à l'article 75. Je crois que la mort de Robert Brasillach est un assassinat réussi. C'est tout ce qu'il est permis de dire aujourd'hui.

Je fus libéré le 19 mars 1945. Mon juge d'instruction m'avait convoqué le 17 : n'ayant rien trouvé dans mon dossier il signa une ordonnance de levée d'écrou. Je n'ai jamais su si cette mesure avait été prise à la suite d'un vœu exprimé par Robert, dans sa cellule, le matin du 6 février, à l'avocat général Reboul, responsable de sa condamnation. C'est un sujet de méditation sur les mécanismes de la justice.

Je retrouvai Suzanne le soir de ma libération, à l'endroit où elle avait installé son quartier général, en haut des escaliers du métro Lamark qui est le commencement de la colline de Montmartre. Elle n'avait pas choisi ce perchoir. L'hôtel Roma qui se dressait comme une vigie au-dessus de la station du métro avait pour propriétaire une amie perpignanaise de sa famille que nous connaissions depuis longtemps. Mon frère Bérine y avait habité, nous y logions parfois des amis, c'était une sorte de poste avancé dont nous disposions au besoin. Cet asile était tout ce qui restait de nos prospérités d'autrefois. Notre appartement de la rue Rataud était occupé par de bons Français qui avaient mérité cette récompense. Les objets que la loi appelait pompeusement nos biens tombaient dans la confiscation qui frappait tout ce qui avait appartenu à Robert, locataire en titre du logement, ma carrière universitaire avait été engloutie dans cette tourmente. Tout cela n'était rien mais faisait énumération.

Toutefois, la solidarité professionnelle qui s'établit si rapidement entre les délinquants nous permit d'avoir un logis. Un des amis les plus dévoués de Robert, le petit Breton de la rue Mouffetard qui devait devenir plus tard le célèbre polémiste François Brigneau, avait pour compagnon de cellule un lutteur forain qui se produisait ordinairement sur des trottoirs divers. Ce lutteur lui signala qu'un local se trouvait libre à l'étage où il habitait dans un très vieil immeuble proche de l'hôtel Roma. Ce local se composait d'une pièce unique dans laquelle on avait ménagé un bout de cuisine et un placard qui pouvait prétendre au nom de débarras. Malgré la crise du logement, le délabrement des lieux avait découragé tous les candidats. Suzanne se précipita avec avidité sur cette « occasion » que le voisinage de l'hôtel Roma rendait providentielle. Dès son arrivée, elle me présenta cet habitacle dont elle me vanta la commodité. En raison de ses agréments, on l'appela le « taudis », et il devint immédiatement notre demeure. J'ai raconté notre séjour de plusieurs années en cette retraite pittoresque dans un petit livre intitulé *Suzanne et le taudis,* que je regarde comme l'une des moins ennuyeuses de mes œuvres.

Je m'attendais à ces décombres. Mais ce qui me surprit en revenant à la lumière, c'est la fidélité de ceux qui avaient survécu à la tourmente et le nombre des

nouveaux venus qui vinrent spontanément à notre aide. Non, mes semblables n'étaient pas si différents de moi : tous n'étaient pas emportés par le flot du mensonge et de la haine, il y avait des vivants au milieu de ces ruines. Ce palmarès est inscrit dans notre cœur. Il se constitua peu à peu. Tous ne vinrent pas dans les premiers jours, mais sortirent peu à peu comme des rescapés. Certains d'entre eux étaient des amis fidèles qui ne nous avaient jamais abandonnés, mais ce n'étaient pas les plus nombreux. Il y avait peu d'universitaires parmi eux. Je dois pourtant inscrire sur mon palmarès les noms de Victor Tapié, mon aimable collègue de Lille, aujourd'hui membre de l'institut, qui ne m'abandonna jamais dans mes épreuves et me rendit de précieux services, de Marcel Bouteron qui était en ce temps-là le « pape » des balzaciens et qui réconforta son ouaille dans ses tribulations, et surtout du professeur Jean Pommier qui a laissé un grand souvenir à la Sorbonne et au Collège de France et dont la fidélité inébranlable et efficace ne se démentit pas un seul instant. Mais ces graves personnages dont j'ai plaisir à mentionner le nom ne s'aventuraient pas dans les greniers de Montmartre. D'autres avaient été rencontrés dans les hasards de l'adversité. Cette troupe était hétéroclite. Au début surtout, il y eut des passagers pittoresques. La Diva fut, quelque temps, une marchande de légumes des quatre saisons, Madeleine Ferré amie d'Henri Poulain qui tenait ses assises dans la rue Mouffetard. Elle portait le nom d'un communard célèbre, ami de Blanqui, fusillé par les Versaillais. Elle s'occupait entre autres bonnes œuvres de la femme et des enfants du jeune Antoine Blondin, un débutant qui n'aimait pas le régime. Elle avait ainsi, sous son aile, dans quelques quartiers retirés de Paris, une petite bohème dont je n'ai jamais connu les contours exacts, mêlant de jeunes femmes généralement enceintes et des sous-lieutenants de la littérature promis à un brillant avenir. C'est là que j'ai entendu pour la première fois le nom de Jean Arfel qui signa plus tard de son nom désormais célèbre de Jean Madiran. Auprès d'eux, Pierre Boutang, un de nos anciens camarades de l'École normale, faisait l'effet d'un vétéran. Le « taudis » étant éloigné de leur résidence habituelle, c'étaient plutôt des copains *in partibus*. D'autres fidèles nous furent amenés par mon vieil ami balzacien, l'abbé Philippe Bertault qui vivait dans une dépendance parisienne de la chouannerie vendéenne, l'hôtel particulier du marquis d'Andigné. Le groupe marginal articulé autour de la rue Mouffetard eut ainsi, sans le savoir, des auxiliaires inattendus : nous étions donc, à la fois, des protégés de la Commune et des compagnons de Cadoudal. Mais ce qui me touchait encore plus, c'étaient ces jeunes gens inconnus qui venaient nous offrir leur amitié pour remplacer celle que nous avions perdue. Les uns avaient participé à ces réunions de Brunoy auxquelles Robert se joignait dans les derniers mois de la guerre. Il les avait détournés des aventures incertaines auxquelles on les invitait et ils lui avaient été reconnaissants de cette sagesse. D'autres étaient des inconnus qui s'étaient présentés spontanément à Jacques Isorni pour l'aider dans ses démarches. Quelques-uns reportèrent sur nous l'affection qu'ils avaient voulu montrer à Robert. Les uns venaient nous voir pour nous être utiles, surtout dans les premiers temps. D'autres venaient au « taudis » un peu comme un pèlerinage. Je revois encore les deux premiers qui se présentèrent. L'un était Jacques Poillot, le jeune garçon qui avait crié son indignation au moment où le président lisait le verdict : on l'avait arrêté et gardé en prison pendant quinze jours. Il venait avec un de ses camarades qui est resté

l'ami de toute notre vie, Bernard George, qui fut le premier à écrire un livre consacré à Robert Brasillach, étude qui parut aux Éditions Universitaires au début de l'année 1968, et qui a été reprise récemment en une belle édition illustrée d'une riche documentation photographique inédite provenant de nos archives familiales. Ils eurent plus tard l'un et l'autre un rôle important dans la rédaction de ma revue *Défense de l'Occident*. Il y eut aussi un couple de Suisses, Jean Mahyère, un grand garçon maigre professeur au lycée Calvin à Genève et sa sœur Évelyne que Suzanne aimait beaucoup.

D'autres venaient d'autres rives. L'un d'eux était l'éditeur et cinéaste André Barret, qui vint me voir pour se documenter sur le cinéma avant de partir pour l'Amérique. Cette rencontre fortuite fut le début d'une amitié qui dura, elle aussi, toute notre vie. André Barret, gai, actif, pittoresque, était adoré des enfants parce qu'il appartenait à l'administration de la Shell, dont la coquille pétrolière ornait de nombreux panneaux. Il devint bien vite un familier de la maison. Un autre, Bernard de Fallois, qui avait beaucoup aidé Jacques Isorni lors du procès de Robert, rassemblait pour moi les fragments posthumes de Robert. Il préparait l'agrégation des lettres. Il me demanda de suivre son travail. Je le fis et lui déclarai qu'il me semblait beaucoup trop intelligent pour un jury d'universitaires. Il s'obstina et fut reçu premier à ce concours difficile.

Ces sympathies et ces dévouements et ceux qui se manifestèrent dans les années suivantes avaient une cause que nous savions tous. Le cercle de ces amitiés était si large, leur diversité si imprévue, les inconnus si nombreux que nous sentions dans cette bienveillance le mouvement d'une onde plus profonde, plus lointaine que l'hommage du souvenir. C'est que la mort de Robert, réclamée par tant de cris avait été, brusquement, lorsqu'on l'eut obtenue, suivie d'un profond silence. On osa à peine l'annoncer. Il n'y eut ni satisfaction ni commentaire. Mais on eut nettement l'impression que toute une partie de ceux qui l'apprenaient étaient comme glacés par cette mort. La vitesse de l'épuration fut freinée par cette victoire, les procès des journalistes et des écrivains disparurent du répertoire sanglant. Il semblait que Robert eût *payé* pour tous.

Je n'ai pas envie de parler des mois qui suivirent. Une tâche d'abord m'attendait. François Mauriac avait obtenu du préfet de police que le corps de Robert pût être transféré du cimetière de Thiais où il était inhumé dans le carré des condamnés. J'achetai une concession au cimetière du Père-Lachaise. On fit ce transfert au petit matin à la fin du mois d'avril. Plus tard, le corps de Robert fut inhumé, selon la volonté qu'il en avait exprimée, au cimetière de l'église de Charonne où il repose actuellement. J'assistai hébété et glacé à cette besogne de fossoyeur. C'est ce qu'on appelle « rendre les derniers devoirs » à un être qu'on a aimé.

Peu après ou vers le même temps, mon frère Bérine, que j'aimais tant, à son tour vêtu de bure, quittait sa cellule de Fresnes pour la « centrale » de Poissy. Il avait été condamné à cinq ans de travaux forcés par un tribunal furtif et bienveillant qui tint compte des dépositions des jeunes communistes qui avaient échappé au service du travail obligatoire en Allemagne en ficelant des colis de livres dans les sous-sols de la librairie Rive Gauche. On le félicita : c'était, en ce temps-là, l'équivalent d'un acquittement. Nous ne pouvions pas prévoir que la tombe que je venais d'acheter au Père-Lachaise serait la sienne trois ans plus tard.

C'est dans ces circonstances que je fus proposé pour la révocation par une commission d'épuration. Ces commissions avaient pour tâche de porter un dernier coup de crosse à ceux qui avaient échappé aux différentes formes de l'épuration judiciaire. Comme on n'avait pas pu les condamner à la prison, on les condamnait à la misère, ce qui est presque aussi bien. Un ministre dont j'ai oublié le nom signa sans hésiter cette mesure bénigne.

Dès mon entrée dans le « taudis », j'avais élevé le réduit nommé débarras à la fonction et au titre de cabinet de travail et je m'y étais installé. Je ne pense pas qu'il soit juste de voir là la stupidité et l'inertie de l'animal universitaire qui reprend place dans ses brancards. J'étais seulement un bon père de famille : j'avais dans mon garde-manger la moitié d'un bon volume sur Stendhal que je n'avais pas envie de laisser perdre. Je me remis donc à la besogne après m'être assuré de l'appétit d'un éditeur. J'échappai ainsi prestement à l'inquiétude métaphysique.

À la vérité, la jeunesse de Stendhal ne m'excitait guère. Ses manies, son goût des mathématiques, son admiration des idéologues, sa passion du théâtre, sa fatuité, son didactisme de séducteur m'étaient très étrangers. J'avais peur de m'ennuyer en continuant avec ce mirliflore. Je ne comprenais pas comment ce professionnel de l'impertinence avait pu écrire des romans qui me procuraient tant de plaisir. C'est en repérant des notations rapides, en apparence fugitives, dans des œuvres que je trouvais secondaires, l'*Histoire de la Peinture,* la *Vie de Napoléon,* les *Pages d'Italie* que je sentis pour la première fois un langage secret, des mots, des refus, des colères sourdes, étincelles que je reconnaissais et qui faisaient en moi comme un chemin lumineux. Alors, je compris brusquement que Stendhal, après la chute de Napoléon, avait été blessé de la même blessure que moi, que l'épuration qui avait suivi Waterloo avait laissé sur lui des traces que je reconnaissais. Alors je compris pourquoi j'aimais tant Julien Sorel dans *Le Rouge et le Noir,* puis je reconnus en Fabrice Del Dongo dans *La Chartreuse de Parme* le jeune enthousiaste attiré par les causes perdues, je revoyais mes illusions, je retrouvais le décalque en lui de tout ce que j'aimais, de tout ce que j'aurais fait si j'avais eu vingt ans : les mêmes mépris, les mêmes dégoûts, transposés, mais reconnaissables dans tout ce qui frémit dans les romans de Stendhal et anime les êtres délicieux et imprévus dont chaque geste et chaque pensée sont une insulte aux institutionnels. Et je découvrais dans ces romans le mélange savoureux de l'incivisme et du bonheur. Cela me plut assez. Je le dis, je pris plaisir à le dire. Et je compris que ce n'était pas par inertie et paresse que je m'étais enfermé dans la pièce appelée débarras où les lits des enfants étaient repliés le matin pour me permettre d'écrire.

Parfaitement délesté de toute ma pacotille sociale, nu comme un forçat quand il arrive au bagne, j'étais dans des conditions idéales pour philosopher. Je ne m'étais mêlé de rien. Je n'avais rien fait d'autre que mon devoir de bon citoyen au poste modeste qui m'avait été dévolu. Je ne pouvais même pas me reprocher des indiscrétions, des professions de foi malencontreuses, pas non plus d'imprudences, d'attaques personnelles, ou d'intolérance. J'étais coupable seulement de ne pas avoir été un dissident, un révolté, un combattant de l'ombre : ou simplement un hypocrite, on ne m'en demandait pas davantage. Et pour cela, sans même qu'on puisse m'accuser d'avoir eu la nuque raide des inconciliables, pour cela seulement j'étais proscrit dans mon propre pays.

Quand je regardais autour de moi, quand je sortais de ma torpeur d'homme assommé, peu à peu je m'apercevais que je n'étais pas seul à subir ce sort étrange. Et non seulement, ma disgrâce n'était pas un cas exceptionnel, mais ce n'était qu'un cas entre beaucoup d'autres. Je m'aperçus que nous étions nombreux à ramer sur la même galère pendant les deux mois de vacances que nous dûmes passer peu après notre installation au « taudis » dans la maison que la sœur du lieutenant Brasillach, la tante de Robert, possédait près de Perpignan dans le petit village de Canet. Paris est une fourmilière du fond de laquelle on ne voit rien. La radio, les journaux remplacent la vue et les oreilles. On sait ce qui nous est dit ou montré : au mieux, on a des relations qui ne donnent jamais qu'une vision fragmentaire. Dans la province seulement, on connaît les vies, les carrières, les fortunes, les malheurs, on voit comment l'histoire s'inscrit, se marque sur la pâte humaine. Le Midi, passionné, nerveux, prompt, était une bonne vitrine des oppositions passionnelles. Mon chagrin, ma révolte étaient ceux de beaucoup d'autres. Des familles pleuraient un fils ou un père fusillé, dans certains villages on dressait à voix basse la liste des morts et des disparus. D'autres avaient été emprisonnés sans raison ou dépouillés de leur héritage ou ruinés ou chassés de leur emploi. Ils ne comprenaient pas, une tornade s'était abattue sur eux et avait dévasté leur vie. Je me souvenais, en écoutant leur histoire, des amis de mon père que j'avais connus à mon vieux Dun-le-Roi. C'était la même race d'honnêtes gens, d'humbles porteurs de la même morale qu'on m'avait apprise dans les redoutables écoles laïques de Jules Ferry, des hommes qui respectaient la loi, obéissaient aux gendarmes et au maire, regardaient avec respect l'uniforme doré du sous-préfet, et gardaient les urnes les jours d'élection. Ils étaient de bons républicains et ils avaient une vie irréprochable. Ceux qui volaient, ceux qui buvaient et se battaient dans la rue étaient emmenés à la Gendarmerie et on les y gardait, ils n'étaient même pas mis en prison, on les mettait au « violon » dans les locaux des gendarmes. Cette peine infamante me troublait tellement quand j'étais enfant, que je faisais un détour pour ne pas passer devant la Gendarmerie. L'arrestation, la honte de parcourir les rues, menottes aux mains, entre deux agents de l'autorité étaient une épreuve si exceptionnelle, si affreuse qu'elle déshonorait un homme et une famille. Et c'étaient ces braves gens qu'on avait exhibés dans les rues de leur propre ville ou de leur village entourés d'une foule qui vociférait. Et ces malheureux, ces images vivantes de la bonne conduite et du civisme, ils étaient soumis depuis un an à une telle pression de la radio, des journaux, de cette unanimité factice qu'on appelle l'opinion publique, qu'ils en étaient venus à se demander s'ils n'avaient pas été « un petit peu traîtres » sans le savoir, par ignorance ou passivité.

Ce n'était pas une indignation de petit-bourgeois qui me rendait solidaire de leur peine. C'était une profonde pitié : et même bien plus qu'une pitié, un sentiment irrépressible d'attachement à ce qui est « juste et bon » comme on dit, le dimanche, à la messe. Oui, il est « juste et bon » que nul ne soit inquiété quand il a été un « homme de bonne volonté », bon père, bon époux, bon citoyen. Et je sais bien qu'il y a pas mal de fripouilles ou tout simplement de pauvres chiens couchants parmi ces « hommes de bonne volonté ». Mais quoi ! c'est notre « condition humaine », c'est-à-dire la « condition », le service auquel sont soumis la plupart des hommes. À quelques furieux, à eux seuls, la porte étroite ! Mais

cette « porte étroite » que nous revendiquons comme notre privilège et notre honneur, elle n'a de signification que si tout ce que nous faisons est fait pour l'amour des autres, de ceux qui ne peuvent pas passer par la porte étroite, mais que nous y ferons passer s'ils nous suivent.

J'avais pitié de ces hommes qui ressemblaient à mon père. « Souviens-toi de ton père, Achille semblable aux dieux », dit le vieux Priam lorsqu'il vient demander le corps de son fils. J'avais pitié d'eux, j'avais pitié surtout de leur détresse quand ils fléchissaient sous le poids du mensonge qu'ils se croyaient, finalement, « un petit peu traîtres ». C'était mon devoir de le dire puisque personne ne le disait. Et, comme pour le sens nouveau que je donnais à Stendhal, je le dis, et je pris plaisir à le dire.

Les deux volumes qui étaient le fruit de mes studieuses veillées dans le « taudis » pendant l'année 1946 parurent presque ensemble. L'étude consacrée à Stendhal fut présentée au dépôt légal par les éditions de La Table Ronde à la fin du premier trimestre 1947 sous le titre *Stendhal romancier*. C'était le « pendant » de mon étude sur Balzac publiée sous le titre de *Balzac romancier*. L'autre essai fut publié en juillet 1947 sous le titre de *Lettre à François Mauriac* par une petite maison d'édition inconnue, La Pensée Libre, fondée par un ancien épuré nommé Albert Delobel. Je n'avais pas eu l'intention de fabriquer un produit détonant en mélangeant ces deux substances. C'est pourtant la coïncidence de ces deux incongruités qui rendit mon entrée dans la vie littéraire moins modeste que je ne m'y attendais.

À la vérité, je n'étais pas aussi inconnu que je le pensais. Ma savante thèse sur Balzac soutenue en 1940 avait été publiée chez Plon d'abord in extenso, puis en une édition abrégée en 1941, qui avait touché un public plus large. Mon passage éphémère à la Sorbonne m'avait fait connaître auprès d'une génération d'étudiants. Mon attachement à Robert Brasillach dont les inédits écrits en prison commençaient à circuler, et même ma caverne du métro Lamark m'attiraient quelques sympathies. C'est peut-être pour toutes ces raisons que mon étude sur Stendhal fut reçue avec intérêt — et bientôt avec indignation.

Le début ne fut pas mal. L'interprétation que j'avais donnée des romans de Stendhal me valut quelques articles élogieux et surtout une initiative inattendue. Le jury qui décernait le prix de la Critique, dont je n'avais jamais entendu parler, imagina de me le décerner. Je n'ai jamais su qui avait émis cette proposition originale. Peut-être n'y avait-il pas d'autre raison que la pauvreté de l'éventaire littéraire. Quelques esprits rassis pressentirent le scandale. On me fit le grand honneur de mobiliser contre moi l'artillerie lourde de la littérature. Le prix de la Critique fut décerné, à la satisfaction générale, à Albert Camus pour *La Peste* qui n'était pas un essai critique, qui n'était pas encore en vente, qui n'était même pas imprimé, mais qui était *annoncé*. C'est à ma connaissance, la première fois qu'on décernait un prix littéraire à une œuvre qui n'existait pas.

Rien ne vaut une anecdote pour commencer une réputation. Le terrain ainsi préparé, les événements s'avancèrent en bon ordre. Deux articles furent remarqués, celui d'Albert Béguin dans *Le Monde,* celui d'André Rousseaux dans *Le Figaro littéraire*. Je passe sur celui d'Albert Béguin, benoîtement imprécatoire. Mais celui d'André Rousseaux était tout à fait remarquable et jetait sur ma triste personne un éclairage si pertinent qu'on peut encore le lire aujourd'hui avec profit.

André Rousseaux était un bon stendhalien. Il avait remarqué que Stendhal avait la manie de se masquer, d'utiliser des noms de guerre et cagoules diverses, de parler un langage codé qu'il fallait savoir décrypter. Et il convenait que j'avais découvert une des clés de ce code. Mais ce qui était abominable, inouï, insane et méritant l'internement immédiat en clinique psychiatrique, c'était *l'application* que j'en faisais pour faire comprendre. Les sarcasmes de Stendhal, j'avais bien raison de les relever, mais il fallait les appliquer au « gouvernement de Vichy » et non au régime « issu » de l'épuration. « Quand Stendhal parle des lois d'exception, écrivait ce résistant indigné, monsieur Bardèche ajoute : “ Ces phrases sont pleines de sens pour nous. ” Mais il ne songe pas aux lois raciales dont *Je Suis partout* réclamait l'application féroce. S'il évoque “ un de ces moments où le mensonge paraît recouvrir l'histoire comme une inondation ”, ce n'est pas en pensant au temps où les ondes répandaient l'émission de Radio-Paris et la voix de Philippe Henriot. Il ose un retournement plus audacieux. Il cherche une réplique contemporaine à une certaine *Société des Bonnes Lettres* où la Restauration domestiqua les talents serviles. Croyez-vous qu'il la trouve dans l'académie Goncourt d'hier régentée par les La Varende et les Sacha Guitry ? Ou bien dans ce groupe d'écrivains qui acceptèrent d'être les invités de l'Allemagne pour le trop fameux voyage de Weimar ? Non, il désigne “ une sorte de comité national des écrivains qui centralise les prébendes et décerne les brevets de civisme, c'est-à-dire de servilité ”, il l'appelle “ comité de la bassesse et du conformisme... confrérie du mensonge ”. Je n'irai pas plus loin dans la citation d'un texte odieux... M. Bardèche s'établit au cœur du mensonge quand il cherche à parer Stendhal du titre auquel il tient sans doute le plus, celui de “ vaincu de la guerre civile ”. Ces mots de “ guerre civile ” sont la formule qui sert à fausser la vérité et à favoriser l'équivoque. » Et le perspicace commentateur terminait par cette phrase qui résume et qui fait mouche : « Il viole chaque chose qu'il nomme par un mot qui la trahit. »

On ne saurait mieux dire ni résumer d'une phrase plus péremptoire toute ma carrière littéraire. Je n'ai pas cessé, en effet, depuis cinquante ans, de donner une autre image des événements dont j'avais été le témoin et de rétablir le sens des mots qu'on avait usurpés et falsifiés. C'est certainement à juste titre que mon savant critique suggérait qu'on devrait m'abriter dans un hôpital psychiatrique.

L'autre ouvrage qui parut trois mois plus tard était le petit livre que j'avais intitulé *Lettre à François Mauriac,* ce qu'il était en effet. J'avais choisi Mauriac comme interlocuteur à cause de mon estime pour son caractère. Il avait été le premier parmi ceux qui se déclaraient publiquement gaullistes à demander plus de modération dans la répression et il avait été l'un des plus ardents de ceux qui étaient intervenus pour que Brasillach fût gracié. Je ne le connaissais pas, je ne l'avais jamais rencontré. En lui adressant ce livre, c'était un hommage que je lui rendais. Pour obéir aux convenances, j'aurais dû sans doute lui soumettre cette lettre avant de la publier. Je ne suis pas sûr qu'il ait été très satisfait que son nom soit ainsi utilisé. Mais j'étais alors bien indifférent aux convenances.

J'avais revendiqué dans ce livre le droit pour tout citoyen d'obéir au gouvernement légal lorsqu'une crise mettait en péril l'existence de la nation. J'avais aussi souligné les dangers que représentaient pour l'avenir des lois qui faisaient obligation de la dissidence. Je mettais en doute l'efficacité des opérations

de la « résistance » sur la situation militaire et je m'obstinais à prétendre que la France avait été libérée grâce à l'armée anglo-américaine. Je disais tout cela — et tout ce qui découlait — sans ménagements et en me servant du langage que je me parlais à moi-même quand je réfléchissais aux événements dont j'avais été témoin.

La législation de cette époque n'avait pas prévu le cas où un énergumène proférerait de pareils blasphèmes. Je fus aidé par un hasard. Mon éditeur, qui débutait dans le métier, avait mis mon livre en vente au début du mois de juillet, ce qui est une très mauvaise date à la fois pour obtenir des articles et pour attirer des acheteurs. Il fut peu remarqué. Le scandale ne devint public qu'après les vacances. Le ministère public ne pouvant intervenir que pendant les trois mois qui suivent la publication, il était trop tard pour entamer des poursuites.

Je crois que c'est surtout par sa force et son opportunité que la *Lettre à François Mauriac* fut un événement. L'opinion avait été assommée par la rapidité des événements. La condamnation du maréchal Pétain avait provoqué une vague de protestation des anciens combattants de la Première Guerre mondiale qui avait imposé la grâce qui suivit : mais cette sympathie était au nom du passé, pas au nom de la vérité. Il avait fallu plusieurs mois avant qu'on ne vît paraître les premiers bulletins, presque confidentiels, qui mettaient en discussion les dogmes imposés par la radio et par la presse « issue » de la Résistance. Le meilleur d'entre eux, la *Revue des Questions actuelles,* avait été créé en décembre 1944 par René Malliavin qui fut le premier en date des écrivains protestataires. À peu près à la même date, avaient circulé *Les Documents nationaux,* d'abord ronéotypés, rédigés par des rescapés de *L'Action française.* Dans la lignée de cette petite presse on avait vu paraître successivement *La Dernière Lanterne* rédigée par Pierre Boutang et un jeune inconnu nommé Antoine Blondin, puis *Le Drapeau Noir,* puis *La Sentinelle* de René Binet. En 1947, la presse d'opposition n'existait vraiment que depuis quelques mois. Elle était représentée par un grand hebdomadaire *Paroles françaises* fondé en 1946 par le député André Mutter combattant de la Résistance et président du Parti républicain de la liberté et par une revue mensuelle Écrits *de Paris* fondée par René Malliavin dont le premier numéro parut le 1er janvier 1947. Bientôt après on put lire l'hebdomadaire monarchiste *Aspects de la France* fondé par Georges Calzant et quelques-uns des anciens journalistes de *L'Action française.* Pour la première fois, depuis peu de temps, ceux qu'on commençait à appeler les « pétainistes » avaient donc une presse pour les défendre : mais, soit par prudence pour éviter une interdiction, soit à cause de la personnalité de leur fondateur, ces organes de presse ne pouvaient pas être aussi catégoriques qu'un écrivain qui n'engageait que lui-même.

Mais enfin, cette presse existait, elle pouvait rassembler, soutenir. Et surtout, elle permettait de respirer, de s'ébrouer. Après quoi, les ressuscités aspiraient à une goulée d'air frais qu'ils trouvèrent dans cette *Lettre à François Mauriac.* Ils cessèrent de se demander s'ils n'avaient pas été « un petit peu traîtres ». Et ils se transmirent la bonne nouvelle : il y avait un livre, un vrai livre, pas une brochure, pas une feuille ronéotypée, un livre qu'on pouvait acheter dans une librairie, qui annonçait cette vérité. Mon éditeur s'enrichit, raconta imprudemment qu'il avait vendu 80 000 exemplaires, joua au poker, et bientôt disparut. Je fus plus heureux que lui. J'y gagnai une soudaine notoriété, on m'écrivit, on me demanda ma

collaboration. Je fus obligé d'avoir une chambre à l'hôtel Roma pour recevoir mes visiteurs : ce qui n'était pas sans danger.

Tels furent mes débuts dans la vie publique. Ils firent de moi un personnage moins poussiéreux que l'honnête érudit que j'étais alors, broutant fiches et petits papiers. C'est pourtant à cet homme des cavernes que je dus l'activité essentiellement clandestine, grâce à laquelle je pus assurer deux repas par jour à ma femme et à mes enfants dont le nombre avait augmenté par la naissance d'un troisième qui fut nommé Pierre-Philippe.

Notre petit groupe de professionnels de la délinquance politique s'était assuré la complicité de jeunes Français irréprochables. L'un de ces derniers était particulièrement actif. C'était un jeune protestant d'excellente famille, neveu du grand acteur Pierre Fresnay qui s'appelait Roland Laudenbach. Il venait de se marier avec une de mes anciennes étudiantes de la Sorbonne. Ce Roland Laudenbach était un grand et souriant garçon, d'abord aimable, qui paraissait lymphatique et bon enfant. Il appartenait alors à un petit groupe qui cherchait à fonder une revue et une maison d'édition. Ce groupe avait un financier et un imprimeur. J'ai peu connu le financier. En général, on évitait de me montrer aux financiers. Mais j'ai gardé souvenir de l'imprimeur, qui était un grand et fort Lyonnais, aventureux et gaillard. Il avait par chance un stock de beau papier, un Japon Guérimand qui ne lui avait pas coûté cher. Une partie de poker en 1939 lui avait rapporté deux wagons d'enveloppes qui, oubliées et découvertes deux ans plus tard, avaient été vendues avec un énorme bénéfice et converties en un stock de papier de luxe plus précieux que les billets émis par le Trésor. On le convainquit sans peine qu'un des meilleurs placements qu'il pourrait faire serait de fabriquer une édition de luxe numérotée de *La Comédie humaine* qui manquait sur le marché. Il se laissa convaincre sans faire de difficultés et me signa un contrat qui prévoyait un ensemble de 30 volumes à faire paraître sur plusieurs années. Je devais écrire les notices qui présenteraient chaque volume et mes droits d'auteur, ne pouvant être convenus d'avance en raison de la mobilité de la monnaie, seraient représentés par un pourcentage sur le prix de vente de chaque exemplaire.

Ce contrat, qui prévoyait des versements d'avance, m'a sauvé de la misère. Il me permettait, en outre, de satisfaire une de mes manies. J'avais été surpris, comme l'avait été trente ans plus tôt le grand critique allemand Ernst Robert Curtius, en constatant que la plupart des présentateurs de *La Comédie humaine* ne donnaient qu'un rôle secondaire à l'ensemble des œuvres groupées sous le titre d'É*tudes philosophiques*. Balzac, au contraire, les considérait comme une préface capitale indispensable à l'explication qu'il avait voulu donner des passions humaines et de la société, et même comme la clé de ce qu'il appelait son « système ». J'avais donc proposé de publier *La Comédie humaine* dans un ordre différent de celui que Balzac avait fixé et qui avait été suivi jusque-là par tous les éditeurs. Je commençai par les Études *philosophiques* et je présentai les romans descriptifs ensuite en montrant comment ils étaient autant de déductions des principes posés dans les *Études philosophiques*. Mon intrépide Lyonnais accepta sans discuter cette présentation nouvelle de laquelle je tirai plus tard un essai que j'ai intitulé *Une lecture de Balzac* et que je regarde, aujourd'hui encore, comme celui de mes essais critiques auquel je suis le plus attaché.

J'en étais à cette promesse de redressement économique quand je reçus le 25 septembre 1945, au milieu de la rédaction allègre de mon livre sur Stendhal une lettre de Robert Calmann, directeur des éditions Calmann-Lévy, qui me demandait de passer le voir. Sa maison d'édition avait été « aryanisée » pendant l'occupation, c'est-à-dire confisquée et administrée par un directeur « aryen ». Ce séquestre, après avoir connu des syndics divers, avait été finalement confié à Henri Jamet, le mari de cette Annie Jamet qui avait été avant la guerre une des meilleures amies de Robert Brasillach. Henri Jamet se trouva être un gestionnaire parfaitement honnête, et, de plus diligent. À son retour Robert Calmann trouva une comptabilité en ordre, une trésorerie suffisamment garnie et une imposante collection de contrats signés de noms célèbres. Ces considérations n'ont rien à voir avec la lettre que j'avais reçue, mais je prends plaisir à les rappeler.

Robert Calmann me reçut fort poliment, m'apprit que ma conduite pendant l'occupation avait été correcte, me confia qu'il avait déchiré tous les contrats signés par son administrateur aryen, à l'exception de celui qui avait été conclu avec moi pour les *Œuvres complètes* de Balzac auquel il souhaitait donner suite.

Bien qu'avorté une première fois, ce projet restait, en effet, une entreprise neuve et doublement opportune : d'une part, parce qu'il n'existait aucune édition de *La Comédie humaine* comportant une étude de chacune des œuvres, d'autre part, parce que, pour la première fois, on allait pouvoir se servir de la riche documentation conservée à Chantilly à la bibliothèque Spoelberch de Lovenjoul[4] que certaines difficultés d'installation, puis la guerre avaient jusqu'alors rendue inaccessible. Pour ce projet qui nécessitait de longs et difficiles travaux, Henri Jamet m'avait établi un beau contrat qui me réservait un droit d'auteur de 7 % par exemplaire tiré. Des avances pouvaient m'être faites à mesure que je remettais les éléments de chaque tome.

Robert Calmann conclut la conversation en me représentant avec beaucoup de tact que la signature de Robert Calmann au bas d'un contrat avait nettement plus de valeur que celle d'Henri Jamet. Il me proposa donc une réduction du pourcentage qui serait ramené à 5 % pour les deux premiers mille d'exemplaires, élevé à 6 % pour la tranche de 2 000 à 10 000 exemplaires et maintenu à 7 % au-dessus de ce chiffre. Ces *Œuvres complètes* seraient divisées en 12 volumes, imprimés sur un papier bible comme les exemplaires de la collection de la Pléiade, au lieu des 24 volumes prévus. La publication de ces 12 tomes serait échelonnée sur six ans à raison de deux tomes par an. Ces conditions furent acceptées et le traité fut signé le 26 décembre 1945.

L'esprit plus calme, j'eus alors la possibilité de faire l'inventaire des beautés qu'on pouvait dénombrer dans la société nouvelle fondée sur le triomphe du droit et de la civilisation.

J'avais traversé les mois honteux de la sinistre année 1945 non pas comme un somnambule, car les somnambules sont de joyeux drilles qui s'avancent avec tranquillité dans une nuit pour eux amicale, mais comme une chauve-souris se heurtant en plein jour à tous les murs.

Tout m'était prison, et la liberté même. La condamnation du maréchal Pétain, la mort atroce de Pierre Laval après tant d'efforts et de combats pour faire traverser

4 Célèbre collectionneur belge qui avait légué à l'Institut de France un ensemble très précieux de manuscrits d'écrivains du XIXe siècle.

sans trop de dommages à notre pays la plus grave tempête de son histoire, l'ouverture du procès de Nuremberg contre les généraux et les ministres allemands, tout cela me paraissait tellement honteux que je croyais traverser un cauchemar.

Ma lecture à l'envers de l'histoire n'était pas atteinte par les défilés et les fanfares qui m'étaient aussi étrangers que les cérémonies dans lesquelles les Turcs proclamaient le Kapitan Pacha. Elle en était, au contraire, fortifiée. Car ces trompettes n'étaient qu'une parade que les événements contredisaient. Je voyais la substitution des mots qui régnait dans ma cervelle s'inscrire également dans la réalité. Gandhi se levait en Inde pour exiger le départ des Anglais. L'Égypte en faisait autant de son côté. Hô Chi Minh en Indochine réclamait l'indépendance du Vietnam. On massacrait les Français à Madagascar et il fallut faire 80 000 morts pour rétablir l'ordre. Ces craquements annonçaient la dislocation des empires coloniaux qui faisaient depuis cent ans la puissance de la France et de l'Angleterre. La « victoire » n'était qu'un mot pour nos nations. Les vainqueurs de la guerre mondiale étaient les vautours qui avaient fait des cercles au-dessus des combattants et qui, ensuite, étaient restés maîtres du champ de bataille.

Le dépeçage de l'empire colonial anglais et de l'empire colonial français nous annonçait notre condition de vaincus. Mais cette spoliation internationale s'accompagnait dans chacun de nos pays d'une spoliation particulière. Cette spoliation c'était celle de notre personnalité nationale. Il ne suffisait pas que nous soyons vaincus, il fallait encore que, dans chacun de nos pays, nous soyons esclaves, ce qui est la condition de vaincus. Cet esclavage général, il était obtenu par la confiscation des moyens de communication. La dictature gaullienne n'avait duré que seize mois. Elle avait été remplacée par la Quatrième République qui restaurait le régime des partis et celui des politiciens. Mais rien n'avait été changé au dispositif de muselage. Les journaux et les radios étaient censés représenter les principaux partis : mais comme ils étaient les journaux et les radios qui avaient été installés autoritairement au moment de la Libération, ils répétaient tous la même histoire préfabriquée de la guerre, ils n'étaient qu'un seul journal au fond. La nation tout entière était nourrie d'une falsification, elle était dévoyée. On assistait à une transfusion du sang. Cette opération se faisait en deux temps : d'abord une soustraction du sang corrompu, c'est-à-dire du sentiment national, de *l'instinct de conservation* qui avait poussé les Français pendant l'Occupation à accepter l'inévitable pour sauver la matière humaine, les Français ; puis une injection du sang nouveau, remplaçant *l'instinct de conservation* par des principes d'universalité qui proclamaient le caractère sacro-saint de toute *personne humaine,* c'est-à-dire de toute personne non autrement spécifiée, ayant réussi à s'installer en territoire français. Opérer cette substitution de la personne humaine résidente, quelle qu'elle soit, au citoyen français autochtone, c'était ce qu'on appelait sauver *l'âme* de la France.

C'était le commencement d'une entreprise de dépossession qui

allait se poursuivre pendant quarante ans et qui se poursuit encore au moment où j'écris ces lignes sans qu'on comprenne comment on pourra l'arrêter.

Les autres événements n'étaient que des détails en comparaison de ce sortilège. Il était naturel que le dépeçage des empires se poursuivît puisqu'il était la conséquence de notre condition de vaincus, et les sursauts divers de cette agonie

n'étaient que des péripéties. Elles nous coûtaient un sang précieux et des sacrifices inutiles, mais ce n'est pas avec des pleurs et du sang qu'on répare les bêtises : les pleurs et le sang sont les conséquences inévitables de nos bêtises. Il fallait penser à tout cela en 1939.

La nouvelle répartition de la puissance avait donné naissance à une nouvelle carte du monde. Après des réglages plus ou moins longs qu'il fallut consentir pour donner à l'annexion politique une apparence de légalité, tous les États de l'Europe centrale passèrent l'un après l'autre sous le contrôle des partis communistes. En quatre ans, la Yougoslavie, puis la Roumanie, puis la Tchécoslovaquie, et

enfin la Hongrie devinrent des États satellites de l'URSS. L'Autriche seule échappa à ce sort en devenant un État neutre analogue à la Suisse. Pendant cette même période de quatre ans, la Chine, après la victoire de Mao Tsê-toung sur Tchang Kaï-chek, devint un autre empire communiste. Nos journaux enregistraient sans émotion la promenade de ces icebergs continentaux qui s'agglutinaient autour de l'empire de Staline après des essais inutiles de flottaison. Personne ne semblait ému par cette glaciation qui couvrait la moitié des terres d'une sorte de gigantesque coquille de servitude. L'Europe n'était même pas une presqu'île paradoxalement protégée par la présence des troupes américaines, mais seulement une demi-presqu'île, précaire et provisoire, suspendue comme un pédoncule, comme un appendice surnuméraire au flanc de cet organisme tentaculaire qui venait de se constituer.

Cette nouvelle carte du Monde aurait dû terrifier. Ce n'est pas ce qui se produisait : nous restions fort calmes. Je ne sais pas s'il faut en conclure que cette placidité faisait honneur au sang-froid et au bon sens des hommes de ma génération ou si elle devrait nous épouvanter comme exemple d'aveuglement. La vérité, c'est que nous étions nés avec les locomotives Compound qui faisaient d'un voyage à Marseille une transplantation héroïque : la même incapacité à imaginer l'élasticité des distances nous avait habitués à lire avec indifférence parmi les faits divers imprimés en petits caractères qu'une inondation du Yang-Tsé avait coûté la vie à 80 000 Chinois. La Roumanie nous paraissait presque ainsi lointaine que la Chine. Tout ce qui comportait le passage d'une frontière nous semblait une expédition. Tout nous était Orient-Express, rêve, Paul Morand, Cendrars, Marco Polo.

En outre, quelque chose en moi, quelque entêtement absurde, me disait que ce n'était probablement pas autre chose que mon incapacité à imaginer un monde différent de celui que j'avais connu, qui m'empêchait de considérer ces nouvelles frontières comme définitives, me persuadait, au contraire, que les frontières politiques ne sont finalement que des conventions que le temps ou la nature des choses finissent par abolir. Ce qui me parut beaucoup plus grave et qui me fit paraître insuffisantes, incomplètes, timides même, les pensées et les indignations qui m'avaient incité à écrire, ce fut la découverte que les enjeux de cette guerre et de toute guerre future n'étaient plus territoriaux ou nationaux, autrement dit égoïstes, mais qu'ils avaient changé de nature, qu'ils étaient devenus métaphysiques, dangereusement métaphysiques.

Ce spectacle d'un monde que je déclarais invivable provoquait ma colère, mais en même temps me remplissait de satisfaction. Je me félicitais de n'avoir pris aucune part à des événements qui avaient entraîné ces conséquences. Ce désastre

était la justification de ceux que j'avais admirés et qui avaient été les adversaires de cette politique.

Aucun contrepoids ne venait tempérer ce jugement. Les feuilles de chou des années 1945 et 1946 que nous appelions poliment des journaux annonçaient sous des titres majestueux des victoires qui n'étaient pas les nôtres. Je m'attendais, bien entendu, aux couplets sur les atrocités allemandes : cette exhibition est usuelle après toutes les guerres modernes. À la fin de l'année 1945 et encore en 1946 les quotidiens ne paraissaient encore que sur une seule feuille. Cette pénurie de papier limitait le nombre des colonnes qu'on pouvait consacrer à cette intéressante rubrique.

CHAPITRE X

Coup d'envoi du révisionnisme historique

Il y eut certainement pour moi d'autres raisons, conscientes ou non, qui aggravèrent ma surdité. D'abord ma torpeur de l'année 1945, puis dans les deux années qui suivirent la mobilisation de mon indignation dans une direction élective. J'appris, à cette occasion, qu'il n'est permis qu'aux sages ou aux sceptiques de nourrir en même temps deux indignations de sens contraire. Je n'étais ni un sage ni un sceptique. J'avais déjà tout un bruit en moi qui me bouchait les oreilles.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que je me sentais tout à fait étranger à ce qui se passait en France. Je vivais comme en un pays étranger. Et même pire comme en un pays occupé. Et, si j'en juge par les lettres nombreuses d'inconnus que je reçus à cette époque, je n'étais pas le seul à avoir ce sentiment. J'assistai dans ces dispositions au départ du général de Gaulle, à la constitution de la Quatrième République, au défilé des politiciens, Bidault, Gouin, Vincent Auriol, dont les noms ne subsistent que dans peu de mémoires, aux débuts de la guerre froide entre l'URSS et les États -Unis. Dans ce brouhaha la voix aigre de la France était à peu près inaudible.

Il est vrai que le reste de la planète ne valait pas mieux. La haine s'était emparée des balances de la justice. Elle était devenue la déesse des temps modernes. Les États-Unis, toujours à l'avant-garde du progrès, avaient découvert deux instruments également efficaces, la bombe atomique et le génocide. La bombe atomique permettait de tuer par masses : celui qui la détenait avait le pouvoir, comme un génie des *Mille et Une Nuits,* de mettre fin à toutes les guerres. Le génocide, plus précis, plus chirurgical, permettait de tuer par sélection en impliquant des individus dans le projet général de crime contre l'humanité. Le fonctionnement de ce prodigieux bulldozer me fascinait comme un enfant. J'avais eu horreur de l'Épuration parce que l'Épuration avait détruit ma vie : c'était une préoccupation égoïste. Le procès de Nuremberg fit de moi un modèle de désintéressement : j'étais indigné d'une autre manière, à cause de gens qui ne m'étaient rien — pour ainsi dire par esthétique. J'étais devenu ce qu'il y a de plus dangereux au monde, un idéaliste.

Je n'avais aucune sympathie élective pour l'Allemagne ou pour les Allemands. Ce n'est pas l'Allemagne que j'aimais, c'était le courage, la loyauté, la fraternité au combat. Ce n'était même pas le national-socialisme que j'aimais : ce n'était pas Horst Wessel, c'était Ernest Psichari, c'était Bournazel. Et ce n'était pas le Japon que j'aimais. Je reprochais, au contraire, aux Japonais d'avoir permis stupidement à Roosevelt de lancer son pays dans la guerre en essayant, sans y réussir,

d'anéantir la flotte américaine à Pearl Harbor. Mais j'admirais, j'admirerai toujours ceux qui partent à l'aube, après avoir salué leur empereur, pour sauver leurs camarades par leur propre sacrifice. Je n'y peux rien. On m'a trop fait lire le *De Viris illustribus Romae* quand j'avais douze ans. C'était toute mon éducation. Comme l'histoire des Grecques, des trois cent six Fabius ou des Scipion, Corneille, Tite-Live, Sénèque, sont de mauvaises lectures. Ils donnent trop d'exemples de héros.

Je ne savais rien de ces généraux et de ces hommes d'État allemands qu'on jugeait. Je ne savais qu'une chose, c'est qu'ils étaient des vaincus. Pas n'importe quels vaincus. L'armée allemande était l'armée d'un petit pays d'Europe qui s'était battue pendant quatre ans contre la coalition de toutes les armées du monde. Le courage du peuple allemand, ses souffrances méritaient le respect qu'un vainqueur généreux doit à celui qui a été son adversaire. Je ne pouvais m'empêcher de me souvenir, chaque fois que je pensais à ces hommes, de l'admirable tableau de la reddition de Breda dans lequel, devant toutes ses troupes, le duc d'Albe, au nom du roi d'Espagne, reçoit l'épée de celui qui a commandé contre lui : et lui ouvre les bras en signe de paix et d'égalité. Je n'aime pas la guerre. Mais il me semblait qu'il y a plusieurs noblesses dans la guerre et que l'une des plus émouvantes était le respect du soldat vaincu.

Ces généraux, ces hommes d'État, je connaissais seulement leurs noms : comme je connaissais les noms de ceux qui avaient commandé contre eux. Pourquoi n'avais-je pas de haine contre eux ? Pourtant celui en moi qui se sentait atteint par leur condamnation ce n'était pas leur contemporain, le spectateur de leur guerre, mais le petit garçon de douze ans que j'avais été : celui qui savait par cœur le nom des généraux dont le portrait ornait la première page du *Pays de France,* le général Foch, le général Gouraud qui n'avait qu'un bras, le général Pau qui avait combattu en 1870, le général Franchet d'Esperey. Pourquoi ce jugement piétinait-il les noms sacrés qui étaient dans ma mémoire, la Marne, le Chemin des Dames, la côte 304, Saint-Mihiel, Verdun ? Ce n'était pas la Seconde Guerre mondiale qu'on condamnait, c'était l'Histoire elle-même qu'on fustigeait.

Ces sentiments sont-ils étranges ? Je serai peut-être mieux compris si je rappelle qu'au temps où ces pensées commandaient ma sensibilité, nous n'avions pas encore subi l'avalanche de la propagande qui déboula plus tard sur nos têtes à la suite, justement, du procès de Nuremberg. Je sais aussi que ce serait plus simple si je disais que j'étais bouleversé par les souffrances de ce peuple allemand, si écrasé, si déraciné, si misérable, par la détresse de ces familles allemandes qui avaient tout perdu, les maris, les fils, les pères, qui vivaient dans des caves, cherchaient leur nourriture dans les poubelles des vainqueurs, peuple mendiant que la charité seule soutenait. Je me souvenais, pour me consoler de la fureur des hommes, de ce vieux libraire juif, Victor Gollancz, que je connus plus tard, qui vint de Londres avec des wagons qu'il avait remplis de souliers pour que les enfants allemands ne fussent pas pieds nus, pendant l'hiver de la défaite, dans la triste neige de leur pays dévasté.

C'est pour cela, assurément, que je me sentis poussé impérieusement à parler au nom du peuple allemand comme j'avais parlé au nom du peuple français. Mais ce fut aussi, ce fut surtout, d'abord, parce que c'était la même chose. Ce que j'avais défendu dans la *Lettre à François Mauriac,* c'était la cause du loyalisme, du

civisme, de la nécessaire discipline dans le malheur. Mais est-ce que ce n'était pas le même problème qui s'était posé à tous les Allemands et que le procès de Nuremberg mettait en pleine lumière ? Que fallait-il faire quand on était un général allemand ? C'était le cas de conscience qu'on avait chassé d'un coup de pied comme une vieille casserole qu'on rencontre sur le chemin.

C'était tout cela qui me poussa à écrire : c'était tout cela, mais en même temps, c'était beaucoup plus que cela. Mais je ne m'en aperçus qu'en écrivant.

Au commencement, mon livre sur le procès de Nuremberg, que j'avais publié sous le titre *Nuremberg ou La Terre promise,* n'est pas autre chose que la suite de la *Lettre à François Mauriac*. Il en est la suite, d'abord parce qu'il procède du même principe, celui que je viens de rappeler, la priorité du loyalisme et du civisme. Mais il en est la suite aussi pour une autre raison : puisqu'on nous a menti sur l'histoire de l'Occupation, pourquoi ne nous aurait-on pas menti également sur tout le reste et notamment la conduite de la guerre ? Cette dernière préoccupation était devenue inévitable en 1947, parce que c'est seulement au cours de cette année que dans toute la presse, le thème des « atrocités allemandes », révélées par le procès de Nuremberg, avait supplanté la rubrique des révélations sur « la trahison des pétainistes » et « l'héroïsme des résistants », alimentée par les derniers procès de « l'Épuration ». Ces deux sources de réflexion donnèrent au nouveau livre que je commençai en 1947, immédiatement après la *Lettre à François Mauriac,* une double signification, qui était déjà celle de la *Lettre à François Mauriac*. Il était, d'une part, un essai politique doctrinal proposant une certaine perspective de la politique et, d'autre part, le premier pas d'un processus de révision de l'histoire : deux pensées interdites qui dormirent sous la cendre pendant quarante ans et qui se réveillèrent soudain, à la fin du XXe siècle, pour jeter une lumière imprévue sur notre passé et sur notre avenir.

C'étaient deux pistes nouvelles sur lesquelles mon imagination s'élança. La première de ces révélations fut pour moi un événement intellectuel qui rendit plus pénétrante, ou, du moins, plus personnelle, différente des autres, ma lecture des événements. La seconde fut le début d'une série de péripéties qui ouvrirent une phase nouvelle de mon existence.

En lisant les quarante volumes de la sténographie du procès des « criminels de guerre » devant le tribunal international de Nuremberg et en essayant de comprendre la mentalité des juges qui composaient ce tribunal que je trouvais monstrueux, j'avais découvert qu'il ne s'agissait pas seulement d'un transfert de responsabilité que les vainqueurs rejetaient sur les vaincus, mais que l'essentiel était la proclamation d'un principe nouveau de la vie politique : la souveraineté nationale, désormais, n'existait plus, on n'avait plus le droit de s'en réclamer et de la revendiquer, la nation n'était plus qu'une parcelle géographique d'un tout appelé l'humanité, juge suprême de toutes les nations. Ce juge suprême indiquait ce qui était permis aux nations et ce qui leur était défendu, et il avait le droit et même le devoir de les punir si elles avaient dépassé ce qui était permis et perpétré ce qui était défendu, qui prenait, dès lors, le nom de crime. La nation devenait un individu et la nouvelle nation de tous les hommes était l'humanité qui avait pouvoir et permission sur toutes les nations.

Pour moi, cette perspective signifiait que la terre se dérobait sous mes pieds. La garantie de mon existence, de mes droits, ma nation, cessait d'être ma propriété.

Ce socle de mon civisme, de mon dévouement, qui était aussi le socle de ma vie, n'existait plus : il n'était plus qu'un tas de sable. Des millions d'hommes, pas seulement les Allemands de la Wehrmacht, mais les fantassins de Verdun et des Éparges étaient morts pour ce tas de sable. Désormais nous n'aurions plus aucun droit d'être ce que nous sommes, de défendre ce qui nous appartient, d'être chez nous sur une certaine partie de la terre ; nous n'étions plus que des fourmis qui se trouvaient par hasard sur un certain tas de sable appartenant à tous les hommes et sur lequel tous les hommes pouvaient s'installer.

Alors, à partir de cette proclamation, nous entrions non pas dans un nouveau siècle, mais dans une nouvelle ère de l'humanité. Ce qui avait changé, ce qui annonçait un autre temps et un autre champ à la fois d'action et de pensée, c'était l'obligation d'avoir désormais présente à l'esprit une image totale du monde et non plus du petit coin du monde dans lequel nous habitions. Quatre-vingt mille Chinois engloutis sur les rives du Yang-Tsé c'était désormais quelque chose qui allait nous concerner, qui, par conséquent, nous deviendrait proche ; et aussi les famines en Afrique, la misère, mais qu'y pouvions-nous ? les crimes, mais est-ce que cela nous regardait ? Et pourtant, à cause de la radio, bientôt à cause de la télévision surtout, qui permettait de *voir,* ou d'avoir l'illusion de voir, nous serions proches de tout, présents à tout, témoins de tout. C'était cela, ce que signifiait l'apparition sur le champ de bataille mondial de cette Gorgone bien pire que Blücher à Waterloo, la métaphysique.

À cause des avions, à cause de la radio, à cause de la télévision, le monde se rapetissait. Nous devions nous habituer et surtout habituer nos esprits au raccourcissement des distances. La distance, qui était jadis notre protection, notre sécurité, devenait flexible, élastique, devenait une variante, à chaque décennie changeante, qui devait entrer dans tous nos calculs. Et, à cause de cela, les données de la politique seraient désormais continuellement remises en cause, car la géographie rapetissée, rétrécie, contractée, nous proposait de nouveaux voisins et de nouvelles frontières. Et ce raccourcissement des distances, en élargissant notre vision, donnait, en revanche, à nos pensées une envergure qu'elles n'avaient pas auparavant. Nous aurions à nous demander non plus seulement si ce que nous souhaitions ou décidions était bon, salutaire ou nuisible pour nous, pour notre pays, mais si ce que nous souhaitions ou décidions pour nous était aussi conforme à des règles que nous pouvions proposer aux autres hommes, aux autres pays. Alors ce qu'on m'avait appris à Louis-le-Grand, en khâgne, me revenait à l'esprit. J'entendais bourdonner en moi les vieilles litanies par lesquelles on avait gravé en moi les principes de la morale de Kant : que ton choix pour chaque action puisse être proposé comme loi de tous les hommes. Le kantisme, l'esprit de 1789, faisait une majestueuse entrée en scène, cinquante ans avant le bicentenaire. Et en même temps qu'il faisait son entrée, on voyait s'inscrire sur le fronton du temple, l'avertissement célèbre de Péguy : « le kantisme a les mains pures, mais il n'a pas de mains ».

Alors, comme nous étions toujours placés dans le petit coin de terre appelé notre patrie, dont la liberté, la sécurité, la prospérité étaient la garantie de notre liberté personnelle, de notre prospérité individuelle, les choix politiques allaient dépendre soit du réalisme qui nous invitait à protéger notre patrie et les intérêts de notre patrie qui étaient notre bien et en même temps la garantie de notre

liberté, soit de l'universalisme qui faisait de nous des citoyens du Monde, tributaires d'un ordre et d'une prospérité universels.

J'aurais donc désormais à dire, tout le long de ma vie, si j'acceptais cette loi universelle que des moralistes absolus sans pays et sans visage m'imposeraient et qui deviendrait désormais la règle suprême de ma conduite, ou si je continuerais, comme autrefois, à préférer ce qui me tient à cœur, ce qui me paraît juste et salutaire pour moi et pour les miens, ce qui me permettrait de rester moi-même, option qu'on flétrissait du nom désobligeant de réalisme. Et, en présence de cet entêtement, c'est moi qu'on appelait utopiste : à juste titre, car il est bien naturel, dans un monde où chacun marche sur les mains, qu'on nomme utopistes ceux qui s'obstinent à marcher sur leurs pieds.

Cette signification culturelle de mon livre qui opposait une optique de l'identité et de la propriété à une optique de moralisme et de dépossession était un sujet de discussion, ce n'était pas un sujet de scandale. La réprobation et la colère furent provoquées, en réalité, par le contenu « révisionniste » du livre : et, je dois le reconnaître, par le ton qui était celui de la polémique plutôt que de l'essai. On m'accusa d'agression. Cette agression était d'autant plus grave que j'étais un récidiviste. J'avais dans un premier livre outragé les meilleurs des Français, j'avais soutenu la thèse insupportable de la vanité de la Résistance et du mensonge de la victoire. Et maintenant, j'étais l'ennemi du genre humain, j'insultais par le doute, le sarcasme, je blasphémais, je niais l'avenir, le bonheur, la paix éternelle, récompenses inestimables accrochées à vingt-quatre potences. Un hasard m'avait permis, la première fois, d'échapper au châtiment. Cette impunité ne pouvait pas durer.

Mais il y avait malheureusement des difficultés. Le procureur général de la Seine était, à cette époque, un avocat catholique nommé André Boissarie qui avait été nommé en 1944. Cet épurateur éminent ne se consolait pas de n'avoir pu me poursuivre en raison des propos inconvenants de la *Lettre à François Mauriac*. Il était décidé à faire un exemple avec ma récidive. Seulement, l'article 75 ne s'appliquait pas à mon cas. Et le législateur, malgré sa sagesse et son ingéniosité, n'avait pas prévu que des misérables seraient assez audacieux pour ne pas applaudir à la victoire du droit. Rien ne limitait donc la liberté d'expression. Rien, sauf une des « lois scélérates » inventées en 1894 pour réprimer l'action syndicale et l'enthousiasme des amis de la liberté pour les jeunes anarchistes russes.

Cette loi punissait de prison « l'apologie du meurtre » : la première application en avait été faite à l'encontre du poète Laurent Tailhade qui avait salué avec impertinence la bombe lancée par Vaillant dans l'hémicycle des députés. Était-il présumable que le législateur avait voulu, à cette occasion, interdire la discussion du verdict de Nuremberg ? Pour le montrer, il suffisait de souligner que ce qu'on reprochait au peuple allemand, ce n'était pas seulement tel ou tel meurtre, mais une conduite de la guerre qui était un ensemble de meurtres, et que, par conséquent, discuter le verdict de Nuremberg consistait à prendre la défense des criminels qui avaient perpétré non pas un meurtre, mais une série ininterrompue de meurtres. En outre, en reprochant aux Alliés d'avoir fait, de leur côté, à Dresde, à Hambourg ou à Hiroshima autant de meurtres que tous ceux qu'on pouvait imputer aux Allemands, je faisais manifestement une apologie du meurtre qui m'exposait à une peine, amplement méritée, d'un an de prison.

Bien que je ne fusse pas un spectateur novice des acrobaties du Parquet, cet exercice de voltige me remplit d'admiration. Il faut ajouter qu'avec une vigilance toute chrétienne, le procureur Boissarie avait demandé en même temps la saisie de mon livre, ce qui lui fut accordé sans difficulté. Je dois signaler ici que les services de la Préfecture de Police montrèrent peu de zèle dans l'application de cette mesure. Deux inspecteurs de police vinrent saisir à mon humble domicile trois exemplaires destinés à quelques amis sans demander aucune autre explication. Cette légèreté permit à quelques jeunes gens actifs de se constituer, grâce à la vente clandestine de mon livre, un pécule bien utile pour débuter dans la vie. Je m'associai joyeusement à cette réussite de l'esprit d'entreprise. Mais je ne m'y associai pas longtemps.

La patience toute chrétienne du procureur Boissarie s'était irritée de l'impénitence du coupable qui recueillait paisiblement au pied de l'escalier du métro Lamark les bénéfices de son forfait. Il exigea d'un paisible juge d'instruction nommé Baurès une conduite courageuse. Ce magistrat me convoqua donc à son cabinet. Je m'y rendis sans défiance. Après m'avoir posé quelques questions, ce juge d'instruction m'expliqua d'un air contristé que l'une des servitudes de son métier était de ne pas pouvoir se dérober aux ordres écrits de la hiérarchie. Il était contraint, en la circonstance, de me faire accompagner par deux gendarmes à la prison de Fresnes où il recommanda qu'on me traitât avec bienveillance. C'était tout ce qu'il pouvait faire.

Cette bienveillance consista à me loger à l'infirmerie de la prison où je fus le protégé d'un jeune juif désinvolte qui avait eu l'inconscience d'échanger des endives contre des automobiles à une époque où ce genre de troc était réservé aux politiciens qui se consacraient à l'exportation du vin. Je fus l'objet de la part de ce jeune homme de l'accueil le plus poli. J'ai rendu hommage à sa bienveillance dans un petit livre intitulé *Suzanne et le taudis* que je recommande à ceux que la lecture de mes mémoires ennuierait. Ils y trouveront un récit plus agréable de mes tribulations.

Je fus consolé également dans cette épreuve par les visites de mon avocat Jacques Isorni, de sa collaboratrice Mireille Noël et d'un jeune avocat non dénué de talent qui appartenait alors à son équipe et qui la quitta peu de temps après. Il était froid, gris, parfaitement poli, insaisissable plutôt qu'onctueux, imperméable : un glissement insensible dans des eaux peu transparentes le fit passer du cabinet de Jacques Isorni à celui de Robert Badinter. Il a tout ce qu'il faut pour entrer un jour à l'Académie, y compris le don de savoir s'ennuyer. Il sera parfait dans cet aquarium.

J'avais été remis en liberté. Le départ d'André Boissarie, procureur général éphémère, invité à reprendre la gestion de son cabinet d'avocat, introduisit un intermède. Son successeur ne paraissait pas pressé de poursuivre le crime jusqu'à l'écrasement du coupable. Des chroniqueurs judiciaires suggéraient même perfidement que l'ancien procureur général avait fait de ces poursuites une affaire personnelle et que cette vendetta intéressait peu son successeur. Quelle que fût l'explication, les remises succédaient aux remises et le blasphémateur échappait au glaive de la justice.

Pendant qu'on me faisait mon procès, le malheur, insensible aux péripéties, continuait à tourner inlassablement sa roue pour moudre le grain dont il nourrit

les hommes. Mon frère Henri que j'aimais tant s'ennuyait à la Centrale de Poissy où il devait rester cinq ans. L'administration pénitentiaire lui avait proposé d'être volontaire pour accomplir des travaux d'utilité publique pendant le reste de sa peine. Il avait accepté. Il fut affecté à un chantier de l'Électricité de France dans les Pyrénées, au-dessus de Barèges. Au mois de février 1948 on lui accorda la remise du reste de sa peine. Il était libre. Son chantier était installé dans des baraquements à 2 000 mètres d'altitude. Une benne aérienne reliait le chantier à la plaine. On lui proposa de l'utiliser. Cette benne était vieille, peu rassurante. Il la refusa en riant « Je n'ai pas envie de mourir aujourd'hui », dit-il. Et il décida de descendre avec une équipe de travailleurs et de gardiens par le sentier qui longeait la montagne. Il était peu habitué au verglas qui rendait ce sentier difficile, il glissa. Il dévala une pente neigeuse assez raide. Au bas de la pente était un rocher qui arrêta sa chute. Quand on vint le relever, il avait la colonne vertébrale brisée. Il mourut quelques heures plus tard.

On m'apprit cet événement brutalement vers midi, pendant que je descendais l'escalier du « taudis ». Depuis ce jour, j'ai peur des escaliers. C'est par ce chemin que montent vers nous les messagers du malheur.

Je fus assommé par cette nouvelle. C'était une autre partie de moi-même que je perdais. Robert était la partie ensoleillée de moi-même, grande ouverte grâce à lui sur le bonheur et la joie de la vie, mon frère était une autre partie de moi-même qui m'alimentait en énergie, me fournissait le désir de l'action, c'était une force de propulsion. Je savais que je pouvais, avec lui, grâce à lui, entreprendre et soutenir beaucoup de tâches dans lesquelles je ne pouvais pas m'engager seul. C'était toute une partie de mon avenir qui disparaissait avec lui. Sa mort imprimait sur mon épaule le sceau de la solitude. Je savais maintenant que je ne sortirais plus de la caverne dans laquelle le destin m'avait enfermé.

Nous quittâmes peu après notre perchoir montmartrois. Parmi nos nouveaux amis du « taudis », nous en avions un qui était particulièrement efficace. C'était un industriel breton qui portait, comme beaucoup de Bretons, un nom patronymique tiré des Saintes Écritures, il s'appelait Gaston Moyse. Il était le fabricant de ces draisines que la SNCF utilisait pour les transports de bagages et de matériel et que de nombreux industriels s'étaient mis à utiliser également dans leurs usines. Il était devenu la providence des prisonniers politiques qui sortaient de prison sans travail et qui trouvaient aussitôt un emploi chez lui. Notre domicile rue de la Fontaine-du-But lui faisait de la peine, bien que nous l'eussions beaucoup amélioré en annexant deux pièces supplémentaires à notre installation. Touché par ce spectacle qui lui paraissait présenter toutes les marques de la détresse, il décida de nous procurer un logement plus décent. Il avait acheté un appartement de quatre pièces dans le quartier des Halles, rue du Bouloi, qu'il destinait à l'un de ses jeunes collaborateurs. C'est là qu'il fit transporter nos meubles à la fin du mois de septembre 1949 au moyen d'un déménagement effectué par les ouvriers de son usine qui édifièrent tout le quartier en faisant leur besogne avec accompagnement des chants de marche de la Waffen SS.

C'est là que fut installé désormais mon quartier général. L'une de mes activités nouvelles fut une conséquence de mon livre sur le procès de Nuremberg. J'avais fondé pour publier mon livre une maison d'édition, *Les Sept Couleurs,* régulièrement inscrite au registre du Commerce. Je décidai de l'utiliser pour faire

paraître les écrits rédigés en prison par Robert Brasillach, dont quelques-uns commençaient à circuler dans le public. Je commençai par les *Poèmes de Fresnes* écrits par Robert dans sa prison avant et après son procès. Il y en avait eu entre 1945 et 1948 sept éditions publiées bien entendu, sans notre autorisation, et dont la première, incomplète, avait été imprimée le 15 septembre 1945 aux Éditions de Minuit et demi, sous la signature de Robert Chénier et sous le titre de *Barreaux*. La première édition sous la marque des Sept Couleurs porte un achevé d'imprimer du 24 novembre 1949 et il en a été fait 12 tirages de 1 500 ou 2 000 exemplaires entre 1949 et 1979. D'autres inédits de la même époque, l'étude sur André Chénier, la *Lettre à un soldat de la Classe 60* furent également publiés par mes soins.

Mon procès, pendant tout ce temps-là, mijotait à petit feu. Cette cuisson laborieuse dura deux ans et demi. Mon livre avait été publié au mois d'octobre 1948.

À la fin de l'année 1950, on en était encore aux tergiversations. Je ne sus pas mettre à profit ce temps de répit pour me faire oublier. Non seulement je ne m'opposai pas à de multiples traductions de mon livre qui, en fait, avaient lieu sans mon autorisation, mais qui me donnaient une sorte de notoriété internationale peu propice à l'oubli, mais je fis pire encore. Stupidement, au lieu de me tenir coi au pied de mon escalier montmartrois, je rassemblai les documents et les témoignages qui me parvenaient de tous les pays d'Europe et j'en fis un second volume que, dans un détestable esprit de provocation, j'intitulai *Nuremberg II ou les Faux-Monnayeurs*. Ce supplément à mon ignominie fut publié dans les premiers jours de décembre 1950.

Cette imprudence causa ma perte. Le Comité d'action de la Résistance qui s'était constitué partie civile avec je ne sais plus quelle autre association représenta qu'une telle obstination dans le crime méritait un châtiment exemplaire. Ces plaintes ne restèrent pas vaines. L'action judiciaire qui se mourait par faute d'aliment fut soudain réanimée. Il y avait bien longtemps qu'on ne trouvait plus, à n'importe quel prix, un seul exemplaire de *Nuremberg ou La Terre promise*. Le volume n'avait été tiré qu'à 25 000 exemplaires. On n'avait même pas eu le temps de le mettre en vente en librairie. Depuis mon incarcération, il ne restait plus personne pour s'occuper de la diffusion et de la réimpression du livre, sauf un associé fort actif et adroit que j'avais, mais qui ne pouvait assurer à lui seul tous les services d'une maison d'édition. Je ne pus donc profiter du regain d'intérêt qui se produisit à l'occasion de ce procès.

« Les affaires simples ne se font jamais », dit un jour Bonaparte, désabusé. Cette fatalité s'appliqua à la combinaison si bien conçue de l'éphémère procureur Boissarie. L'instrument de cette déconvenue fut un magistrat de peu d'apparences, la trentaine, une petite moustache, fluet, la voix tempérée, l'air d'un greffier triste. Cet intervenant était l'image même de la soumission, on sentait qu'il avait été un bon élève et un bon enfant de chœur et que c'était à cause de cela qu'on l'avait choisi. Il avait rang de substitut et il s'appelait Gonnet. C'est ce représentant paisible de la vindicte publique qui eut l'honneur d'illustrer l'adage fameux et que je croyais inapplicable que si la plume est serve, la parole est toujours libre. Cet accusateur comprit que je n'étais pas un poseur de bombes, mais un petit paysan têtu qui ne voulait pas qu'on piétine son champ au nom de la métaphysique. Il n'accepta pas de voir dans mes affirmations intempérantes autre chose qu'un délit

d'opinion, et refusa de demander une condamnation. Je n'ai jamais revu ce juge de bonne jugeote et de grand caractère, je ne sais pas ce qu'il est devenu. Mais je suis heureux de pouvoir épingler sur sa toge la seule décoration que je puisse y placer, mon témoignage. Une éloquente plaidoirie de Jacques Isorni aida à emporter la conviction des juges. Je fus acquitté.

Les défenseurs professionnels des orphelins et des défavorisés menèrent grand tapage sur cette décision. Le bruissement de l'indignation fut si assourdissant qu'il réveilla le bon procureur général André Boissarie au fond de son confessionnal. Il obtint de son successeur que le Parquet fît appel *a minima*.

J'appris, à cette occasion, qu'il ne faut jamais se réjouir d'une décision de première instance. Dans une justice politique, accessible à tous les vents coulis, mais prudente et soucieuse des apparences, une décision de première instance n'est souvent qu'un hommage passager du vice à la vertu. Elle prouve qu'on a été juste, incorruptible. Mais ensuite, on fait appel : et c'est là qu'on est efficace.

Une circonstance aggrava mon cas. Il y a quelquefois de bons juges : ce sont ceux qui sont à six mois de leur retraite et qui n'espèrent plus rien de la place Vendôme. Par chance, les miens étaient dans ce cas.

Le jugement de relaxe de la 7e chambre du tribunal correctionnel avait été prononcé le 6 février 1951. L'appel pouvait intervenir rapidement. Mais ma relaxe avait provoqué une vive indignation de la presse juive. L'audience d'appel offrait l'occasion d'une offensive vigoureuse. Or, à la même époque, avaient lieu les élections législatives et, pour ces élections, Jacques Isorni figurait en tête de la liste parisienne UNIR, présentée par les partisans de la réconciliation des Français. L'avocate de Gabriel Péri, Odette Moreau, déportée à Ravensbrück, André Moulinier, Compagnon de la Libération, Roger de Sèvres, chef de Cabinet du maréchal Pétain étaient candidats sur cette liste symbolique. La date des élections était fixée au mois de juin. Il était malheureux qu'une coïncidence habilement machinée fît apparaître Jacques Isorni comme le défenseur des thèses les plus radicales de l'Opposition au moment même où il se présentait comme le porte-parole des partisans de la réconciliation. Jacques Isorni m'exposa son embarras, me fit part de son intention de demander une remise du procès d'appel. Il était plus que mon avocat, il était notre ami. Je ne crois pas aux juges, je ne crois pas aux dates, j'acceptai.

Le Garde des Sceaux était inquiet du redressement de l'opinion. Après *Paroles Françaises* et *Écrits de Paris,* avait eu lieu, au début de 1951, la publication de l'hebdomadaire *Rivarol* sous la direction de René Malliavin bientôt rejoint et remplacé par mon camarade de l'École normale, Maurice Gaït qui avait été secrétaire d'État à la Jeunesse dans un des gouvernements du Maréchal. Le Parti républicain de la liberté fondé par André Mutter avait disparu, mais la plupart de ses dirigeants avaient rejoint le puissant Centre national des indépendants et paysans fondé par Antoine Pinay et René Coty. L'apparition de la liste UNIR était un des symptômes les plus visibles de ce redressement. Aux élections de juin 1951, Jacques Isorni fut élu député de Paris et le Centre des Indépendants et Paysans fit entrer à la Chambre une centaine de députés. Personne ne prit ces résultats pour une résurrection du fascisme : mais de « mauvais Français » redressaient la tête et même avaient l'audace de chercher à se justifier. Les noms d'Antoine Pinay et de René Coty ne répandaient pas la terreur, mais on craignait que des figurants

indésirables ne se glissent dans le cortège. La République n'était pas encore en danger, mais la vigilance était nécessaire. On avait besoin de juges « courageux ».

Comme dans la chanson, le sort tomba sur le plus jeune : c'est-à-dire sur un juge suffisamment éloigné de l'âge de la retraite pour qu'il n'ait pas perdu tout espoir d'avancement. Un juge « courageux », au sens du ministre, est un juge subtil. Un juge « courageux », au sens du public, est un juge qui n'est pas subtil du tout et même qui s'écarte du devoir de subtilité en proférant des évidences. En même temps que Jacques Isorni devenait député de Paris, le conseiller Monguilhan devint président de la 11e chambre de la cour d'appel chargée des délits de presse. Pour qu'il ne fût pas gêné dans ses mouvements, on lui adjoignit comme assesseurs un vieux juge vénérable et congestionné, qui, le jour de mon procès, fit un bon somme réparateur pendant toute la durée de l'audience, et un respectable magistrat, superbe représentant de la race antillaise ou camerounaise, c'était difficile à savoir, mais en tout cas entouré de la considération générale en raison du nombre de décorations militaires dont sa robe était ornée.

Je dois dire ici pour être complet que la maladresse de ma conduite facilita la tâche des représentants les plus intransigeants de la défense républicaine. *La Terre retrouvée* et *Le Droit de Vivre* publiaient contre moi des articles copieux dont les plus indulgents demandaient qu'on me donnât dans un asile d'aliénés les soins qu'exigeait mon état tandis que les plus violents proposaient qu'on me stérilisât pour éviter la propagation du mal. Ces représentations vigoureuses, mais peu informées, avaient probablement moins d'effet auprès du Parquet que les renseignements confidentiels que le ministère de l'Intérieur communiquait à la place Vendôme sur mes passe-temps habituels. Car, au moment même où toutes les consciences françaises étaient révoltées par les opinions que j'exprimais, j'avais l'inconscience de me rendre aux Congrès de Rome et de Malmö dans lesquels les survivants du naufrage des régimes fascistes dénombraient les épaves qu'on pouvait encore retrouver et fomentaient l'espoir d'un renouveau. Ce sont là des éléments qui n'apparaissent pas dans les dossiers dont on peut demander communication au greffe.

Quoi qu'il en soit, un avocat général du nom de Bouchardon qui avait l'âme moins sensible que mon courageux substitut Gonet établit avec fermeté que la loi par laquelle il était interdit de féliciter les poseurs de bombes était bien celle par laquelle le législateur m'interdisait de rétablir, même dans une faible mesure, ce que je regardais, à tort ou à raison, comme la vérité historique. Je contemplais, navré, pendant qu'on m'accablait, la figure sévère de l'excellent conseiller décoré auquel on s'adressait tout particulièrement pour lui lire avec courroux les phrases sévères qui concernaient les nègres américains qui lançaient des bombes au phosphore sur les femmes et les enfants de Dresde et de Hambourg. J'étais triste qu'on lui fît de la peine. Il avait l'air convaincu que je détestais les noirs. Ce n'était pas vrai : je détestais seulement les bombardiers.

Les rédacteurs du *Droit de Vivre* et de *La Terre retrouvée* furent déçus que je ne fusse condamné qu'au minimum de la peine : un an de prison ferme et cinquante mille francs d'amende. Ils trouvèrent que les juges mettaient peu de zèle à défendre la République. Je n'étais pas de cet avis. Le ministre de la Justice non plus, sans doute, puisque, peu de temps après, le subtil président Monguilhan devint conseiller à la Cour de Cassation.

La signification de mon livre contre le procès de Nuremberg était beaucoup plus grave que celle de la *Lettre à François Mauriac.* Dans ce dernier cas, ma voix n'avait été qu'une voix parmi d'autres : elle était seulement la plus catégorique, la plus agressive et celle qui avait fait le plus de bruit. Mais elle ne traitait que d'un cas de conscience particulier aux Français et elle ne soutenait que des principes que tout le monde pouvait approuver : et même, tout le monde savait ou, du moins, sentait qu'on ne pouvait les transgresser qu'en imposant silence aux vaincus. En récusant les juges de Nuremberg, au contraire, je jetais un défi qui intéressait le monde entier. Pouvait-on imposer aux nations une loi contraignante comme celle qu'on impose aux particuliers ? En affirmant la sujétion des nations à des juges et à une gendarmerie, est-ce qu'on ne faisait pas disparaître ce qui est le propre de la nation, la souveraineté ? En inventant une *pax romana* et en l'imposant par la force, est-ce qu'on n'établissait pas un *statu quo* définitif qui faisait des privilégiés et des défavorisés ? À qui profitait cette *pax romana ?*

Ces questions interpellaient beaucoup de gens et gênaient beaucoup de calculs. La prétention d'ériger en juge des nations un tribunal international sous prétexte d'agression et de crimes de guerre impliquait un « gel » de la carte du Monde établie par les vainqueurs. Ce « gel » de la carte du Monde aboutissait à consacrer une répartition de la puissance et cette répartition de la puissance devenait aussi une répartition de la richesse. Un telle répartition qu'il était interdit de corriger par la force consacrait un conservatisme de la possession du territoire. Quels que soient les amendements qu'une politique de décolonisation ou de secours « humanitaires » puisse apporter à cette attribution définitive, il resterait toujours des pays riches qui demeureraient des pays riches et des pays pauvres qui seraient condamnés éternellement à la pauvreté. Qu'arriverait-il si les pays riches étaient incapables de gérer équitablement leur richesse et si les pays pauvres sous la pression de leur démographie étouffaient dans les limites qui leur étaient imposées ? Les pays pauvres auraient-ils d'autre destin que d'être des réservoirs d'esclaves ou des poudrières incontrôlables ? Quelle gendarmerie pourrait leur imposer la soumission ? Et la puissance qui se constituerait le gendarme du Monde par délégation des juges de paix de la planète n'aurait-elle pas, même sans intention d'impérialisme et en agissant ou en croyant agir au nom de la paix et de la justice, la tentation de confondre l'intérêt de la paix avec la défense de ses propres intérêts ?

Je voyais une écume pestilentielle sortir de ce chaudron. C'est trop souvent le résultat de l'idéalisme. On part de chez soi plein d'un courroux généreux pour affranchir des esclaves et délivrer des princesses enchantées : et le résultat ce sont des villes enflammées, le règne des Carpetbaggers qui rançonnent les survivants et l'installation dans les pays qu'on voulait libérer de tyrannies bien plus durables et bien plus inhumaines que les injustices qu'on avait voulu détruire. L'idéaliste arrache les arbres et détourne les eaux : on s'étonne ensuite qu'il crée des déserts. On en accuse la méchanceté des hommes. On ferait mieux de dénombrer les ruines que causent leur optimisme et leurs illusions.

En somme, j'avais pataugé dans un guêpier. Je n'ai pas eu le loisir d'en faire l'inventaire et d'en dénombrer les galeries. Je n'en avais ni le temps ni le désir. Ce fut une chance pour moi. En d'autres temps, on m'aurait brûlé en grande cérémonie avec accompagnement de faux-bourdon et procession de pénitents. Je

m'en tirais à bon compte. Je n'eus que des accrocs bénins et des aventures inoffensives dans des régions peu explorées.

Les accrocs bénins furent immédiats. Robert Calmann, directeur des éditions Calmann-Lévy, qui avait repris le traité si intéressant des *Œuvres Complètes de Balzac,* avait été parfait au moment où je publiai la *Lettre à François Mauriac.* Il n'avait pas bougé, n'avait rien dit : il avait continué à composer avec allégresse les épreuves destinées à l'impression des premiers tomes. Nous étions très satisfaits, lui d'avoir un impeccable fournisseur de copie, moi d'avoir un éditeur irréprochable. La publication de *Nuremberg ou La Terre promise* troubla cette harmonie. Je n'ai jamais su quelle aurait été la décision de Robert Calmann si on l'avait laissé décider lui-même de sa conduite. C'était un éditeur réaliste et sérieux. Mais il avait près de lui un professionnel de la bonne conscience, mon camarade de l'École normale Raymond Aron. Il était un peu plus âgé que moi, ayant fait partie de la célèbre triade Sartre-Aron-Nizan, brillante constellation de la promotion 1924 qui consolait l'École normale supérieure d'avoir vu paraître dans un ciel orageux la triste conjonction Brasillach-Thierry Maulnier-Bardèche de la promotion 1928. Raymond Aron n'était pas encore le sublime penseur qui féconda l'intelligence française grâce aux éditoriaux du *Figaro* de Pierre Brisson. Mais la bonne conscience, répandue en ce temps-là en ondes également nourrissantes par Jean-Paul Sartre et Merleau-Ponty, réchauffait de ses rayons bienfaisants sa ferveur démocratique. Je ne sais pas exactement quel était son rôle aux éditions Calmann-Lévy. Mais il rua. Il décida même plusieurs arrière-trains à ruer à l'unisson. Et Robert Calmann, très ennuyé, dut me convoquer pour m'expliquer que « les auteurs » de sa maison d'édition s'indignaient de ma présence parmi eux. Il ne pouvait ignorer cette révolte. Il le pouvait d'autant moins qu'il retrouva, à cette occasion, le souvenir d'un oncle qui avait été déporté. C'était un souvenir qu'on ne pouvait abolir : incontournable, comme on disait en ce temps-là.

Je reçus avec fermeté cette notification. Je comprenais, je m'associais, c'était incontournable en effet. Mais alors nous apparut l'étendue des ruines. Il y avait 600 pages d'épreuves : composées, corrigées, payées. Ces épreuves pesaient sur ma conscience aussi embarrassée que celle de Raymond Aron. Elles étaient tout aussi encombrantes pour Robert Calmann qui me reprochait avec tristesse, non pas mes opinions sur lesquelles il ne se prononçait pas, mais mon imprudence : j'avais fait, en somme, une faute professionnelle.

Dans ces circonstances difficiles, Robert Calmann eut une idée ingénieuse. Il me suggéra que, sans rien changer à des dispositions qui nous convenaient à tous les deux, je fasse signer par un de mes collègues balzaciens l'édition que j'étais chargé de réaliser. Je détruisis ce dernier espoir en lui déclarant que je n'obtiendrais d'aucun de mes collègues qu'il se prêtât à ce tour de prestidigitation. Cette réponse le déçut. Mais son idée me fit rêver. J'étais attristé de répondre si mal à l'attente de cet homme obligeant à l'égard duquel je m'étais engagé. Il me vint à l'esprit que, si, en effet, j'appelais au secours les balzaciens que je connaissais, si je leur proposais de transformer en une édition collective l'édition dont on m'avait chargé, rien ne serait changé à nos conventions initiales et que l'édition entreprise n'en aurait que plus d'autorité auprès du public. Robert Calmann revint à la vie en apercevant ces larges perspectives. C'est ainsi que fut créée la *Société des Études balzaciennes* qui, finalement, signa cette édition des *Œuvres Complètes de Balzac.* J'associai à

cette édition les spécialistes de Balzac qui avaient travaillé sur les mêmes dossiers que moi pendant les années précédentes. Tous me connaissaient, tous étaient mes amis. Aucun ne fit d'objection. La *Société des Études balzaciennes* réunit donc dès sa fondation Marcel Bouteron, qu'on appelait alors le pape des balzaciens et qui fut élu bientôt après membre de l'Institut, Jean Pommier qui fit une si belle carrière dans l'université que le ministre lui décerna l'unique grand-croix de la Légion d'honneur dont il avait le droit de disposer, Bernard Guyon, trop tôt disparu, et mon vieil ami l'abbé Philippe Bertault qui s'efforçait de faire de Balzac un chrétien de cœur sinon de pratique. Bernard de Fallois fit, à cette occasion, ses débuts dans l'édition en acceptant le secrétariat de la personne morale à laquelle nous avions donné naissance. Et plusieurs membres de la *Société des Études balzaciennes* écrivirent, en effet, des notices et publièrent des documents sur un certain nombre des nouvelles ou des romans qui faisaient partie de ces *Œuvres Complètes*.

CHAPITRE XI

Histoire décevante du premier parti politique européen

Mon voyage de découvertes dans les vallées peu verdoyantes de la politique internationale fut une aventure étrange dans laquelle je fus entraîné sans que j'aie jamais compris pourquoi. Je ne sais trop comment décrire ces quelques années insipides pendant lesquelles j'ai perdu mon temps à une occupation pour laquelle je n'étais pas doué et qui ne me causait aucun plaisir, l'action politique.

Les éditions des Sept Couleurs que j'avais fondées pour publier *Nuremberg ou la Terre promise* et auxquelles j'avais donné ce nom en souvenir d'un roman de Brasillach étaient une SARL. Deux de mes amis avaient eu l'imprudence de fournir leurs noms pour donner à cette maison sa forme juridique. Mais, tout cela n'était qu'une couverture pour publier, au fond, ce qu'on appelle un livre à compte d'auteur. Ce petit livre qui n'avait pas d'éditeur risquait fort de passer inaperçu si le procureur général André Boissarie n'avait pris la direction de mon service de publicité. La simple nouvelle des poursuites, annoncée par tous les journaux, équivalait à un fort budget de lancement. Celle de mon arrestation, qui suivit bientôt provoqua un ouragan publicitaire. Les péripéties du procès prolongèrent l'intérêt de ce feuilleton. Mon livre était d'autant plus célèbre qu'il était introuvable. J'étais devenu un écrivain persécuté, ce qui est un habit vert beaucoup plus recherché que celui qu'on endosse à la fin d'une carrière honorable, et même, un écrivain dont on connaissait le nom, mais dont on ne lisait pas les œuvres, ce qui est la condition habituelle d'un succès durable.

Le zèle de M. Boissarie m'avait même permis de me faire connaître à l'étranger. Un éditeur allemand fit avec prudence une édition allégée des passages les moins inconvenants, qui lui permit néanmoins d'être élu député de son landtag à la session la plus prochaine. Un éditeur suisse, rassuré, publia alors en Suisse une traduction complète. Un éditeur argentin, intéressé, fit une autre édition allemande pour la République argentine. Un éditeur italien important, Longanesi, fit paraître une traduction italienne sous le titre *I servi della democratia*. Une bande jaune agressive annonçait que l'auteur « condannato a morte in Francia » était devenu « l'esponente » des idées nouvelles en Europe. Il y eut encore une traduction portugaise, puis une traduction espagnole que je n'ai jamais vue, puis une traduction flamande, puis une traduction hongroise qui fut publiée dans un journal tiré à la ronéo, et plusieurs autres encore qui furent échelonnées pendant plusieurs années, dont la plus récente fut une traduction grecque qui me fut envoyée il y a sept ou huit ans. C'étaient là des satisfactions essentiellement morales puisque, mon livre étant interdit et ma maison d'Édition fantomatique, je ne pouvais recevoir de droit de reproduction d'aucun de mes éditeurs bénévoles.

D'autre part, le beau procès de Nuremberg et ceux qui le suivirent, car le procès illustre avait été suivi d'une progéniture de procès secondaires jugés par des sections locales du tribunal international, commençaient à faire naître dans tous les pays du monde des protestations moins violentes que la mienne mais assez nombreuses pour qu'on en fût offusqué. Deux petits livres d'un courageux instituteur anglais, Montgomery Belgion, *Epitaph on Nuremberg* et *Victor's Justice,* un ouvrage d'un historien américain Telford Tailor, *Nuremberg Trials, War Crimes and International Law,* aussitôt traduit en Allemagne, une courageuse protestation de Frida Utley, *The High Cost of Vengeance,* également publiée aux États-Unis, une histoire non conformiste de la guerre qui avait paru à Londres sous la signature du major-général anglais J.F.C. Fuller, troublaient la belle nappe d'unanimité qui avait reflété la satisfaction des honnêtes gens. Des consciences rétives trouvaient discutable l'habitude nouvelle de terminer les guerres par la pendaison des généraux vaincus. J'avais donc reçu un abondant courrier de plusieurs endroits du monde dont le service des renseignements généraux s'était ému.

Ces publications étrangères, si elles avaient l'avantage de montrer qu'il naissait dans tous les pays des protestations semblables à la mienne contre le procès de Nuremberg, avaient en même temps l'inconvénient d'annoncer un front de la contestation qui rendait plus grave l'outrage qu'on me reprochait. « La bête immonde » redressait la tête. Il y avait conspiration. J'étais un des conjurés, ou, tout au moins, un instrument des conjurés. Par une regrettable coïncidence, on voyait se multiplier en France une presse d'opposition qui osait justifier la politique du maréchal Pétain et rectifier l'imagerie que la presse officielle avait imposée comme l'histoire de la guerre et de l'Occupation. *Paroles françaises* et Écrits *de Paris* avaient été relayés par des publications plus largement répandues. On avait vu paraître en décembre 1948 la revue bimensuelle *Réalisme,* agressive, intransigeante, dénonçant implacablement les mensonges de ce que ses rédacteurs appelaient le « résistantialisme ». Or, cette revue commença par un démarrage inquiétant, une distribution de 250 000 exemplaires. L'artillerie des procès, des amendes, des tracasseries policières dut pilonner pendant toute une année cette citadelle farouche. Ce n'était qu'un début. Un an plus tard, en novembre 1950, une équipe intrépide qui rassemblait Marcel Laignoux, Maurice Gaït et François Brigneau, nouvelle incarnation du Julien Guernec de *Paroles Françaises,* fondait un hebdomadaire qui prit le nom de *La Fronde*. Après cinq numéros très brillants auxquels collabora régulièrement Antoine Blondin, sa publication fut interrompue parce que la violence du ton inquiéta le financier qui en assurait le lancement. Quelques semaines plus tard, la même équipe placée sous la direction plus sage de René Malliavin lançait le premier numéro de *Rivarol* qui devint désormais l'hebdomadaire de l'opposition.

Je ne cite pas ces faits au hasard. Ces foyers d'incendie sont désignés dans la requête que le Parquet avait fait rédiger pour faire maintenir mon arrestation. « (Son) nom et (son) livre, était-il dit de moi dans cette requête, sont utilisés de plus en plus comme un signe de ralliement. » Un signe de ralliement ne pouvait être évidemment qu'une marque de culpabilité.

J'étais même devenu populaire dans le haut de la rue Lamark. Je ne résiste pas au plaisir de reproduire pour compléter le dossier de mes aveux, cette lettre que

m'écrivit Suzanne qui est datée du 22 février 1949 et qui porte le cachet de la prison de Fresnes : « *Mon petit Mice* (disait Suzanne, utilisant abusivement le diminutif dont se servaient autrefois mes jeunes frères), je t'envoie un mot en vitesse. Car je viens d'écrire déjà trois lettres (à ton Casablancais — à José Laval, venue cet après-midi — au Portugais de l'Estoril qui m'a envoyé une lettre recommandée pour demander de tes nouvelles). Donc il est déjà bien tard. J'ai écrit au Portugais mais Bernard avait déjà écrit. Il a écrit également au Canadien, à l'Espagnol. Le voisin de l'école de Ratoune (c'était le surnom familial que nous donnions à notre fille Françoise) a vu un Suisse qui avait prévenu 50 (je dis bien cinquante) journaux suisses — tu vois il y a des gens qui prennent ta défense à cœur ! — José Laval t'a apporté du beurre et du fromage en boîtes, mais hélas je n'étais pas là. Aujourd'hui sont venus : ce matin le voisin de la rue Paul Féval[5], puis Évelyne[6], puis Jean, Nono[7], l'abbé qui a un œil un peu fermé (je ne sais plus son nom)[8] (qui t'a apporté 5 plaques de chocolat), le voisin de l'école de Ratoune, le docteur Blinder (!!)[9] et Bernard. Tu vois, il ne me reste plus, après, beaucoup de temps. L'abbé m'a raconté qu'un de ses amis arrivant d'Italie, et passant à Modane, au mois de janvier, avait vu à la douane, de grandes pancartes sur lesquelles il y avait que les douaniers devaient fouiller afin de voir si les gens ne portaient pas de *Nuremberg* ! — Le docteur Blinder m'en a dit une bien bonne : il contournait le square devant chez Gaud et a demandé à un ouvrier la rue des Saules. Il a ajouté : “ D'ailleurs je ne vais pas exactement rue des Saules, mais rue de la Fontaine du But. ” L'ouvrier a regardé la voiture et lui a dit “ Zu — l'Yonne — rue de la Fontaine du But, donc vous allez chez Mme Bardèche ! ” Ça tient du roman policier ! — Quand je suis rentrée hier soir, tout allait bien, les enfants s'étaient promenés avec Mme Bonneau, Germaine (Blond) était là avec eux. D'ailleurs, les voisins d'en face me surveillent étroitement. Je ne sais pas si tu auras l'occasion de voir l'article de Marcel Aymé. Il est très bien. Je l'en ai remercié vivement. Il te plaira sans doute mieux que celui de Mauriac. »

À vrai dire, je faisais tout ce qu'il fallait pour mériter cette notoriété locale. Dès mon élargissement, je me conduisis comme un énergumène. Je semblais vouloir donner raison à tous ceux qui reprochaient au gouvernement de me permettre de respirer un air de liberté que je ne méritais pas. Sur la demande de mon éditeur allemand Waldemar Schütz, j'entrepris une tournée de conférences dans les universités allemandes. Elles eurent un succès honorable bien qu'elles fussent lues et prononcées dans un allemand haché et pâteux qui était manifestement d'un débutant. J'étais, en outre, en orateur novice, déconcerté par la manière d'applaudir des étudiants allemands qui raclaient bruyamment les pieds sur les gradins. Dans ce temps-là, le lavage des cerveaux n'avait pas eu lieu et il était facile d'avoir du succès en rappelant que l'armée allemande avait été une armée courageuse qui avait fait beaucoup moins de victimes chez les civils que les aviateurs alliés. Ces conférences furent pour moi l'occasion d'une deuxième rencontre avec André François-Poncet. Vingt ans plus tôt, j'avais failli être mis à la

5 C'est Marcel Aymé.
6 Évelyne Mahyère citée plus haut et son frère Jean.
7 Noël Bayon de La Mort, qui avait été l'un des collaborateurs de *Je suis partout*.
8 L'abbé de Rodat.
9 Un médecin de Sens, juif, qui était le collègue du docteur Maugis à l'hôpital de Sens.

porte de l'École normale pour avoir outragé un fauteuil offert par l'organisation patronale dont il était le porte-parole. Cette fois-ci, il agit sur ordre. J'en fus informé bien des années plus tard. Un étudiant d'histoire qui préparait son mémoire d'études supérieures en même temps que mon petit-fils Christophe me fit parvenir une note sur les dépêches envoyées par André François-Poncet alors représentant de la France à la Haute-Commission alliée en Allemagne. Je m'aperçus que j'avais été l'objet de la sollicitude de cet éminent diplomate depuis le début de mes conférences. Son zèle fut mieux récompensé que celui d'André Boissarie. Il obtint de son collègue anglais qui régnait sur le Hanovre la suppression de mon visa et son remplacement par un permis de séjour valable vingt-quatre heures, qui expirait le jour même. J'ai raconté ailleurs comment mes amis allemands[10] inquiets des conditions de cette expulsion, suivirent la voiture qui me conduisait à la gare de Hanovre avec une autre voiture bourrée de gardes du corps comme dans un film de gangsters. Cet épisode mit fin à ma tournée apostolique. Je repris mes travaux paisibles dans ma chambre d'hôtel au mois de mai 1950.

Une chambre d'hôtel n'est pas le meilleur endroit qu'on puisse choisir pour y établir un quartier général. D'abord, parce que cela ne fait pas sérieux : une idée qui n'a pas trouvé de financier est toujours une idée suspecte. En outre, c'est un lieu vulnérable : je veux seulement dire par là qu'on ne peut pas s'y enfermer en faisant répondre qu'on est « en conférence ». C'est à cause de cette protection insuffisante que je fus victime d'une agression par laquelle commença une nouvelle série de mes aventures.

Il existait, en ce temps-là, un pullulement de petits groupes nationalistes qui rassemblaient à la fois des rescapés de l'Épuration et des jeunes peu réceptifs aux parfums démocratiques qui émanaient de la Quatrième République. Ces nouveaux venus de l'opposition avaient la cervelle ornée de beaux contes. Le plus encourageant était celui des débuts du parti national-socialiste, l'image des neuf militants qui, dans une brasserie munichoise, avaient été les premiers compagnons d'Adolf Hitler. Cette vision touchante des premiers apôtres avait fait des ravages. Chacun de ces groupes voyait son avenir dans ce glorieux passé. C'était un rêve exaltant, mais qui ne facilitait pas l'union nécessaire dans une entreprise collective.

Un parti italien existait à Rome qui, sous le nom de Mouvement social italien (MSI), rassemblait d'anciens partisans de Mussolini que les partisans avaient oublié de massacrer. C'était, en Europe, le seul mouvement qui s'était fait le défenseur du fascisme. Le MSI avait un journal, une organisation, il présentait des candidats aux élections. Son président, Auguste de Marsanich, avait confié à Luigi Gatti, chargé des relations avec l'étranger et à Filippo Anfuso, ancien ambassadeur à Berlin, la mission d'établir des contacts avec des mouvements étrangers de même tendance pour étudier la possibilité d'une coordination. Joseph Algazy, professeur à l'université de Tel-Aviv, décrit en ces termes d'après une étude de H. Jaeger, la réunion préparatoire qui avait eu lieu à Rome au printemps de 1950. « Des sondages au sein des directions des groupes néo-fascistes conduisirent à deux consultations ou conférences préparatoires qui se réunirent à Rome sous la tutelle du *Movimiento sociale italiano* (MSI). La première consultation eut lieu au

10 Dans *Suzanne et le Taudis,* Paris, Plon, 1957.

mois de mars 1950. Y participèrent Oswald Mosley pour le Royaume-Uni ; Anna Maria Mussolini pour l'Italie ; Karl Heinz Priester, ancien leader du Hitler-Jugend et chef du *Deutsche Soziale Bewegung* (Mouvement social allemand) pour l'Allemagne fédérale ; Per Engdahl, chef du *Nysvenska Rorelsen* (Mouvement de la Suède nouvelle) pour la Suède ; Maurice Bardèche pour la France, entre autres. Cette consultation décida de réunir une conférence européenne des mouvements néo-fascistes au mois de mai 1951, dans la ville de Malmö, en Suède. Là seraient jetées les fondations de la première “ internationale ” néo-fasciste. En octobre 1950 se réunit une seconde réunion préparatoire à Rome, réunissant cette fois les jeunes néo-fascistes. » Il fut convenu qu'à cette seconde conférence qu'on désigna plus tard sous le nom de Congrès de Malmö, chaque nation serait représentée par une personnalité choisie par les groupes locaux.

Les groupes français se trouvèrent embarrassés pour choisir leur représentant. Aucun des divers candidats ne l'emportait sur les autres : aucun des « chefs », surtout, ne supportait de paraître subordonné à ses concurrents. Il fallait découvrir quelqu'un qui ne portait ombrage à personne : un incolore, en somme, suffisamment coloré pour être représentatif et, en même temps, ni professionnel de la politique, ni encombrant, ni autoritaire. Je ne sais qui se persuada que je pouvais avoir toutes ces vertus. Je crois qu'on n'y regarda pas de trop près. J'avais à peu près le « profil », comme on dit quand on cherche un chef du personnel.

On m'envoya donc une délégation et, bien entendu, je refusai. Je n'avais aucun goût pour la politique, j'avais même horreur de la politique, des manœuvres, des concessions, des comédies de la politique. De plus, je n'avais aucune des qualités d'un homme politique. J'avais écrit par colère, par indignation : c'était une révolte sentimentale qui ne faisait pas de moi un apôtre ni surtout un doctrinaire. Si mon livre avait un sens, c'est à cause de l'image de la vie que je portais en moi, de l'image de l'homme que je portais en moi, c'était un livre de moraliste, à la rigueur de philosophe : mais je ne me figurais pas que je puisse jamais être classé parmi les continuateurs d'une religion politique.

Je refusai, mais on s'acharna. Mes séducteurs dépêchèrent vers moi deux jeunes gens. Ces jeunes gens m'expliquèrent qu'ils m'admiraient, qu'ils avaient placé toute leur confiance en moi, que toute la jeunesse, comme eux-mêmes, serait consternée que je me dérobe, que mon devoir, etc. C'était exactement ce qu'il fallait me dire. Le mot de « devoir » était admirablement choisi. Dans les romans de Stendhal, tous les personnages qui me plaisaient s'imposaient un « devoir » : leur beauté morale, leur décision, leur imprévu naissaient de ce « devoir » qui leur inspirait généralement des actions saugrenues. Comment aurais-je la bassesse de refuser ce « devoir » dont *toute la jeunesse* me chargeait ? C'était impensable : j'acceptai.

Je me rendis donc à Malmö. Ce fut une belle cérémonie. Les Suédois ont un folklore politique inspiré des parades des associations d'étudiants dans les universités allemandes du XIXe siècle. C'est beaucoup de drapeaux, des claquements de talons, des bottes, beaucoup de bottes, des acclamations gutturales. J'écoutai des discours. Le président du mouvement néo-suédois, Per Engdahl, était un long, maigre, noir suédois qui avait l'air d'un pasteur anglican. Il était polyglotte et il aimait haranguer en plusieurs langues. Il était aussi aveugle ou, du moins, presque aveugle, en raison d'une affection originelle grave qui lui

rendait toute lumière insupportable. On l'appelait le R.O., ce qui me semblait signifier « le chef suprême » et il me présenta à une forte femme qui était à la tête de son parti et qu'il fallait appeler « le Président ». Il était aimable, souriant et même gai, comme beaucoup d'aveugles, il était marié, il avait de beaux enfants. Il souhaitait, par-dessus toute chose, qu'on acceptât un texte doctrinal qu'il appelait « l'idéologie », et pour tout le reste, était fort tolérant.

Nous travaillâmes pendant trois jours. Nos travaux consistèrent à établir les statuts de l'organisation confédérale née de ce Congrès à laquelle on donna le nom de Mouvement social européen, inspiré de la dénomination du Mouvement social italien. On rédigea quelques principes politiques généraux que toutes les délégations approuvèrent.

Le Mouvement social européen pour lequel on utilisa aussi pendant quelque temps la dénomination de Mouvement populaire européen, était, à ma connaissance, du moins, le premier mouvement européen structuré à une époque où la construction européenne n'était encore qu'un projet. Mais il avait cette particularité un peu inquiétante de ne représenter que des intentions puisqu'il ne rassemblait que des groupes dont aucun ne participait à l'exercice du pouvoir. Notre bonne volonté était donc sans prise sur le réel. Nous jouions à la politique à peu près comme, un peu plus tard, on joua au *Monopoly*. Nous eûmes bientôt une panoplie complète de conciliabules, de résolutions, de sessions de travail, et aussi de rivalités. À quarante ans de distance, je suis encore stupéfait que des gens graves, apparemment équilibrés et mûrs, aient pu se livrer à ce jeu d'ombres. Mais je trouve, au fond, émouvant, que nous ayons tous pu accepter cette fiction inutile pour manifester, sous cette forme apparemment puérile, la volonté qui nous unissait tous, celle de ne pas laisser mourir faute d'aliment une idée pour laquelle des milliers d'hommes étaient morts.

Le premier acte du congrès fut de rédiger des statuts qui n'eurent rien de particulier, ensuite de désigner un état-major. Il fut décidé que le mouvement n'aurait pas de président, mais un présidium collectif dans lequel seraient représentés les groupes nationaux fondateurs. On donna à ce présidium le nom modeste de « Commission d'Étude ». La première commission d'étude comprit les représentants de la Suède, de l'Italie, de l'Allemagne et de la France. J'en fis donc partie avec Per Engdahl, Ernesto Massi et Karl Heinz Priester. Aucun secrétariat ne fut désigné, mais il fut entendu facilement que Per Engdahl se chargerait des convocations et des communications.

Des déclarations de principe furent approuvées, comme il était convenable. Elles étaient censées affirmer une doctrine, à l'élaboration de laquelle, contrairement à mon devoir, je ne participai pas. « L'idéologie » de Per Engdahl fut incorporée à cette doctrine. C'était l'exposé d'une sorte de corporatisme national qui reprenait en général les idées de Mussolini au moment de son arrivée au pouvoir. Pour le reste, les participants souhaitaient tous des États nationalistes à la fois forts et tolérants, refusaient les modes de gouvernement imposés par l'idéologie démocratique, se donnaient pour objectif la constitution d'une Europe unie capable de s'opposer à la fois au communisme et au mercantilisme américain. C'était là rêver d'un beau jouet.

Je n'ai pas le courage de décrire les caps et les golfes de cette île d'Utopie. Ce travail a été fait avec soin et avec objectivité dans l'importante étude de Joseph

Algazy, déjà citée plus haut, qui a été traduite en français en 1984 sous le titre *La Tentation néofasciste en France* et qui couvre les années 1944 à 1965. Deux particularités me paraissent remarquables dans ce que nous appelions nos travaux. D'abord, il n'était fait nulle mention du racisme que nous semblions ignorer à la fois dans sa doctrine et dans ses manifestations. Ensuite, nous étions manifestement indifférents à l'unité économique de l'Europe qui était la préoccupation principale des gouvernants de cette époque quand ils parlaient de la construction de l'Europe. Il était visible, sans que ce soit clairement exprimé nulle part, que, pour nous, l'Europe était une union politique et militaire et rien d'autre : la circulation des marchandises ne nous semblait pas une des conditions de l'indépendance européenne.

Les difficultés commencèrent à mon retour. C'est alors seulement que je compris que j'avais accepté par légèreté une fonction qui ne m'intéressait pas et pour laquelle je me sentais peu doué. Les groupes par lesquels j'étais délégué n'avaient tous qu'un très petit nombre d'adhérents et la plupart d'entre eux n'avaient pas d'autre moyen d'expression que des publications ronéotypées. Très peu d'entre eux avaient la possibilité de faire paraître un bulletin imprimé dont l'existence, même éphémère, était présentée comme une preuve de recrutement et d'influence. Qu'on ne méprise pas ces faibles moyens, que leur description à quarante ans de distance fait paraître encore plus dérisoires. Les garçons qui faisaient partie de ces mouvements, presque tous jeunes, presque tous pauvres, souvent ouvriers, étudiants ou petits employés, payaient leur obstination fragile de privations, de sacrifices qui étaient la monnaie journalière de leur témoignage. Ils n'en avaient pas d'autre. Ils offraient ce que d'autres consacrent non pas à leur plaisir, mais à leur nécessaire. Les timbres, l'encre, la location de la Gestettner, l'imprimeur pour les plus audacieux, étaient un fardeau dont ils portaient tous courageusement leur part. Je les admirais. C'est pourquoi je suis resté si longtemps, et avec fierté, leur porte-parole dans une entreprise dont j'avais vite compris la vanité.

Parmi ces militants exemplaires se trouvait un couple auquel je dois rendre hommage, bien qu'il m'ait montré une hostilité persévérante et ingénieuse. C'était celui de René Binet et de sa femme Marie Dogon. Ils vivaient, je crois, des revenus d'une petite librairie dans laquelle ils vendaient des ouvrages interdits. René Binet était un Normand, sec, têtu et retors, ancien trotskiste, auteur d'une *Théorie du racisme,* opuscule qui résumait sa doctrine politique. Toute son activité était commandée par la diffusion de cette doctrine. Il avait conçu de grands espoirs de la réunion de Rome à la suite de laquelle il réussit à mettre à flot un vaisseau de haut bord, un journal mensuel imprimé, *Le Nouveau Prométhée,* qui parut régulièrement d'octobre 1950 à septembre 1951. Il avait cru, je pense, que je serais le propagandiste de sa thèse. Je n'eus même pas l'occasion de la faire connaître au Congrès de Malmö, aucun participant ne paraissant prêt à considérer la suprématie du grand aryen blond comme le ciment propre à assurer la cohésion de toutes les nations européennes. Il m'en voulut beaucoup de mon indifférence polie à l'égard du racisme tel qu'il le concevait et conclut dès lors que j'étais l'ennemi à abattre en priorité. Je le regrettais. Son désintéressement, son énergie, son infatigable activité, son ingéniosité politique et même son astuce d'avoué normand étaient des qualités qui eussent été précieuses dans toute entreprise politique si

son exclusivisme n'avait pas été un élément de destruction de tout ce qu'il entreprenait. C'était un très beau spécimen de fanatique.

Les groupes français étaient réunis dans un comité national français dont j'étais le mandataire. Cet organisme admettait l'adhésion des groupes qui se déclaraient d'accord avec les principes adoptés au congrès de Malmö, et aussi des journaux ou revues indépendants qui ne se rattachaient à aucun groupe. Cette dernière disposition permettait tous les truquages. Je passai deux ans à jouer à colin-maillard avec ces ombres. Finalement, il fut décidé que, sans rien changer à la structure et aux objectifs du Mouvement social européen on remplacerait la collaboration impossible avec des groupes factices par une présence culturelle dont je serais libre de choisir l'instrument. C'est pour atteindre cet objectif que fut créée, à la fin de l'année 1952, la revue *Défense de l'Occident* qui devait représenter en France les idées du congrès de Malmö. Cette décision mettait fin à l'aventure dans laquelle je m'étais laissé entraîner.

Sans se laisser troubler par cet intermède, le Mouvement social européen continua à mener une existence paisible et sans événements. La commission d'étude continua à se réunir périodiquement. Elle enregistrait de nouvelles adhésions, précisait ses statuts, enrichissait sa doctrine. Il y eut dix sessions de la commission d'étude entre 1951 et 1954 dont une eut lieu à Malmö, une à Paris, une à La Haye, une à Madrid, deux en Italie et quatre en Allemagne. Nous persévérions dans notre travail de prospection et de propagande qui devint, toutefois, de plus en plus difficile parce que les autorités d'occupation qui quadrillaient le territoire allemand empêchaient nos déplacements en nous refusant les visas nécessaires.

Les persécutions policières n'étaient pas la seule raison de notre échec. On s'aperçut très vite que l'idée d'un consortium des nations européennes n'intéressait que les vaincus. Les efforts des gouvernements alliés avaient surtout pour objectif d'imposer la tutelle de l'organisation mondiale des Nations Unies aux nations existantes, toutes suspectes de rêves d'autonomie et même d'indépendance. Un conglomérat de nations européennes n'était pas beaucoup plus rassurant que l'existence des nations elles-mêmes. L'idée même d'une union des États européens était, en outre, irréalisable dans une Europe coupée en deux et partagée entre deux protectorats. L'indépendance des nations occidentales n'étant assurée que par le stationnement sur leur territoire des armées américaines, il était chimérique de parler d'Europe puisqu'il était illusoire de parler d'indépendance des nations d'Europe. Entravée ou non, efficace ou non, l'activité d'un mouvement européen ne pouvait être que le signe d'une impatience contre le protectorat américain.

Cette définition plus stricte de ce que pouvait être un mouvement européen n'était peut-être pas acceptée à l'unanimité par tous les participants du MSE. Mais, en ce qui me concerne, elle me convenait parfaitement. Je donnais une suite logique aux thèses de mon livre sur le procès de Nuremberg en refusant à la fois l'image de la guerre que la propagande des vainqueurs cherchait à imposer et en même temps l'avenir, « la terre promise » qu'elle nous proposait. J'étais donc disposé à montrer beaucoup plus de zèle pour prêcher cette hérésie que pour faire semblant d'unir dans une apparence d'unanimité des tribus disparates qui ne rêvaient que d'en découdre.

Je me mis au travail aussitôt. Je rédigeai en quelques semaines un ouvrage qui présentait l'image de l'Europe que nous aurions voulu construire. C'était une vision que la politique de la guerre froide rendait irréalisable. Ce n'était que son moindre défaut. Elle était, en outre, tout à fait opposée à l'idée que les financiers et les industriels se faisaient de l'Europe future qui, pour eux, devait être essentiellement *un marché commun. Je* dédiai ce livre au sénateur Taft, petit-fils d'un président des États -Unis parce qu'il était le candidat que les républicains avaient opposé en 1948 à Harry Truman, successeur de Roosevelt. Le titre que je choisis *L'Œuf de Christophe Colomb* était à la fois absurde et obscur. Je voulais dire que la solution que je proposais était simple, évidente, mais qu'on n'y pensait pas.

Ce livre, mis en vente en novembre 1951 eut peu de succès. C'est pourtant un de mes ouvrages politiques auxquels je tiens le plus. Au moment où j'écris ces lignes, il est plus que jamais d'actualité : parce qu'il oppose une image réaliste et simple de l'Europe à la conception mercantile qui, depuis les années 1960, a remplacé l'idée de l'Europe politique. Ce petit livre me paraît avoir exprimé les conditions aujourd'hui encore indispensables pour que l'Europe existe et qu'elle ne soit pas noyée dans un ensemble mondialiste qui lui retire toute individualité économique et culturelle.

Le principe sur lequel reposait ma conception de l'Europe était la subordination du mercantile au politique : le contraire de la conception que Jean Monnet avait représentée. Il me semblait capital que les nations européennes sortent de l'état de dépendance dans lequel elles se trouvaient soit vis-à-vis des États-Unis soit vis-à-vis de l'URSS. Pour les États satellites de l'URSS, le vœu était alors irréalisable. En revanche, il était urgent que les nations européennes cessent de compter sur l'armée américaine pour assurer leur indépendance : car il ne fallait pas oublier qu'une élection pouvait amener au pouvoir un président isolationniste. Notre devise devait donc être « Ni Washington, ni Moscou », mais pour que cette devise ait un sens, il fallait constituer en priorité un système d'alliances politiques et militaires entre les États européens capable de doter l'Europe d'une capacité de dissuasion. L'alliance de l'Allemagne et de la France devait être l'axe de ce système défensif. La possession de l'arme atomique était dans cette alliance la dot de la France, l'Allemagne y apportait ses qualités militaires et sa puissance industrielle. Pour des raisons diverses, l'Italie et l'Angleterre ne pouvaient être que les ailes de ce dispositif.

Trois conditions étaient indispensables pour l'indépendance de l'Europe. Il fallait d'abord éliminer toutes les ingérences, directes ou indirectes. Je pensais d'abord aux ingérences idéologiques : ni Washington ni Moscou signifait également ni dictature communiste ni idéologie démocratique. Le territoire européen devait être libre d'occupation. Mais le ciel européen, lui aussi, devait être interdit aux nuages porteurs de miasmes. Pour réaliser cette antisepsie, il fallait ériger des écluses sur tous les canaux qui importaient en Europe des idées ou des intérêts étrangers. Ces écluses devaient filtrer les mouvements de capitaux capables d'installer en Europe des puissances de fait qui échappaient à tout contrôle. L'Europe, affaiblie par sa défaite, et, par conséquent, vulnérable, devait contrôler toutes les inséminations morales, en particulier les perfusions sanguines opérées sur l'opinion publique par la presse et la radio. Pour qu'il y ait une Europe

indépendante, il fallait donc premièrement que cette Europe soit une citadelle inaccessible et, en particulier protégée contre les agressions intellectuelles et aussi les contaminations intellectuelles, formes diverses, mais également redoutables d'une occupation morale clandestine moins visible, mais tout aussi grave qu'une immigration incontrôlée.

Bien entendu, pour que ce cordon sanitaire soit efficace, il fallait éviter tout mécanisme fédéral contraignant. La réalité européenne devait être représentée, certes, par des organismes capables de parler en son nom et surtout de manifester cette unité par l'accord de participants responsables. Mais cette représentation de l'Europe ne pouvait être que confédérale : les décisions délibérées en commun ne pouvaient jamais être impératives, elles ne pouvaient être que la rédaction de *desiderata* communs auxquels chaque État s'associait par les mesures qui lui paraissaient les meilleures. Il pouvait y avoir des normes européennes qu'il était utile que chaque pays acceptât, mais il était impossible qu'il y eût des lois européennes auxquelles chaque nation était soumise. La communauté européenne était une association, elle n'était pas une nation collective substituée aux nations. Les nations gardaient toutes leur liberté et leur autonomie garante de cette liberté. Elles restaient des nations, elles ne devenaient pas des sujets du monarque sans visage appelé « conscience universelle ».

Cette conception est restée tellement actuelle qu'elle ne diffère pas de la position prise récemment par Mme Thatcher, Premier ministre du Royaume-Uni, qui déclarait dans un discours prononcé à Bruges le 20 septembre 1988 devant le collège de l'Europe : « Une coopération volontaire et active entre États souverains indépendants est le meilleur moyen de construire une Communauté européenne réussie. Il serait hautement préjudiciable de tenter de supprimer la nationalité et de concentrer le pouvoir dans un conglomérat européen. L'Europe sera plus forte si elle compte en son sein la France en tant que France, l'Espagne en tant qu'Espagne, la Grande-Bretagne en tant que Grande-Bretagne, chacune avec ses coutumes, traditions et particularités. Ce serait folie que d'essayer de les faire entrer dans une sorte de portrait-robot européen. »

C'est ce même primat de l'indépendance européenne qui me faisait regarder avec méfiance les projets du « Marché commun » de Jean Monnet. Bien sûr, c'était une des intentions de la communauté européenne que de favoriser les fusions qui devaient permettre d'affronter la concurrence et de créer en Europe un « marché européen » sans frontières intérieures qui donnerait à toutes les entreprises nationales une clientèle plus étendue. J'étais tout à fait d'accord avec cette libéralisation des échanges limitée au territoire européen et, éventuellement, aux colonies européennes. Mais cette mise en commun des richesses ne pouvait être qu'une des *conséquences* de la création d'une communauté européenne, elle ne devait pas en être le principe.

Dans la conception de l'Europe que j'exposais, le mercantile devait être toujours subordonné au politique et, par conséquent, l'économique au militaire. D'abord parce qu'il s'agissait de valeurs différentes reposant sur des vertus différentes. Dans les circonstances dramatiques l'homme se reconnaît dans le guerrier, qui s'impose et maîtrise par son courage, tandis que le commerçant n'est qu'un marchand de tapis qui suit les soldats avec permission de s'enrichir.

Une autre raison que je ne pouvais alors qu'entrevoir avait un rôle dans ma répugnance à accepter la suprématie de l'économique. J'étais incapable à cette date de prévoir l'étendue des ravages que pouvait perpétrer le libéralisme sauvage. Mais il me paraissait évident qu'il n'y avait qu'un moyen de protéger les économies nationales contre les raids des producteurs étrangers, c'était d'entourer l'Europe par un cordon douanier imperméable. C'était cette politique protectionniste qui avait assuré la stabilité économique et sociale des nations d'Europe pendant les deux siècles précédents, malgré les efforts des nations commerçantes pour inonder de leurs marchandises le territoire de leurs voisins, ce qui leur permettait de s'assurer des monopoles fructueux au détriment des nations qui n'avaient pas su se défendre. Cette politique protectionniste était d'autant plus naturelle que l'Europe pouvait assurer sans difficultés la nourriture de sa population. Une politique d'échanges pouvait procurer aux États européens les produits qui leur manquaient : et il était possible d'équilibrer ces échanges par la réciprocité. La politique du libre-échange illimité me paraissait ressembler beaucoup à la politique de la « porte ouverte » que nous avions imposée aux empereurs de Chine par la guerre. L'accepter était une politique de vaincu. Nous n'avions aucune raison de nous y soumettre.

Je ne voyais pas encore très clairement ce que nous savons aujourd'hui : que le résultat le plus certain du libre-échange illimité est la destruction de secteurs entiers des activités nationales et, par conséquent, la fatalité du chômage. Le libéralisme sauvage nous expose non seulement à une invasion, mais à une dépossession. Il entraîne à la fois notre assujettissement économique et la paupérisation de tous ceux qui travaillent dans les branches détruites ou fragilisées de chaque production nationale. Un protectionnisme sélectif à l'égard des produits non européens est une condition indispensable non seulement pour l'équilibre économique et social des pays d'Europe, mais pour la survie même de la civilisation européenne. Cette nécessité est si bien comprise que, même nos gouvernements actuels, tout en confessant le libéralisme avec l'agenouillement et la soumission des dévots, sont obligés de pratiquer sournoisement, pour éviter la ruine des pays qu'ils gouvernent, le protectionnisme qu'ils condamnent dans leurs discours.

Cette conception de la citadelle Europe est le contraire même de cette Europe terrain vague inventée par Jean Monnet, défendue par Robert Schumann et couronnée à Bruxelles en la personne de Jacques Delors. Je ne suis ni économiste, ni sociologue, ni politologue. Cette position catégorique que je professe encore actuellement n'est pas, pour moi, une position politique, mais une revendication culturelle. Tout ce que j'ai écrit ensuite n'a jamais été qu'une protestation contre l'invasion de l'économique dans notre vie. L'appareil économique et social dans lequel nous sommes moulus n'aboutit pas à une société *de consommation,* comme on l'a dit en langage noble, mais tout simplement à une société de mercantis installés dans leur boutique de prêt-à-porter. Tous vêtus de la même défroque, tous nourris du même « Big Mac », tous rêvant de la même femelle et des mêmes distractions, tous soumis, automatisés, conditionnés, clients obligatoires attendant chaque soir, tout en béant aux exploits de MM. Berlusconi ou Benedetti, le jour de gloire où nous gagnerons le gros lot de la loterie nationale ou la berline offerte par les jeux télévisés : l'essentiel, bien entendu, étant que rien ne soit

changé à la belle mécanique qui nous permet d'être, pendant toute notre vie, une parcelle anonyme et interchangeable d'un grand tout qui est nous-même.

Les lambris de la rue du Bouloi ne changèrent rien à mon statut de marginal, mais ils faisaient soupçonner une tendance à l'embourgeoisement. Ce ne fut pas ce soupçon qui relâcha nos relations avec la bohème de nos débuts, mais les circonstances. Madeleine Ferré était très occupée par ses bonnes œuvres et sa voiture de légumes des quatre-saisons. Le gentil Antoine Blondin s'était associé avec l'intrépide breton Well Allot, qui, après avoir été le Coco Bel Œil, animateur du cabaret de la Rose Rouge, était devenu, de chrysalide en chrysalide, le Julien Guernec de *Paroles Françaises,* puis le François Brigneau, de *La Fronde* et de *Rivarol.* Or, je ne faisais pas partie de la *Rose Rouge.* Je n'étais même pas un homme de cabaret. Sobre et sérieux, je vivais dans ma tanière, pratiquant la fidélité conjugale et me nourrissant de papier. C'étaient des conditions de vie austère.

En revanche, nous avions de nouveaux amis. Trois ans plus tôt, en 1968, Pierre Favre avait fondé à Lausanne l'Association internationale des Amis de Robert Brasillach avec quelques intellectuels suisses, Marc Odelet et Alfred de Mercurio, auxquels s'étaient joints André Corbier, un ancien de la *Revue Française* qui habitait Grenoble, et Jean Devyver de Bruxelles. Cette initiative nous avait entraînés en Suisse où nous étions les hôtes de l'industriel Adolphe Raviola, vice-président de l'Association, et de notre ami Jean Mahyère.

J'eus aussi des amis italiens, Servello, Lonciari, Filippo Anfuso, et le jeune Giorgio Almirante, qui fut en Italie le présentateur de Robert Brasillach auquel il consacra une importante étude, qui était venu nous voir jadis au « taudis » d'où il était reparti avec une amusante photo du groupe familial qui parut dans l'hebdomadaire *Il Globo,* fut reproduite ensuite dans *Rivarol* et que mes amis du journal *Présent* retrouvèrent quarante ans plus tard pour le divertissement de leurs lecteurs. Je les rencontrais chez l'ingénieur Volpe qui fut plus tard l'éditeur de la belle revue *Pagine Libere.* J'avais aussi, bien entendu, Karl-Heinz Priester et ses enfants, puis des amis allemands, qui m'envoyaient de nombreuses lettres qui m'apprenaient ce qu'aucun journal n'osait imprimer, des journalistes, le Dr. Ludwig Ehrardt directeur de la revue *Nation Europa* qui reprenait souvent des articles de *Défense de l'Occident,* l'avocat Rudolf Aschenhauer qui avait été le défenseur de quelques-uns des accusés de Nuremberg et qui publiait la revue mensuelle *Andere Seite,* le Dr. Grabert qui lui succéda en dirigeant d'autres publications non conformistes, la *Deutschland in Geschichte und Gegenwart,* puis la *Deutsche Hochschullehrer Zeitung* qui existe encore aujourd'hui. Plusieurs d'entre eux, Sandkühler, Entzminger, la princesse d'Isenburg furent mes correspondants pendant des années, quelquefois même sans que je les aie jamais rencontrés. Ces correspondants étrangers n'encombraient pas la rue du Bouloi. Des nouveaux venus s'étaient pourtant joints à nos anciens amis. Les uns étaient des lecteurs enthousiastes de *Défense de l'Occident,* d'autres nous étaient envoyés par le hasard, par l'affinité. De ces nouveaux venus, la plus attachante, la plus inattendue était une jeune Géorgienne qui nous montra tant d'affection qu'elle nous fut aussi chère, à Suzanne et à moi, que si elle était l'un de nos enfants. Elle avait vingt ans, une figure claire, souriante et triste, et de grosses nattes pareilles à celles des jeunes filles de la comtesse de Ségur qu'elle enroulait à la hauteur de ses

oreilles comme un gros écouteur de téléphone. Cette contemporaine du général Dourakine s'était précipitée en pleurant dans les bras de Suzanne, le matin du 6 février 1950, à la sortie de la messe qui venait d'être dite pour Robert Brasillach en l'église Saint-Séverin. Elle s'appelait Hélène Zourabitchvili. Son père avait été le dernier président du Conseil de la République de Géorgie. Sa famille s'était réfugiée en France après la révolution d'octobre. Ils avaient vécu à Bordeaux où son père avait été assassiné en 1944. Au moment de notre rencontre la jeune orpheline venait d'arriver à Paris avec sa mère, elles étaient seules, ne connaissaient personne, et, comme elles n'avaient pas de logement, elles habitaient alors dans les locaux de l'église russe de la rue Daru où le pope les avait accueillies. Nos destinées se ressemblaient, sa vie avait été brisée comme la nôtre. Elle partageait notre colère et notre révolte, avec en plus cette intransigeance et cette violence qu'on trouve parfois chez les jeunes filles. Elle devint notre amie. Elle avait l'âme d'une jeune héroïne, mais en même temps elle était réaliste, décidée, lucide. Elle fut la première de ces orphelins qui furent, tout le long de notre vie, comme des enfants adoptifs que nous ajoutions à nos propres enfants et que nous entourions de la même tendresse. Nous en retrouverons plusieurs comme elle, qui plus tard ouvrirent leurs ailes pour une autre destinée[11].

Ces dons du hasard se mêlaient sans se confondre avec d'autres visages qui composaient avec eux une sorte de kaléidoscope. Tous ces visages montaient et descendaient dans notre vie journalière à la manière de ces boules colorées qui se bousculent et se précipitent pour sortir un numéro gagnant. C'étaient des étages de notre vie qui se succédaient ensemble, si l'on peut dire, non pas à la manière des alluvions qui se fondent en une seule stratification, mais au hasard et comme par jonglerie. Les plus vieux de nos amis formaient la vieille garde, indéfectible, casernée, ne montant en ligne que dans les grandes occasions, Thierry Maulnier, José Lupin, Jacques Isorni. On ne les appelait au secours que dans les urgences, qui ne manquaient pas. De nouveaux venus provenaient de terroirs différents. Il y avait Odette Moreau, rentrée de Ravensbrück qui provoquait des incidents aux terrasses des cafés en racontant de bonnes histoires de déportation qui indignaient les patriotes sédentaires. Des inconnus venaient nous trouver à cette époque comme des chardonnerets se posent sur une branche d'arbre. Marie-Madeleine Martin qui avait réuni les premiers *Morceaux choisis* de Robert Brasillach publiés par Cailler en Suisse, vint nous voir un jour, pareille à un roi mage, portant des trésors alimentaires introuvables : elle les offrait à « un petit garçon de quatre ans qui ignorait ce qu'était une banane, une orange, un éclair au chocolat », une phrase de la *Lettre à un soldat de la classe 60* qui était le prétexte ingénieux de sa visite. Héroïne comédienne engluée dans le marécage d'une époque ignoble, elle se passionnait pour tout ce qui était occasion d'héroïsme et de sacrifice. Ces âmes trop hautes pour leur temps étaient déconcertées par l'hypocrisie papelarde des chats fourrés qu'une victoire militaire qui était celle des autres avait fait les maîtres de notre destin.

Il y avait aussi du cocasse pour nous ramener au terre à terre. Un jeune Belge nommé Jean Chervet nous racontait avec une naïveté amusante ses aventures pittoresques d'hurluberlu égaré dans l'incompréhensible. Il avait

11 Par son mariage lors duquel mes jeunes enfants assurèrent son service d'honneur, Hélène Zourabitchvili est devenue Mme Hélène Carrère d'Encausse, aujourd'hui membre de l'Académie française.

malheureusement une vieille mère qui m'écrivait des lettres de quinze pages pour me narrer longuement ses malheurs. Je succombais sous le poids des confidences. Tant de gens pour qui nous étions des inconnus nous ont montré tant de dévouement et d'affection que je suis condamné à l'ingratitude.

D'autres vinrent ensuite pour d'autres raisons. Ce furent pendant quelque temps mes complices français du Comité national dont j'étais le délégué, puis, sporadiquement, des exaltés. Nous les échangions avec Jacques Isorni. Il se débarrassait de ceux qui l'ennuyaient en leur assurant que leurs malheurs me passionneraient et je lui expédiais les miens en leur promettant que le talent de Jacques Isorni ferait triompher leur bon droit. L'un de ces originaux était Ulick Varange dont je me repens d'avoir parlé avec légèreté dans *Suzanne et le Taudis,* alors que je ne connaissais pas sa tragique destinée. C'était un Américain d'une trentaine d'années qui s'appelait Yorkey ou Yockey, qui avait travaillé comme documentaliste du ministère public au procès de Nuremberg. Il était venu me voir après mon livre sur le procès. Il savait beaucoup de choses, beaucoup trop de choses et me transmit des documents établis par la défense pour les recours en grâce d'Ohlendorf et de plusieurs autres accusés. Ces documents donnaient des faits une tout autre vision que celle de l'accusation. Il avait rédigé un ouvrage en deux volumes intitulé *Imperium* qui avait paru en 1948 à Londres sous la marque de Victoria Press. Cet essai était à la fois une critique des idéologues du XXe siècle et un exposé de ce que l'auteur appelait le *Cultural Vitalism*. Son programme « écologiste » est absolument inconnu de tous les historiens du néofascisme. Son livre correspondait tout à fait aux idées que j'avais développées dans mon livre sur le procès de Nuremberg en leur donnant plus d'étendue et d'unité et je l'avais trouvé si remarquable que j'en avais même commencé une traduction. Yorkey n'avait pas trouvé d'éditeur en France. Il n'avait pas trouvé non plus de collaborateur politique pour une sorte d'organisation mondiale qu'il voulait fonder. Il revint aux États-Unis. Il y est plus difficile qu'en France de poursuivre un écrivain pour ses idées, mais il y est plus facile de le persécuter. C'est ce qu'on fit. Je ne connais pas les péripéties de cette chasse à courre. Je sais seulement que les ennemis de Yorkey le firent passer pour fou. Ils obtinrent qu'on l'enfermât. Il se suicida, dit-on, dans l'asile où on l'avait interné[12].

Je regrettais moins d'être Français en apprenant les résultats de la liberté d'expression aux États-Unis.

J'ai laissé de côté dans cette énumération deux hommes auxquels je veux rendre hommage. L'un d'eux vient de mourir, Roland Laudenbach. C'était un de ces jeunes gens qui avait voué à De Gaulle une haine indélébile et silencieuse. Sa gentillesse, son sourire, son air d'indulgence et de scepticisme trompaient. Je vois, en lisant les articles qu'on a écrits sur lui qu'on le présente comme un gentil amuseur inoffensif dont le principal mérite était d'avoir connu Nimier et apprivoisé Blondin. Je ne sais plus à quelle date et avec qui il fonda les éditions de la Table Ronde. Je n'ai jamais su qui était quoi dans cette affaire : je sais seulement qu'il y avait Jean Anouilh et Thierry Maulnier, cela me suffisait. Roland

---

12 Il y a une enquête à faire sur le personnage. Yorkey n'est pas son vrai nom. Un exemplaire d'*Imperium* portant une dédicace autographe est signé Southeny Gammon ou Gammar (?). Dans cette signature, le prénom seul est clairement lisible. Je n'ai pas pu obtenir d'autre renseignement. *Imperium* a été imprimé par C.A. Brock and C° Ltd, Southern Row, à Londres.

m'avait aidé dès ma sortie de prison. Il veilla discrètement à la Table Ronde sur les débuts de ma carrière littéraire. Je le récompensai, comme je pus, en lui donnant mon livre sur Stendhal qu'il eut la gentillesse de réimprimer sans interruption pendant trente ans.

Il est remarquable, assurément, qu'étant contemporain du turbulent groupe littéraire qu'on surnommait « les hussards » et qui partageaient beaucoup de mes idées, j'aie été si peu lié avec les plus sympathiques d'entre eux. C'est un de mes regrets. J'ai été contemporain de Roger Nimier et je n'ai pas connu Roger Nimier, j'ai connu Antoine Blondin, j'aimais ses livres, sa tournure d'esprit m'enchantait, mais très vite nos relations se sont espacées. J'ai rencontré plusieurs fois Jacques Laurent sans avoir cherché à le revoir. J'ai fait pire encore. J'étais le voisin de Marcel Aymé à Montmartre, j'allais le voir chez lui, il prit vigoureusement ma défense lorsque je fus arrêté pour mon livre sur le procès de Nuremberg. C'est à cette occasion qu'il refusa la Légion d'honneur qu'on lui décernait en accompagnant son refus de la lettre célèbre au président de la République dans laquelle il lui conseillait de se servir de cette décoration en se la « carrant dans le train ainsi que tous ses plaisirs élyséens ». Ce sont des réponses dont nous avons perdu l'habitude depuis cinquante ans. Il recueillit ensuite des signatures pour protester, il ne manqua jamais une occasion de me manifester sa sympathie. Or j'eus peu de relations avec lui : j'étais aussi incapable d'exprimer mon affection pour lui que lui pour moi, nous étions deux muets qui se regardaient. Je me suis longtemps expliqué cette sauvagerie par mon travail et par mes habitudes de vie : je passais plus de temps à la Bibliothèque nationale qu'aux brasseries de Saint-Germain-des-Prés, la bohème joyeuse ne m'amusait pas. Mais je crois que cette explication n'était, en réalité, qu'une excuse hypocrite. La vérité, c'est que je souffrais d'une sorte d'allergie à l'égard de ce qu'on appelle le « milieu littéraire ». Je n'en faisais pas partie et je n'avais pas envie d'en faire partie. Les livres qui m'avaient fait connaître n'étaient pas des œuvres d'écrivain, on les avait regardées comme des pamphlets. Mes adversaires des années 1948-1950 me refusaient le titre d'écrivain, trop noble pour moi, j'étais, disaient-ils, un « écrivain sic ». À cette époque-là, ce n'était pas absolument injuste. J'avais choisi une manière prompte de me faire connaître, mais en marchant sur des plates-bandes interdites au véritable écrivain. Quand je publiai mon essai sur Stendhal en 1950, le « sic » disparut. Mais j'avais conscience moi-même que des essais politiques et des études critiques ne sont, en somme, que des commentaires, étrangers par leur essence même, à la *création* objet de l'activité toute personnelle, artisanale, de celui qu'on appelle le *poète,* celui qui *fait,* qui *produit* un objet original destiné au plaisir des yeux ou au plaisir du cœur. Je me sens donc tout à fait étranger au « milieu littéraire ». Jean Cau, qui fut jadis le secrétaire de Jean-Paul Sartre, raconte, dans une interview que Sartre, qui s'enfermait pour écrire *L'Être et le néant,* se faisait renseigner par des informateurs sur tous les incidents de l'actualité quotidienne du microcosme de Saint-Germain-des-Prés. Je n'ai jamais eu cette curiosité. J'ajoute encore que je lisais peu, car une grande partie de la production littéraire française m'irritait par son conformisme, son insignifiance ou sa bizarrerie byzantine. Je n'admirais que des étrangers Joyce, Faulkner, Henry Miller, que je ne pouvais rencontrer. Et je me trouvais tout à fait inapte à figurer dans la troupe légère qui déployait son gracieux carrousel entre la rue Saint-Dominique et

Mabillon. Ces souvenirs que j'écris ne sont donc, en aucune manière, une contribution au panorama littéraire de notre époque : comme ils ne sont pas non plus une contribution à l'histoire politique de notre siècle. C'est simplement ma propre histoire. Je suis une conscience qui se promène sur une grand-route : pas un miroir. Encore cette conscience est-elle parfois somnolente.

Depuis longtemps mes mésaventures judiciaires n'intéressaient plus personne et j'étais devenu une étoile filante dont tout le monde avait oublié le fugitif passage. Heureusement pour moi j'avais un autre orchestre pour ma parade. Les journaux juifs, hebdomadaires virulents, bouledogues infatigables, s'acharnaient à me dépecer, en colonnes serrées, avec de beaux gros titres en première page, réclamant, exigeant qu'on me mette hors d'état de nuire, n'importe comment, par mise à mort, comme un fauve, par asile, stérilisation, dératisation, comme bête venimeuse, scorpion. Cette attention soutenue maintenait autour de mon nom un clapotis grâce auquel j'échappais à l'oubli. J'eus même de délicates caresses d'amour-propre. Une demoiselle de la poste m'interrompit un jour pendant que j'épelais mon nom en me disant : « comme l'écrivain ? ». Je me prenais pour Fernandel.

Des manifestations plus tangibles avaient aussi le pouvoir de me réconforter. Je faillis être jeté à la Seine un jour où j'assistais à Notre-Dame à une messe pour Philippe Henriot. C'était une fort belle messe, la nef pleine et bourdonnante, le parvis occupé par dix mille résistants qui hurlaient. On me reconnut. Toute la place cria d'une seule voix : « À mort Bardèche ! À mort ! ». C'était unanime, sonore, enveloppant. J'avais pour garde du corps une inoffensive jeune fille aussi naïve que moi. On m'entoura. Je fus sauvé par ma solitude. À l'idée de me lyncher, l'instinct sportif l'emporta. Pierre Bloch se présenta en champion du droit et de la civilisation. Les deux pugilistes étaient d'âge et de poids égal. Le combat fut vigoureux, intéressant, malheureusement interrompu au bout de la première reprise par l'intervention de la police. La Seine était à vingt mètres. Je ne m'aperçus de ce détail que lorsque le danger fut passé.

Ce ne fut pas le seul incident qui me persuada de ma popularité. J'échappai plusieurs fois à la pendaison ou à l'estrapade. J'eus la mauvaise idée d'accepter des invitations de groupes d'étudiants qui voulaient connaître les idées de ma revue *Défense de l'Occident*. Instruit par ma mésaventure de Notre-Dame, je recommandais la discrétion. Elle est impossible en province, parce qu'il faut une salle, un lieu de réunion. J'en fis l'expérience à Poitiers. Le café où m'attendaient une vingtaine d'étudiants fut cerné par une mobilisation générale des « résistants » de la Vienne. Je fus capturé et solidement encadré par un cortège nocturne qui prétendait me conduire au lieu où avaient été fusillés quelques-uns de leurs confrères pour un exemple mémorable. Je marchais avec autant de fermeté que je le pouvais vers le lieu de mon supplice quand le cortège fut intercepté par quatre détachements de CRS que le préfet avait fait venir d'urgence des départements voisins. La « conférence » n'eut pas lieu et je fus déposé en pleine nuit dans le premier train qui passa en gare et qui déchargea le préfet de la responsabilité qui lui incombait. Le même accueil me fut réservé dans une ville dont j'ai oublié le nom et qui fut, si je me souviens bien, presque aussi dramatique. Un autre débarquement, à Montpellier, échoua parce que la salle fut refusée et la

réunion interdite. Ces mesures préventives décidées chaque fois que j'étais annoncé mirent fin à mes promenades.

Ces incidents me sortaient périodiquement de l'obscurité. Mais c'était autre chose, une autre définition, qui, à mon avis du moins, devint bientôt mon principal titre devant l'opinion. Mes efforts constants en faveur de Robert Brasillach dont j'éditais les œuvres posthumes aux éditions des Sept Couleurs, dont je défendais la mémoire en toutes occasions, ma fidélité intransigeante à une amitié devenue légendaire m'évitèrent la position d'un petit agitateur politique condamné à l'obscurité. J'étais le témoin de l'amitié. J'étais « le beau-frère de Brasillach ». La plupart des gens qui m'aimaient et m'admiraient ne me donnaient pas d'autre titre. Quelques-uns se souvenaient encore des cours de la Sorbonne où les étudiants se pressaient dix ans plus tôt pour m'écouter, et ce souvenir n'était pas vain puisqu'il avait été renouvelé ensuite par le succès de mon livre sur Stendhal. On savait que je ne défendais pas un héritage, une boutique, mais que c'était un vrai destin d'écrivain, une vraie carrière, un avenir que j'avais sacrifié à une amitié symbolique puisqu'elle était l'amitié même qui liait des milliers de vaincus à ceux qu'ils avaient aimés.

Je me dis, en écrivant ces lignes, que mon imagination embellit et peut-être même crée de toutes pièces un prestige imaginaire. C'est probablement vrai. Mes livres, par leur caractère même, n'étaient connus que d'une minorité, ma vie pareillement. Mais c'est justement ce qui faisait ma force. Je représentais une minorité qui était consciente de l'injustice qui lui était faite, de l'oppression qui pesait sur elle et qui n'avait pas d'autre représentant *intégral*. Ces choses-là sont aujourd'hui difficiles à comprendre. Et j'écris ces mémoires précisément pour essayer de les faire comprendre. J'étais à la fois un symbole et un rêve que je faisais sur moi-même. Et tout ce que je vais écrire désormais ne sera que l'histoire de ce rêve. Mais l'histoire de chaque homme n'est-elle pas l'histoire de ce qu'il a cru être ?

C'est en cette année 1952 qu'un événement imprévu donna un cours nouveau à notre existence. Après sept ans de procès, la mesure de réquisition de notre appartement fut levée et les occupants de notre logis furent invités à déguerpir. Je dois, en cet endroit, exprimer toute ma reconnaissance à la société de gérance des immeubles, municipaux, propriétaire de notre appartement et à son président, pour avoir eu l'énergie de résister aux sollicitations et aux pressions qui eurent lieu pendant sept ans pour l'amener à signer un bail aux bénéficiaires de la réquisition qui nous frappait.

Un déménagement n'est, en somme, qu'un incident de la vie domestique qui ne devrait avoir d'autre conséquence qu'un changement d'habitudes. Ce fut, pour nous, infiniment plus. Nous revenions tout d'un coup, après sept ans d'exil, dans l'enceinte qui avait été celle de notre jeunesse, de notre insouciance, de notre bonheur. Les murs, les meubles surtout, les rayonnages, les livres étaient imprégnés de l'odeur d'un autre temps. Nous retrouvions le petit bureau en dos d'âne sur lequel Robert écrivait, les tiroirs qui contenaient encore des papiers, de vieux stylos, des pièces démonétisées. Des étagères étaient restées intactes avec leurs livres bien rangés, seulement couvertes de poussière. Comme dans le château de la Belle au bois dormant, on pouvait croire qu'un prince abolissait le temps et réveillerait tous ceux qui avaient vécu dans ces murs. Or, nous étions tous morts ;

nous, autant que Robert. Nous regardions, nous flairions plutôt, comme des chiens qui reviennent longtemps après, les murs délabrés, les pierres sacrées du foyer, calcinées, pillées, autres et à la fois semblables parce qu'elles portaient encore l'odeur du passé. On nous avait beaucoup volé, des lettres, des autographes, un petit lever de soleil de Jongkind que Robert espérait offrir à Jacques Isorni, des tapis qui avaient été notre dernière prodigalité d'avant-guerre. Cette maison vide, quand même, c'était chez nous.

Ce n'était que des lieux qu'on retrouvait : pas un événement qui changeait notre vie. Et pourtant, je vois, je découvre, en retraçant l'histoire de ces années, que ma vie n'a jamais été choisie par moi, que j'ai été conduit par les événements, encadré par des balises étrangères à moi, éclusé comme un bateau qu'on fait passer d'un chenal dans un autre. Ce retour n'était pas une restauration. Et pourtant, peut-être par sa valeur symbolique, peut-être pour de simples coïncidences, cette réintégration fut pour moi autre chose que la fin de tribulations éphémères, elle devint dans mon souvenir, la fin de mon exil : et parce qu'elle était la fin de mon exil, elle fut aussi, elle m'apparaît tout au moins comme la fin de ma vie héroïque.

Toute vie qu'on écrit est une reconstitution. C'est mon imagination sans doute qui fait intervenir ici une date symbolique. Mais tout concourt à la rendre réelle. C'était bien une phase de ma vie qui se terminait.

D'abord, on me le fit dire par la gendarmerie. Le rejet de mon pourvoi par la Cour de cassation rendait exécutoire le jugement prononcé contre moi. C'était, je le rappelle, un an de prison ferme : c'est-à-dire sans sursis. Cette année de prison accueillie, quatre ans plus tôt, par des acclamations, était devenue gênante : car on convenait qu'il ne s'agissait que de mots et ces mots n'attaquaient que des principes. Je venais d'avoir en 1950 mon cinquième enfant, mon fils Fabrice, ainsi nommé en souvenir du héros de la *Chartreuse de Parme,* dont Jacques Isorni était le parrain. On m'avait chassé de l'université sans que les crimes qu'on me reprochait fussent bien évidents. Après avoir fait de moi un sans-profession, on avait fait de moi un sans-logis. C'était beaucoup. René Coty venait d'être élu président de la République. C'était un homme honnête, un esprit pondéré, peu enclin à faire tournoyer l'épée de justice pour la défense des universaux. Jacques Isorni connaissait personnellement le magistrat qu'il avait choisi comme secrétaire général de l'Élysée. Il obtint par lui une audience. René Coty fut ému de la kyrielle de tribulations qu'on lui énuméra comme le récit de ma vie. Il n'était pas convaincu que le non-conformisme fût un crime. Mais il était embarrassé. La Constitution désigne le président de la République comme « le premier magistrat de France ». Lui était-il permis d'oublier ce titre ? Était-il convenable au « grand juge de France » d'infliger un démenti aux délégués de son pouvoir qui m'avaient déclaré coupable ?

Le président René Coty fut ingénieux et pratique. La loi devait triompher, un gendarme ou plutôt deux gendarmes viendraient prendre livraison du coupable, l'emmeneraient à la prison de Fresnes où son nom serait inscrit sur le registre d'écrou et sa personne calfeutrée. Ce châtiment s'abattrait sur lui le soir du 30 juin. Mais après la satisfaction du garde champêtre viendrait l'heure de la mansuétude. Le 14 juillet le président de la République signait chaque année une série de « grâces ». C'est l'application de ce droit *régalien,* privilège du chef de

l'État, qui me permit, le matin du 15 juillet, de paraître au portillon de la villa que nous occupions à Canet-Plage après avoir accompli ma peine.

La fin de mes aventures judiciaires coïncida, d'autre part, avec la fin de mes aventures politiques. Les nations d'Europe avaient dû reporter à un temps plus favorable les élections au Parlement européen. L'« objet social » du Mouvement social européen disparaissait. Les différentes polices nationales nous interdisant le séjour sur leur territoire, l'activité politique du Mouvement devenait aussi problématique que sa finalité. Les réunions de la commission d'études avaient encore perduré quelque temps, puis les relations entre les différentes fractions nationales du Mouvement étaient devenues de simples relations de sympathie. Ma revue *Défense de l'Occident* cessait donc, après deux années, d'être un organe du Mouvement social européen, fonction qui avait été sa destination primitive. J'aurais dû prendre la décision simple et logique d'en cesser la publication. Mais j'avais des lecteurs : beaucoup plus que je n'en avais attendu. J'avais aussi des abonnés qui me témoignaient beaucoup de sympathie et d'indulgence. J'avais des collaborateurs, bénévoles mais fidèles, dévoués, désintéressés, heureux de leur navigation sur notre coquille de noix. Je me crus des devoirs, je continuais.

Il y a des années que je n'ai pas relu les articles que j'écrivis alors et je n'ai guère envie de les relire aujourd'hui. Il me semble qu'ils annoncent surtout, sans que cette idée soit clairement exprimée nulle part, le sentiment de la dépossession, non seulement de nos nations mais de notre personnalité même. Je n'en avais alors qu'une intuition. C'est plus tard seulement, et même après la disparition de *Défense de l'Occident* que cette idée devint capitale pour moi. J'essayai en vain de lui donner une forme. Je conserve dans mes papiers les éléments d'un manuscrit impubliable. Mais je crois que cette hantise, découverte si lentement, est au centre de toutes mes préoccupations politiques. Le fascisme ne fut peut-être pour moi qu'un moyen de protéger ce qu'il y a de plus profond en nous, notre for intérieur.

Les articles que j'écrivis alors eurent certainement peu d'influence. Il est possible qu'il y ait dans ce long monologue, quelques passages qui mériteraient d'être recueillis. Mais je n'ai ni le temps ni même le désir de faire cette sélection[13].

Avec tous les instruments d'une présence, je m'installais, en réalité, dans l'automne paisible de l'oubli. Les juifs même m'abandonnaient : je ne comptais pas plus qu'un hérisson écrasé sur une route. Même les lecteurs que la politique intéressait m'ignoraient : je n'étais pas député, je n'étais pas à la tête d'un parti, je n'étais pas influent. Comme il arrive à la fin des périodes troublées où beaucoup de noms ont tournoyé, les mémoires les plus tenaces n'avaient retenu que des syllabes qui leur rappelaient vaguement quelque chose. Je m'en aperçus quand un de mes fidèles de *Défense de l'Occident* eut l'idée d'aller solliciter des notables ou des petits dirigeants provinciaux pour les intéresser à notre entreprise. Les mieux renseignés hochaient la tête, mon nom leur rappelait quelque chose, un grand résistant, un voyageur, une affaire financière, ils ne savaient plus très bien : un excellent homme fit même un chèque fort convenable parce qu'il m'avait pris pour un certain Baranès qui avait eu des ennemis que je préfère ne pas rappeler.

---

13 François Duprat avait commencé à les rassembler quelques jours avant l'attentat qui lui coûta la vie. J'ai retrouvé récemment les travaux préparatoires à ce recueil.

CHAPITRE XII

Fin de campagne

Les deux années charnières qui vont de 1952 à 1954 furent pour moi celles de la liquidation. Je veux dire par là que ma vie fut désormais celle de tout le monde.

Des exigences matérielles, comme d'habitude, fixèrent la part des diverses activités auxquelles je devais me consacrer. La première d'entre elles fut la conclusion du périple que j'avais parcouru à travers les continents de l'édition sous le pseudonyme altier de Société des études balzaciennes.

Un Chinois qui avait été un des candidats à la succession de Robert Calmann pour mon édition de Balzac avait une secrétaire vive et intelligente à laquelle il avait confié le suivi de notre collaboration. Le cycliste des Sept Couleurs, que nous nommions Piâr parce qu'il se prénommait Pierre, affirmait qu'elle était, en outre, « la plus belle secrétaire de Paris ». Elle avait du goût, de l'audace, elle aimait les belles reliures, la typographie élégante et classique. Elle eut le courage de se charger des vingt-quatre volumes du Balzac et imagina de les faire payer d'avance par ses acheteurs en le vendant par souscription. Les clubs de librairie commençaient à être à la mode. Elle en fonda un qu'elle appela Le Club de l'honnête homme, dont les *Œuvres complètes* de Robert Brasillach furent la première réalisation.

Ce fut le début de ma longue et heureuse collaboration avec Luce Fieschi, aujourd'hui encore directrice du prestigieux Club de l'honnête homme. Mon édition des *Œuvres complètes* de Balzac, présentée sous la signature de la Société des études balzaciennes fut la seconde production du Club de l'honnête homme. Je poussai le scrupule jusqu'à y associer plusieurs collaborateurs pour lui garder son caractère d'édition collective. Ma maison d'édition des Sept Couleurs, qui végétait sur la modeste jachère de la réalité, ressemblait à l'éventaire de marchands de cravates qui vendent dans un parapluie. Son siège social avait été établi dans la plus grande pièce de notre appartement qui nous servait aussi de salle à manger. Son administration se réduisait à un téléphone et les services commerciaux se composaient d'un rouleau de papier kraft et d'une pelote de ficelle qui étaient les ustensiles dont disposaient ma secrétaire Mme Buffet et Piâr mon coursier. Ils se livraient au petit commerce deux après-midi par semaine. Mme Buffet était une sainte femme, sexagénaire large et poussive, qui nous avait été envoyée par *Rivarol,* un jour où nous avions besoin de faire écrire un grand nombre d'adresses. Elle s'était plu à la maison, elle était restée. Elle régnait sur la comptabilité, les factures, et, en général, tout ce qui pouvait s'écrire à la main sur des cahiers d'écolier. Elle était d'un dévouement effrayant qui s'accroissait d'année en année et qui me remplissait de honte parce qu'elle était podagre et qu'aucune prière ne pouvait la persuader de prendre un taxi à mes frais pour rentrer chez elle. Notre

cycliste Piâr était son esclave. Il était coursier professionnel et faisait des extra. C'était une sorte de gnome guttural qui répandait une forte odeur de sueur refroidie et de bière à laquelle Mme Buffet avait fini par s'habituer. Il vivait chez sa mère qui lui tenait la bride serrée. Il s'en plaignait à Suzanne et à Mme Buffet et leur confiait qu'il lui faudrait une femme. Il se consolait de cette privation par des excursions. De temps en temps, il arrivait tout joyeux, se frottait les mains et annonçait la bonne nouvelle : « Demain, on va sur la tombe à papa ! » C'est lui qui m'apprit qu'un ivrogne ne tombe jamais une fois qu'il est sur la selle de son vélo.

Les éditions des Sept Couleurs remplissaient une des missions que je m'étais fixées, faire connaître les œuvres de Robert Brasillach écrites en prison et celles que les éditeurs ne voulaient pas remettre en vente. Après la publication que j'avais faite, entre 1947 et 1951, de l'étude de Robert Brasillach sur André Chénier, de la *Lettre à un soldat de la classe 60* écrite pour mon fils Jacques né en 1940, et les deux premiers tirages des *Poèmes de Fresnes,* je réimprimai *Les Quatre Jeudis,* primitivement édités aux éditions Balzac sous l'Occupation, puis les *Lettres écrites en prison,* puis une œuvre composite, le *Journal d'un homme occupé.* Sous ce titre que Robert Brasillach avait choisi lui-même, je réunis les reportages qu'il avait écrits pendant la guerre et publiés dans *Je suis partout,* en particulier le récit de son voyage en Russie, puis le petit cahier qu'il avait intitulé *Sous les verrous de la Libération* qui décrivait les premiers jours de l'épuration. J'y ajoutai des articles de *Je suis partout* écrits pendant la guerre dont la suite pouvait donner une idée des différentes positions de Robert pendant les années de l'occupation allemande.

Je suis aussi peu doué que possible pour toutes les activités qu'évoque le mot prestigieux *les affaires.* Les plus inexpérimentés de mes lecteurs l'ont certainement compris. Mais, par une étrange ironie du destin, on me proposait régulièrement de chercher des clients pour toutes sortes d'objets également bizarres ou difficiles à vendre au moyen desquels on espérait que je pourrais m'enrichir en recevant pour mes bons offices des commissions fabuleuses. À cette époque, beaucoup de gens vivaient ainsi dans des conditions confortables. On me crut capable d'en faire autant en oubliant seulement que mes idées politiques et mon isolement m'interdisaient toute activité de ce genre.

Le plus étrange de ces épisodes fut celui où l'on me chargea de trouver des clients pour un moulin à papier. Cette phrase doit paraître énigmatique. Elle l'est, en effet, et plus qu'on ne pense. Dans ce temps-là, un moulin à papier était une imposante mécanique aussi longue qu'une escouade de wagons de marchandises, à l'entrée de laquelle, si j'ai bien compris, on enfourne des troncs d'arbres et à la sortie de laquelle on recueille des bobines de papier. Ces monstres, aussi imposants que les grands sauriens de l'ère secondaire ne se comptaient que par unités dans chacune des nations industrielles. Chacun de ces moulins était un capital qui fait vivre toute une province. On n'achetait pas d'un seul coup un de ces monuments historiques. On en achetait des parties, on les complétait comme les enfants avec leurs boîtes de meccano, on leur ajoutait des ailes, comme les rois de France dans leurs châteaux. J'avais donc à rajeunir le ventre monstrueux qui devait porter la pensée française. Comme je m'aperçus assez vite que j'étais impropre à une tâche aussi grandiose, on me proposa des fonctions plus simples. Je ne sais pas exactement ce qu'était un *Pondus* qu'on me chargea d'acclimater en

France. Il me semble que c'était une sorte de benne qui déversait quelque chose, du sable, des semences ou du fumier, je ne sais plus. Je n'étais pas plus compétent sur ce matériel agricole que sur les objets plus encombrants qu'on m'avait proposés. On m'offrit alors d'utiliser les relations qu'on me supposait pour vendre aux pays arabes des dessous féminins dégriffés. Je trouvais sottement cette mission indigne de moi. Ce fut le dernier effort de ces amis obstinément dévoués.

Le principal événement de ma carrière d'éditeur fut la publication de la *Bérénice* de Robert que je fis paraître en novembre 1954. Cette pièce avait été écrite au mois de juillet 1940 dans la petite ville alsacienne de Neuf-Brisach où était interné provisoirement l'état-major de la 3e armée dont Brasillach faisait partie. « J'écrivais, dit-il, dans un fragment du *Journal d'un homme occupé,* sur le beau papier bleu à en-tête du tribunal cantonal, une pièce sur Bérénice que j'avais envie d'écrire depuis la classe de seconde, fondée sur deux faits historiques que Bérénice était juive et qu'elle avait quatorze ans de plus que Titus. La fameuse rupture a été, en somme, la conclusion logique d'une liaison trop longue entre un Chéri et une Léa, comme dans le roman de Colette en même temps qu'un drame de race. » Dans cette pièce écrite avant le déferlement des grandes ondes passionnelles des années de l'Occupation, le problème juif n'est qu'un facteur secondaire de la rupture, traité avec d'autant plus de distance que le porte-parole des protestataires est un jeune exalté présenté avec un mélange de sympathie et d'ironie qui exclut toute intention agressive. C'est Titus qui est le personnage dans lequel Brasillach se reconnaît. L'entrée dans la maturité, nouvel équilibre entre le goût du bonheur et le poids des responsabilités, est un portrait de Brasillach après la défaite de 1940. Et Bérénice n'est pas non plus une vieille princesse juive, mais l'image même de toutes les femmes à un certain tournant de leur vie « appuyées le soir à la fenêtre, quand le mari est loin, quand l'amour s'en est allé, lorsque l'attente infinie commence, qui est le lot de toutes les femmes, l'attente de l'amour, l'attente de l'enfant, l'attente de la mort ».

Il n'y avait rien dans cette pièce qui pût légitimer une réaction haineuse. J'avais imprimé discrètement *Bérénice* en édition numérotée limitée à 1600 exemplaires. Je ne sais pas comment notre gentil camarade Claude Jamet, qui avait été notre « coturne » à l'École entendit parler de cette *Bérénice* « avant même la publication ». Je ne sais comment cela put arriver car je n'avais pas revu Claude Jamet, je crois, malgré toute la sympathie que j'avais pour lui et qu'il méritait bien depuis qu'il avait partagé nos tribulations sans que rien ne le prédisposât à se trouver un jour à nos côtés. Claude Jamet avait parlé de cette *Bérénice* à Alice Cocéa. Elle y trouva un rôle pour elle, s'enthousiasma, chercha un directeur et un théâtre pour en monter la représentation. Alice Cocéa, alors en disgrâce, avait conservé beaucoup de relations avec les camarades qu'elle avait connus au temps de sa splendeur. Elle parvint un moment à convaincre Marguerite Jamois qui dirigeait le Théâtre Montparnasse. Mary Morgan, Simone Berriau qui avait été une directrice célèbre, Jean Marais s'intéressèrent tour à tour à cette *Bérénice* et trouvèrent tous de bons conseillers pour les dissuader de ce projet. J'étais fort peu mêlé au monde du Théâtre et mon rôle se bornait à assurer Alice Cocéa que j'avais une grande admiration pour elle. Je le lui disais, elle était contente qu'on le lui dise, j'admirais les chats dont elle s'entourait.

Cette admiration silencieuse dura deux ans. Je ne pensai pas un instant qu'on pût monter cette *Bérénice*. Et si j'y avais sérieusement pensé, je n'aurais jamais imaginé qu'Alice Cocéa, joli petit animal de théâtre qu'on avait beaucoup applaudi dans *Phi-Phi,* eût les qualités d'une tragédienne. Mais elle était opiniâtre. Elle associa à son projet Hermantier, metteur en scène qui faisait autorité, et qui avait été chargé par le comité de direction des Arènes d'Avenches, près de Lausanne, de préparer son spectacle d'été. Hermantier proposa la mise en scène d'une belle tragédie de Tristan L'Hermite, sa *Marianne* et la création de la *Bérénice* de Brasillach. Les représentations eurent lieu à la fin du mois de juillet 1957. Alice Cocéa tenait le rôle de Bérénice et Jacques François celui de Titus, Hermantier était, lui aussi, l'un des acteurs. Les représentations d'Avenches se déroulèrent sans incident. Radio-Lausanne en diffuse un enregistrement qui fut plus tard gravé sur disque, et mis en vente sous cette forme par les éditions des Sept Couleurs.

C'est pendant la première de ces représentations de *Bérénice* que se produisit un drame qui nous fit beaucoup de peine et qui est resté pour Suzanne et pour moi inséparable de ces journées. Notre ami suisse Jean Mahyère avait une sœur que nous aimions beaucoup. Elle avait vingt-trois ou vingt-quatre ans. C'était une âme douce, distraite, volatile, étrangère aux péripéties de ce monde : elle était dans la vie comme un papillon venu d'une autre planète étouffant dans notre air trop lourd. Elle s'était trompée de génération : elle aurait peut-être été heureuse dans quelque colonie de ces hippies qui vinrent après elle. Ses parents la faisaient soigner. Elle n'aimait pas cela. Elle choisit un moment où nous étions futilement occupés de répétitions et de démarches. Elle se suicida un jour qu'on ne faisait pas attention. Il faut toujours faire attention aux êtres. Même dans l'amitié on n'en est pas toujours capable.

Le succès d'Avenches avait rendu Alice Cocéa indomptable. Elle obtint d'une Roumaine qu'on lui louât le Théâtre des Arts, rue Rochechouart. La « Compagnie Alice Cocéa », créée à cette occasion, payait chaque soir la salle à la défiante bessarabienne d'origine inconnue qui était la locataire en titre. La première représentation eut lieu le 15 novembre 1957. La pièce était représentée sous le titre *La Reine de Césarée :* Alice Cocéa avait voulu être « reine », cela lui paraissait essentiel. Les critiques avaient été, en général, favorables, un peu étonnés toutefois de cette version inattendue de la célèbre rupture qui avait été le sujet de la tragédie de Racine. Mais les organisations de résistance ne pouvaient supporter cette résurrection de Brasillach. Elles organisaient des commandos chargés d'assiéger la rue Rochechouart. Plusieurs défilés de professionnels de l'indignation furent organisés. Lors de l'une de ces manifestations, un groupe d'une quarantaine d'agresseurs força l'entrée du hall fort peu défendue, puis pénétra dans la salle en faisant éclater des pétards, tandis qu'un autre groupe qui s'était introduit par l'entrée des artistes jetait le trouble dans les coulisses. La police intervint et conduisit au poste les courageux perturbateurs. Le lendemain, le préfet de police interdit les représentations pour protéger l'ordre public. On nous fit savoir que les représentations pourraient continuer à bureaux fermés sur invitations. *La Reine de Césarée* fut jouée encore pendant quelques semaines, malgré la défection de Jacques François qui s'était affolé et qui avait abandonné son rôle à Roland Rodier. La pièce fut reprise sous le même titre, quinze ans plus tard, en 1973. La

publication de *Bérénice* fut l'incident le plus notable dans l'existence paisible des éditions des Sept Couleurs. Elles m'avaient servi, toutefois, pendant cette époque, à publier en 1954, *L'Œuf de Christophe Colomb, Lettre à un sénateur d'Amérique,* et plus tard *Les Temps modernes,* pamphlet contre la civilisation industrielle qui ne contenait que des idées largement répandues.

Mais une fois encore les événements me sollicitèrent. Je n'avais pu faire autre chose que de déplorer, comme tout le monde, la perte de nos colonies d'Indochine. Des administrateurs habiles et réalistes auraient pu nous garder un protectorat. Mais ceux qui auraient pu le faire avaient été éliminés parce qu'ils n'étaient pas des « résistants ». Cette politique de maintien ayant été rendue impossible par notre métaphysique politique, il était vain de rechercher une solution militaire dont nous n'avions pas les moyens. L'héroïsme, malheureusement, ne remplace pas l'intelligence. Le reste de notre empire colonial n'était plus que bâtisses en ruines. Nous déguisions ce délabrement par une mauvaise imitation du Commonwealth : nous installions des pancartes sur des morceaux de continent qui allaient à la dérive. Dans cette liquidation nos gouvernements n'avaient plus que la préoccupation mercantile de nous réserver une clientèle. La grande tache rose sur l'Afrique qui représentait notre ancienne puissance avait été effacée en quelques années. Personne n'accepte de payer tribut à des sultans vaincus.

Tout ce que nous nommions orgueilleusement notre empire avait donc été sacrifié au devoir imprescriptible de conserver Dantzig aux Polonais. Il nous restait, pourtant, de l'autre côté de la Méditerranée un boulevard où nous étions solidement installés depuis un siècle, l'Algérie, flanquée de ses deux demi-lunes, nos protectorats de Tunisie et du Maroc. Ce glacis méridional de la France était d'autant plus facile à défendre qu'il avait été un territoire de peuplement : notre Far-West sur lequel nos « colons » avaient installé leurs fermes et leurs ateliers auprès des cafés maures et des casbahs. Mais c'était aussi une terre vulnérable depuis qu'on y avait découvert des gisements de pétrole qui excitaient les convoitises.

La guerre d'Algérie, j'en fus le spectateur passionné, passant pendant deux ans de l'espoir à l'angoisse. Pour moi, la défense de nos départements algériens était l'épreuve de la France : celle de notre armée, bien sûr, mais surtout celle de la résolution et du courage du peuple français tout entier. J'ai suivi cette épreuve avec toutes les illusions du patriotisme et j'en ai vu les péripéties avec confiance d'abord, puis avec doute, mais toujours avec espoir : avec l'espoir que je m'étais trompé en parlant de ma patrie ingrate, avec l'espoir que je n'avais dit que des sottises quand je décrivais le déclin de la France. Ah ! je n'étais plus un écrivain politique, si je l'ai jamais été, j'étais un croyant. Je ne demandais qu'à me couvrir la tête de cendres et à demander le pardon de mes erreurs. Ce fut mon drame de découvrir, mois après mois, que je ne m'étais pas trompé.

Il se trouva que pendant les années dramatiques qui commencèrent en 1954, la rédaction de *Défense de l'Occident* avait recruté quelques collaborateurs qui étaient assez bien informés des affaires algériennes. Le mieux documenté d'entre eux était Pierre Fontaine, ancien journaliste de *L'Œuvre,* du *Petit Parisien,* de *Paris-Soir* d'avant-guerre, qui avait dirigé aussi un hôtel en Algérie, et qu'il ne faut pas confondre avec un autre Pierre Fontaine qui fut directeur du journal *Le Monde.* Mon Pierre Fontaine était un journaliste non conformiste, adversaire des

grands trusts et des affairistes, renseigné sur les intrigues des sociétés pétrolières. Il avait commencé à écrire dans *Défense de l'Occident* en décembre 1954 et consacra régulièrement des chroniques à l'Afrique du Nord de 1954 à 1958. Pendant la même période, il publia aux éditions des Sept Couleurs plusieurs essais importants sur ses thèmes de prédilection, *Dossier secret de l'Afrique du Nord* en 1957, *La Nouvelle Course au pétrole,* la même année et *La Mort étrange de Conrad Kilian,* l'homme qui avait découvert des gisements pétroliers du Sahara, qui parut en 1959. Il avait écrit un article prémonitoire dans notre numéro du mois de juin 1958 sous le titre *La France perdra-t-elle l'Afrique du Nord ?*

Seulement ni Pierre Fontaine, ni moi-même, ni le général Perré qui avait commandé en Afrique du Nord et qui fut aussi notre collaborateur, ni nos consultants, le général Navarre, le général Bêthouart, Jacques Benoist-Méchin, le jeune Jean-Marie Le Pen ne prirent soin d'expliquer d'abord que la cause de toutes nos difficultés était dans le tableau du peuplement de l'Algérie en 1954 qui montrait un million d'habitants de souche métropolitaine en présence de huit millions de musulmans dont le nombre augmentait chaque jour. Et qu'une autre cause des difficultés était l'essor d'un sentiment nouveau, le nationalisme arabe, qui faisait naître des espoirs d'un bout à l'autre de la Méditerranée.

Sur ce dernier point j'avais la naïveté d'espérer quelque chose d'un dialogue de type nouveau, celui que je voulais établir avec les nationalistes arabes eux-mêmes. Au nom de nos intérêts communs et de nos ennemis communs j'avais recherché les bases d'une coopération. Elle se traduisit par un échange de lettres qui dura plusieurs mois avec un intellectuel égyptien Mohamed Selim al Higazi, fils du théoricien de l'indépendance de l'Égypte et créateur lui-même du parti nationaliste égyptien. Cette correspondance fut publiée dans les numéros de 1955 et de 1956 de *Défense de l'Occident.* C'étaient là des jeux d'intellectuels.

Malgré ce solo discret du directeur de la revue, *Défense de l'Occident* se rangeait aux côtés des défenseurs les plus intransigeants du statu quo algérien et considérait que le seul moyen de maintenir la présence française en Algérie était un changement complet des équipes politiques en Métropole.

Cette conclusion théorique était assurément fort logique. Mais elle n'était que cela. En réalité, nous faisions de la politique abstraite comme s'il s'agissait de géométrie dans l'espace. Avec un peu plus de connaissance du terrain ou simplement un peu de bon sens, nous aurions pu imaginer que le changement des équipes politiques en Métropole que nous réclamions avec tant d'énergie ne pouvait être que le retour au pouvoir de la faction gaulliste qui représentait pour nous ce que nous détestions le plus, le mensonge et l'imposture. Objectivement, comme disent les communistes, nous favorisions le retour au pouvoir de ce que nous combattions depuis le début de notre engagement politique.

Le résultat de cette brillante campagne à laquelle *Défense de l'Occident* s'était associée fut, comme on le sait, la constitution des Comités de Salut public à Alger et l'appel du général Salan le 15 mai au sauveur désigné par les patriotes algériens auquel le président René Coty se résigna à confier le pouvoir. Avec lui se résignèrent la plupart de ceux que le général de Gaulle, douze ans plus tôt avait flétris comme traîtres et fait condamner par ses juges. Au vote d'investiture qui eut lieu à la Chambre, seul, Jacques Isorni, refusa la délégation de pouvoir au général de Gaulle. Et dans la presse de droite radicale deux voix seulement, toutes les deux

impuissantes, se rangèrent à ses côtés pour ce refus absolu, la voix d'Henry Coston et la mienne. Tous nos amis revinrent très vite de leur illusion. Mais peu d'entre eux eurent le courage d'en tirer la leçon politique : quand on est faible, il faut être absolu, c'est le seul moyen de n'être pas ridicule.

Des figurants nationalistes participèrent d'abord avec plus ou moins de réluctance aux différentes figures qui lui furent proposées par le chef d'orchestre. De Gaulle avait compris très vite qu'il ne pouvait se maintenir au pouvoir qu'en se dérobant à une guerre d'usure impopulaire et coûteuse. Pour habituer son public à une capitulation décidée dès le premier jour, il modula, comme le joueur de flûte de Hamelin, de gracieuses musiques qui menaient insensiblement à la rivière où il s'agissait d'engloutir le cortège sans qu'on entendît trop de cris. L'opposition nationale s'était rapidement ressaisie. Mais son opinion importait peu : les conjurés tenaient solidement la Métropole, la veulerie et la lâcheté servaient leur cause. La seule tâche un peu délicate était d'endormir l'armée d'Algérie assez longtemps pour qu'elle se réveillât trop tard.

Pour anesthésier l'armée d'Afrique, le général de Gaulle avait entrepris la « tournée des popotes ». J'avais compris très vite où nous menaient les airs du joueur de flûte, « Français à part entière », « Paix des braves », « Droit à l'auto-détermination », « Algérie algérienne ». On ferrait le poisson : nous n'avions pas une chance de nous en sortir. Mais la faiblesse de l'ennemi tenait au prestige du seul majordome. Qu'il disparût et tout l'écheveau se dévidait, de Gaulle le savait. La « tournée des popotes » était un défi : « Ils n'oseront pas. »

Ce qui était évident, ce n'est pas seulement que de Gaulle voulait capituler sans combat en Algérie pour s'assurer un règne confortable, le plus grave c'est que la population française était indifférente au sort de l'Algérie ; les Français ne voulaient pas se battre pour l'Algérie. On ne pouvait rien contre cela. Il me fallut un an, pourtant, pour en tirer, en ce qui me concernait, la conclusion. Et cette conclusion était claire. D'abord, j'avais commis une faute tactique. Publier une revue politique, si elle n'était pas couplée à un parti politique, était une occupation aussi vaine que de jouer au bilboquet. En outre, j'avais commis une faute politique. Un engagement de *Défense de l'Occident* pour conserver l'Algérie était une illusion patriotique, contradictoire avec notre affirmation depuis près de dix ans, que la France faisait partie des vaincus, et que cette France vaincue ne pouvait avoir souveraineté sur aucune partie du monde ; pas plus l'Algérie que l'Indochine. Il fallait tirer cette conclusion, malheureusement, de notre combat contre le mensonge. On ne pouvait rien faire d'autre, pour le moment.

J'arrête mes souvenirs en cette année 1958. Ce n'est pas seulement à cause de la perte de l'Algérie. C'est aussi parce que cette année malheureuse fut pour la France la première année de son redressement politique, de ce qu'on pourrait appeler l'air d'une ère nouvelle qui allait changer tout le panorama de la vie politique en France. C'est, en effet, en cette année si tragique que naquirent les premières pousses du renouveau politique de la France. Je n'y fus pas personnellement mêlé, mais j'y jouais un rôle décisif par ceux que j'appelais mes « suffragants », en particulier par François Duprat dont le travail politique sur le terrain fut la base de départ du premier succès. En arrêtant mes *Souvenirs* à l'année 1958, c'est une date importante que j'ai choisie puisqu'elle est à la fois celle de la constatation du mensonge de la victoire et celle du renouveau de l'esprit national dans notre pays.

Mon action politique par interposition fut donc discrète, mais certaine. Que pouvais-je faire d'autre ? Mon engagement en faveur de la justice avait fait de moi un pestiféré. J'étais à la fois un symbole pour quelques-uns et un blasphémateur pour la plupart. Je ne regrette rien de ce que j'ai écrit et de ce que j'ai fait. Je l'ai fait pour obéir à ma conscience. Je ne crois ni à la justice des hommes, ni à l'avenir de l'impartialité, ni à la gloire, ni à la pérennité du souvenir. Je me suis engagé avec une conviction qui fut celle de tous ceux qui, avant moi, furent pareils à moi. Ils allaient à la bataille en s'écriant : « Dieu reconnaîtra les siens. » J'ai, au fond de ma tête obstinée, la même espérance qu'eux. J'ai parlé de moi dans ces *Souvenirs* pour laisser à ceux qui viendront après moi l'image de l'homme que j'ai été. Il y a certainement des contradictions entre ce portrait et l'idée que se font de moi les rares lecteurs qui connaissent encore mon nom. Mais pourquoi serais-je condamné à porter éternellement la tête de marionnette qu'on a mise sur ma tête ? Je me suis permis une réhabilitation parce que je crois que je l'avais méritée.

Quant à mon œuvre littéraire, elle est, par définition, périssable, comme toute œuvre de recherche ou de critique qui vieillit avec les changements de mentalité et les nouveautés de la documentation. L'histoire en est à peu près impossible à faire parce qu'une grande partie en a paru sous des signatures imaginaires. Mais comme il s'agit toujours d'études critiques ou de portraits d'écrivains que j'ai publiés dans la dernière partie de ma vie, ceux de Flaubert, de Céline, de Léon Bloy, je ne crois qu'ils soient de nature à m'assurer une longue postérité d'admirateurs. C'est par d'autres qualités qu'on découvrira peut-être en moi tardivement un écrivain pour lequel on puisse éprouver quelque sympathie.

Sommaire

P